

La 4^e révolution sera sociale

Olivier Dubigeon

La 4^e révolution sera sociale

Comment réussir la transition ?

L'Harmattan

Du même auteur

Piloter un développement responsable, Quels processus d'action pour l'entreprise ?, Edition Le Village Mondial, 455 p.

Mettre en pratique le Développement Durable : quels processus pour l'entreprise responsable ?, Edition Le Village Mondial, 320 p. (Prix CIDEM du meilleur livre développement durable – 2003, 2^e édition novembre 2005)

Intégrer le Développement Durable à la stratégie de l'entreprise – Du discours à la pratique : comment les entreprises françaises valorisent-elles leurs choix en matière de responsabilité sociétale ? - Benchmark des pratiques en France, Edition Les Echos Etudes, juin 2005, 220 p.

Le Développement Durable - Benchmark des pratiques en Amérique du Nord & France, Edition Les Echos Etudes, mai 2002, 285 p.

Ouvrages collectifs

S'approprier les clés de la mutation, comprendre, innover, agir autrement, Editions Chronique Sociale, décembre 2012

Une vision spirituelle de la crise économique - Altruisme plutôt qu'avidité : le remède à la crise, Editions Yves Michel, avril 2012

Pour une consommation durable, Rapports et documents n°33, La Documentation Française, mars 2011

Comment pratiquer le développement durable en entreprise ?, in : Les tendances du Management, Jean Michel Huet (coord.), Editions Pearson Education, 2007

Les effets du développement durable, in : *Développement durable et performance globale : transformer le risque sociétal en une opportunité d'un business acceptable*, Patrick Matagne (dir.), L'Harmattan, 2006

Corporate Social Responsibility : concepts, accountability & Reporting, Jose Allouche (dir.), Palgrave Editions, 2006

L'entreprise responsable : changement de mode ou changement de monde ?, in : Ethique et Développement Durable, Entreprise Ethique, Vetter Editions, avril 2002

Comment engager le développement durable dans l'entreprise ?, in : Développement durable, le challenge du 21^e siècle pour les entreprises - Les Cahiers Qualité Management, Institut Qualité et Management, 2001

Stratégie de développement du département de la Loire, 1994

Réinventons le travail, Edition Centurion La Croix, 1993

Le Local dans tous ses Etats, Autrement, 1983

© L'Harmattan, 2013

5-7, rue de l'Ecole-Polytechnique, 75005 Paris

<http://www.librairieharmattan.com>
diffusion.harmattan@wanadoo.fr
harmattan1@wanadoo.fr

ISBN : 978-2-343-01228-5
EAN : 9782343012285

*« Tout commence, toujours, par une innovation,
un nouveau message déviant, marginal, modeste,
souvent invisible aux contemporains. »*

Edgar Morin

*Les organisations seront reconnues en fonction du soin
qu'elles ont vis-à-vis des autres.*

A mes enfants Gwenaëlle, Solène, Yohan
A mes petits-enfants Nino, Anaé, Clarisse
A tous les enfants de la Terre qui bruissent le monde qui vient
A la transition vers une humanité grandie...
A la vie et ses mystères...

Sommaire

INTRODUCTION.....	15
<i>De la prospective au marketing</i>	<i>15</i>
<i>L'humanité a rendez-vous avec elle-même</i>	<i>16</i>
PARTIE I – RUPTURE OU DÉVELOPPEMENT ? LE STATU QUO N'EST PLUS UNE OPTION	21
1.1. - QUELS SONT LES FONDEMENTS ARCHÉTYPAUX SOUS-JACENTS DE LA MUTATION EN COURS ?	21
<i>La « gestion de la maison » est coupée de la « science de la maison »</i>	<i>21</i>
<i>Trois vagues ébranlent la modernité</i>	<i>23</i>
<i>Le défi « égologique »</i>	<i>31</i>
1.2. - UN BREF ÉTAT DES LIEUX DU MONDE D'AUJOURD'HUI : LES 11 RUPTURES QUI SE PRÉPARENT.....	37
<i>Rupture n° 1 : Le système de croyance lié à l'ultra capitalisme s'effondre .</i>	<i>37</i>
<i>Rupture n° 2 : L'humanité se découple de sa biosphère : prépare-t-elle sa sortie de route ?.....</i>	<i>40</i>
<i>Rupture n° 3 : Le paradigme scientifique est bousculé</i>	<i>49</i>
<i>Rupture n° 4 : Le progrès et la raison sont interrogés, le doute s'introduit</i>	<i>53</i>
<i>Rupture n° 5 : Le temps est devenu la nouvelle frontière.....</i>	<i>55</i>
<i>Rupture n° 6 : Le sens de l'économie est contesté</i>	<i>59</i>
<i>Rupture n° 7 : Le modèle industriel consumériste est mis en question</i>	<i>72</i>
<i>Rupture n° 8 : L'appel à « ce qui fait société » progresse partout</i>	<i>88</i>
<i>Rupture n° 9 : Les fondations de « ce qui fait société » explosent et laissent la place à de nouveaux rapports de force.....</i>	<i>101</i>
<i>Rupture n° 10 : L'ethnocide des peuples premiers nous prive de la technologie de la survie « pour atteindre le bien vivre ».....</i>	<i>117</i>
<i>Rupture n° 11 : La « redécouverte » du sens transforme en profondeur les conditions du leadership.....</i>	<i>119</i>
1.3. - FACE À CETTE MUTATION, LE MONDE VA-T-IL SE DÉVELOPPER EN CONTINUITÉ OU EN RUPTURE ?	123
<i>Sortir de la crise systémique par rupture ?.....</i>	<i>126</i>
<i>Sortir de la crise systémique par évolution incrémentale ?.....</i>	<i>127</i>
<i>Le « développement » est-il « durable » ?.....</i>	<i>130</i>
1.4. - QUE SIGNIFIE « SE DÉVELOPPER » DANS UN CONTEXTE DE PRÉ-RUPTURE ?	135
<i>Comment redéfinir le « développement » ?</i>	<i>135</i>
<i>Choisir entre croissance ou décroissance ?</i>	<i>138</i>
<i>Comment changer de « fournisseur de bonheur » ?</i>	<i>143</i>

PARTIE II – QUELS SCÉNARIOS POSSIBLES POUR LE 21^E SIÈCLE ? 149

2.1. – QUELLE ÉVOLUTION PROBABLE À 50 ANS ? 149
Les défis globaux identifiés et analysés par le Projet Millénium 149
Les 12 programmes pour le 21^e siècle 150
Quels scénarios pour le 21^e siècle ? 157

2.2. - REFONDER LA SOCIÉTÉ SELON 5 SCÉNARIOS 163
*Une société civile mondiale émerge : réorienter nos sociétés
vers un mieux vivre ensemble 166*

PARTIE III – COMMENT RÉUSSIR LA TRANSITION ? 175

3.1. - LES 10 RESPONSABILITÉS CLÉS POUR RÉUSSIR LE GRAND CHANTIER DU FUTUR :
GRANDIR EN HUMANITÉ 175
*Responsabilité n° 1 : Faire de la question du sens le moteur de la création
de valeur 177*
*Responsabilité n° 2 : Faire le tri sélectif du meilleur des sociétés modernes
et de tradition 179*
Responsabilité n° 3 : Retrouver la sagesse de l'intégration 182
*Responsabilité n° 4 : Enraciner une nouvelle conscience,
celle des limites de la planète 187*
*Responsabilité n° 5 : Promouvoir un imaginaire optimiste
de la prospérité 189*
*Responsabilité n° 6 : Mettre en place une alternative au pouvoir
fondé sur la guerre 191*
*Responsabilité n° 7 : Réintégrer la question du bien commun
dans l'économie 192*
Responsabilité n° 8 : Faire de la sobriété un élément de prospérité 200
Responsabilité n° 9 : Devenir « accountable » 202
Responsabilité n° 10 : Nous ouvrir à la société neuronale globale 204

3.2. - LES 10 CLÉS POUR REFONDER LA SOCIÉTÉ À 5-10 ANS 207
Clé n°1 : Refonder « ce qui fait société » 207
Clé n°2 : Satisfaire les besoins primaires 210
Clé n°3 : Internaliser les externalités 219
*Clé n°4 : Démultiplier la construction collective via la technologie
numérique 231*
Clé n°5 : Ré-enchanter le travail par une économie de la contribution 236
*Clé n°6 : Transformer les solidarités au travers du bouleversement
des identités 249*
Clé n°7 : Généraliser l'éducation et l'auto-formation pour tous 257
Clé n°8 : Libérer les sources de l'appropriation 261
Clé n°9 : Réintégrer la réciprocité dans une économie globalisée 274
Clé n°10 : Assurer la sécurité globale au cœur de la complexité 284

PARTIE IV - COMMENT CRÉER DE LA VALEUR AU 21^E SIÈCLE ?.....	293
4.1. - INSCRIRE LE DÉVELOPPEMENT RESPONSABLE DANS SON MODÈLE D'ACTIVITÉ.....	293
4.2. - INVESTIR DANS LE « TERRITOIRE DU SENS » CRÉE DE LA VALEUR	307
<i>L'exemple de l'industrie du luxe</i>	<i>307</i>
<i>Développer la crédibilité de sa stratégie de développement</i>	
<i>responsable</i>	<i>311</i>
4.3. CHANGER INCRÉMENTALEMENT OU PAR RUPTURE ?.....	315
<i>Stratégie d'évolution incrémentale : « économiciser » les enjeux</i>	
<i>écologiques, sociaux et sociétaux</i>	<i>315</i>
<i>Stratégie de transformation par rupture : « écologiser » les enjeux</i>	
<i>économiques</i>	<i>317</i>
4.4. - LES 10 LEVIERS STRATÉGIQUES ET OPÉRATIONNELS POUR COMPTER	
CE QUI COMPTE	321
<i>Levier n°1 : Repenser la légitimité de l'entreprise</i>	<i>322</i>
<i>Levier n°2 : Refonder son modèle d'activité</i>	<i>325</i>
<i>Levier n°3 : Actualiser sa gouvernance</i>	<i>326</i>
<i>Levier n°4 : Former et éduquer.....</i>	<i>330</i>
<i>Levier n°5 : Encourager une consommation responsable</i>	<i>331</i>
<i>Levier n°6 : Déployer et professionnaliser un management responsable .</i>	<i>341</i>
<i>Levier n°7 : Structurer une organisation responsable</i>	<i>342</i>
<i>Levier n°8 : Rapprocher science, entreprise et société</i>	<i>344</i>
<i>Levier n°9 : Repenser la comptabilité de l'entreprise</i>	<i>345</i>
<i>Levier n°10 : Dialoguer avec ses parties prenantes.....</i>	<i>348</i>
 CONCLUSION : VERS UNE SOCIÉTÉ DU MIEUX VIVRE ENSEMBLE	351
BIBLIOGRAPHIE	353

Introduction

« Raisin vert, raisin mûr, raisin sec. Tout n'est que changement,
non pour ne plus être mais pour devenir ce qui n'est pas encore »

Epictète

De la prospective au marketing

Cet ouvrage n'a pas bien sûr la prétention de prédire l'avenir, mais d'éclairer les chemins qu'aujourd'hui nous pouvons inventer pour créer le monde que nous désirons, que nous voulons.

La prospective est systémique, multidimensionnelle, transdisciplinaire¹. Elle n'est pas une science du futur. Toute tentative d'assimilation à la prédiction serait une imposture. La prospective qui s'interroge sur le « que peut-il advenir ? », rencontre la stratégie et le marketing (stratégique) lorsque elle s'interroge sur le « que puis-je faire ? », « que vais-je faire ? » et « comment le faire ? »²

Elle apporte une vision plus englobante, plus multiple aussi (économique, démographique, écologique, neuronale, ...) aux hommes de marketing dans leurs façons d'appréhender le marché au travers de signes annonciateurs de tendances futures (variables-clés indirectes, cachées, acteurs dormants ou embryonnaires).

De fructueuses collaborations pourraient naître entre :

- le marketing, à partir des études centrées sur le client, ses comportements (niveau local, « micro »), les marchés visés, et les questions fondamentales qui traversent la société d'aujourd'hui et préparent celle de demain,
- la prospective, orientée de façon plus globale (« macro ») sur les jeux d'acteurs (objectifs, enjeux, positions, relations), et le champ des possibles (que peut-il advenir ?, quels scénarios probables, vraisemblables, souhaitables ?).

Nous avons cherché à articuler et à réconcilier :

- le temps long de la prospective et la vision globale : *le chemin importe plus que le but, la carte n'est pas le territoire,*

¹ Cf. Pierre F. Gonod.

² Denis FAILLY Consultant Marketing Etudes (cf. Michel Godet).

- avec le temps court du marketing (5 ans tout au plus) : *seul compte le résultat immédiat, mesurable, rentable.*

Sous l'effet de la globalisation et de l'urbanisation croissante, une rupture écologique (mécanismes éco-systémiques, biodiversité, climat, ressources, écotoxicité), et sociétale est à venir : elle prépare des transformations majeures, tant du point de vue économique, sociologique, culturel, que technologique et environnemental, et même peut-être philosophique. Elle conduit inéluctablement à un nouveau modèle de société.

Elle nous offre la chance d'inventer un contrat sociétal à l'échelon global. Et donc nous invite à transformer dès maintenant nos pratiques.

Quels rapports à l'espace, au temps, à la nature et à l'Homme en général vont susciter ces transformations ou ces bouleversements ?

Et quelles manières d'être, de vivre, de penser, de consommer, de « *relationner* » peuvent-elles déjà en découler qui influenceront sur nos modes de vie dans les 40 prochaines années ?

La réponse à ces questions interpelle la question même du *développement*. Elle remet en question notre acceptation économiste de cette notion. Réactualiser la question du *développement* au 21^e siècle, à l'aube d'une société globalisée, nécessite de comprendre les problématiques mondiales et de refonder « *ce qui fait société* ».

Le présent ouvrage se veut apporter quelques jalons pour éclairer les réponses possibles à ces questions.

L'humanité a rendez-vous avec elle-même

Comme avertit l'ONG Minga : « *Avoir une vision positive de l'avenir, dans une société nostalgique, anxieuse de son devenir, persuadée que les générations futures vivront plus mal, plombée par son manque d'idéal, ce n'est pas une mince affaire !* »

Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie et ancien économiste en chef de la Banque mondiale, est encore plus alarmiste : « *Lors des récessions précédentes, le débat typique entre experts était de décider s'il s'agissait d'une récession en forme de V (c'est-à-dire dure mais courte) ou en U (c'est-à-dire moins grave mais longue). Aujourd'hui, l'économie est entrée dans une récession qui se décrirait en forme de L. Elle est tombée bien bas, et va probablement rester à cette place longtemps encore...³* »

³ Joseph Stiglitz, *Vanity Fair*, octobre 2008.

En 1970, le Club de Rome avait prédit qu'une crise systémique se produirait au cours de la première moitié du 21^e siècle. Lorsqu'en 1990 Thierry Gaudin⁴ a publié « *2100, récit du prochain siècle* », il avait estimé sa survenue dans le premier quart du 21^e siècle.

La crise financière de 2008 est révélatrice d'un certain nombre de déséquilibres profonds, à la fois sociaux, sociétaux, économiques, écologiques et politiques, qui fragilisent notre potentiel de développement depuis la fin des Trente Glorieuses. Guerres de l'eau et du pétrole, changements climatiques, dégradation des ressources naturelles et des mécanismes qui renouvellent le vivant, pauvreté persistante, désenchantement civique, discriminations, exclusions, individualisme... Longtemps ignorés, ces risques sont aujourd'hui largement avérés⁵.

L'ampleur – et la profondeur - de la crise économique et financière que nous traversons depuis cette date – depuis en fait la première crise pétrolière de 1970 il y a 40 ans, et même, si l'on regarde bien, d'une suite de crises à répétition depuis le milieu du 19^e siècle - conduit inévitablement à nous poser une question que nous jugeons essentielle : ces crises partagent-elles une même cause sous-jacente ? Ou ne sont-elles que l'expression d'ajustements progressifs de la construction de la voie qui l'a emporté le jour de la chute du Mur de Berlin, le 9 novembre 1989 : celle d'une « démocratie capitaliste » ?

Nous souhaitons éclairer cette question, et montrer que son ampleur questionne, et même remet profondément en cause les modèles financiers, monétaires et plus globalement sociétaux.

Suite à la séparation que l'Homme a introduite entre lui-même et la biosphère, l'espoir d'une vie meilleure s'est bâti sur l'exploitation illimitée des ressources issues des écosystèmes naturels, dont le coût a été pendant des siècles considéré comme nul ou négligeable (les écosystèmes sont d'ailleurs appelés très symptomatiquement « environnement », c'est-à-dire périphérique, secondaire) et l'oubli de deux milliards et demi d'êtres humains aujourd'hui.

Le mimétisme matérialiste qui en a découlé nous a détournés du « bien commun », ce patrimoine que nous avons tous hérité de nos anciens, et a déclenché la spirale de notre déshumanisation : à la fois conséquence,

⁴ Membre du Conseil Général au Ministère, ingénieur (école Polytechnique / Corps des Mines) et docteur en Sciences de l'information et de la communication (Université de Paris X Nanterre, 2008), expert international (OCDE, Commission Européenne, Banque Mondiale) en politique d'innovation et en prospective.

⁵ Comité 21.

symptôme et fait générateur de la dégradation de notre humanisation, elle est source et conséquence à la fois de l'appauvrissement de notre écosystème naturel.

Ce qui fait que nous sommes humains provient de notre richesse d'être et d'expérience, et non de ce que nous possédons. La faible corrélation entre le niveau des dépenses de consommation et celui du bonheur nous démontre que notre « capital d'être » s'est paupérisé : ceci nous a engagés dans une logique redoutable : *« vivre non dans une société de consommation mais une société de consolation, une société où des sommes considérables sont dépensées pour nous consoler de passer à côté de nos vies et d'être dans une course à l'avoir. »*⁶

« En ce début de siècle et de millénaire, il n'est pas excessif de dire que l'humanité a rendez-vous avec elle-même. Depuis Hiroshima, elle s'est constituée en sujet négatif de sa propre histoire en se donnant la possibilité de s'autodétruire. Cette autodestruction peut prendre aujourd'hui de nouvelles formes : outre les armes de destruction massive, dont la possibilité d'usage est renforcée par la fin du système de dissuasion nucléaire, ce peut être la destruction de la niche écologique où nous vivons (notamment du fait du dérèglement du climat) ou un mésusage de la révolution du vivant qui peut conduire l'humanité à en finir prématurément avec sa propre histoire.

Et de rajouter : *« Mais ces défis peuvent être aussi l'occasion, comme ce fut le cas au cours du processus biologique de l'homínisation, d'un saut qualitatif, culturel et politique cette fois, dans la voie de notre propre humanisation. Nous pouvons « grandir en humanité », utiliser les formidables progrès que nous avons réalisés en matière d'intelligence collective au cours des derniers siècles afin de les mettre au service d'un réel développement dans l'ordre de l'être plutôt que d'une course haletante et toujours insatisfaite dans l'ordre de l'avoir. »*⁷

« Passerons nous cette épreuve, grandirons nous en humanité, ou resterons nous malades ? » s'interroge Coline Serreau, réalisatrice du film long métrage *« Solutions locales pour un désordre global. »*⁸

Avocate et Professeure associée en Développement Durable, Fondatrice de l'association Vraiment Durable, membre du Conseil d'Etat, Bettina Laville esquisse une réponse : *« Il nous faut un futur désirable plutôt que menaçant afin de préserver, pour les générations futures, une planète pacifiée. »*⁹

Et Patrick Viveret de rajouter : *« Arrêtons de penser nos questions contemporaines avec la grille de lecture de la géopolitique ou celle de l'économie du 19^e siècle, toutes deux*

⁶ Patrick Viveret, philosophe, magistrat, ancien conseiller à la Cour des comptes, « conseiller en imaginaire ».

⁷ Patrick Viveret, blog <http://viveret.over-blog.com>

⁸ 2010.

⁹ Bettina Laville, « Copenhague : Mélancolie de la lucidité », Futurible n°364, Avril 2010.

construites sur l'obsession de la compétition. Cessons de nous laisser enrôler dans les logiques meurtrières des guerres, qu'elles soient religieuses ou économiques.

Consacrons l'essentiel de notre énergie à inventer les formes de cette citoyenneté planétaire qui donnera à l'aventure humaine la possibilité non seulement d'assurer sa survie biologique, mais plus encore d'accéder à un niveau qualitativement supérieur de l'histoire de la conscience. »¹⁰

Ce constat pose dès lors une double question :

- ▶ Quels sont nos (vrais) besoins profonds ? Ce qui interroge la question de notre projet humain – de notre humanité – et donc celle du *développement*, de *notre développement*.
- ▶ Quelle réponse pertinente apporter ? Ce qui nous invite en écho à nous interroger sur notre action : activisme (multiplier les initiatives en deçà des enjeux) ou catastrophisme (parfaite conscience des enjeux se soldant par une forme de paralysie).

➔ Cet ouvrage est destiné à étayer des premières pistes, et leur donner une consistance dédiée à l'action opérationnelle.

¹⁰ Patrick Viveret, blog <http://viveret.over-blog.com>

PARTIE I

Rupture ou développement ? Le *statu quo* n'est plus une option

« Nous sommes en plein dans le bain de la grenouille que l'on ébouillante progressivement pour éviter qu'elle ne saute de la marmite... »

Patrick Viveret

1.1. - Quels sont les fondements archétypaux sous-jacents de la mutation en cours ?

Nous allons interroger les représentations symboliques enracinées dans un inconscient collectif commun, qui déterminent les mécanismes psychosociaux à l'œuvre et modélisent nos comportements, souvent sans que nous nous en rendions compte.

Comprendre les mécanismes sous-jacents aux crises que nous traversons, permet d'identifier les « voies de sortie » structurelles. Sans cette compréhension, nous risquons de voir ces crises se renouveler de plus en plus durement jusqu'à ce que nous ayons enfin compris, ou jusqu'au point de rupture... salvateur pour envisager le développement autrement... ?

La « gestion de la maison » est coupée de la « science de la maison »

Qu'est-ce que la « Crise » ?

La crise actuelle n'est que la loupe grossissante de transformations plus profondes, une réplique sismique d'une « Crise » beaucoup plus fondamentale que les vagues financières que nous pouvons constater à la surface de l'océan de notre séjour sur notre planète. Leur point commun converge vers la question du sens ¹¹ : vers quel développement décidons-nous de nous diriger ? à quel développement décidons-nous d'œuvrer ?

¹¹ Patrick Viveret.

Elle exprime la rupture de la croyance à un monde enchanteur¹², celui qui nous a fait la promesse d'un mieux vivre par l'avoir.

Les grecs ont « inventé » la modernité il y a environ 3000 ans, en séparant l'Homme de la Nature : séparer l'économie (l'*Economos* en grec : « *oikos* » : maison, chez soi et « *nomos* » : administration, nous dirions « gestion » aujourd'hui), de l'écologie (*Eco logos* : « *logos* » : science, parole). Ce fut, est un choix *d'un certain sens du développement* : la société occidentale s'est développée en coupant la gestion de la maison de la science de la maison... Comment pouvons-nous gérer la « maison » si nous ne « connaissons » plus notre maison ?

Ce choix a produit « naturellement », si l'on peut dire ainsi, une stratégie visant à protéger l'Homme d'une Nature devenue menaçante du seul fait de cette coupure : en privant l'Homme d'être partie intégrante des mécanismes de réciprocité avec la Nature et de renouvellement du vivant, la Nature devient un mystère dont il convient à la fois de nous protéger et de le maîtriser.

Ceci nous a conduits à entrer dans une activité croissante, destinée à produire les biens et les services nous permettant de retrouver notre sécurité perdue et de la compenser.

Cette privation, que nous avons nous-mêmes mis en place dans notre représentation archétypale de notre existence, nous a fait progressivement oublier que nos activités individuelles et collectives impactent le patrimoine commun. L'on parle d'externalités. Nous avons produit de très nombreuses externalités positives. Mais force est de constater que les externalités négatives ont dépassé les externalités positives à mesure que notre modèle de développement a pris le dessus sur les autres modes de développement co-existants sur notre planète.

Nous avons dégradé le « patrimoine commun » (collectif, temps long, globalité) au bénéfice de l'intérêt particulier (individuel, court terme, local). Il nous a fallu trois millénaires, et il a suffi surtout d'un siècle et demi de développement industriel, pour réaliser combien notre monde physique est limité (espace, ressources, bio capacité), et que l'empreinte que nous lui imprimons constitue un risque de rupture globale de notre humanité d'avec la Nature et d'avec nous-mêmes...

Le devenir de l'humanité au 21^e siècle dépend de cette alternative : choc des civilisations ou dialogue entre les civilisations ?

¹² D'après une expression d'Emmanuel Antoine, association Minga.

Si nous voulons sortir « par le haut », nous n'avons pas d'autre choix que d'engager un dialogue de civilisation exigeant, sincère, tolérant et ouvert, notamment sur deux axes majeurs :

- rentrer en dialogue avec les savoirs ancestraux et les sagesses du monde : celles-ci détiennent les clés de la réciprocité Homme / Nature oubliées par notre « modernité »
- entreprendre un dialogue sur ce qui est universellement commun, c'est-à-dire nous entendre sur ce qui constitue le patrimoine commun de l'humanité.

*« Les valeurs éthiques, particulièrement dans le protestantisme, ont fourni dans le passé un terrain d'action au capitalisme à travers des comportements de faible consommation, accompagnés de hauts niveaux d'investissement, d'un style de vie modeste et d'une forte créativité. »*¹³

*« Ce capitalisme des origines n'était pas nourri par la cupidité. Il s'appuyait sur un ensemble de valeurs selon lesquelles on s'investissait dans ce monde pour participer à la construction de quelque chose de plus grand que soi, qui va rayonner après soi. »*¹⁴

Trois vagues ébranlent la modernité

Trois vagues convergent pour interroger la modernité et faire du devenir de l'humanité la question centrale¹⁵ :

- une vague multi millénaire,
- une vague multi séculaire,
- une vague contemporaine.

La vague multi millénaire de la destruction créatrice

Le principe de la triple fonctionnalité induit une logique de pensée ternaire. Celle-ci est présente dans de très nombreuses traditions anciennes (Inde : *Vishnou / Shiva / Brahma*, Egypte, Mexique, Mésopotamie, Moyen Age : *Corps / Ame / Esprit*, ...) et invite à pratiquer une alchimie à trois temps : protection de l'existant / destruction créatrice / conception fertilisatrice.

Chez les Grecs, le philosophe Platon, géomètre de métier, introduit une rupture duale au regard de la philosophie aristotélicienne ternaire (Aristote

¹³ « *Temps de crise* », rapport de prospective du Comité 21, juin 2009.

¹⁴ Didier Long, ancien moine bénédictin, aujourd'hui consultant, auteur du « *Manuel de survie dans la mondialisation* », cité dans *Le Nouvel économiste*, N°1451 (novembre 2008).

¹⁵ Inspiré d'une réflexion de Patrick Viveret et de Thierry Gaudin.

était un biologiste) : alors que les Arabes et l'Europe médiévale sont d'inspiration aristotélicienne (ternaire), Descartes est plutôt d'inspiration platonicienne : il annonce qu'il est temps de devenir « maître de la nature », introduisant le cartésianisme, c'est-à-dire un système de pensée binaire et non plus ternaire.

Emotionnellement parlant, notre cerveau limbique, siège de nos émotions, n'a pas fondamentalement changé depuis l'époque de l'homme de Neandertal. Si, arrivés à un certain degré de développement technologique et scientifique, notre maturité émotionnelle (pôle *visnonite* de protection de l'existant) ne s'est pas développée de pair, l'énergie de la destruction créatrice devient destruction destructrice.

D'après Schumpeter¹⁶, l'essence du capitalisme constitue le pôle de destruction créatrice. Or le déploiement d'énergie de la destruction créatrice devient destruction destructrice s'il n'est pas en équilibre avec un troisième pôle, fertilisateur.

Aujourd'hui, force est de constater que le pôle de destruction créatrice (*Shiva*) s'est constitué en pôle dominant au travers de la guerre économique mondialisée. Le mode *shivaité* s'est répandu au niveau planétaire et semble irrésistible au niveau de l'Etat nation, y compris en Chine, qui a adopté la même posture que l'Occident.

Même avec le niveau élevé de catastrophes qui sont survenues depuis 25 ans (Tchernobyl, Bhopal, Katrina, Soudan, World Trade Center, subprimes, BP dans le Golfe de Louisiane, Fukushima, ...), le niveau de conscience de l'opinion n'a pas été suffisamment ébranlé pour que soient mis en place des modes de conception fertilisatrice à la hauteur de ces catastrophes.

Les conséquences risquent d'en plus en plus de devenir irréparables.

¹⁶ Schumpeter met en avant le rôle majeur des innovations dans l'impulsion, la mise en mouvement de l'économie sous l'action de l'entrepreneur. C'est par la fabrication de produits nouveaux, l'adoption de procédés et de techniques inédits, l'utilisation de nouvelles matières premières ou l'ouverture de nouveaux débouchés que les structures finissent par changer. Dans la conception de Schumpeter, l'entrepreneur incarne le pari de l'innovation. Pour Schumpeter, le profit est la sanction de l'initiative créatrice des risques pris par l'entrepreneur. Cette conception est contraire aux économistes classiques qui faisaient du profit la contrepartie des efforts productifs (capital et travail) de l'entrepreneur, alors qu'elle est plutôt du ressort du chef d'entreprise. Cette conception est également contraire à celle, marxiste, qui place l'origine du profit dans la confiscation de la plus-value, c'est-à-dire l'appropriation d'une partie du fruit du travail des salariés par le rentier-capitaliste.

Source : http://fr.wikipedia.org/wiki/Joseph_Schumpeter

D'une certaine façon, l'un des grands défis de l'humanité est de sortir de l'âge primitif dans lequel nous sommes encore englués en encourageant le recours aux ressources inépuisables de la conscience humaine. Edgard Morin nous rappelle que nous sommes des « *sapiens demens* » et non des « *sapiens sapiens* » : si nous sommes devenus des sachants, nous avons oublié de devenir des sages.

Le grand problème de l'humanité c'est que la plupart des difficultés qu'elle rencontre sont des dégâts collatéraux de sa partie *demens*. Sortir de cet âge primitif suppose de rééquilibrer les pôles *visbnouite* (protection de l'existant) et *shivaite* (destruction créatrice vs. destructrice), et travailler sur ce rapport déséquilibré existant actuellement entre eux.

Un basculement (ou changement de paradigme) peut survenir à tout moment : il survient toujours à des moments ponctuels de rupture historique, lorsque le malaise prépare la plupart à admettre cette rupture. Nous en sommes là.

A l'aube d'une rupture multi millénaire.

La vague multi séculaire de l'économie du salut

L'économie du salut ¹⁷

Nous vivons aujourd'hui des fruits issus d'un basculement par lequel nous sommes passés de la chrétienté, qui était le mode de civilisation du Moyen Age, à notre civilisation de modernité occidentale globalisée : nous sommes passés de l'« économie du salut » au « salut par l'économie. »¹⁸

Dans l'économie du salut, la question la plus importante était le salut. C'est lui qui permettait d'éviter la damnation éternelle. Avant l'invention du purgatoire, qui n'intervient qu'à partir du 11^e-12^e siècle¹⁹, les sociétés étaient bâties autour de trois caractéristiques majeures :

1. la durée de vie sur terre était brève et difficile,
2. tout le monde croyait à un au-delà,
3. le rapport ici-bas / au-delà était structuré de façon binaire : enfer ou paradis.

¹⁷ Inspiré d'une réflexion de Patrick Viveret.

¹⁸ Réflexion et analyse de Patrick Viveret.

¹⁹ Ce que rappelle très bien l'historien Jacques Le Goff.

La seule grande question qui valait ici-bas, était : comment préparer l'au-delà et comment éviter la damnation éternelle dans l'au-delà ?

Toute l'organisation sociale était orientée rigoureusement pour éviter la damnation dans l'au-delà : rappelons-nous que l'espérance vie était de 25 à 30 ans jusqu'à 1750 et que le temps était compté pour y parvenir.

Comme toute économie, l'économie du salut reposait sur une comptabilité, un indicateur, et une monnaie simple permettant de s'engager dans cette direction et d'évaluer nos progrès. Patrick Viveret note deux éléments intéressants dans cette économie du salut :

La comptabilité du salut : les péchés

Comme dans toute comptabilité, il y avait 2 colonnes :

- la colonne des profits, ou plutôt des bénéfiques : « *benefacio* », en latin, signifie « *faire le bien* », c'est-à-dire en fait, les bienfaits,
- la colonne des pertes, composée essentiellement des péchés, c'est-à-dire d'une perte de la substance même de la vie et notamment de la vie éternelle.

L'indicateur du salut : l'échelle de gravité des péchés

Patrick Viveret rappelle une gradation très intéressante de la dangerosité des péchés et donc de leur gravité (péché mortels, péchés véniels) : le péché le plus grave, le plus mortel comme on disait, ce n'était ni l'adultère, ni la luxure, ni même le meurtre, c'était le prêt à intérêt, comme l'avait déjà condamné Aristote²⁰. Le prêt à intérêt était considéré comme étant le blasphème suprême. L'idée que l'argent puisse se produire lui-même dans le temps, c'était prétendre que l'argent était égal de Dieu. Or Dieu était perçu, dans l'économie du salut, comme le seul créateur dans le temps.

L'historien français spécialiste du Moyen Âge Jacques le Goff nous rappelle que l'usurier avait le droit de garder et de transmettre par héritage à sa famille la partie d'argent qu'il avait gagné correspondant à un service réel, effectif, c'est-à-dire le produit de son intermédiation financière. Mais il devait rendre, pour éviter la damnation éternelle, toute la partie qui résultait des intérêts composés, c'est-à-dire l'argent généré au cours du temps sans lien avec un travail de production réel.

²⁰ La chrématistique (de *chrēmatistikos*, qui concerne la gestion ou la négociation des affaires et plus particulièrement les affaires d'argent ; *ta chrēmata*, les richesses ou deniers) est une notion créée par Aristote (vers 384 – 322 av. J.-C.) pour décrire la pratique visant à l'accumulation de moyens d'acquisition en général, plus particulièrement de celui qui accumule la monnaie pour elle-même et non en vue d'une fin autre que son plaisir personnel. Aristote condamnait cette attitude (source Wikipedia).

Le parallèle avec notre époque et les ravages de la spéculation financière est très instructif.

La monnaie du salut : les indulgences

La monnaie du salut, qui accompagnait la comptabilité du salut, était les indulgences. Dans l'Église catholique romaine, l'indulgence (du latin *indulgere*, « accorder ») était la rémission totale ou partielle devant Dieu de la peine temporelle encourue en raison d'un péché déjà pardonné. Ces indulgences permettaient ainsi de monnayer son propre devenir dans l'au-delà, et notamment de racheter des péchés.

L'Église se considérait gestionnaire en quelque manière du dépôt des mérites acquis par les saints et dispensatrice de la satisfaction divine. Tant que ce rachat était fait par des bienfaits -- par le fait de « faire le bien » --, ce système de compensation fonctionnait bien. A partir du moment où l'on a assisté à une marchandisation des indulgences, ce dérapage, dénoncé depuis le 14^e siècle, a ouvert une fracture dans la société, constituant un énorme scandale éthique, religieux et spirituel. Au 16^e siècle, la pratique des indulgences était perçue comme une forme de corruption.

Luther souligna que la repentance seule vaut rémission des peines, sans nul besoin de lettres d'indulgence. Au contraire, selon lui, l'indulgence détourne les pécheurs de leur véritable devoir, la charité et la pénitence

Amorcée dès le 15^e siècle et culminante au 16^e siècle, c'est dans cette fracture que naîtra la réforme protestante, qui permettra la naissance du capitalisme. Max Weber indique ²¹ que la modernité se résume au « *passage de l'économie du salut au salut par l'économie* » : ce passage a été un saut quantique dans l'histoire de l'Occident.

Le salut par l'économie

Après un cycle d'environ 5 siècles de salut par l'économie, nous sommes en train de vivre la fin de ce cycle historique.

Si la modernité a conduit à du « meilleur » (individuation et technologie, conduisant à un confort significativement accru), elle a conduit également à du « pire » :

- Les promesses du salut par l'économie n'ont pas été tenues,
- Il n'y a pas eu une corrélation entre progrès économique, technique, social et moral,

²¹ Max Weber : « *Ethique protestante et esprit du capitalisme* ».

- Les dégâts écologiques, sociaux, technologiques ont été considérables,
- Cette disjonction a même pu conduire à la barbarie (la shoa, hiroshima)
- Le « pire », c'est aussi cette capacité de maltraitance inouïe qu'a développé l'espèce humaine, non seulement à l'égard d'autres espèces, mais aussi à l'égard d'elle-même.

Ce « pire » démontre que le salut par l'économie, avec ses automatismes liés notamment au progrès technique et social censé constituer également un progrès moral, ne parvient pas à assurer une « conception fertilisatrice » sur le long terme. La double rupture écologique et sociétale qui se profile et s'accélère devant nous nous tire une sonnette d'alarme : l'humanité risque une sortie de route...

Quelle route se propose à nous ? La question de l'économie du salut est de retour pour l'humanité, mais cette fois sous sa forme laïque.

Quel est le défi crucial de l'humanité aujourd'hui ? Non le risque de damnation dans la vie éternelle, mais le risque de perte d'humanité dans son rapport à elle-même et de sortir de sa route existentielle, soit en détruisant sa biosphère, soit en se détruisant elle-même.

A nouveau nous sommes confrontés à nouveau à la question de la comptabilité. Ainsi, Patrick Viveret constate une similitude frappante entre le trafic d'indulgences et notre situation contemporaine : *« cela ne vous dit rien les nouveaux rachats de péchés, à un moment où notre premier ministre cherche aussi à renflouer les caisses de l'Etat ? Qu'est-ce qu'un permis d'émissions ? Et le greenwashing ? Et l'entreprise éthique ? A chaque fois qu'il s'agit simplement d'exprimer sur le plan publicitaire des situations qui permettent de faire oublier une réalité aux antipodes de ce que la communication présente, on peut considérer que c'est un nouveau trafic d'indulgences. Cette nouvelle monnaie frelatée, sommairement repeinte en vert, menant vers un salut qui n'a plus court, l'ancienne pensée unique économique, ne peut guère nous mener loin, vaut mieux réfléchir aux conditions du nouveau salut ! »*

Nous en sommes là.

Face à une rupture multi séculaire.

La vague contemporaine de la démesure

Le point commun entre la crise actuelle et ses formes précédentes est le couple constitué par la démesure (*ubris* ou *hybris* en grec), symptôme et génératrice de mal être, de mal de vivre et de maltraitance grandissants.

Cette démesure est constitutive des problèmes actuels. Systémique, elle est au cœur de la crise, en ce sens qu'elle la révèle²².

- ▶ *Démesure écologique*, hyper productivisme, nature considérée comme une ressource à prélever au lieu d'être d'une source qui permet la régénération, ...
- ▶ *Démesure financière*: décalage abyssal entre l'économie réelle et l'économie spéculative et financière: sur les 3200 milliards de dollars échangés sur les marchés financiers avant la crise de 2008, moins de 3 % des transactions correspondent à des biens et des services réels, c'est-à-dire à de l'économie réelle ²³; les 97 % des échanges financiers à travers le monde représentent ce que l'on pourrait appeler « l'économie émotionnelle »²⁴. L'unité de mesure est devenue le quart de seconde en Bourse, qui vaut des milliards. Nous sommes loin de l'arbitrage rationnel supposé ou des mécanismes de régulation contrôlés attendus.
- ▶ *Démesure du pouvoir*: au lieu d'exceller dans un « *pouvoir de* » -- fondé sur le couple création / coopération --, l'exercice du pouvoir est devenu un « *pouvoir sur* » -- fondé sur le couple peur/domination, à l'origine des grands totalitarismes du 20^e siècle et de l'effondrement de l'empire soviétique. A cet égard, notons que la Chine rencontrera inévitablement ces mêmes problèmes: s'étant protégée de l'hyper capitalisme par sa tradition d'un centralisme fort, sans s'être protégée des effets pervers de la démesure du pouvoir, il est hélas probable que nous devons revoir d'autres Tien An men... Si ce rapport pervers au pouvoir ne retourne pas au couple coopération / création et à une véritable démocratie collaborative, un retour à des politiques autoritaires, guerrières, voire totalitaires pourraient en effet marquer un retour pendulaire aux années 1930'.
- ▶ *Démesure sociétale*: l'économie de la maltraitance, de la domination, de la peur et du mal de vivre, autrement dit l'économie de compensation du mal être (c'est-à-dire encore les dépenses des stupéfiants²⁵, de l'armement ²⁶ et de la publicité²⁷) représentent

²² D'après une analyse de Patrick Viveret.

²³ D'après Bernard Lietaer, ancien directeur de la Banque centrale de Belgique.

²⁴ Le Wall Street Journal avait un jour vendu la mèche à l'occasion du krach de 1987 en écrivant: « *Wall Street ne connaît que deux sentiments: l'euphorie ou la panique* ». Ces sentiments sont toujours valables pour la crise actuelle.

²⁵ « Marché » mondial 2003 = 322 milliards de \$, soit dépassant le PIB de 88 % des pays de la planète.

²⁶ Selon le *Stockholm International Peace Research Institute*, 1 531 milliards de dollars américains auraient été dépensés dans les budgets militaires en 2009. Cela représente une augmentation

environ 2500 milliards de dollars / an, soit 20 fois les montants qui permettraient de résoudre les questions les plus vitales de l'humanité : soins de base, eau potable et assainissement, logement²⁸. Cette situation suffit à démontrer que le problème à résoudre n'est pas un manque de ressources financières.

Les dépenses de publicité sont également des dépenses de consolation : les publicités promettent sans cesse le bonheur, l'amour, l'amitié, la beauté, la sérénité, l'authenticité sous la condition d'acheter le produit invoqué. Elles inscrivent ainsi le registre de la promesse dans l'univers de l'être (« *désir de l'ordre de l'être* » comme le nomment les philosophes) pour mieux faire passer un message subliminal dans le domaine de l'avoir, au lieu de défendre les besoins vitaux ou de soutenir des campagnes des grandes causes humanitaires.

Elle génère deux effets pervers :

- Après un bref temps de satisfaction, l'acheteur retrouve la frustration, et la déception survient : comme le bonheur promis n'est pas au rendez-vous, l'engrenage du toujours plus (« *vous n'avez pas pris la bonne dose, vous devez en reprendre* ») et l'addiction subliminale qu'il génère, s'engagent comme pour les stupéfiants : il faut à chaque fois prendre un peu plus de la dose de consommation pour compenser les frustrations que l'on éprouve à n'avoir pas trouvé le bonheur promis. Il s'agit évidemment d'une course poursuite vers l'illusion... Plus nous sommes dans la destruction écologique, plus nous sommes dans le stress et la compétition, alors plus nous avons besoin qu'on nous promette de la beauté, de l'harmonie, de l'équilibre.
- Un lien s'établit entre la misère affective et spirituelle et la misère matérielle « de l'autre côté » de la planète, et, désormais, dans notre propre société.

de près de 5,9 % par rapport à 2008 et de 49 % par rapport à l'an 2000. La part proprement protectrice des budgets militaires, nous savons bien hélas, qu'elle représente la portion congrue du budget.

²⁷ Le budget mondial de la publicité est estimé 700 milliards de \$ en 2010.

²⁸ Source : rapport des Nations Unies sur le Développement humain. En 2009, l'aide publique au développement des États membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) s'est élevée à 90 milliards d'euros (soit 119,6 milliards de dollars).

► *Démésure sociale*

- Le nombre de personnes obèses est à peu près égal au nombre de personnes dans le monde qui sont en situation de malnutrition.
- Les trois personnes les plus riches du monde possèdent une fortune supérieure à la somme des produits intérieurs bruts des 48 pays les plus pauvres, soit le quart de la totalité des Etats du monde²⁹.
- A elle seule, la fortune des 225 personnes les plus riches du monde, milliardaires en dollars, est supérieure au revenu annuel de la moitié des habitants les plus pauvres de la planète, soit environ 2, 5 milliards de personnes.
- En 1960, les 20 % de la population mondiale vivant dans les pays les plus riches avaient un revenu 30 fois supérieur à celui des 20 % les plus pauvres. En 1995 leur revenu était 82 fois supérieur.
- Dans plus de 70 pays, le revenu par habitant est inférieur à ce qu'il était il y a vingt ans.

Une votation en mars 2013 en Suisse³⁰ a accepté de contrôler et plafonner la rémunération « abusive » des dirigeants : elle illustre combien cette démesure commence à être perçue comme intolérable y compris dans les pays les moins préparés. Ce raz de marée inhabituel dans ce pays constitue un sérieux avertissement adressé aux élites économiques du pays.

Ces écarts colossaux, de un à mille, voire plus, entraînent des conditions du « vivre ensemble » qui ne peuvent pas résister durablement, aussi bien à l'intérieur d'une entreprise que de tout autre système extérieur.

Le défi « égologique »

Comme l'indique P. Viveret, nous sommes des prématurés physiques, et aussi des prématurés psychiques : nous connaissons tous l'état de dépendance à l'égard de notre mère à la naissance, dans une forme d'amour-absorption caractérisé par le refus de l'altérité. Adulte, l'état de notre dépendance se prolonge à l'égard de notre environnement, et s'exprime sous une forme compensatoire : je cherche à utiliser autrui dans un rapport de propriété d'usage pour me donner le sentiment d'échapper à ma

²⁹ Source : *Le Monde diplomatique*, novembre 1998.

³⁰ Le 3 Mars 2013, 67.9 % des électeurs suisses ont voté une proposition d'initiative populaire visant à limiter les « rémunérations abusives » des dirigeants d'entreprises cotées.

dépendance, je cherche à le rendre dépendant de moi, et le jetterai s'il ne répond pas à mon illusion compensatoire. Dans ce leurre non « verticalisé », non présent à l'Altérité, je me réduis à un dialogue « égologique » entre moi-même et moi-même : ma conscience crée une distance par rapport à l'univers et à la nature, par rapport à autrui, et par rapport à moi-même.

La coupure entre l'Homme et la Nature s'agrandit ainsi d'un cran à chaque génération, entraînant des choix de société qui oublient de plus en plus la nécessité de cette interaction nourrissante, et nous referment progressivement sur notre spirale égologique : refusant progressivement l'altérité créatrice, nous nous coupons toujours davantage de cette troisième polarité qui est la conception fertilisatrice... Perdant jusqu'au souvenir de cette polarité, nous justifions nos choix publics depuis une dualité qui nous stérilise progressivement...

Edgar Morin dit que nous restons sur le logiciel qu'il appelle « ego compétitif » - plutôt que de passer au logiciel « alter coopératif » ; Ceci va produire des dégâts considérables : en effet, *« si le dialogue est pacifié, c'est une très bonne nouvelle ; si je suis moi-même dans le mal être et dans le mal de vivre, le dialogue peut être un dialogue extrêmement guerrier, il amplifie la source du mal être, non seulement pour moi, mais pour mes relations avec autrui »*.³¹

De la réciprocité à l'accumulation

Cette posture « égologique », renforcée par la coupure « moderne » de l'Homme d'avec la Nature, permet de comprendre le choix fait par l'Occident depuis des siècles : une stratégie de développement ancrée sur le développement d'une accumulation des ressources destinée à compenser cette coupure. Or nous avons la chance de cohabiter encore – pour combien de temps ? – avec des civilisations qui ont opté pour un autre choix de développement : les sociétés dites « premières »³² sont ancrées dans une stratégie de développement de la réciprocité entre l'Homme et la Nature : elles ne prélèvent pas plus que ce dont elles ont besoin pour vivre, et alors, elles veillent à restituer à la « Terre Mère » au moins autant que ce qu'elles ont prélevé...

³¹ Patrick Viveret.

³² L'appellation de « *peuples premiers* » fait débat au cœur même de la communauté des anthropologues, certains considérant que les « *peuples premiers* » vivant aujourd'hui ne sont pas « *premiers* » puisque d'autres peuples les ont précédés. Nous utilisons ici l'expression « *peuples premiers* » pour qualifier un choix de développement de la réciprocité Homme / Nature, qui lui est premier, et dont nous pouvons constater qu'il a permis à des civilisations de vivre jusqu'à aujourd'hui.

L'économie est arrivée à la fin du 18^e par les physiocrates ³³ : en opposition aux idées mercantilistes, les physiocrates considéraient que la richesse d'un pays consiste en la richesse de tous ses habitants et non seulement celle de l'État. Cette richesse est formée de tous les biens qui satisfont un besoin et non de métaux précieux qu'il faudrait thésauriser. Pour les physiocrates, la richesse doit ainsi être produite par le travail, et la seule activité réellement productive est l'agriculture : la terre multiplie les biens, une graine semée produisant plusieurs graines. Au final, la terre laisse un produit net ou surplus. L'industrie et le commerce sont considérés comme des activités stériles car elles se contentent de transformer les matières premières produites par l'agriculture.

Dans la deuxième moitié du 19^e siècle, John Stuart Mill ³⁴ disait encore que lorsque les besoins étaient satisfaits, il n'était plus nécessaire de produire beaucoup plus.

La croyance selon laquelle la croissance dure longtemps, voire infiniment, et que le développement est un régime de croissance stabilisé, est récente. Elle date du 20^e siècle : même le double sens de l'appellation « *développement durable* », confusante, laisse à penser que le développement (l'actuel) peut durer longtemps...

Or l'économie s'est ouverte à la démesure (cf. § précédent). Comme l'indique Guillaume Duval ³⁵, les rapports sociaux fondamentaux se sont développés sur la base du salariat et de la conception démocratique : les gens sont égaux, ou chacun se pense l'égal des autres, et chacun pense avoir le droit à la même place dans la société que l'autre : « *Si la tendance au gaspillage a toujours été très profonde dans l'humanité, elle était réservée aux prêtres, aux princes et aux rois. Or la mutation actuelle accroît la concurrence pour accéder aux biens : la spécificité du capitalisme a été de démocratiser et laïciser le gaspillage : même les pauvres pensent qu'ils ont le droit de gaspiller et d'accéder aux biens de luxe. On ne gaspille plus pour faire plaisir aux dieux et à la vie future mais pour vivre ici et maintenant.*»

L'imaginaire atrophié, la déshérence systémique

La « modernité » fait face aujourd'hui à une attitude suicidaire. L'économie financiarisée, devenant sa propre fin, s'est substituée au renouvellement des écosystèmes comme valeur phare. Elle a réduit dès lors « le » *politique* à sa

³³ La physiocratie (étymologiquement : gouvernement par la nature en ancien grec) est une école de pensée économique et politique née en France vers 1750, qui a connu son apogée au cours de la seconde moitié du XVIII^e siècle, et qui est à l'origine de la conception moderne de l'économie. Source Wikipedia.

³⁴ Philosophe, logicien et économiste britannique. Il fut l'un des penseurs libéraux le plus influent du XIX^e siècle.

³⁵ Rédacteur en chef d'Alternatives Economiques.

dimension gestionnaire : nous ne raisonnons plus sur des choix prospectifs et des scénarii, nous n'interrogeons plus ni ne mettons en débat quel « *développement* » nous souhaitons réinventer, nous ne faisons plus de place à *l'utopie*, ce « *lieu du bon* » comme le l'appelle Thomas More. Les peuples sont appelés à financer le coût de la démesure et à équilibrer les comptes déséquilibrés par celle-ci...

Notre imaginaire s'est ainsi atrophié depuis un siècle et demi. Il a laissé la place à un imaginaire soit sécuritaire soit d'homogénéisation, la norme en étant le produit et le vecteur à la fois. Notre coupure d'avec la Nature nous prive progressivement de l'expérience de la systémique et de la diversité. Celle-ci est pourtant indispensable pour inventer les solutions qui nous permettraient d'améliorer nos relations avec nos conditions de vie, avec le vivant, avec la Nature. Autrement dit inventer le moyen de vivre mieux, de conquérir des libertés, des droits comme jamais l'espèce humaine ne s'est dotés : traitement non violent des conflits, communication non violente, partage des connaissances, intelligence collaborative, ... en un mot, mieux vivre ensemble...

Sortir de cet économisme revient à penser l'humanité comme un chemin. Un chemin nous invitant à grandir : consentir à notre vulnérabilité et sortir de cette « *égologie* » accumulative. Ce qui nous permettrait de retrouver une capacité de reconnaissance de l'Autre, et d'exister pleinement nous-mêmes, non seulement sans nier l'existence d'autrui mais parce que nous reconnaissons que l'Autre nous est nécessaire pour exister. L'Autre étant bien sûr l'Homme et la Nature.

Sortir de notre stratégie d'accumulation revient à réintroduire la réciprocité dans notre monde désormais globalisé. Et donc l'altérité.

Comment allons-nous (ré) intégrer cette réciprocité dans chacune de nos pensées et dans chacun de nos actes ? Tel est le défi dont la résolution nous mènera sur le passage du *demens-sapiens* au *sapiens-sapiens*.

Patrick Viveret ³⁶ nous avertit : « *Le plus difficile n'est pas la production économique mais l'organisation d'un vivre ensemble qui fasse sens et réponde à la demande fondamentale de tout être humain d'être à sa place, en désir de trouver sa place dans une histoire qui fasse sens. Désir d'humanité... fatigue d'humanité...* »

Nous avons déjà fait un long chemin avec l'inacceptable... Depuis le temps que nous disons les uns et les autres que « nous allons dans le mur »... Et si le mur, nous ne l'avions pas

³⁶ Patrick Viveret, in Les contes de la grenouille.

déjà percuté ? Et si donc la question était désormais, non pas d'éviter d'y aller, mais de commencer à en sortir ?

L'abondance est porteuse de dépression, quand les êtres humains sont sans repères : comment échapper aux logiques de peur, de désespérance, de guerre (intérieure). Le rempart le plus difficile à combattre est notre propre barbarie intérieure. Les effondrements les plus graves viennent de nos crises intérieures.

Une démocratie ne fonctionne bien que si l'autre est rendu nécessaire, et pas seulement toléré.

Nous sommes en plein dans le bain de la grenouille que l'on ébouillante progressivement pour éviter qu'elle ne saute de la marmite... »

1.2. - Un bref état des lieux du monde d'aujourd'hui : les 11 ruptures qui se préparent

*« Nos problèmes planétaires actuels résultent d'une triple rupture :
celle de l'homme avec lui-même, avec son prochain et avec la Nature »*

Patrick Viveret

Le chapitre qui suit va nous conduire à repérer des faits potentiellement porteurs de ruptures fondamentales à l'œuvre, et de nous interroger sur les constituants de « la Crise ».

Rupture n° 1 :

Le système de croyance lié à l'ultra capitalisme s'effondre

Il est plus facile de comprendre la crise financière, si on l'analyse dans les termes d'une grande « Crise » de civilisation et de croyances, plutôt que si on l'analyse simplement comme une nouvelle crise économique conjoncturelle.

D'ailleurs, souvenons-nous que la « crise » économique a régulièrement marqué le 20^e siècle (« Grande Dépression de 1929, premier choc pétrolier en 1973). Déjà, en 1976, le Premier Ministre français de l'époque, Raymond Barre, nous disait, sans rire : « *nous sommes au bord du gouffre, faisons un pas en avant* »... L'essoufflement de l'activité existait bien avant 2008...

L'ultra capitalisme a succédé à l'ultra dirigisme lors de l'effondrement de l'empire soviétique en 1989. Cette représentation a été poussée à son paroxysme par « la pensée TINA », le fameux système de croyances imposé par Margaret Thatcher, Premier Ministre du Royaume Uni entre 1979 et 1990 : « *There is no alternative* », au nom duquel toute proposition différente était considérée a priori comme hors champ, hors sujet.

Il se caractérise par la *démésure* et le *mal-être*, dynamiques régressives abordées précédemment. Celles-ci sont déterminantes pour essayer de comprendre pourquoi la crise actuelle est systémique, pourquoi il existe un lien très fort entre la crise financière, que tout le monde perçoit, et la crise écologique et la crise sociale mondiale, dont les révélateurs les plus dramatiques sont la perte de la résilience des mécanismes éco-systémiques, la faim, la montée de la précarité, et plus largement la crise géopolitique et civilisationnelle.

Toute crise s'accompagne d'une crise de confiance. La confiance s'effondre dans les corps traditionnels qui régulaient la société. La « dernière » crise initiée en 2007- 2008 a été particulièrement marquée par la perte de confiance envers le système bancaire et interbancaire.

Elle révèle également, et plus fondamentalement, une crise de foi ³⁷ (une crise de foie ?) : il s'agit bien en effet d'une crise « religieuse » puisqu'elle est une crise des croyances. La « crise » est ainsi marquée en effet par l'effondrement du système de croyances sur lequel reposait l'ensemble de la représentation économique et sociétale de ces dernières décennies, pour ne pas dire de la représentation « moderne ».

Ainsi, selon Alain Gras³⁸, l'usage de l'énergie fossile fut un *choix*, erroné, de notre civilisation « thermo-industrielle » (c'est-à-dire fondée sur la puissance du feu et dépendante de lui). Il a rompu l'équilibre ancestral entre l'usage énergétique des quatre éléments, et a modelé la réalité et l'imaginaire de notre société. La prison imaginaire du confort et de l'illusion de la puissance dans laquelle nous a enfermé l'usage de l'énergie fossile nous a placés dans une croyance et une impasse. La crise climatique est la fin logique de la société thermo-industrielle ; elle nous invite à sortir de cette croyance.

Ce système de croyance s'effondre aujourd'hui. « *Et comme tout système de croyances, c'est l'ensemble de l'organisation dogmatique, l'ensemble du système de la cléricature qui est aussi remis en cause.* » ³⁹ »

Changer d' « R » ⁴⁰

L'effondrement de ce système de croyances appelle aujourd'hui à changer les 3 R : changer d'air, changer d'aire, changer d'ère.

Changer d'air : le défi écologique

La dérégulation climatique anthropique actuelle, qui s'accélère considérablement avec notre boulimie énergétique, risque de nous coûter très cher : nous mettons en péril la biodiversité et la capacité d'auto-

³⁷ Patrick Viveret : le mot latin *Fides*, qui est à l'origine de la création du mot finance, exprime à la fois la confiance et la foi

³⁸ Alain Gras, 2007, *Le Choix du feu. Aux origines de la crise climatique*, Fayard, 281 p, <http://developpementdurable.revues.org/index4803.html>. Alain Gras est professeur de socio-anthropologie des techniques à Paris-I et membre du comité de rédaction de la revue *Entropia*.

³⁹ Patrick Viveret.

⁴⁰ Titre et contenu emprunté à Patrick Viveret, in « *Vers une sobriété heureuse, Du bon usage de la fin des temps modernes* », Conférence inaugurale à l'Ecole Supérieure d'Architecture, 2009.

régulation de notre planète jour après jour, ce qui risque d'obérer fortement notre capacité à nous nourrir tous et bien au 21^e siècle, et nos descendants à se développer.

Le défi écologique débouche sur une question radicale : *Qu'allons-nous faire de / avec notre planète ?* Y répondre appelle un changement d'air, en troquant notre posture de possesseur par celle de partenaire.

Changer d'aire : le rapport aux territoires

Le changement d'aire dans nos rapports aux territoires est marqué par :

- Un territoire mondial qui émerge au travers de la mondialisation : au lieu d'être simplement face à une projection spatiale, héritée de la représentation conceptuelle de la modernité occidentale, nous faisons face à la construction d'une mondialité commune à l'ensemble des diversités humaines. Chacune de nos sociétés peut dialoguer avec les autres. Théoriquement bien entendu, car encore faut-il pouvoir être « connecté », et parler une « langue » de représentation commune. Or actuellement la langue véhiculaire, l'anglais, est précisément celle qui véhicule notre « modernité » occidentale comme un mode de représentation unique, ou du moins dominant, obligeant les diversités à se normaliser ...,
- La naissance des territoires virtuels : au travers des technologies de communication, nous pouvons être aussi proches et parfois plus proches de personnes qui vivent à dix mille kilomètres de chez nous que de nos propres voisins. Nous vivons ici quelque chose de bouleversant,
- Le renouveau des concepts de terroirs, de territoires, de racines culturelles : quel que soit le lieu physique où l'on se trouve, on peut amener son territoire de référence avec soi. L'on crée chaque jour de nouvelles solidarités locales, de nouveaux objets transitionnels et symboliques de cette territorialité, à commencer par la nourriture qui nourrit l'âme en même temps que le corps. Ils nous relient à une aire choisie librement, dans laquelle nous plongeons nos racines : vins, fromages, fruits, etc.

Qu'allons-nous faire de nos territoires ? Y répondre appelle un changement d'aire.

Changer d'ère : notre rapport à notre propre espèce

Le changement d'ère correspond à un changement d'époque historique : il nous fait entrer non seulement dans la mutation informationnelle, que l'on a appelé un moment la révolution de l'intelligence, mais aussi dans la révolution du vivant en général, et du vivant humain en particulier. Le dernier changement de cette importance a été le passage du paléolithique au néolithique. Le néolithique nous a permis de passer de la chasse-cueillette à l'agriculture, et d'entrer dans la sédentarité en lieu et place du nomadisme : nous sommes alors passés d'un état de fusion d'avec le vivant naturel à une distanciation nous rendant capables de le transformer et de le produire. La fin de l'ère de néolithique a signé pour l'humanité l'émergence de la transformation du vivant par l'Homme.

Aujourd'hui ce n'est plus simplement le vivant naturel mais le vivant humain qui se joue, par la capacité qu'est en train d'acquérir l'humanité d'intervenir sur sa propre espèce, de la faire muter. Nous sommes en présence d'un phénomène où les bouleversements sont potentiellement considérables. Avec les aspects positifs que ça peut recéler, notamment du côté thérapeutique, mais aussi les aspects potentiellement dramatiques et régressifs qui posent des problèmes éthiques considérables : la possibilité du clonage n'est que la face la plus visible, mais la possibilité par exemple de fabriquer des chimères à partir du génie génétique pose aussi beaucoup d'interrogation : souvenons-nous du : « *science sans conscience n'est que ruine de l'âme* », Rabelais.

Qu'allons-nous faire de notre espèce ? Y répondre appelle un changement d'ère.

Rupture n° 2 :

L'humanité se découple de sa biosphère : prépare-t-elle sa sortie de route ?

Nous l'avons abordé précédemment : l'une des raisons de la rupture écologique en cours provient du fait que nous nous sommes séparés de la Nature, et *donc* en guerre avec elle. Et donc en guerre avec nous-mêmes. C'est à la fois la résultante et la cause d'une autre guerre commencée avec l'Autre : nous sommes en guerre avec l'Autre parce que nous sommes en guerre avec nous-mêmes.

Les limites des écosystèmes naturels, en perpétuel déséquilibre, sont aujourd'hui dépassées, et, indissociable de « l'écosystème humain », ils sont menacés de destructions et d'effondrement irréversibles.

Jared Diamond⁴¹ apporte une lecture extrêmement instructive, pour notre époque, de l'effondrement de sociétés anciennes : « *Ces effondrements du passé tendaient à suivre des trajectoires assez similaires (...) : la croissance de la population forçait les gens à adopter des moyens intensifs de production agricole (...) et à étendre les zones cultivées (...) dans le but de nourrir le nombre croissant de bouches affamées. Des pratiques non soutenables entraînaient des dommages portés à l'environnement (...). Les conséquences pour la société incluaient des pénuries alimentaires, des famines, des guerres entre trop de gens luttant pour trop peu de ressources, et des renversements des élites dirigeantes par les masses désillusionnées. En fin de compte, la population déclinait du fait de la famine, de la guerre ou des maladies, et la société perdait une part de la complexité politique, économique et culturelle qu'elle avait développée à son apogée.* »

Tout effondrement est générateur de prise de conscience : la nôtre surviendra-t-elle avant ou après l'effondrement ? ⁴²

Le dépassement des limites de l'écosystème terrestre force à réintroduire la question écologique

La croissance démographique et économique place l'humanité en situation d'« over shoot » (dépassement de ses limites)

Les changements sans précédent auxquels nous faisons face sont causés par nos activités humaines, dans une société mondialisée, industrialisée et interconnectée, provoquées par des flux croissants de biens, de services, de capitaux, de populations, de technologies, d'informations, d'idées et de travail ; ils affectent même des populations isolées.

Depuis 20 ans, le monde s'est radicalement transformé – socialement, économiquement et écologiquement :

- La population mondiale s'est accrue de plus d'1, 7 milliards d'habitants.
- L'économie mondiale s'est élargie : elle est désormais caractérisée par une globalisation qui se diffuse partout. Au niveau mondial, le PIB par habitant a progressé de 5 927 USD en 1987 à 8 550 USD en 2009 (10 000 USD en 2008 avant la crise), à parité de pouvoir d'achat. La croissance est cependant inégalement distribuée entre les régions.

⁴¹ *Collapse : How Societies Choose to Fail or Succeed* est un livre écrit en 2005 par Jared Diamond, et traduit en 2006 sous le titre « *Effondrement. Comment les sociétés décident de leur disparition ou de leur survie* ».

⁴² Voir Jean Pierre Dupuis : le catastrophisme éclairé.

- Le commerce international a augmenté durant ces vingt dernières années, attisé par la globalisation, une meilleure communication et des coûts de transports bas.
- La technologie a changé : les communications ont été révolutionnées par la croissance des télécommunications et de l'Internet.
 - Dans le monde entier, les abonnés au téléphone portable ont augmenté de 2 abonnés pour 1000 en 1990, à 220 par 1 000 en 2003. De 5.75 milliards d'abonnés en 2006, le monde comptait 6 milliards en 2011. Selon l'International Telecommunication Union, le taux de pénétration est de 86, 7 % comparé aux 16, 6 % pour les abonnements au téléphone fixes.
 - Les utilisateurs d'Internet ont augmenté d'une personne par 1 000 en 1990 à 114 par 1 000 en 2003. Selon une évaluation du 30 juin 2010, il y avait près de 1, 99 milliard d'internautes dans le monde. En août 2012, on en comptabilisait environ 2.50 milliard, alors qu'ils étaient deux fois moins nombreux 5 ans auparavant⁴³.
- Enfin, les changements politiques ont également été considérables : la population humaine et la croissance économique ont fait croître la demande en ressources et en gouvernance collaborative.

En regard de cette évolution considérable, les équilibres des écosystèmes naturels en particulier, et de la biosphère en général se sont drastiquement dégradés, d'une manière à la fois systémique et globale⁴⁴.

Contentons-nous les rappeler quelques-unes des principales causes de la rupture écologique :

- Destruction des écosystèmes naturels⁴⁵,
- Prélèvement excessif sur les ressources (le monde va consommer plus de ressources entre 2010 et 2050 que jamais dans toute l'histoire de l'humanité...),
- Diminution de la surface agricole (artificialisation des sols),
- Erosion et dégradation des sols,
- Exploitation inconsidérée des stocks d'énergies fossiles,
- Surexploitation des ressources en eau douce,

⁴³ <http://www.zdnet.fr/actualites/2007-2012-le-nombre-d-internautes-a-double-dans-le-monde-39770934.htm>

⁴⁴ L'objectif de cet ouvrage n'est pas de reprendre les analyses désormais présentes partout.

⁴⁵ La consommation humaine est supérieure de 23 % par rapport à la capacité de la nature à régénérer ou à absorber notre « *empreinte écologique* ».

- Empoisonnement chimique, pollutions industrielles,
- Propagation d'espèces invasives,
- Réchauffement dû à la dérégulation de l'effet de serre,
- Biotechnologie introduisant de nouveaux organismes qui affectent les organismes vivants et les habitats existants.

Cette dégradation est indissociable de la croissance de la population humaine et de la croissance de l'impact de notre population sur les écosystèmes naturels.

La croissance démographique et économique mondiale place l'humanité en risque de dépassement (« *overshoot* ») des limites de la planète et de la capacité naturelle des écosystèmes à renouveler les ressources et le vivant et à « digérer » nos rejets, nos émissions et nos déchets.

Selon un article paru dans la revue Nature⁴⁶, le respect de dix limites planétaires (représentées ci-dessous par la zone centrale en vert) est nécessaire à l'intégrité du système terrestre :

- le changement climatique,
- l'ozone stratosphérique,
- le changement de l'utilisation terrestre,
- l'utilisation d'eau douce,
- la diversité biologique,
- l'acidification océanique,
- les entrées d'azote et de phosphore dans la biosphère et les océans,
- le captage des aérosols,
- la pollution chimique.

Trois de ces seuils sont déjà dépassés : la biodiversité, l'équilibre climatique et le cycle de l'azote, essentiel à de nombreux processus biologiques.

Cette dégradation croissante compromet le développement et menace les progrès futurs

Une gestion écologique déficiente dégrade « l'environnement », rend non-durable l'utilisation des ressources naturelles, menace les moyens d'existence individuelle et collective, affecte tous les aspects du bien-être humain ainsi que les économies locales, nationales et internationales. Les systèmes sociaux et biophysiques peuvent atteindre des points de basculement, au-

⁴⁶ Nature, 24 septembre 2010.

delà desquels les changements sont graves, plus rapides et potentiellement irréversibles.

- La dégradation de « l'environnement » impacte directement la santé humaine : cancers, maladies à transmission vectorielle, de plus en plus de zoonoses, carences nutritionnelles, affections respiratoires, stress hydriques, Presque 20 % de la charge globale de la morbidité dans les pays en voie de développement sont associés à des risques pour l'environnement. Les femmes pauvres sont particulièrement sujettes aux infections respiratoires associées à une exposition à la pollution atmosphérique intérieure. Les affections aiguës des voies respiratoires sont la principale cause de mortalité chez les enfants, et la pneumonie tue plus d'enfants de moins de cinq ans que toute autre maladie. L'association d'une eau contaminée à une hygiène médiocre est la deuxième cause mondiale de mortalité infantile. Environ 1, 8 millions d'enfants périssent chaque année, et environ 443 millions de jours d'école sont à inscrire du compte des absences liées à la diarrhée. Une eau claire et l'air par constituant de puissants médicaments préventifs.
- Elle accroît la vulnérabilité de l'Homme, en engendrant de l'insécurité et des migrations humaines générées par les dérégulations climatiques, la pénurie des ressources, la précarité, et les conflits qui en découlent.
- Les changements environnementaux touchent les options de développement humain. Les populations pauvres restent les plus vulnérables. Les ressources naturelles sont la fondation même de la survie de nombreuses populations locales vivant dans la pauvreté : l'on estime que le patrimoine naturel constitue 26 % des richesses dans les pays à revenu faible.

Or les biens naturels -- l'eau, l'air, les sols, les plantes, les forêts, les animaux, les mécanismes éco systémiques – contribuent au développement et au bien-être humain ; ils nous fournissent nos moyens d'existence et une base économique pour les activités humaines. Presque la moitié des emplois mondiaux dépendent de la pêche, des forêts, ou de l'agriculture.

Le *développement* est un processus permettant aux personnes d'améliorer leur bien-être. Un développement à long terme ne pourra être atteint qu'à travers une gestion responsable et pérenne de plusieurs flux : financiers, matériels, humains, sociaux, naturels, gouvernance.

La gestion durable des ressources naturelles contribue réduire la pauvreté, participe à diminuer les maladies et la mortalité infantiles, améliore la santé maternelle, et peut être un facteur de traitement équitable des sexes et d'éducation universelle. Face à la menace grave que la stratégie de compétition actuelle fait peser sur notre futur, il nous appartient de faire des contraintes écologiques une opportunité pour encourager la coopération.

La question écologique est devenue vitale

Certains experts nomment la période terrestre que nous vivons « *anthropocène* », pour caractériser la cause humaine (*anthropos*) de la sixième extinction d'espèces généralisées dont nous sommes les auteurs à laquelle nous sommes confrontés⁴⁷.

Le rapport Stern sur l'économie du « changement climatique » (qu'il est plus juste d'appeler « dérégulation climatique ») a quantifié pour la première fois l'effet du changement climatique et du réchauffement global de la planète sur l'économie et le PIB. Rédigé par l'économiste Nicholas Stern pour le gouvernement du Royaume-Uni⁴⁸ ; il conclut : « *Le changement climatique est l'échec le plus grand du marché que le monde ait jamais connu.* »

Utilisant les résultats de modèles économiques officiels, le rapport estime que si la communauté internationale ne réagit pas, les coûts et les risques globaux de la dérégulation climatique seront équivalents à une perte d'au moins 5 % du PIB mondial chaque année, aujourd'hui et pour des temps infinis à l'échelle de l'expérience humaine. Si l'on prend en compte un éventail plus vaste de risques et de conséquences, les estimations des dommages pourraient s'élever à au moins 20 % du PIB.

À première vue, on pourrait penser que ces montants ne sont pas considérables, rapportés au PNB mondial annuel que l'on peut estimer à 35.000 milliards de dollars, les Etats-Unis comptant pour le tiers de cette somme, soit 10.000 milliards. Mais ces chiffres ne sont que des chiffres et cachent mal les réalités :

- Cette dépense mondiale s'ajoutera aux dépenses actuelles, dont on sait qu'elles sont tout à fait insuffisantes pour faire face aux besoins vitaux de l'humanité. Les sommes consacrées à réparer les dégâts dus à la dérégulation climatiques devront donc être considérées comme des pertes pures et simples, qu'il faudra soustraire des

⁴⁷ Edward O. Wilson (2002). *The Future of Life*. New York : Alfred A. Knopf.

⁴⁸ Publié le 30 octobre 2006, ce rapport de plus de 700 pages est le premier rapport financé par un gouvernement sur le réchauffement climatique mené par un économiste et non par un météorologue.

sommes actuellement consacrées à des dépenses productives. Il en résultera un processus de récession généralisé qui déstabilisera les équilibres politiques et économiques du monde. Les dommages finaux seront donc bien supérieurs à ceux évalués par le rapport. Il en sera de même en ce qui concerne les effets du réchauffement sur les populations.

- des migrations supplémentaires viendront déstabiliser les balances migratoires déjà à la limite de la rupture dans certaines parties du monde. Au-delà des 200 millions de personnes directement touchées, obligées de quitter leurs territoires pour trouver refuge ailleurs ⁴⁹, un bien plus grand nombre d'individus seront déstabilisés dans leur mode de vie et de production. Il est très vraisemblable que le monde s'engagera alors, sous la pression des égoïsmes, dans de véritables guerres entre les riches et les pauvres.

Une étude, réalisée pour les Principes pour l'investissement responsable des Nations Unies (UNPRI), calcule que 3000 entreprises cotées dans le monde provoquent des « externalités » environnementales « s'élevant à plus de 2 billions de dollars », soit environ 7 % de leurs revenus. Ces « externalités » y sont réduites aux seules externalités environnementales, sans prendre en compte les externalités sociales et sociétales. Elles recouvrent les émissions de gaz à effet de serre (69 % du total), l'utilisation excessive et la pollution de l'eau, les émissions de particules dans l'air, les déchets et l'utilisation non durable de ressources naturelles...

De même, ce rapport indique que la perte des services écologiques pourrait représenter « jusqu'à 7 % du PIB mondial en 2050, ou encore 13 938 milliards d'euros par an ».

A l'inverse, toujours selon le rapport Stern, les coûts de l'action, à savoir réduire les émissions de gaz à effet de serre pour éviter les pires conséquences de la dérégulation climatique, peuvent se limiter à environ 1 % du PIB mondial chaque année : « Soit une augmentation ponctuelle de l'indice des prix, de la même grandeur que des coûts auxquels nous sommes habitués à faire face, par exemple en ce qui concerne les fluctuations des taux de change. Cela ne ralentirait nullement notre activité ».

⁴⁹ Norman Myers, publié par l'IPCC estime le nombre de réfugiés à 150 millions en 2050. La députée européenne Hélène Flautre estime déjà à 25 millions le nombre de réfugiés climatiques au début 2008.

On le voit, la question écologique est doublement fondamentale : sur la plan de la survie de notre espèce, et sur le plan des grands équilibres économiques

Et pourtant, nous persistons à cantonner la question écologique en dehors de la question du développement

Sommes-nous aveugles ? Nous avons réduit la question écologique à la seule question de l'environnement. En 20 ans, nous n'avons intégré l'environnement et sa relation à la Société que de façon limitée dans nos prises de décisions en matière de développement.

Ignorée puis niée jusqu'à la décennie 2000, la question environnementale est revenue un instant sur la scène de la décision publique comme un élastique trop longtemps tiré au-delà de ses limites de résistance. Mais en même temps, la question environnementale n'a pas été corrélée à la question du développement : elle a été promue comme un sujet à part, destiné à « protéger l'environnement », celui-là même que notre mode de développement considère comme secondaire.

Si la question environnementale a suscité un très vif intérêt au sein des opinions publiques à la fin de la décennie 2000, dépassant les clivages politiques traditionnels, et conférant aux partis écologistes une cote de sympathie élevée, il est logique de constater qu'elle n'intéresse plus personne lorsque « la crise » s'exprime de manière économiquement plus forte, et que les votes en sa faveur retombe à un niveau très faible.

Les associations écologistes n'ont pas su promouvoir un réel agir écologique, puisque concentrant leur préoccupations uniquement sur les remédiations techniques de nos empreintes environnementales, sans articuler l'agir vert avec un agir social qui lui est indissociable.

Par exemple, les énergies non renouvelables ne sont pas un débat technique mais un débat social et sociétal de répartition des richesses (géopolitique de l'accès aux ressources), de conception d'un mode de développement et de mode vie. Même les ressources renouvelables sont rivales : les éoliennes prennent du paysage ou de l'espace au sol.

Il est vrai qu'entreprendre un agir écologique est très compliqué, puisqu'il suppose une posture systémique et d'entrer dans les conflits sociétaux, obligeant à arbitrer entre postures partisans.

Le « Grenelle de l'Environnement », s'il a marqué une innovation procédurale reconnue par de nombreux pays, a conforté cette segmentation d'un « *Environnement* » décorrélé du « *développement* » : cette segmentation a généré en retour un découragement, une désillusion, et en final une perte de confiance dans la capacité des décideurs à traiter un enjeu systémique d'une manière systémique.

Les gouvernements sont en léthargie aggravée par la crise financière : alors que la nécessité de repenser le « développement » devient chaque jour plus urgent, les gouvernements transforment l'art du « politique » en un exercice d'équilibre comptable. Le « développement durable » se cantonne aux seuls enjeux du « changement climatique » et de l'énergie. Même si ces sujets cruciaux progressent enfin (notons que la Lettonie est le premier pays en Europe à avoir désigné un Premier ministre écologiste, en 2004⁵⁰), la lutte internationale contre la dérégulation climatique souhaitée par un nombre croissant d'opinions publiques et par l'Union Européenne reste limitée. Tant que la dérégulation climatique ne sera pas replacée dans une interrogation systémique du « développement », nous continuerons à penser en termes de dépenses publiques « vertes », évidemment en opposition avec la nécessité de réduire les dépenses publiques dans le cadre des plans de relance nationaux.

D'autres acteurs sociaux reprennent la question écologique en lieu et place des partis politiques : le logement, la consommation, ... Les organisations internationales de développement (comme le PNUD) insistent davantage sur les inégalités sociales. Un nombre croissant d'économistes se concentre sur l'absence de corrélation entre croissance économique et bonheur.

L'omniprésence de la violence écologique, la dégradation de notre Planète et la rareté des ressources ne sont plus une menace aujourd'hui, mais un fait avéré. Nous découvrons que la Nature est limitée. Notre relation à la Nature est exprimée au travers de son appropriation, donc l'appropriation du foncier. La valeur du foncier est liée à la mémoire, et donc au passé. Notre stratégie de développement accumulative nous a fait perdre le sens du futur, pour mieux nous accrocher, non au présent, mais au passé.

Cette incapacité à oser le futur explique sans doute pourquoi l'option de l'irréversibilité des conséquences de la dérégulation climatique a été de facto retenue à Copenhague⁵¹.

⁵⁰ Indulis Emsis devint premier-ministre de la Lettonie pendant quelques mois en 2004. Il s'agit du seul Vert à avoir jamais été chef d'un gouvernement dans le Monde.

⁵¹ Le sommet de Copenhague (décembre 2009) a reconnu de facto que l'objectif de limiter la hausse de température à 2°C par rapport à l'ère préindustrielle était abandonné, et que, dans

Comment dès lors élaborer les conditions de notre survie dans cette posture devenue aujourd'hui périlleuse ?

L'interaction est très étroite entre les questions sociales et environnementales : nous ne pourrions résoudre ce retournement entre passé, présent et futur qu'en rétablissant le lien entre l'humain et la Nature dans une relation dialectique du développement. Ce qui passe par réduire de manière drastique les inégalités.

Rupture n° 3 : **Le paradigme scientifique est bousculé**

La science ne peut se couper de la Société : elle se doit de contribuer à résoudre les grands défis auxquels nous sommes confrontés : travail, santé, alimentation, biosphère, développement, connaissance, biologie, Ces chantiers sont au cœur de la double rupture écologique et sociétale en marche. Le paradigme scientifique est-il lui aussi en train d'évoluer, et peut-il accompagner cette mutation ? ⁵² Notre réponse est affirmative. Etat des lieux de quelques paradigmes scientifiques bousculés...

Les paradigmes scientifiques bousculés

Analysons quelques ruptures de paradigmes scientifiques en cours :

Le paradigme de la physique

La physique est-elle entrée en zone de turbulences. Elle est aujourd'hui (encore ?) divisée selon deux paradigmes :

- Le paradigme relativiste décrit l'univers : la théorie de la relativité (A. Einstein) a bousculé nos conceptions du temps, de l'espace, et de la matière, elle abandonne les notions d'espace et de temps absolus, hérités d'Isaac Newton, pour les remplacer par un espace-temps à 4 dimensions, où tout se déroule dans un espace-temps déformé localement par la masse des corps, une déformation à l'origine de la gravitation.

le meilleur des cas, elle serait limitée à 3°C : l'option de l'irréversibilité des conséquences du réchauffement était ainsi retenue.

⁵² Nous empruntons de nombreux éléments à l'article publié par Futuribles n°366, septembre 2010.

- Le paradigme quantique décrit la matière : la matière a une structure particulière, décrite par les atomes et leurs constituants, mais les particules peuvent être aussi assimilées à des ondes (1920-1930) : leurs constituants élémentaires obéissent à des lois de nature probabiliste. L'énergie est discontinue puisque les échanges d'énergie se font par quanta (Max Planck 1900). Il est impossible de déterminer de façon précise et simultanée la position et la vitesse d'une particule, sa trajectoire ne sera donc pas totalement définie (principe d'incertitude de Heisenberg, 1927).

L'idée de matière renvoie à une existence qui précède l'Homme : celle de la Nature et celle des formes d'existence qui la constitue.

Cependant, en collant des pétales de rose, il n'est pas possible de fabriquer une rose. En assemblant des os et des plumes, il n'est pas possible de faire voler un oiseau. La Nature élabore des formes du vivant tellement plus complexes que les objets que l'Homme peut fabriquer par assemblage, et même imaginer : la matière n'est pas un assemblage de briques élémentaires, mais un champ d'interactions complexes, les objets que nous voyons et touchons sont un champ localisé d'énergie, porté par la totalité de l'univers.

Le « murmure » quantique des fluctuations du vide que les scientifiques abordent aujourd'hui est l'origine probable de l'univers manifesté, il est relatif à la conscience que nous en avons. Les formes que nous voyons sont un tissu complexe d'événements qui interagissent et se recombinent entre eux.

En refondant une nouvelle relation entre matière et énergie, et probablement en unifiant les paradigmes relativiste et quantique, cette rupture paradigmatique permettra de détecter la matière et l'énergie noires indétectables aujourd'hui, et de rendre compte de toutes les particules élémentaires (une vingtaine) et des 4 forces de la nature :

- l'électromagnétisme associé aux photons,
- l'interaction forte au sein des noyaux qui assure leur cohésion,
- l'interaction faible permettant les échanges d'énergie, de masse et de charges électrique entre les quarks, briques de base constitutive des noyaux (à l'origine de la radioactivité bêta),
- la gravitation (force la plus faible, elle agit entre les masses de façon attractive).

Cette rupture ouvre aujourd'hui la place à la réconciliation entre subjectivité et objectivité.

Le paradigme moléculaire de la biologie

Le problème central de la biologie a été réduit en grande partie à la compréhension de la fonction des gènes et des molécules, comme l'ADN et les protéines. Cela rendu possible le déchiffrement du code génétique et le séquençage du génome humain, achevé en 2003.

Avec la découverte des neurosciences, les biologistes reconnaissent déjà que le vivant ne peut se réduire à une seule courroie de transmission de l'information. Le vivant est un système « bouclé » dans lequel les gènes, les ARN et les protéines sont en interaction constante, et où les gènes sont en interaction avec leur environnement qui peut modifier leur structure⁵³. Une biologie des systèmes utilisant des approches probabilistes pourrait éventuellement se lancer sur le terrain de la prévision (ce serait alors une véritable rupture, mais c'est une évolution qui prendra plusieurs décennies). Le Japon a ainsi entrepris en 2006 des recherches sur les cellules pluripotentes induites : donner à des cellules adultes la capacité de redevenir des cellules souches capables de donner naissance à tous les tissus. Il est donc désormais possible de reprogrammer des cellules pour leur faire retrouver leur état initial. Autrement dit remonter le temps : c'est une véritable rupture.

Nous pouvons aisément prévoir que le « dogme central de la biologie moléculaire » (l'information génétique chemine de l'ADN et donc des gènes vers l'ARN) va éclater pour aller vers une approche plus intégrée, plus systémique du vivant, et de nature probabiliste.

Le paradigme des technosciences

Les technosciences en général et la biologie de synthèse en particulier sont une prolongation du paradigme moléculaire de la biologie. Nous sommes à l'orée de la possibilité de synthétiser le génome de micro-organismes par assemblage de molécules (ce qui permettrait par exemple de produire des biocarburants ou des médicaments).

Cette association des sciences et des techniques abolit peu à peu la frontière entre le vivant et la matière inerte. Elle pose dès lors des questions redoutables qui sont autant d'écueils potentiels capables de susciter une opposition virulente du public :

- les dépôts de brevets éventuels sur de nouveaux organismes,
- la légitimité de l'homme à créer la vie et à « *artificialiser* » la nature,

⁵³ L'épigénétique étudie ces interactions complexes qui sont à la base de l'évolution.

- l'impact de la biologie de synthèse sur les rapports Nord-Sud
- les questions de biosécurité (détournement possible de la biologie de synthèse à des fins criminelles),
- l'apparition possible de « bio-hackers » ou de biologistes dits « de garage » (par analogie avec le mode de création de nombreuses start-up de l'informatique),
- l'appropriation de ces organismes de synthèse par quelques-uns et son acceptabilité.

Le paradigme des neurosciences

L'établissement du paradigme de la chimie moléculaire dans les années 1950 a permis d'établir le rôle clés des neuromédiateurs dans la transmission des signaux dans le système nerveux.

L'apparition des neurosciences a permis de révolutionner la compréhension des mécanismes de la cognition. Les techniques d'imagerie cérébrale ont mis en évidence que le cerveau fonctionne souvent en activant plusieurs zones mises en réseau.

L'ambition actuelle vise à comprendre les états caractéristiques de la conscience, voire les bases neurologiques des émotions et des valeurs humaines. C'est-à-dire à comprendre comment le cerveau compose une scène unitaire d'une situation donnée en intégrant des signaux sensoriels très variables, et en les traitants pour prendre une décision, réagir, calculer, etc.

Le couplage des neurosciences avec la cybernétique prépare une nouvelle génération de robots. Celle-ci produire probablement une robotique domestique permettant de réaliser des tâches ménagères, des robots pouvant alors être commandés directement par le cerveau.

Le paradigme des matériaux

L'invention du transistor (1947), suivi par l'avènement de l'informatique dans les années 1950, a permis l'automatisation de systèmes et les technologies de l'information et de la communication (Internet). La fabrication de matériaux nanométriques (nanomatériaux), en manipulant les atomes ou molécules, recourt aux propriétés de nature quantique, et ouvre des perspectives intéressantes selon plusieurs directions :

- Structures passives (ex : nanotubes de carbone, véhicules médicamenteux vers des cellules à traiter),
- Fonctions nouvelles : électroniques, optiques, chimiques,

- Structures actives : « nano moteurs » ou « nano outils » pour actionner des capteurs. Leur fabrication suppose une véritable rupture technique qui n'est pas envisagée avant 2030,
- Avènement d'une informatique quantique après 2030.

Les rapports de la science et de l'opinion sont bousculés

Jusqu'aux années 1980, la science était séparée de la sphère publique. Elle poursuivait sa voie : produire des connaissances. Les experts avaient le monopole et imposaient leur point de vue. Le public était réduit à un statut de consommateur du progrès scientifique. Exemple : le choix en France du nucléaire comme principale source d'énergie.

Depuis les années 1980, la science n'est plus considérée comme neutre, mais traversée par les enjeux économiques et sociaux. Le public fait reconnaître la valeur de sa contre-expertise de profane. Exemple : les malades du Sida font pression sur les laboratoires pharmaceutiques et deviennent partie prenantes dans la recherche de médicaments pour les soigner.

L'évolution actuelle tend vers une coproduction entre les scientifiques et le public. Les citoyens étant des sujets politiques et moraux, les représentations du public, y compris dans leur dimension irrationnelle ou émotionnelle et la mémoire de ses expériences commencent à être prises en compte. Exemple : la biologie de synthèse.

Nous oserons plus loin une analogie entre ces ruptures paradigmatiques de la science et les transformations auxquelles sont appelées les entreprises aujourd'hui⁵⁴.

Rupture n° 4 : Le progrès et la raison sont interrogés, le doute s'introduit

Nous avons vu plus haut que notre vieille société survalorise le passé dans une approche patrimoniale conservatrice. Les raisons en sont multiples : prise de conscience de la vulnérabilité du patrimoine naturel, double traumatisme hérité de Hiroshima et de la Shoah, perte de repères de la société globalisée, montée de l'individualisme et des violences associées, ...

⁵⁴ Voir chapitre « L'entreprise doit inscrire sa contribution à un développement responsable dans son business model »

L'histoire de la modernité est caractérisée une individuation et la volonté de maîtriser la nature, accompagnées par une rationalité croissante :

- Les Romains et les Egyptiens avaient découvert différentes facettes de la rationalité.
- Hegel, penseur du développement, a donné naissance au libéralisme et au marxisme, et à la notion de société civile : le monde n'est pas le chaos, l'esprit est dépositaire d'une partie de cette rationalité à l'œuvre.
- La religion est une représentation de la raison et non la raison en elle-même, elle peut donc devenir dogmatique et échapper à la raison.
- L'organisation est de plus en plus rationnelle, donc les pratiques qui l'accompagnent.

L'émergence des sciences cognitives va faire éclater le confort mental qu'apporte la rationalité : elle nous invite à prendre en compte l'ignorance et le côté impénétrable de notre relation à la nature et à la vie : nous ne connaissons que 1, 8 million d'espèces sur 5 à 30 millions d'espèces estimées, et nous découvrons que les systèmes vivants trop uniformisés (donc économisés) sont instables.

Le doute s'introduit. Quand le doute s'introduit, le paradigme dominant peut s'effondrer très vite. L'irruption de la « logique floue » (ni oui, ni non, mais peut-être, je ne sais pas) dans le paysage de la rationalité de décision génère trois conséquences majeures :

- Chacun est le plus grand expert de ce qu'il vit et donc producteur de réalité et de crédibilité. Cela bouscule le rapport pensée / action.
- L'expert est celui qui est dans le doute, qui ose le doute, pour mieux l'évoquer aux décideurs⁵⁵.
- Le sens de l'expertise est celui du dialogue.

La fin du progrès

Le mythe du Progrès, avec un P majuscule, prend fin.

Reprenons les mots de Kenneth White, théoricien de la « géopoétique », poétique porteuse de sens et de pensée ⁵⁶ : « *tout le 19^e siècle a vécu de ce mythe, ainsi qu'une grande partie du 20^e. Plus personne n'y croit. D'où un désarroi général, dont les manifestations vont du punkisme aveugle au retour des mythes et des religions en*

⁵⁵ « *Ce n'est pas au savant de dire le bien, mais d'évoquer l'incertain aux Princes* », Thierry Gaudin.

⁵⁶ *Dernières nouvelles des mondes flottants*, in Nouvelles Clés.

passant par le bofisme (c'est le « bof » élevé au niveau d'une philosophie de vie) confortablement cynique.

Quant à la technique, nous voyons aujourd'hui la fin de la paléotechnique (celle de la révolution industrielle) et les débuts de la néotechnique, celle de l'informatique, des réseaux d'informatique et de communication. Pour le moment, nous avons des machines extraordinaires, et le contenu avoisine le nul.

Ce n'est ni une déflagration ni une conflagration qu'il nous faut, mais un peu de lumière, d'intelligence sensible, de clarté et de cohérence. Cette lumière ne viendra ni du tiers-monde, ni du quart-monde, ni de je ne sais quel cinquième-monde. Elle vient d'esprits éparpillés à travers la planète qui se sont donné le temps de penser le monde et qui ont élaboré des moyens pour l'exprimer. »

Rupture n° 5 : **Le temps est devenu la nouvelle frontière**

Alvin Toffler écrit⁵⁷ : *« le choc du futur est le stress et la désorientation provoqués chez les individus auxquels on fait vivre trop de changements dans un trop petit intervalle de temps ».*

Ces changements qui nous dépassent sont de trois types :

1. **La transcience**, qui peut être traduit par brièveté
 - La brièveté des choses : nous jetons nos possessions pour en acquérir de nouvelles,
 - La brièveté des endroits : nous quittons les endroits qui nous ont vu naître pour de nouveaux lieux de plus en plus multiples,
 - La brièveté des gens : nous perdons le contact avec nos anciens amis et connaissance et nous avons du mal à créer un contact avec de nouveaux,
 - La brièveté des organisations : les sociétés gouvernementales et les sociétés commerciales créent de plus en plus de nouvelles positions pour mieux les reformer et les changer,
 - La brièveté de l'information : les connaissances scientifiques et populaires ne sont pas figées et s'accroissent de façon rapide et permanente.

⁵⁷ *Future Shock*, 1970.

2. La nouveauté

- La nouveauté des sciences, qui progresse et qui changera peut-être l'espèce humaine ou la combinera avec des machines,
- La nouveauté des relations sociales, dans des structures familiales en remaniement permanent.

3. La diversité

- La diversité des choix,
- la diversité des sous-cultures et des spécialités,
- la diversité des modes de vie.

Cette diversité permet aux individus de se trouver, de s'individualiser au sein d'une société dans laquelle ils ne se sont jamais reconnus.

L'espace comme frontière de l'imaginaire s'est ouvert avec Christophe Colomb. Il s'est fermé avec Youri Gagarine ⁵⁸ en 1961 et l'équipe d'Apollo 8 à Noël 1968 ⁵⁹ : comme il n'y a plus d'espace à conquérir, le temps devient une nouvelle frontière⁶⁰.

Nous sommes en quelque sorte « coincés » entre quatre temps :

- Le temps de la nature,
- Le temps des générations futures (droit à l'existence),
- Le temps de l'action (immédiateté),
- Le temps du passé (patrimoine naturel et historique).

Nous avons donc entrepris d'investir le seul espace sous notre maîtrise : celui de l'action. Nous tentons à la fois de raccourcir le plus possible le temps de l'action, et d'augmenter le plus possible celui de nos vies.

Nous avons ainsi allongé la durée de la vie de l'ordre de 2 mois par an pour les femmes et de 5 semaines par an pour les hommes⁶¹. Nous avons ainsi gagné 25 ans entre les années 1000 et 2000, et 25 ans entre les années 1900 et 2000⁶². Nous consacrons aujourd'hui 74 000 heures de travail sur 700 000 h pour une vie de 80 ans, soit 10 %, contre 40 % en 1900.

⁵⁸ Premier homme à avoir réalisé un tour complet de la Terre en orbite spatiale, et à avoir vu la Terre « de haut ».

⁵⁹ Pour la première fois, des humaines pouvaient voir la planète Terre en entier, et ont été impressionnés par sa vulnérabilité et sa solitude dans le vide interstellaire.

⁶⁰ Le passage qui suit est inspiré de Thierry Gaudin.

⁶¹ Arthur Charpentier, Université de Rennes, 3 juin 2010.

⁶² Entretien avec Thierry Gaudin.

L'époque n'est pas si lointaine où certains espéraient que l'évolution technique permette d'alléger le travail et de libérer du temps libre. Puissante en Occident durant les années de croissance de l'après-guerre, cette promesse n'a pas été réalisée. C'est même l'inverse qui s'est produit, tout en étant équipés de toujours plus d'appareils qui effectuent des tâches à notre place⁶³.

Mais nous avons aussi raccourci le temps : chaque jour, une nouvelle invention apparaît. Le temps des voyages s'est réduit. Le temps des communications est instantané. Nous sommes en temps réel sur toute la planète dont nous recevons des informations à tout moment. Les médias deviennent également instantanés et nous sommes immédiatement mis au courant ou sensés l'être ; chaque événement est « sans précédent », et devient donc intrinsèquement sans profondeur de recul ni d'analyse.

Internet démultiplie notre capacité d'instantanéité avec l'ubiquité qui l'accompagne : depuis 1995, le « nuage intelligent » d'Internet modifie le monde avec infiniment plus de force que ne le fit l'imprimerie, au début du 16^e siècle. La mobilité augmente (espace, pratiques sociales) : dans une grande ville, la possession d'une voiture entraîne automatiquement une augmentation du temps de transport... Les programmes politiques comme les produits de consommation sont de moins en moins durables, l'on programme même leur obsolescence à dessein... La relation humaine elle-même devient instantanée (ex : les *speed dating*) avec son corolaire : je prends, je jette... : la moyenne de vie de couple est aujourd'hui de 8 ans....

*« Plus de délai entre émission et réception. La durée tend vers zéro. Du coup, quelque chose d'autre tend vers l'infini. Quoi ? Un humain nouveau émerge. Qu'est-ce que l'« Homme-instantané », alias « Homme-présent » ? La question est si grave qu'une floraison de recherches et de livres cherche à la cerner. Coupé de nos racines et sans futur, nous refusons toute attente. Nous ne sursoyons plus à notre jouissance et voulons tout tout de suite, heureux et fiers de notre exigence. Mais cet hédoniste se révèle essentiellement un consumériste. »*⁶⁴

« Aujourd'hui, le temps a anéanti l'espace. La planète semble se rétrécir tant sur le plan spatial que matériel », affirme le sociologue et philosophe allemand Hartmut Rosa⁶⁵. *« L'histoire de la modernité n'est autre que celle de l'accélération générale, qui constitue le cœur même du capitalisme ».*

⁶³ Source : Le Monde Magazine, 29.08.10.

⁶⁴ Patrice Van Ersel, journaliste, écrivain, in Nouvelles Clés.

⁶⁵ Hartmut Rosa Auteur d'un essai de « Critique sociale du temps », *Accélération* (éd. La Découverte).

Notre relation au temps est aujourd'hui placée sous l'emprise de la tyrannie du court terme, alimentée par les statistiques, courbes et sondages des experts en sciences sociales : celle-ci nous donne l'illusion de la transparence. Cette transparence est érigée en idéologie sous l'impact des moyens de communication numérique dont la profusion et l'absence de hiérarchisation dans le traitement de l'information engendrent une opacité grandissante.

Notre société est entrée en course de vitesse : nous disposons de plus en plus de temps mais nous avons de moins en moins le temps : « *Vous les occidentaux, vous avez l'heure mais vous n'avez jamais le temps* » nous interpelle Gandhi.

L'homme contemporain remonte désespérément une pente qui s'écroule, tel Sisyphe. Nous fonçons pour rester à la même place, dans un présent qui fuit sans cesse. Car si nous arrêtons une seconde de courir – après le travail, nos courriels, nos rendez-vous, nos obligations, notre argent, après le temps qui file – nous tombons. Dans le chômage, la pauvreté, l'oubli, la désocialisation⁶⁶...

Hartmut Rosa examine la dissolution de la démocratie, des valeurs, de la réflexion, de notre identité, emportées par la vague de l'accélération. Le court terme règne, les événements glissent. Le monde est à portée de main⁶⁷, mais nous n'avons jamais le temps d'en jouir. Pire : le stress fait irruption dans nos comportements (stress du travail et ... stress du temps libre), avec ses conséquences sur nos santés (cancers, suicides).

Alors que le temps de la contemplation guidait autrefois les décisions éclairées, chaque décision prise dans le sens de l'accélération implique la réduction des options. Et en même temps, chaque épisode de vie se réduit : nous avons le sentiment que nous ne voyons pas passer nos vies, qu'elles nous échappent.

« Si nous définissons notre présent, c'est-à-dire le réel proche, comme une période présentant une certaine stabilité, un caractère assez durable pour que nous y menions des expériences permettant de construire l'aujourd'hui et l'avenir proche, un temps assez conséquent pour que nos apprentissages nous servent et soient transmis et que nous puissions en attendre des résultats à peu près fiables. »

⁶⁶ Hartmut Rosa, in *Le Monde Magazine*, 29.08.10.

⁶⁷ Des études ont montré que la Terre nous apparaît soixante fois plus petite qu'avant la révolution des transports.

Le présent raccourcit, s'enfuit, et notre sentiment de réalité, d'identité, s'amenuise dans un même mouvement. L'enjeu principal devient d'actualiser notre rapport à notre identité et à la Nature : cette révolution du temps (non) choisi nous fait passer de la protection par le contrat (de travail, de mariage) au choix de notre vie en tant qu'acteur de celle-ci.

Rupture n° 6 :

Le sens de l'économie est contesté

La massification tue la richesse et crée l'exclusion

Le développement économique que nous avons créé depuis la 2^e guerre mondiale s'est caractérisé, nous l'avons noté, par une massification, et par une explosion de la richesse globale moyenne (multipliée par 10 en un siècle).

Toute massification constitue un appauvrissement du patrimoine de diversité, que l'on se place sur le plan génétique ou culturel. Cet appauvrissement entraîne des risques. L'individualisation des réponses aux besoins ne permet pas, paradoxalement, de maintenir cette diversité culturelle, celle-ci s'uniformisant et se standardisant sur le modèle occidental.

Le sociologue Emmanuel Todd défend une thèse analogue, très argumentée, au plan économique : les économies ne bénéficient pas autant qu'on le croit du libre-échange. Au contraire, elles augmentent leur taux d'exclusion. En termes de quantité d'informations, cela s'explique bien : ce qui fait la richesse ce n'est pas l'uniformité, mais au contraire la diversité culturelle, et cela sera de plus en plus vrai dans le cadre de la civilisation cognitive.

Les objecteurs de croissance contestent le culte de la croissance « à tout prix »⁶⁸

L'histoire de la pensée économique est riche en contestataires de la croissance infinie. Mais, jusqu'à présent, leurs idées ont été refoulées. Le capitalisme a su, en y mettant d'énormes moyens, utiliser la croissance comme grand argument de vente et de preuve de sa supériorité. Il est parvenu à ancrer dans les esprits l'idée d'une relation étroite entre croissance et progression universelle du bien-être. Ses acteurs dominants savent que la foi en la croissance est la première condition de l'attachement au système.

⁶⁸ Source Wikipedia.

De « société de marché », notre société est devenue « société de consommation ».

La vie sociale passe de plus en plus par la médiation des pratiques de marketing et par celle des institutions. Les causes profondes qui font que l'on doute de ces mécanismes ont été occultés par la rivalité Est-Ouest jusqu'en 1989 : il fallait battre l'autre, « en face ». La question du sens a été masquée. Aujourd'hui la fragilisation économique du monde globalisé fait émerger et exacerbe les contradictions. Comment gérer la rareté des ressources en même temps que le droit à se développer ? Comment arbitrer entre l'approche comptable (cf. l'option choisie pour aborder le dossier des retraites en France en 2010, en offrant au peuple la perspective d'un équilibre comptable en 2018 comme seul horizon politique sur le sujet), la vision politique et les conflits sociaux ? Comment faire place aux circuits courts et favoriser la croissance du commerce extérieur, comment permettre un *développement « durable »* (sic) sans résoudre la crise systémique à sa racine, comment accroître la sortie de la pauvreté tout en défendant une économie qui favorise l'exclusion ? etc, etc...

La croissance est un concept attaché à la croissance du PIB, donc à la croissance des échanges monétarisés (voir chapitre sur le PIB). Beaucoup s'accordent à dire que la croissance est le symptôme d'un monde en voie de dépérissement et d'appauvrissement. Même si elle paraît tentante à court terme, la poursuite obsessionnelle d'une croissance du PIB « à tout prix » déstabilise le lien social et le « vivre ensemble ». Le culte de la croissance est en effet fondé sur l'oubli de l'enjeu sociétal essentiel : toujours plus de quoi, pour qui, et avec quelles conséquences ? Ou autrement dit : quel développement voulons nous pour aujourd'hui et pour demain ?

Le culte de la croissance se lézarde de plus en plus. Ses objecteurs ont dépassé depuis longtemps en nombre les organisations non gouvernementales, bien connues pour leurs campagnes de dénonciation auprès de l'opinion. Celles-ci sont menées parfois avec les éclats médiatiques que l'on connaît, et dénoncent le « parasite » qui permet de faire fonctionner le moteur de la croissance.

Souvenons-nous de ce que John Maynard Keynes disait en 1930 : *« Il sera temps pour l'humanité d'apprendre comment consacrer son énergie à des buts autres qu'économiques »...*

« L'amour de l'argent comme objet de possession, qu'il faut distinguer de l'amour de l'argent comme moyen de se procurer les plaisirs et les réalités de la vie, sera reconnu pour ce qu'il est : un état morbide plutôt répugnant, l'une de ces inclinations à demi criminelles

et à demi pathologiques dont on confie le soin en frissonnant aux spécialistes des maladies mentales. »⁶⁹

« Ce qu'il faut, c'est fermer le grand casino », affirme le rapport du secrétariat général de la Cnuced (Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement / UNCTAD) publié le 19 mars 2009. « Aucune autre solution ne saurait être durable », ajoute-t-il. Ce rapport estime que « le dogme du «laissez faire le marché», qui a été appliqué, a échoué de manière spectaculaire » et a « autorisé tous les excès sous la forme d'activités financières spéculatives ». Il lance une fois de plus un appel « en faveur de la gouvernance monétaire et financière internationale ».

Nicholas Stern, auteur avant la crise, en 2006, d'un important rapport qui n'excluait absolument pas la conciliation entre poursuite de la croissance et objectifs des scientifiques du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec), déclarait au quotidien britannique *The Guardian* : « Les pays riches vont devoir oublier la croissance s'ils veulent stopper le changement climatique.⁷⁰ »

Mais ce n'est pas du côté de la profession des économistes que l'on trouve l'avant-garde des « objecteurs de croissance ». De fait, la grande contestation, dans ce domaine comme dans d'autres, est venue et continue de se manifester pour l'essentiel du côté de la société civile et d'intellectuels, chercheurs et écologistes dont les réflexions fournissent des bases alternatives. Il est juste de mentionner à ce titre que, dès les années 1970, le Club de Rome a fait sensation en publiant le rapport de quatre chercheurs du MIT *Limits to Growth* (1972), imparfaitement traduit par *Halte à la croissance ?* (Fayard, 1973).

En France, le coup d'envoi de la contestation intellectuelle de la période récente a été donné par un philosophe, Dominique Méda, dont le livre *Qu'est-ce que la richesse ?*, publié en 1999, a suscité des débats et des vocations. Et c'est un autre philosophe, Patrick Viveret, qui a repris le flambeau et élargi les « réseaux d'intéressement » (selon l'expression du sociologue de l'innovation Michel Callon) en 2002 avec son rapport *Reconsidérer la richesse*. Avant eux, bien qu'avec des arguments assez différents, Ivan Illich, André Gorz et quelques autres (François Partant, Jacques Ellul, Nicholas Georgescu-Roegen...) avaient ouvert des réflexions critiques qui trouvent aujourd'hui un écho avec l'aggravation de la crise écologique, explication majeure de la prise de conscience des limites et dégâts de la croissance.

Le courant de la décroissance s'est également affirmé et rencontre un intérêt... croissant depuis une dizaine d'années. Le journal *La Décroissance*,

⁶⁹ *Perspectives économiques pour nos petits-enfants* (1930). <http://ecorev.org/spip.php?article507>

⁷⁰ Nicholas Stern, 11 septembre 2009, in *The Guardian*.

diffusé en kiosque dès 2004, est un succès. Les livres sur le sujet fleurissent. La revue *Entropia* est née en 2006.

A partir de la première moitié des années 2000, des initiatives de plus en plus nombreuses en faveur de « nouveaux indicateurs de richesse » se sont parfois inscrites dans ce courant contestataire de la croissance, bien qu'avec des degrés et des variantes. Elles ont eu suffisamment de force pour que de grandes institutions internationales prennent à leur tour un virage, plus ou moins prononcé selon les cas.

Une institution internationale a même pris de l'avance : le Programme des Nations unies pour le Développement (Pnud), a mis au point son indicateur vedette, l'IDH (indicateur de développement humain), diffusé à partir de 1990 comme contre-feu au dogmatisme « pro-croissance » de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI). Cette initiative majeure devait rester isolée à l'échelle mondiale jusqu'au tournant de 2007, lorsque deux institutions, que l'on n'attendait pas forcément sur ce thème, lancent des conférences internationales de grande ampleur sur le thème de la « mesure du progrès des sociétés » (l'OCDE) et sur la nécessité d'aller « au-delà du PIB » (la Commission européenne). Cela ne les transforme nullement en « objecteurs de croissance », mais contribue à institutionnaliser le questionnement sur le découplage entre la croissance et la progression du bien-être.

En France, Nicolas Sarkozy, pourtant avocat constant d'une croissance forte, nomme en janvier 2008 une commission, présidée par Joseph Stiglitz et animée par Amartya Sen et Jean-Paul Fitoussi, trois économistes à qui il fixe comme objectif la remise en cause des indicateurs de croissance, jugés inadaptés à la mesure du progrès. Le rapport de la commission Stiglitz, dont une évaluation a été proposée par le collectif Fair (Forum pour d'autres indicateurs de richesse), ne contient pas de remise en cause de la croissance, mais il développe des critiques dignes d'intérêt - dont beaucoup sont connues depuis longtemps - des dangers de la focalisation sur le PIB et sur la croissance. Il invite à utiliser en priorité des indicateurs de bien-être.

Dans « Adieu à la croissance », Jean Gadrey ⁷¹ montre (première partie) que la croissance est de moins en moins la solution, et de plus en plus le problème, en tout cas l'un des grands problèmes.

⁷¹ Economiste français spécialiste des services. Il est professeur émérite à l'Université de Lille. Critique de la théorie économique néo-classique dominante en sciences économiques et du « néolibéralisme », il se consacre, depuis quelques années, à des recherches sur les indicateurs de richesse et les limites de la croissance économique.

Au regard de la crise systémique déjà décrite, nous avons le devoir de nous interroger :

- La croissance est-elle devenue un facteur de crise, un obstacle au progrès, une menace ?
- Pouvons-nous imaginer un monde bien meilleur parce que débarrassé du culte de la croissance « à tout prix », une « *prospérité sans croissance* »⁷², en tout cas dans les pays « riches », au sens usuel de la richesse économique ?
- Pouvons-nous aller vers un plein-emploi de qualité et garantir une bonne protection sociale sans croissance ?

Les comportements de résistance actuelle de la part des consommateurs sont précieux en tant que retour d'informations et pour nous aider à élaborer les mécanismes d'intégration de la responsabilité sociétale de l'entreprise.

Confusion entre bien-être et consommation : l'omniprésence du couple excitation/dépression

Comme l'analyse très bien Patrick Viveret, l'« ego compétitif » analysé par Edgard Morin (voir ci-dessus chapitre « Le défi écolo-gique ») nous ancre dans une excitation. Cette excitation finit par générer à terme un déséquilibre, qui se traduit par une dépression, et cette dépression elle-même est compensée ensuite par une nouvelle recherche de l'excitation. Nous nous condamnons nous-mêmes tel Sisyphe, à remonter et remonter inlassablement notre niveau d'excitation toujours à un niveau plus intense. Sous peine de décrocher par la dépression. C'est vrai en matière d'économie financière, c'est vrai dans l'univers des médias, c'est aussi vrai dans l'univers politique ou de la consommation.

Prenons l'exemple des médias : l'essentiel du problème des médias tient au principe qu'au lieu d'être pleinement dans le métier de journaliste d'information, de pourvoyeur d'éducation au sens de la qualité d'information, les médias se conditionnent le plus souvent sur le couple excitation/dépression. L'acte de consommer s'ancre lui aussi sur le terreau de ce couple excitation / dépression.

André Gorz, l'un des principaux théoriciens de l'écologie politique, critique le modèle de consommation opulent. En partant de la critique du capitalisme, il arrive à l'écologie politique, avec son indispensable théorie critique des besoins. L'exigence éthique d'émancipation du sujet implique la

⁷² D'après le titre de l'ouvrage célèbre de Tim Jackson.

critique théorique et pratique du capitalisme, l'écologie politique en étant une dimension essentielle. Le philosophe Bernard Stigler quant à lui diagnostique la survenance de la crise du capitalisme consumériste faisant suite au capitalisme productiviste :

« L'économie ne peut continuer de croître, les capitaux accumulés ne peuvent être valorisés, et les profits ne peuvent être réinvestis que si la production de superflu l'emporte de plus en plus nettement sur la production du nécessaire. Le capitalisme a besoin de consommateurs dont les achats sont motivés de moins en moins par des besoins communs à tous et de plus en plus par des désirs individuels différenciés. Le capitalisme a besoin de produire un nouveau type de consommateur, un nouveau type d'individu : l'individu qui, par ses consommations, par ses achats, veut s'affranchir de la norme commune, se distinguer des autres et s'affirmer hors du commun ».

La confusion entre bien-être et consommation est aujourd'hui solidement ancrée (voir § « Le défi écolo-gique »). Sous l'angle économique, l'accélération de la rotation du capital conduit à exclure tout ce qui diminue le profit dans l'immédiat : le besoin d'expansion illimitée du capital le conduit à chercher à abolir la nature et les ressources naturelles associées pour les incorporer accumulativement dans des produits fabriqués, vendus avec profit. L'expansion continuelle de produits entraîne donc un pillage accéléré des ressources naturelles.

La « crise » semble avoir plutôt accentué des tendances de consommation présentes avant son développement qu'en avoir fait apparaître de nouvelle ⁷³. Celles-ci se rassemblent autour de l'univers immatériel de la réalisation de soi autonome, déjà bien présent avant la crise, et que cette dernière a eu tendance à accroître.

La consommation est devenue une consolation, la société de consommation est devenue une société de consolation. Moins la Crise systémique sera traitée à sa racine, plus la recherche d'une consolation individuelle prendra le pas sur toute autre considération sociétale. Ceci produira deux limites indépassables :

- La rareté des ressources : se transformant en une conquête persuasive et invasive au cœur des neurones du consommateur, ce « *bubble capitalism* » diffère, dans son essence, du capitalisme du temps de Marx et transforme la soi-disante « *main invisible du marché* », en renforçant l'effet de saturation du marché.

⁷³ Voir l'étude « *Le consommateur va-t-il changer durablement de comportement avec la crise ?* » Pascale HÉBEL, Nicolas SIOUNANDAN, Franck LEHUEDE, cahier de recherche N°268, décembre 2009, Département « Consommation » du CREDOC.

Prenons l'exemple d'une parcelle de terrain, situé dans une ville, et utilisée comme place de parking. L'activité de la ville grandit, et l'intensité du trafic également. La demande de places de stationnement augmente plus que la capacité de places existantes. L'appariement de l'offre et de la demande est exploité pour augmenter les prix. Le propriétaire du terrain, donc, se développe et s'enrichit rapidement. Il ne produit pourtant rien, et le niveau de vie n'est pas amélioré par son activité.

Les phénomènes de saturation risquent de s'aggraver encore davantage lorsque surviendra le « *peak oil* »⁷⁴, qui déstabilisera toute notre économie.

- Une rupture inéluctable de l'addiction qui est liée à la consommation de consolation, si ce n'est individuelle, du moins collective. Le modèle Dérégulation, Compétition, Délocalisation arrive à son apogée : en cherchant à préserver la logique de compétition, nous prenons le risque de nous effondrer tous ensemble.

Le marketing surpuissant cède du terrain aux problématiques de production

Nous l'avons abordé, la croyance à la fois archétypale et idéologique, que tout peut se résoudre dans le cadre du rapport marchand, atteint sa limite.

La problématique dominante était celle de la régulation par le marché. Cette logique a dérivé en une logique spéculative à l'origine même de la crise des *subprimes* de 2008. Même la compensation carbone réglementaire (les marchés carbone entre Etats) a désormais rejoint cette logique spéculative, dénoncée début septembre 2010.

S'il a encore de beaux jours devant lui, l'affinement croissant des profits, notamment grâce à Internet, commence à s'épuiser. La question du sens, le vrai (pas celui du verdissement des produits !), échappe *par nature* aux fondamentaux d'une approche marketing au service de la rentabilité immédiate. Cette dernière, développée dans et par les écoles de commerce, n'a pas appréhendé cette question de fond. Le turn-over rapide des *marketeurs*, intéressés par le chiffre d'affaire généré à court terme sans considération de ses externalités négatives, ne parvient pas à comprendre, et donc à répondre, à cette demande de sens qui taraude en profondeur la société civile. Au contraire, ils font « plus avec du même », en généralisant

⁷⁴ *Peak oil* : la production de pétrole devient inférieure à sa consommation.

l'application de procédures et de normes censées rassurer face à une perte croissante de confiance.

Le modèle lui-même est en cause : nous pouvons annoncer la fin du *marketeur* tout-puissant imposant le pouvoir par le seul aval de chaîne de valeur : la règle de la mise en marché des produits et services par le distributeur (aval) commence en effet à céder la place aux problématiques de différenciation par la production (amont).

C'est en effet la qualité de sens « embarquée » dans le produit ou le service (au regard de sa contribution à nourrir le « patrimoine commun » plutôt que de le dégrader) qu'inéluctablement, le consommateur recherchera de plus en plus, cédant le pas au citoyen auteur et acteur de sa vie.

Le *marketeur* sera-t-il capable de se convertir à l'adéquation entre besoins essentiels et usages ? Rien n'est moins certain dans l'état actuel des pratiques financiarisées du marché.

Pour y parvenir il est nécessaire d'introduire du « politique » (*polis*, la cité) au cœur de l'économique (*eco nomos*, la gestion de la maison) et du débat collectif sur toutes les questions de mode de vie en société (habitat, énergie, alimentation, mobilité, technologie, ...).

La rupture anthropologique de « l'*homo economicus* » « *sapiens demens* » au « *sapiens sapiens* » est amorcée.

Le « thermomètre PIB » est la cause de notre maladie...

“*Is GDP the Wrong Indicator?*” Ce titre du Financial Times ⁷⁵ est symptomatique d'un doute qui prend de l'ampleur : les systèmes statistiques hérités du passé sont-ils à la hauteur des défis du 21^e siècle ?

La comptabilité nationale a été élaborée au lendemain de la 2^e guerre mondiale, lorsqu'un consensus se dessinait sur un objectif de croissance économique. Rappelons que le PIB exprime la valeur des échanges monétaires générés par l'ensemble des biens et services finaux nouvellement produits, recensés et échangés par une entité (généralement une nation) au cours d'une période donnée (généralement une année).

Jacques Attali note que « *le PIB, la croissance est un concept partiel pour décrire la réalité du monde : en particulier, il n'intègre pas les désordres de la mondialisation,*

⁷⁵ 28 janvier 2009 (traduction libre : *Le PIB est-il un indicateur inapproprié ?*).

les injustices et les gaspillages, le réchauffement climatique, les désastres écologiques, l'épuisement des ressources naturelles ».

Le PIB ignore ce que les économistes appellent « les externalités », c'est-à-dire les effets secondaires d'une activité qui échappent au marché : ainsi, par construction, la comptabilité nationale ne nous informe pas de la « soutenabilité » de nos modes de vie, c'est-à-dire de la possibilité de les poursuivre au-delà de notre génération.

Ainsi, tout flux monétaire considéré comme une valeur ajoutée peut parfaitement être produit grâce à une destruction ou une dégradation : les catastrophes naturelles, les accidents, les crises, les pertes de capacité éco systémique ou humaine, etc... génèrent des flux d'indemnisation, de réparation, de remplacement... qui sont agrégés positivement dans notre système de comptabilité. A aucun moment, dans aucune colonne, un indicateur ou un chiffre n'est intégré pour nous alerter : « *Attention, ces valeurs ajoutées ont été créées à cause d'une destruction* ».

Le PIB, un facteur aggravant de la crise

Comme l'indique Patrick Viveret, les formes de représentation et de calcul de la richesse dans nos sociétés ont été des éléments aggravants de la crise actuellement traversée : le PIB ne nous dit rien sur les deux grands dangers qui nous menacent : la décohésion sociale et la dégradation du capital naturel : la dégradation du capital naturel et la décohésion sociale.

Dégradation du capital naturel

Considérer que la dégradation des actifs écosystémiques est une aubaine pour les échanges monétarisés liés à leur remédiation, aggrave la crise systémique que nous traversons. Plus l'économie croît avec les échanges monétaires qui lui sont liés, plus les impacts sur la planète qui lui sont corrélés augmentent aussi : 60 % des écosystèmes mondiaux ont été dégradés et les émissions globales de carbone ont crû de 41 % parallèlement à une économie globale qui a doublé au court du dernier quart de siècle :

- Le PIB ignore ce qu'il advient des patrimoines naturels et immatériels, ni leur évolution, au cours du processus de production. Or c'est bien la diversité des patrimoines qu'il faut considérer pour évaluer la capacité d'une génération à respecter la vie sur Terre et à transmettre aux générations suivantes une qualité de vie au moins égale à la sienne.

- Si un bien, à commencer par l'air et l'eau, a le malheur d'être abondant et gratuit, il n'a aucune valeur économique. En revanche, si l'eau par exemple était polluée, elle prendrait de la valeur économique parce qu'il faudrait construire une usine d'assainissement ou implanter une usine d'eau minérale.
- Tous les métiers locaux contribuant à l'aménagement du territoire ou à la création de lien social n'apparaissent nulle part. L'impact de cette modernité dans le domaine de l'agriculture conduit aussi à de la pollution des nappes phréatiques ou à la désertification des campagnes.

Décobésion sociale

Les comptes de la nation ne recensent que les *flux monétaires* (production, dépenses ou revenus courants) et non des *stocks de richesse*.

Nous confondons « *développement* » et PIB, en classant les pays sur une échelle de développement uniquement en fonction de leurs échanges monétaires. Le PIB ne nous renseigne pas sur le bien-être ou le mal-être généré dans chaque société :

- Tous les échanges non monétaires comme l'attente et la mise au monde d'un enfant, les solidarités entre voisins ou entre générations, les trocs, ..., n'entrent pas dans le PIB, alors que le financement d'activités polluantes et dépolluantes fait monter le pays qui s'y adonne dans l'échelle des pays dits « développés »... : c'est toute l'énergie de maintien et d'enrichissement de la cohésion sociétale et de l'identité culturelle indispensable au développement d'un peuple qui échappe à la valorisation.
- Le PIB est une moyenne agrégée de tous les revenus monétarisés, qui ne permet pas d'appréhender les inégalités sociales : le PIB moyen par habitant peut augmenter alors même que les revenus diminuent pour une majorité de la population et en contrepartie, augmentent fortement pour une minorité.
- Les nouveaux comportements de consommation relatifs à l'achat d'occasion lors de brocantes, vide-greniers ou encore sur Internet (E-bay, PriceMinister) ne figurent pas non plus dans les calculs du PIB, et ne valorisent donc pas la nouvelle société en émergence.

Considérer les humains comme systématiquement du côté des charges représente un facteur non négligeable d'aggravation des conditions et des difficultés sociales rencontrées.

Le PIB est une méprise, une confusion et un abus de confiance dans la manière dont il est utilisé et communiqué : comment pouvons-nous persister dans une telle *méprise*, sans autre nuance, face aux problèmes environnementaux, aux inégalités, à la globalisation, à la recherche d'une société plus humaine ?

Dans ces conditions, persister à utiliser le « thermomètre PIB » pour guider la relance économique dénote une forme de schizophrénie ou d'aveuglement qui conduit à aggraver la crise systémique à laquelle nous devons pourtant trouver des solutions à la racine.

Le PIB est de plus en plus contesté

Le mouvement de contestation de cet indicateur, initialement parti du monde académique et associatif, a gagné les grandes institutions.

Un nombre croissant d'entre elles tente de trouver une alternative pour évaluer leur niveau de développement :

- Le *bonheur national brut* (BNB) a été préconisé par le roi du Bhoutan en 1972 pour tenter de définir le niveau de vie en des termes plus psychologiques et holistiques que le PNB. La Chine et l'Inde réfléchissent actuellement à adopter l'indicateur bhoutanais du Bonheur Intérieur Brut, cohérent avec leurs racines orientales tri fonctionnelles.
- L'ONU a mis en place *l'Indice de Développement Humain* (IDH, ne retenant que les échanges favorisant la bonne santé, l'éducation et un niveau de vie décent) par l'ONU en 1990.
- *L'indicateur d'empreinte écologique*, qui comptabilise la demande exercée par les hommes envers les "services écologiques" fournis par la nature, apparaît en 1992 à Rio.
- Le *Better Life index* : en 2007, l'OCDE a réuni un Forum mondial sur le thème « Comment mesurer et favoriser le progrès des sociétés ». L'OCDE a poursuivi l'appel à réflexion par son troisième Forum mondial : « Tracer le progrès, établir des visions, améliorer la vie »⁷⁶. Et a mis au point un indice agrégé « *Better Life index* »⁷⁷ : celui-ci retient les onze critères suivants : habitat, revenu, emploi, soutien par un réseau

⁷⁶ Busan, Corée du Sud, 27-30 octobre 2009.

⁷⁷ <http://www.oecdbetterlifeindex.org/>

social, éducation, environnement, engagement démocratique, santé, sentiment de bonheur, sécurité, équilibre vie professionnelle / vie personnelle. Cet indice est représenté par une marguerite, dont la longueur des pétales est proportionnelle aux résultats des différents critères. il est possible de les pondérer sur mesure.

- *Mesure de la performance économique et du progrès social*: Suivant le mouvement, le Président français N. Sarkozy a mis sur pied, en 2008, une « *Commission sur la mesure de la performance économique et du progrès social* »⁷⁸, plus connue sous le nom de « *Commission Stiglitz* », dirigée par trois économistes de renom (dont deux prix Nobel) : Joseph Stiglitz, Amartya Sen, et Jean-Paul Fitoussi. Son objectif : but de développer une « *réflexion sur les moyens d'échapper à une approche trop quantitative, trop comptable de la mesure de nos performances collectives* », et rechercher des indicateurs alternatifs ou complémentaires au PIB, axés « *sur le bien-être des générations actuelles et à venir* ». Le rapport de la Commission Stiglitz⁷⁹ constitue un moment important. Ses auteurs soulignent d'emblée le rôle normatif ou politique des systèmes de mesure :
 - « *Ce que l'on mesure a une incidence sur ce que l'on fait* » (p. 7)
 - « *Notre rapport traite des systèmes de mesure et non des politiques. (...) Mais parce que ce que l'on mesure définit ce que l'on recherche collectivement (et vice versa), ce rapport et sa mise en œuvre sont susceptibles d'avoir une incidence significative sur la manière dont nos sociétés se perçoivent et, par voie de conséquence, sur la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques.*» (p. 10).
- *Forum pour d'Autres Indicateurs de Richesse (FAIR*⁸⁰) : Parallèlement, et afin d'assurer le suivi citoyen des travaux de cette commission, un Forum pour d'Autres Indicateurs de Richesse a émané d'académiques issus de disciplines diverses, de représentants syndicaux et de membres de la société civile⁸¹ : il regroupe une cinquantaine de chercheurs et de militants associatifs réfléchissant d'une manière critique à la question des indicateurs économiques et des indicateurs de progrès des sociétés. Ce regroupement au départ informel est rapidement passé de la réflexion à la diffusion, puis de la diffusion à l'action avec l'ambition d'intégrer de larges collectifs contribuant à la contestation des indicateurs

⁷⁸ <http://www.stiglitz-sen-fitoussi.fr/fr/index.htm>.

⁷⁹ Stiglitz, Sen et Fitoussi (2009a). Le rapport a fait l'objet d'une présentation officielle à la Sorbonne le 14 septembre 2009 et a été largement commenté par la presse les jours suivants. Il est désormais publié en deux volumes : voir Stiglitz, Sen et Fitoussi (2009b) et (2009c). Les numéros de pages cités sont ceux du rapport original (2009a).

⁸⁰ Acronyme en forme de clin d'œil qui signifie juste ou équitable en anglais. Site hébergé sur IDIES : <http://www.idies.org/index.php?category/FAIR>

⁸¹ <http://www.idies.org/index.php?category/FAIR>

économiques dominants que sont le PIB ou la croissance économique puis à l'élaboration de nouveaux indicateurs alternatifs.

Les acteurs de FAIR déclarent dans la conclusion de leur manifeste traduit en plusieurs langues et adopté début décembre 2008 : « *C'est en redonnant sens aux échanges non économiques et à « ce qui compte le plus » pour nous que nous serons en capacité de redéfinir la notion de richesse, de refonder les règles du partage, les supports d'échanges comme la monnaie, mais aussi les modalités de compte, ou encore les systèmes de redistribution appropriés. Que nous serons en mesure de redonner sa juste place - et non pas toute la place - à l'économie. »*

- *Le Groupe de Parrainage de l'European Statistical System (ESS) a établi des recommandations concernant la mesure du progrès, du bien-être et du développement durable, en novembre 2011.*
- *En juin 2012, la Commission européenne a organisé une conférence internationale organisée sur le thème : « Au-delà du PIB : mesurer le progrès, la richesse authentique et le bien-être des Nations ». Cette conférence a posé la première étape des activités de coordination du projet e-Frame FP7 de l'Union Européenne « Cadre européen pour la mesure du progrès ».*

Le système financier et monétaire privilégie la performance sur la résilience

Bernard Lietaer⁸², ancien directeur de la Banque centrale de Belgique, attire notre attention sur les quatre fléaux qui menacent nos sociétés :

- l'instabilité du système monétaire et financier,
- le changement climatique,
- le chômage,

⁸² Né en Belgique en 1942, Bernard Lietaer est un spécialiste international des systèmes monétaires depuis plus de 25 ans. Ancien directeur de la Banque Centrale de Belgique, il a participé à la conception et à la mise en place du système de monnaie unique européenne à la fin des années 70. Il a été président du système de Paiement Electronique Belge et a développé pour des multinationales des technologies destinées à gérer des environnements monétaires multiples. Il a aidé des pays en voie de développement à rendre plus performantes leurs réserves monétaires et a enseigné la finance internationale à l'Université de Louvain. Bernard Lietaer fut également le directeur général et le trader monétaire d'une des plus grandes réussites de fonds monétaires offshore. Il a enseigné dans de nombreuses universités américaines, et il est aujourd'hui invité comme professeur-chercheur par le *Center for sustainable Resource Development* de l'Université de Berkeley en Californie. Il est membre du Club de Rome (source : Solecopedi) - Auteur de *Future of Money* traduit en 18 langues, Edition Fondations pour le Progrès de l'Homme.

- les conséquences financières du vieillissement de nos sociétés.

Il note que réduire la performance d'une Nation, d'une entreprise, d'un projet à son seul résultat comptable, constitue une mesure unidirectionnelle qui dégrade leur résilience, conduisant à des dégâts majeurs. Reprenant une analogie avec la biologie du vivant, il nous invite à nous diversifier, comme étant la seule manière de s'en sortir : la performance découle d'une logique « mono variétale » d'unification, alors que la résilience repose sur une logique de promotion de la diversité.

Fort de son expérience, Bernard Lietaer est depuis de nombreuses années un défenseur ardent des monnaies complémentaires. Il plaide sur la nécessité de mettre en place des monnaies régionales complémentaires (par exemple, le REGIO en Allemagne), des systèmes d'échanges locaux (par exemple, les SEL, des systèmes de monnaies interentreprises (comme le WIR) et même une monnaie internationale, le Terra TRC (Trade Reference Currency), une e-monnaie devant servir de standard international pour les transactions qui font converger les intérêts financiers et les impératifs du « développement durable » sur le long terme.

« Le système monétaire tel que nous le connaissons aujourd'hui, et qui date de l'ère industrielle, ne sera pas approprié à l'ère post-industrielle dans laquelle nous entrons. D'un certain point de vue, notre système monétaire marque la fin d'un système patriarcal et centralisé, qui date de 5000 ans, concentré autour des temples, puis autour des rois et empereurs, enfin autour des Etats et des banques.

Ces monnaies conventionnelles ont un avantage : elles sont universelles, car reconnues par tous. Mais elles ont aussi une tare : elles sont incapables de bien remplir certaines fonctions sociales.

Le principe d'une monnaie complémentaire est de définir des objectifs sociaux, et de créer les monnaies qui serviront cet objectif. »

Rupture n° 7 :

Le modèle industriel consumériste est mis en question

L'hyper consommation atteint sa limite

Le paradigme social dominant fait de l'augmentation de la consommation matérielle la pierre angulaire de la croissance économique et de l'épanouissement individuel.

Ce *choix* – car il s’agit bien d’un choix ainsi que nous l’avons montré plus haut - génère un modèle économique fondé exclusivement sur la croissance accumulative. Il en résulte un cercle vicieux d’une « société de consolation » exponentielle et addictive. Par ce que l’on nomme « effet rebond », celle-ci annule largement tous les gains d’éco- et de socio-efficacité gagnés sur les produits par l’explosion de la consommation qui en résulte.

Améliorer les modes de production ou l’efficacité d’utilisation des ressources ne suffit pas à enrayer cette évolution :

- Le progrès technologique, et les améliorations de la productivité des ressources, même importants, ne suffisent plus : ils sont aussitôt annulés et plus que compensés par la modification de nos comportements et la progression des quantités consommées... Par exemple, les émissions de gaz à effet de serre générés par l’industrie automobile sont aujourd’hui dues pour 12 % seulement à la production des véhicules et pour plus de 86 % à leur utilisation⁸³.
- L’idéal d’abondance, voire de surabondance, promesse de la société de consommation, s’avère insuffisant pour assurer une pleine satisfaction existentielle : le bonheur des habitants des pays riches n’augmente pas avec leur revenu, et même tend-il à diminuer une fois passé le cap qui leur permet de répondre à leurs besoins essentiels.
- Les TIC⁸⁴ provoquent, notamment via le e-commerce, une pénétration de plus en plus rapide des produits, le besoin de consommer en flux tendu ou en « surfant » sur les renouvellements technologiques, et une obsolescence réelle de certains produits. L’« obsolescence programmée » des produits est désormais dénoncée⁸⁵.

De nombreux signes de saturation de l’hyper consommation et de ses effets pervers se multiplient depuis près de 40 ans. De nombreux « lanceurs d’alerte », notamment des économistes, n’ont pas manqué de s’exprimer à ce sujet : le Club de Rome en 1970, Ignacy Sachs en 1972, Claude Bébéar en 2002, André Gorz, François de Closets⁸⁶, Serge Moscovici, Ivan Illich, René Passet, Hervé Kempf⁸⁷, Pierre Rabhi, etc... : tous nous alertent de l’impasse

⁸³ Etude WWF/VIGEO : <http://www.wwf.fr/parteneriats-entreprises/actualites-de-nos-parteneriats/etudevigeo-et-wwf-les-entreprises-francaises-face-aux-defis-du-changement-climatique>.

⁸⁴ TIC : technologies de l’information et de la communication.

⁸⁵ « *L’obsolescence programmée, symbole de la société du gaspillage. Le cas des produits électriques et électroniques* » Rapport Les Amis de la Terre, Septembre 2010, Par Marine Fabre et Wiebke Winkler.

⁸⁶ « Toujours plus ».

⁸⁷ « Comment les riches détruisent la Planète » Seuil, 2007.

dans laquelle l'hyperconsommation, à la fois base et moteur du capitalisme de l'après-guerre, nous conduit.

Patrick Viveret ⁸⁸ note que « *lorsqu'une petite quantité d'êtres humains se consolent par de l'hyper consommation, ils creusent le trou de raretés qui deviennent à ce moment-là des raretés artificielles. Elles constituent les problèmes fondamentaux évoqués par le programme des Nations Unies pour le développement : alimentation, manque d'eau, de soins de base et de logement auprès des plus démunis.* »

Et Bernard Stiegler de rajouter : « *le modèle industriel consumériste est mort, c'est-à-dire révolu. Nous vivons en cela une révolution. (...) Ce qui est fini, c'est le monde de la consommation et le mode de vie qui avait été initié par Henri Ford et la combinaison métallurgie/pétrochimie/industries culturelles.* » ⁸⁹

Les consommateurs perdent confiance dans les marques

Les études de marché ⁹⁰ montrent que les consommateurs sont :

- Craintifs : ils considèrent par exemple que leur santé et celle de leurs enfants est menacée par les importations de certains produits : par exemple, les jouets chinois sertis de plomb, ou les tasses Shrek de McDonald's imprimées avec du cadmium, les vêtements colorés avec des teintures azoïques cancérigènes, des chaussures imprégnée de produits fortement toxiques et allergènes, etc.... Les consommateurs demandent à être rassurés quant à l'absence de risque pour leur santé dans les produits qu'ils achètent.
- Enquêteurs : ils tentent de comprendre quels aliments peuvent promouvoir leur bien-être. Ils cherchent par exemple des moyens pour créer une qualité d'air intérieur de la maison qui favorise le bien-être de leurs familles. Ils recherchent des étiquettes et des labels dignes de confiance et faciles à comprendre. Ils s'intéressent également de plus en plus à l'origine géographique et thématique des ressources utilisées dans les produits qu'ils achètent : ainsi sont-ils sensibles par exemple au bien-être des animaux dans les produits cosmétiques, à la déforestation provoquée par les meubles qu'ils achètent ou les chaussures dont le cuir provient de bovins pâturent sur des terrains déforestés ou s'alimentant en Europe avec du soja provenant de ces mêmes terrains...

⁸⁸ « Pourquoi ça ne va pas plus mal ? » Patrick Viveret, blog <http://viveret.over-blog.com>

⁸⁹ Bernard Stiegler et alii, « *La décroissance* », Flammarion, 2009.

⁹⁰ Suzane Shelton, fondatrice du Shelton Group, USA.

- Économistes : les consommateurs s'attendent à économiser lorsqu'ils achètent un produit responsable. Par exemple, ils achètent des lampes basse-consommation pour économiser de l'argent. Ils investissent dans l'énergie solaire pour se protéger contre les futures hausses de prix par leur compagnie d'électricité. Économiser de l'argent est l'une des trois principales raisons d'un consommateur lorsqu'il achète une voiture hybride essence / électricité.

Cependant, les consommateurs sont aujourd'hui confus et frustrés :

- Ils perdent confiance dans les marques, dans la publicité et dans leurs allégations débridées sur les thématiques « green », « santé » ou « nutrition ». Par exemple Kellogg a été condamnée par la FDA pour avoir surreprésenté ses allégations santé dans ses céréales.
- Ils sont noyés dans la profusion des logos, labels et certificats et sont dans la confusion pour discerner quelles sont les entreprises sincères. Par exemple, aux États-Unis, ils peuvent citer Energy Star comme un logo digne de confiance, mais ne parviennent pas à nommer une marque de produits électronique ou une entreprise responsable.
- Or les consommateurs se concentrent sur l'intersection des questions personnelles et sociales. Ils recherchent des solutions pour leur « communauté » : leur famille, leur quartier et les écoles de leurs enfants. Ils se méfient de la publicité de masse et demandent de plus en plus une preuve de la traçabilité des produits qu'ils achètent. Tout particulièrement, les jeunes générations se placent dans une recherche constante de satisfaction de leurs désirs de consommation inspirés de ceux de leur communauté.

A force de *greenwashing* et d'allégations trompeuses, cette défiance provoque l'émergence de tendances lourdes de consommation :

1. Les grandes marques font le lit des marques de distributeurs.
2. Les consommateurs désirent retrouver des marques locales ou régionales - porteuses de spécificités et de goûts particuliers - avec une forte dimension affective.
3. Ils sont attirés par des produits fabriqués localement (tendance « *locavore* »).
4. Ils réclament des preuves leur permettant de faire confiance aux allégations des marques.

Les marques qui attireront les consommateurs sont donc celles qui sauront :

- informer du consommateur pour l'aider à choisir en conscience,
- établir durablement une confiance auprès du consommateur,
- garantir leur réputation sur des allégations de responsabilité opposables,
- assurer une performance des produits au-delà de leur performance technique (c'est-à-dire améliorer la santé et le bien-être du consommateur et lui permettre d'économiser de l'argent),
- repositionner la place de la publicité et engager un message « de sens » authentique et crédible, facile à comprendre, articulant intelligence rationnelle et intelligence émotionnelle. Soutenu par un « marketing de sens », le consommateur *choisira* de s'engager avec la marque pour adopter une posture soutenable dans sa vie et son mode de vie,
- en final, repenser le choix organisationnel et de *business model* de leur entreprise.

Un changement structurel dans la consommation : le consommateur souhaite se réaliser et mettre en œuvre ses convictions ⁹¹

La « crise » socio-économique actuelle, comme toutes les répliques apparues depuis le démarrage de la société de consommation, pose la question de la raison d'être de l'hyperconsommation. Comme lors les années 1970 ou lors de la crise du début des années 1990, le mouvement des « décroissants », ou « objecteurs de croissance », s'exprime à nouveau. Sa conviction est que consommer moins et mieux rend plus heureux. Dans les faits, le consommateur a mis en place une stratégie d'évitement en simplifiant voire réduisant sa consommation, en comparant les prix.

L'évolution structurelle des modes de consommation se base sur trois principales tendances de fond :

- La croissance, l'amélioration et la diversification galopante des TIC (technologies de l'information et de la communication),
- La crise de confiance à l'égard des grandes marques et des distributeurs,
- La progression de l'intérêt pour le « développement durable ».

⁹¹ Ce chapitre s'appuie sur de nombreux extraits de l'étude : « *Le consommateur va-t-il changer durablement de comportement avec la crise ?* » P. Hébel - N. Siounandan - F. Lehuédé Enquête Credoc N° C268 - Décembre 2009.

Les facteurs conjoncturels observés dans la « crise » 2008-2013 sont les mêmes que ceux détectés durant la « crise » de 1993 :

- Recherche des bas prix,
- Achat de marques propres et de marques de distributeurs,
- Retour vers du plaisir accessible,
- Retour vers les fondamentaux et la simplicité,
- Recherche de sens en période de remise en question de l'hyperconsommation,
- Et en même temps croissance des produits de luxe.

La crise actuelle a accentué les tendances structurelles latentes. En entrant dans une société postmoderne, les institutions porteuses du sens et supports de socialisation traditionnelles s'effritent : l'on assiste à l'abandon des grands systèmes explicatifs du monde, qu'ils soient religieux, politiques ou scientifiques, à l'affaiblissement des repères et des structures d'encadrement de sociabilité traditionnelles (familles, partis, Églises, écoles).

N'ayant plus de moyen pour exprimer ses engagements, l'individu se réfugie de plus en plus dans la consommation pour se réaliser et mettre en œuvre ses considérations morales et éthiques.

La conséquence de cet individualisme renforce la recherche d'une réalisation de soi : se réaliser personnellement devient la finalité du projet de vie que l'individu construit lui-même, de façon fluctuante, au cours de sa vie. L'affirmation individuelle prime sur l'affirmation collective. La construction identitaire tout au long de sa vie, appelle l'histoire que chaque individu décide de construire, ou de mettre en projet, le parcours biographique qu'il décide de poursuivre.

La consommation devient alors un outil au service de et de sa réalisation autonome. Elle lui permet moins de définir son nouveau projet de vie à moyen, que de le réaliser tout de suite et le faire reconnaître à autrui. La crise actuelle accentue cette nouvelle tendance de réalisation de soi.

Elle s'exprime également sous de nouvelles formes : divers travaux sociologiques ont mis en lumière les dimensions extra-économiques de l'acte d'achat : l'achat ne se limite pas au besoin, il répond aussi à une recherche de satisfaction plus large, qui peut passer par la satisfaction « morale ». Il s'agit alors de mettre du sens dans son acte d'achat. L'on parle alors de « alter consommateur », ou de « consomm'acteur ».

La motivation du consommateur concernant la qualité ou les processus de fabrication a diminué depuis 2008 au profit d'une recherche de prix bas ou

de « prix malins » (bonnes affaires, systèmes d'abonnement, achats collaboratifs, etc...). Et en même temps, le contrecoup de la crise se traduit par une recherche de plus de sens dans l'acte de consommation, qui s'oriente dès lors vers des « produits durables ».

Les études déclaratives montrent que la perception et l'adhésion aux principes de « *développement durable* » progressent régulièrement : de 2002 à 2007, les consommateurs qui se disent soucieux des garanties écologiques ou « sensibles » à des valeurs citoyennes lors de l'achat a augmenté d'un quart⁹². L'année 2009 montre une montée très nette des motivations liées au « développement durable ».

En 2012 ⁹³,

- 88 % des français déclarent que la crise économique devrait être une occasion de revoir nos modes de vie et de consommation,
- 85 % des personnes interrogées ont indiqué privilégier les entreprises ayant préservé une implantation locale
- 51 % déclarent qu'ils seraient très intéressés par des produits de consommation responsable s'ils avaient plus de transparence sur l'engagement social et environnemental des entreprises produisant ces produits (soit une hausse de 3 points par rapport à 2011)
- 76 % considèrent que « les entreprises ne donnent pas assez d'informations sur les conditions de fabrication de leurs produits »

Aux Etats-Unis :

- 64 % de la population cherche activement des produits «verts» ⁹⁴
- 87 % des Américains estiment que cela n'a pas d'importance de «croire au changement climatique», «nous avons à changer maintenant notre impact sur l'environnement».

Trois critères passent devant la confiance dans la marque, laquelle perd 8 points en deux ans :

- les garanties écologiques associées au produit (+9 points),
- les produits fabriqués par des entreprises soucieuses du droit des salariés (+ 10 points),
- les produits fabriqués dans la région (+10 points).

⁹²Credoc 2007.

⁹³ Enquête Ethicity 2012.

⁹⁴ Suzzane Shelton, fondatrice du Shelton Group, USA.

Une consommation responsable en marche

Qu'est-ce que la « Consommation durable » ?

Arrêtons-nous sur le terme souvent employé de « consommation durable ». La « consommation durable » désigne un type de consommation qui n'entend ne pas se limiter à la satisfaction d'un besoin ou d'un désir, il se veut aussi un choix moral exprimant un intérêt d'ordre collectif. L'individu est amené à consommer en accord avec certains principes de la société dont il est le citoyen, et implicitement d'agir conformément à ce qui est reconnu comme « bien ».

Cependant, le terme « *consommation durable* » constitue à la fois un oxymore et une injonction paradoxale. Nous sommes condamnés à courir toujours plus vite derrière des pansements correcteurs de moins en moins efficaces et de plus en plus coûteux, si nous continuons à :

- Positionner la question de la consommation avant tout en réaction à l'existence d'une hyperconsommation non-durable sans aborder les fondements sous-jacents du choix de développement et de société qui génèrent cette hyperconsommation.
- Changer les habitudes de la société de consommation sans interroger les racines de la société de consommation qui la soutient.
- Réduire l'identité du citoyen à sa seule identité marchande et objet de consommation - aussi « green » soit cette dernière - sans questionner ces « *besoins* ».

Le risque associé à l'utilisation de ce terme est celui de sa perte de crédibilité : en effet, il porte intrinsèquement l'impression que l'entreprise qui l'utiliserait se contenterait de vouloir changer seulement les couleurs de la « *société de consommation* », en la rendant « *green* » ou « *blue* », ou autres..., couleurs certes sympathiques, mais ne répondant pas à la question essentielle : quels échanges voulons-nous privilégier pour mieux vivre ensemble dans un monde désormais globalisé ?

Nous pensons qu'il vaudrait mieux parler de « consommateur responsable ». Selon Webster, le consommateur responsable définit une « *personne qui prend en compte les conséquences publiques de sa*

consommation privée, et qui essaie d'utiliser son pouvoir d'achat pour induire des changements dans la société».

C'est précisément le sens de la consommation « *engagée* » : celle-ci consiste à user de son pouvoir économique pour sanctionner positivement ou négativement une entreprise ou un produit à des fins « *responsables* ». Ce type de consommation comporte une dimension politique dans la mesure où le consommateur est de plus en plus conscient de posséder un « pouvoir par ses achats », de nature à provoquer des changements à l'échelle de la société. Il a l'impression de pouvoir maîtriser quelque chose dans un système d'échange économique, le marché, sur lequel il semblait n'avoir jusque-là que peu de prise.

Les motifs d'achat lié au bien-être individuel sont confrontés aux préoccupations écologiques au sens large : les consommateurs de bio citent par exemple la protection de l'environnement au second rang de leurs motivations, avant la sécurité sanitaire et le plaisir gustatif.

Quelles sont les motivations d'achats des consommateurs lorsqu'ils se dirigent volontairement vers des produits appelés parfois - à tort à notre avis - « éthiques » ou « durables » ?

La consommation engagée

La progression de la consommation « *éthique* », « *responsable* » ou « *engagée* » est liée à la notion de « *développement durable* » et à sa croissance lors des deux dernières décennies. Cette notion fait aujourd'hui figure de valeur reconnue à l'échelle de la société, tant du point de vue de l'État que du point de vue des entreprises, du secteur associatif et de la population. La transformation des modes de production et de consommation apparaît comme un impératif au regard des problématiques écologiques, sociales et sociétales associées à l'acte de consommation. Cette consommation responsable se développe par exemple au travers du tourisme solidaire ou de l'agriculture biologique en plein essor.

Elle fait face cependant à la menace de son désenchantement et d'une perte de crédibilité en raison des comportements communicationnels débridés qui lui ont été associés. Cette menace emportera en premier les entreprises et les marques qui ont cédé aux chants de leurs sirènes.

La consommation fonctionnelle

Alors que les consommateurs disposent de plus en plus d'objets, grâce notamment à la baisse de prix de certains biens (comme le textile et les produits multimédia), la réalisation de soi passe de moins en moins par la possession de ces produits mais par un usage du temps afin de pouvoir vivre ses expériences : cette évolution en faveur de l'usage résulte de la prépondérance croissante du vécu dans l'acte de la consommation. C'est dans ce cadre que s'inscrit la substitution de la propriété par l'usage, appelée aussi « *consommation fonctionnelle* ». L'augmentation des prix de l'énergie depuis 2008 et la « crise » actuelle ont accentué cette prise de conscience.

La coproduction

La coproduction désigne l'activité par laquelle le consommateur contribue à coproduire le bien ou le service qu'il consomme. Qu'elle soit mesurable ou non, la coproduction implique le client dans les différentes étapes de la création de valeur. La coproduction contribue à rassurer le consommateur sur le produit utilisé, et permet de maîtriser les risques de défaillance dans la traçabilité des filières. Les crises sanitaires ont conduit en effet à de fortes inquiétudes sur le contenu des produits, notamment alimentaires. Elle permet aussi d'obtenir des produits mieux adaptés aux besoins des consommateurs. En période de crise, la coproduction s'est accentuée en raison du gain économique réalisé.

L'envie de « *faire soi-même* » prend son essor depuis quelques années, en raison d'un besoin d'appropriation de la fabrication des aliments : s'initier à une technique artistique (peinture, instrument de musique), améliorer son confort en s'adonnant au bricolage, apprendre la cuisine, etc. Avec son corollaire : le développement de l'apprentissage et de la transmission de savoirs : cours particuliers de bricolage, de jardinage, de photographie, de tricot, de cuisine, de langues, ...

La consommation dématérialisée

L'économie dématérialisée est un sous-ensemble du e-commerce, dû à la dématérialisation des supports des produits. Le développement de la consommation numérique est alimenté par la croissance rapide de l'innovation dans les technologies de l'information. Ainsi, l'apparition de nouveaux supports de téléchargement (*smartphones*, tablettes numériques, ...) joue-t-elle fortement en faveur de la consommation dématérialisée sur le web. Se développent la musique, la presse, la vidéo à la demande, le livre électronique (e-book).

Notons cependant que si 79 % des Français se disent prêts à consommer de manière responsable et que 20 % se déclarent « *éco-consommateurs* »⁹⁵, seuls 4 % d'entre eux traduisent ces intentions en actes, par le choix de l'offre du commerce équitables, de l'agriculture biologique, une attention particulière portée à la provenance régionale du produit, voire le boycott.

Au total, les consommateurs responsables représenteraient un quart de la population française.

L'économie collaborative

Inventé au début de ce millénaire au Etats-Unis, l'économie circulaire, basée sur le partage, a connu un réel essor grâce au développement des réseaux sociaux et plus généralement des communautés sur Internet.

Des printemps arabes au Wall Street Protest, en passant par les 500 000 manifestants de la Puerta del Sol de Madrid, ce sont des millions de personnes qui disent haut et fort que l'économie et la politique sont faits pour être au service des hommes et non l'inverse. Ils sont pacifistes, n'ont pas de leaders et parlent d'une seule voix... Ils sont le signe que notre société change profondément et veut revenir à des valeurs qui sortent notre monde de ses vieux schémas.

L'économie collaborative, également appelée « économie du partage » nous conduit à revenir au sens premier de l'« économie » : une activité humaine consistant à produire, distribuer, échanger et consommer des biens et des services⁹⁶, et à reposer les questions essentielles :

- Comment produit-t-on ? Existe-t-il d'autres façons de produire ?
- De quelles manières sont distribués les biens et services produits ? N'existe-t-il pas d'autres voies ?
- Pourquoi et comment les agents économiques échangent-ils entre eux ? Pourrait-il en être autrement ?
- Quelle est notre manière de consommer ? Est-elle optimale ?

L'économie collaborative consiste en de nouveaux *business models* qui créent de la richesse économique en créant de la richesse sociale :

- Lien social : La location entre particuliers, l'échange et le partage, transitent par des plateformes collaboratives *on-line* qui se rémunèrent sur chaque transaction, ou par la publicité. L'utilisation des plateformes engendre du lien social, la transaction exigeant, la plupart du temps, une rencontre physique entre les personnes.

⁹⁵ Assises de la consommation 2009

⁹⁶ Wikipédia

- Empreinte environnementale : la richesse sociale provient aussi d'un impact sur l'environnement : recycler ou donner une deuxième vie à des produits que l'on stocke ou que l'on jette participe bien à la protection de la planète, sans parler de l'auto-partage qui réduit directement l'émission de CO2.

La richesse économique est amenée par la valeur de ces plateformes, et aussi par un autre facteur : les gens ont à leur disposition des outils pour vendre, louer ou partager tout un tas de choses et ainsi gagner de l'argent avec ce qu'il produisent à leur mesure ou ce qu'ils ont en excès.

Les principes de l'économie collaborative sont les suivants :

- l'usage plutôt que la propriété
- l'accès plutôt que l'excès
- l'expérience plutôt que la possession
- constitution de communautés

Les trois systèmes collaboratifs :

1. Les systèmes Produits / Services transforment un produit en service

- l'auto partage, les vélos en libre-service, la location (organisée par un intermédiaire ou entre particuliers) : ces plateformes s'inscrivent dans le cadre plus général de l'économie de fonctionnalité.

2. Les systèmes de Redistribution transmettent le bien d'une personne le possédant à une personne le recherchant (Consumer to Consumer – C2C) :

- plateformes PriceMinister, LeBonCoin,
- troc, don, échange de biens, de temps ou de compétences entre particuliers ...

3. Les Styles de vie collaboratifs regroupent les formules de partage de ressources matérielles ou immatérielles entre particuliers pour :

- Acheter en commun : achats groupés,
- Fabriquer en communs : *fab-labs*,
- Obtenir un meilleur prix, savoir ce que et à qui on achète, mettre en relation consommateurs et producteurs (La Ruche qui dit oui !),
- Financer un projet sur le principe du *crowdfunding* : *kickstarter*, en France *ulule*, *kisskissbankbank* ou *wiseed*, prêts entre particuliers,
- Partager de l'espace, du temps, des compétences : *couchsurfing*, *colunching*, *codining*, *coworking*, *cobousing*.

L'économie du partage est l'expression économique de la transformation sociétale qui sous-tend ces questions. Elle touche toutes les générations. Si les plus de 40 ans semblent assez à l'aise à l'idée de partager avec toutes les personnes au sein d'une communauté web, les 20/30 ans privilégieraient les réseaux plus restreints. Ils ont néanmoins, dans l'ensemble, une vision très positive de l'acte de partager, semblent plus ouverts à l'idée et davantage optimistes quant au potentiel du partage à l'avenir.

« Les publications se multiplient, les consultants commencent à s'intéresser au phénomène, les politiques envisagent de nouvelles lois pour favoriser cette économie du partage, les startups font des levées de fonds impressionnantes : tout converge pour nous faire dire qu'une nouvelle économie est vraiment en train d'émerger. »

Cette consommation d'un nouveau genre a même été citée par le Times Magazine comme l'une des dix idées qui vont changer le monde : *« Un jour, nous regarderons le 20^e siècle et nous nous demanderons pourquoi nous possédions autant de choses ».*

Les moteurs de l'économie du partage

L'avènement et la démocratisation des nouvelles technologies :

- le partage online est très souvent annonciateur d'un partage offline. Les participants qui partagent des informations sur internet partagent également biens et ressources in real life.
- Internet et les places de marchés *Peer-to-Peer*⁹⁷ ont rendu possible le déploiement de masses critiques d'internautes intéressés par les mêmes types d'échanges en permettant et en optimisant la rencontre entre ceux qui possèdent et ceux qui recherchent (des biens, services, compétences, argent, ressources, ...) comme jamais auparavant.
- Internet et les systèmes de réputation ont permis de créer et de maintenir la confiance nécessaire entre inconnus utilisateurs de ces systèmes d'échanges : qui aurait cru au succès d'E-Bay il y a 15 ans et à la possibilité de se faire héberger chez un inconnu en toute confiance avant le lancement et le succès de *Couchsurfing* ? Derrière ces plateformes d'échanges se trouvent des systèmes de réputation (références, notation) des utilisateurs qui les incitent à « bien se comporter » et qui expliquent en grande partie leur succès fulgurant.

⁹⁷ Les systèmes pair-à-pair permettent à plusieurs ordinateurs de communiquer via un réseau, de partager simplement des objets – des fichiers le plus souvent, mais également des flux multimédia continus (streaming), le calcul réparti, un service (comme la téléphonie avec Skype), etc. sur Internet (Source : Wikipedia).

Les communautés :

- Les valeurs d'anonymat et d'individualisme permises par l'argent au 18^e siècle ne sont plus portées aux nues : on cherche de nouveau à tisser du lien social avec d'autres moyens.
- Le bonheur n'est pas contenu dans l'objet échangé, semblent dire des millions de nouveaux consommateurs mais dans l'acte d'échange et la rencontre qu'il permet.
- c'est l'impact social généré (la rencontre affinitaire réelle) qui est au cœur de leur succès : on passe du bien à ce qu'il permet : le lien.
- 78 % des participants estiment que leurs interactions en ligne avec des amis ou des inconnus les avaient rendus plus ouverts à l'idée de partager in real life avec des inconnus, suggérant ainsi que la révolution induite par les réseaux sociaux a une conséquence positive sur la confiance nécessaire aux modèles de redistribution.

Préoccupations environnementales :

- Nécessité de protéger l'environnement en utilisant moins de ressources naturelles et en diminuant les quantités de déchets produites (60 % des personnes interrogées font un lien direct entre partage et durable).

Récession économique :

- Les difficultés économiques de ces deux dernières années ont accentué la prise de conscience autour des achats quotidiens, la question de l'utilité de l'achat est davantage prise en considération qu'auparavant selon des critères encore mouvants, le consumérisme traditionnel tendrait ainsi à s'effacer. Les participants aux revenus les plus faibles ont une propension plus grande à partager et valorisent davantage l'acte de partager que ceux aux revenus plus élevés.

Le magazine *Fast Company* évaluait ainsi l'économie de partage à 100 milliards de dollars – et ce, seulement pour le partage entre particuliers, qui ne tient pas compte des entreprises proposant des systèmes de fonctionnalité (auto partage traditionnel, velib, location). Deux best-sellers (*What's Mine is Yours*, *The Mesh*) ont été écrits sur le sujet, le concept a été présenté par tous les principaux médias, et cela commence à avoir un impact sur nos choix au quotidien.

Une nouvelle vague de startups prône l'économie de partage, les investisseurs sont à l'écoute, et les startups du partage lèvent des fonds dans ce domaine.

- 7 millions pour Thredup, site internet de troc de vêtements et de jouets pour enfants.
- 1,2 million pour Gobble, dont le modèle est proche de Super-Marmite et permet de réserver et d'acheter des plats fait maison près de chez soi.
- 1,6 million pour Grubwithus, qui propose un service de *colunching* ou *social dinner*, mélange de Meetic et de Groupon.

Une part de la consommation échappe aux circuits classiques et repose sur les produits d'occasion et ou de récupération, et sur l'essor du « *do it yourself* » (cf. communauté des blogueurs, ou l'ouverture de boutiques artisanales comme Etsy, la première communauté d'achat - vente de produits faits-main⁹⁸). Il s'agit d'une plateforme communautaire américaine, les membres de cette communauté fabriquent des objets de leurs propres mains et les mettent à vendre en ligne sur le site : « *Jeunes créateurs plein d'avenir et simples addicts des loisirs créatifs proposent une importante sélection de pièces en tous style, livrables partout dans le monde* ».

Un autre exemple de « *social shopping communities* » est illustré par les sites de *Polyvore*, *Chictopia*, *Kaboodle* : chaque membre de la communauté partage avec tous les autres les tenues et les produits qui lui tiennent à cœur, chacun construit ses tenues, crée des collages, des *mood boards* que les autres membres jugent, notent, recommandent... Le trafic sur ces sites est phénoménal - et dépasse depuis peu ceux des magazines de mode ou des sites comme *style.com*.

Leur réussite s'explique aisément :

- les consommateurs y sont les créateurs et les juges. Chacun(e) peut y exprimer ses tendances créatives, donner son opinion, apporter à la communauté ses produits préférés (comme sur *Kaboodle* dont le spectre de produits va bien au-delà de la mode).
- On peut – indirectement - y acheter les produits présentés : des accords avec des sites marchands (Amazon / Netaporter / des sites de marques...) permettent ainsi à *Polyvore* de générer des revenus.
- Une dimension magazine permet de donner aux membres des tuyaux, des informations, des recommandations.

Certaines marques ont vite compris tout l'intérêt de tels sites : *Coach* a développé sur *Polyvore* un concours lors des fêtes de fin d'année, relayant les créations des membres sur sa propre page Facebook afin d'y désigner les

⁹⁸ Communauté de 4,5 millions de membres dans le monde, 230 000 vendeurs en juillet 2010 pour 180 millions d'articles vendus en 2009.

gagnants. Diane von Furstenberg a fait voter les membres sur les produits de sa collection Automne-Hiver afin de mieux comprendre les attentes de ses clientes.

Emergente et prometteuse, l'économie collaborative doit encore prouver sa validité. Cependant, après l'entreprise collaborative et la consommation collaborative, apparaissent ou sont aujourd'hui envisagées d'autres formes collaboratives ⁹⁹ :

- La distribution (exemple : *People's supermarket* en Angleterre),
- La production (exemple : l'Open Source appliqué à la production),
- La politique (exemple : l'appel croissant à une démocratie collaborative pour résoudre la crise de la démocratie actuelle),
- Le transport (exemple : partage de voitures),
- Objets peu utilisés correspondant à des usages ponctuels (exemple : équipements de sport, matériel pour organiser fêtes ou réceptions, appareils photos, ...),
- L'énergie collaborative (exemple : coopératives d'habitants pour financer des énergies renouvelables, permettant ainsi d'en améliorer l'acceptabilité sociétale et diminuer les recours juridiques. Ce modèle est très développé en Europe du Nord et en Allemagne – la moitié de la puissance installée en éoliennes appartient aux citoyens ¹⁰⁰ - mais pas en France),
- Les espaces disponibles (exemple : rangement, logement, travail, résidences de vacances, ...).

Consommation collaborative ou consumérisme collaboratif... du “*social washing*” ?

Le marché du partage représente désormais des millions d'euros, génère des résultats de plus en plus importants. Si la première motivation d'un consommateur collaborateur n'est pas de sauver la planète mais d'amoinrir l'impact de la crise sur ses finances personnelles ou de bénéficier d'un revenu complémentaire, les fondements de la consommation collaborative reposent sur des valeurs tout à fait honorables, orbitant autour du don et du partage.

Mais en analysant plus en profondeur ce nouveau modèle économique, tout laisse croire qu'il pourrait bien se laisser pervertir par l'appât du gain et qu'il ne repose peut être pas uniquement sur une vision altruiste de notre *consomm'acteur* : la consommation collaborative est ainsi aujourd'hui encore

⁹⁹ Il ne s'agit-là que d'exemples, voir les travaux de la *P2P Foundation* de Michel Bauwens pour plus d'informations sur le sujet.

¹⁰⁰ Les débuts timides de l'énergie participative, in *Les Echos* 24 avril 2013.

une consommation : si elle ne parvient pas à s'en échapper, elle risque fort de devenir un marché identique à tout autre marché.

Rupture n° 8 :

L'appel à « ce qui fait société » progresse partout

La « consommation de consolation » décrite plus haut, symptôme d'une crise des relations entre les êtres humains et d'une crise entre ceux-ci et la Nature, se nourrit et produit à la fois une montée de la pauvreté et de l'exclusion. Celle-ci génère une violence sociale et un sentiment grandissant d'humiliation, peut-être prélude à une réaction de revanche et de révolte à venir. Ainsi en témoignent les crises immobilières aux États-Unis, les famines dans de nombreux pays, la croissance des poches de pauvreté dans les pays riches, la montée des revendications sociales face à la précarité croissante dans les pays « émergents » (c'est-à-dire au sens économique) comme dans les pays « émergés » (idem).

Les revendications sociales se développent dans les pays non occidentaux

Des grèves de travailleurs de l'automobile en Inde aux luttes dans les mines africaines, des suicides de salariés chinois aux assassinats de syndicalistes colombiens, les tensions sociales s'avivent dans les pays non occidentaux (pour ne plus parler de « pays émergents », expression qui ne veut plus rien dire lorsqu'on compare la croissance économique de ces pays aujourd'hui à la nullité de la croissance des pays qu'il est coutume d'appeler, abusivement, « développés »). Les manifestations sont de plus en plus fréquentes dans ces pays. La montée des questions relatives à l'environnement et à la santé au travail ou les mobilisations contre la précarisation de l'emploi sont des constantes.

Prenons l'exemple de l'Asie, où presque tous les pays connaissent des revendications similaires¹⁰¹.

- **Bengladesh** : les ouvriers de certaines firmes textiles ont obtenu une hausse de 80 % de leurs salaires en août 2010, après protestations contre des hausses des prix des denrées, du fioul, de la santé ». L'incendie d'un immeuble abritant cinq ateliers de confection dans la banlieue de Dacca l'a fait s'effondrer comme un château de cartes, en avril 2013, faisant plus de 700 morts sur les 3000 ouvriers qui y travaillaient pour le compte de marques occidentales, payés moins de

¹⁰¹ Les exemples qui suivent sont extraits de l'article « *Les manif's qui comptent* » Les Echos 1.10.10.

30 euros par mois. La multiplication des incendies dans les usines du textile et de la confection au Bangladesh pose le problème de la sous-traitance dans ce secteur, et des conditions de travail et de sécurité dans lesquelles une main d'œuvre bon marché et majoritairement féminine est amenée à travailler. Les rescapés ont manifesté pour réclamer arriérés de salaires et dédommagements.

- **Vietnam** : le pays a connu 200 manifestations en 2010 à cause d'une inflation supérieure à 20 %.
- **Indonésie** : les défilés se sont multipliés, réunissant par exemple à Bandung jusqu'à 40.000 personnes contre les prix de l'électricité. Les ouvriers ont obtenu des relèvements des salaires minimaux régionaux, un gain de 10 %, à 100 dollars par mois, à Jakarta la capitale.
- **Inde** : des mouvements contre les hausses de prix ont touché les usines de Nokia, Bosch, Hyundai, Volvo. Les informations sur des manifestations, des pénuries de main-d'œuvre, des hausses de salaire abondent. Des nouvelles lois du travail ont été mises en place, les minima ont été relevés de 30 % dans certaines villes. Le mouvement syndical, fragmenté et très politisé, a appelé, à la grève générale début septembre 2010, afin de protester contre la politique gouvernementale d'« *affaiblissement du code du travail* ». La revendication d'un « *travail décent* » est devenue la préoccupation principale de l'OIT¹⁰² et de la Confédération Syndicale Internationale (CSI)¹⁰³. Celle-ci a appelé une journée mondiale de mobilisation sur ce thème le 7 octobre 2010.
- **Chine** : le pays a compris que les débouchés américains et européens s'assèchent, et souhaite désormais que la consommation intérieure prenne le relais : cela impose une revalorisation des salaires. L'on assiste à de plus en plus en conflits en Chine, qui a adopté le capitalisme le plus sauvage, avec la volonté de maintenir les coûts les plus bas et les profits les plus hauts : China Labor Watch, une ONG située à New York, a infiltré une dizaine de fournisseurs de la marque coréenne Samsung en 2012. L'enquête révèle des heures supplémentaires excessives (parfois plus de cent heures forcées par mois), des violations des règles de santé et de sécurité et, surtout, un « *recours massif* » au travail des enfants de moins de seize ans. Les travailleurs chinois commencent se révolter, faire grève, ou dénoncer la crédibilité du syndicat officiel. 75 000 émeutes par an ont lieu en Chine. Et dans le même temps, l'Etat central inculpe des dignitaires des autorités locales, accusés de

¹⁰² OIT : Organisation Internationale du travail (ONU).

¹⁰³ La CSI compte 175 millions d'adhérents de 311 organisations dans 155 pays.

corruption ou d'accumulation démesurée de richesses, pour montrer qu'il protège les plus faibles. Les manifestations de l'été 2010 ont été soutenues par le pouvoir central en quête d'un nouveau modèle de croissance. Par exemple, les Fournisseurs d'Apple en Chine ont augmenté de 80 % les salaires de leurs salariés. Le rattrapage avec les pays occidentaux pourrait s'achever d'ici 2030, voire même avant.

Ces conflits conduisent à de meilleurs salaires et de plus hauts niveaux de vie dans les pays non occidentaux. Ils sont bien évidemment essentiels pour les ouvriers de ces pays. Mais les intérêts des salariés européens rejoignent les leurs : plus le rattrapage de ces pays sera rapide, plus vite les salaires s'égaliseront, plus vite cessera la concurrence par les coûts et plus vite le rapport de forces salaire-profit pourra s'équilibrer de nouveau, cette fois à l'échelle de la planète entière.

La pression sur les coûts salariaux en Occident ne cessera que lorsque le « rattrapage » des pays non occidentaux en général, asiatiques en particulier, aura cessé. Avec tout le paradoxe : ce « rattrapage » pourra-t-il se faire selon une posture soutenable écologiquement et socialement ?

Conséquence de ce rattrapage : la répartition du travail « services au Nord / productions au Sud » disparaît. Les pays « du Sud » rattrapent les niveaux de vie et de salaire des pays industrialisés. Leur main d'œuvre se renchérit, et leur compétitivité devient réelle. Les pays développés qui ont abandonné leurs secteurs de production industrielle (en raison des coûts de main d'œuvre), sont en train de revenir sur ce choix, convaincus qu'il ne peut y avoir une activité sérieuse sans un développement industriel chez eux. Leur haute valeur ajoutée intellectuelle ne suffit pas (cf. l'Inde qui a su développer un haut niveau ingénieurs, bientôt suivie par la Chine). Ils reviennent corolairement sur leurs choix passés de délocalisation, relocalisant des activités sur leurs territoires. La segmentation actuelle : services chez les riches et production chez les pauvres atteint son seuil de rupture.

Le syndicalisme intègre « ce qui fait société »

La conversion des syndicats aux problématiques environnementales et sociétales est récente, et semble sincère.

Plusieurs raisons à cela :

- Les violations des droits syndicaux sont nombreuses en Russie, en Egypte, en Turquie ou en Corée du sud.
- Plus les travailleurs des pays émergents luttent pour leur salaire et leurs conditions de travail, plus le coût du travail s'élève, moins les

entreprises sont tentées ou poussées à la délocalisation, et plus cela va servir l'intérêt des syndicalistes du nord.

- La réduction de la considérable inégalité de répartition de la richesse dans tous les pays et entre eux ne peut plus se limiter aux seules frontières de l'entreprise et du salariat.
- La crise économique rend urgente la recherche de nouveaux débouchés, et le développement d'une « économie soutenable »¹⁰⁴ pourrait créer des centaines de milliers d'emplois nouveaux.
- Le lien entre écologie, mode de vie, santé, et travail commence à être intégré : « *si la plupart des conflits restent centrés sur les questions sociales et les problèmes de survie*, explique le sénégalais Mamadou Diallo, responsable de la coopération à la CSI¹⁰⁵, *nous savons que la dégradation de l'environnement, comme la progression du désert, l'érosion des sols ou l'assèchement des grands lacs africains, modifie le sort des populations* ».
- Les syndicats, notamment en Afrique, doivent représenter les travailleurs de l'économie informelle. Le développement de cette économie parallèle, qui englobe 1,8 milliard de personnes, soit la moitié de la population active mondiale, accroît la pauvreté, estime l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), et génère des conflits. Les deux tiers de la population active pourraient se trouver sans contrat de travail et sans protection sociale en 2020.

Thierry Dedieu, secrétaire confédéral de la CFDT¹⁰⁶ l'affirme : « *Si le syndicalisme est une partie prenante incontournable, majeure, non substituable, de l'enjeu interne entreprise, le syndicalisme du Nord doit repenser son action au filtre du « développement durable* » ». Le syndicalisme est ainsi conduit à se préoccuper des questions sociétales externes à l'entreprise et à prendre en compte la question du développement : « *Le syndicaliste ne peut pas se pas préoccuper de ce qui fait société alors que l'actionnaire et le dirigeant s'en préoccupent* », note Thierry Dedieu, qui rajoute : « *cette réflexion est débattue au sein de la CFDT* ». Le syndicalisme international quant à lui se pose ces questions de développement global, et la conscience progresse en son sein.

¹⁰⁴ Nous utilisons l'expression d'une économie soutenable et non celle d'« économie verte » très répandue. En effet, cette dernière se réduit à sa seule composante environnementale : « *L'économie verte regroupe deux types d'activités : des activités économiques classiques réalisées avec des procédés moins polluants ou moins consommateurs d'énergie, et les éco-activités, dont la finalité est la protection de l'environnement ou la gestion des ressources naturelles* » (Centre de documentation économie et finance du ministère de l'Économie et des Finances : <http://www.economie.gouv.fr/cedef/economie-verte>). Elle est également contestée par des objecteurs de croissance : « *L'économie verte, c'est la marchandisation de la nature* » (Geneviève Azam économiste et membre du conseil scientifique d'Attac).

¹⁰⁵ CSI : Confédération Syndicale Internationale.

¹⁰⁶ CFDT : Confédération française démocratique du travail.

Ceci est complexe car tout est à construire par le dialogue entre et avec les parties prenantes.

La magie de l'homme blanc ne fonctionne plus

La très grande majorité des habitants de la planète vivait dans une économie de village, de proximité, et cela, jusqu'à la seconde guerre mondiale. La monnaie avait un rôle secondaire et la perception sur les inégalités n'avait rien à voir avec celle d'un monde dans lequel tout le monde sait tout.

Comme l'indique Guillaume Duval¹⁰⁷, l'exode rural dans les « pays du sud », généré par la mondialisation, a fait entrer la grande masse démographique de leurs populations dans la sphère de l'économie monétaire. Désormais, l'essentiel de la population mondiale vit dans des rapports sociaux uniformisés et dominés par la monnaie. L'économie monétaire n'est d'ailleurs pas forcément marchande (cf. les prélèvements obligatoires). Ce processus de rapprochement des rapports sociaux fondamentaux ne s'est pas accompagné d'un rapprochement des revenus monétaires.

Plusieurs éléments distinguent cette mondialisation des précédentes mondialisations :

- Les entreprises sont devenues transnationales,
- La mondialisation se tend à mesure que tout le monde sait comment les autres vivent et constate que la démesure au profit d'une minorité est devenue la règle,
- La pression démographique constitue une partie significative de la pression exercée sur l'écosystème naturel de la planète ; la demande croissante en énergies fossiles et en matières premières non renouvelables aggrave la dégradation environnementale,
- Les modes de vies et de consommation convergent mondialement,
- Le leadership de la modernité repose aujourd'hui sur une technologie au service de la consommation et de l'accumulation.

La conséquence est la revalorisation dans l'opinion de ce qui était présenté précédemment comme irrationnel : les « primitifs » et la religion (avec le risque du fondamentalisme). La rationalité s'échappe de la rationalité technico-économique.

¹⁰⁷ Guillaume Duval, rédacteur en chef du magazine Alternatives Economiques

Aujourd'hui, un courant critique de la modernité et de sa « rationalité » technico-économique des Lumières émerge fortement depuis les pays appelés Pays « *les Moins Avancés* » (PMA), appelés abusivement « *en développement* » (bien sûr, tous les pays sont « *en développement* »...). La critique monte envers les pays du Nord colonisateurs et les puissances impériales, au regard de la perception de « mal-développement » des ex-colonies. Pour les populations du Sud, la magie de l'homme blanc (OGM, nucléaire...) ne fonctionne plus¹⁰⁸. Elles nous disent : « *La Terre-Mère se meurt. La situation de la planète est la conséquence de votre développement anarchique et mal maîtrisé. S'il y a des efforts sont à accomplir, c'est aux pays développés de les accomplir* ». Et de rajouter : « *le petit frère*¹⁰⁹ *comprendra-t-il cela ?* »

Ceci sera la rupture exprimée avec force lors du « sommet de la Terre » « Rio + 20 » en juin 2012 par 50 000 participants au « sommet des peuples », qui dénoncent les incantations de court terme sur l'« économie verte ».

Prenons le cas de deux régions, l'Amérique amérindienne et l'Inde, qui tentent d'inventer leurs propres réponses, tout à fait instructives pour nous :

L'Amérique amérindienne

Le mouvement « autochtone » se renforce en Amérique du Sud, jusqu'aux plus hautes sphères de l'Etat (politique de réciprocité au Brésil, politique de conditionnalité d'accès aux ressources au Venezuela, Président de la République « indigéniste » en Bolivie, ...).

- a. Plusieurs peuples amérindiens se sont réunis en 2007 à Puno, dans le Sud du Pérou, pour faire le bilan des 500 dernières années, depuis l'arrivée de Christophe Colomb. Leur constat est sans appel : l'impasse actuelle d'un développement insoutenable provient d'une domination généralisée de leur continent par l'Europe. Plus intéressant, ces peuples établissent une prospective des 500 prochaines années en concluant : « *sauf à disparaître, il nous faut inverser le cours des 500 dernières années, et pour cela, nous appelons le « petit frère » [l'homme blanc] à s'unir avec nous pour agir aujourd'hui pour pouvoir atteindre tous ensemble un monde soutenable* ».
- b. Plus de 35 000 participants de 142 pays issus de mouvements sociaux, d'ONG et de délégations politiques gouvernementales se sont inscrits en avril 2010 pour participer à la première rencontre des peuples sur le réchauffement climatique et pour la défense des

¹⁰⁸ Fabrice Flipo, chercheur à l'Institut National des Télécommunications, 2010.

¹⁰⁹ Dénomination respectueuse de l'homme blanc utilisée par les peuples amérindiens.

droits de la Terre Mère, à Cochabamba (Bolivie). Cette initiative, portée par le Président bolivien Evo Morales, a été lancée en réponse à l'éviction pure et simple des ONG aux derniers jours des « négociations » du sommet de Copenhague de décembre 2009. Elle a été saluée par les militants du climat (souvent aussi altermondialistes) et les scientifiques.

Sous le titre « *Du cynisme des États dominants à l'espérance portée par les Peuples* », la déclaration de Cochabamba, présentée devant l'ONU par le Président bolivien, « *regrette l'échec de la Conférence de Copenhague à cause des pays dit « développés » qui ne veulent pas reconnaître la dette climatique qu'ils ont envers les pays en voie de développement, les futures générations et la Terre Mère* ».

Elle aborde 17 thèmes, dont la rédaction des droits de la « Terre Mère », le besoin de lutter pour la justice climatique, la création d'un tribunal de justice climatique, l'élaboration d'un référendum global sur le changement climatique et la création d'un fond pour aider les pays affectés à réagir face au changement climatique, ... Les résolutions rejettent totalement les programmes REDD¹¹⁰, REDD+¹¹¹ et REDD++ qui, selon elles, violent les droits autochtones sur la gestion des forêts, ainsi que le marché du carbone et des biocarburants...

« Le but de REDD est de mettre un prix sur le carbone, un prix sur les arbres, un prix à la nature. Ces mesures ont été prises par des personnes qui ne vivent pas dans les forêts, les personnes dont le seul but dans la vie est d'accumuler plus d'argent et faite par des gens qui ne se soucient pas vraiment de la planète. En bref, REDD est juste une autre façon pour les entreprises de faire plus d'argent, d'exploiter et d'exproprier les populations autochtones »¹¹²

Ces résolutions appellent les nations les plus industrialisées à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre de 50 %, contre celle de 7 à 16 % proposée à Copenhague.

¹¹⁰ *Reducing Emissions from Deforestation and Forest Degradation*, programme du PNUD destiné à lutter contre les changements climatiques causés par la déforestation.

¹¹¹ Programme visant à réduire les émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts dans les pays en développement, à développer la conservation, la gestion soutenable des forêts, et à renforcer les stocks de carbone forestiers dans les pays en développement.

¹¹² http://climatechange.thinkaboutit.eu/think4/post/redd_redd_redd/

L'Inde

Deux courants se développent en Inde ¹¹³ :

- a) Un courant néo-gandhien très critique au regard de la rationalité (Etat, rationalité économique et technique) et de l'industrie. Notons également que Ramachandra Guha ¹¹⁴, historien de l'écologie en Inde, est un des hommes les plus écoutés en Inde, et un des observateurs les plus avertis sur l'Inde contemporaine. Amartya Sen a reçu le prix Nobel de l'économie et a rejoint Joseph Stiglitz dans sa critique du PIB.
- b) Le collectif des « *subaltern studies* ¹¹⁵ » ou de ce qu'il est convenu d'appeler « l'histoire par le bas » (*history from below*) : ce mouvement remet en cause le rationalisme des Lumières ainsi que les idéologies du progrès et de l'État-nation, et le paradigme d'une histoire dont le sujet théorique est une Europe modélisée.

Pour refonder une identité, le mouvement des « *subaltern studies* » considère qu'il est nécessaire de repasser par l'histoire et de redonner attention à ceux qui n'ont pas d'histoire (mouvements paysans, intouchables). Il accuse l'Occident d'avoir volée l'histoire : qu'elle soit impérialiste, nationaliste ou marxiste, cette historiographie tendait en effet selon eux à réduire les classes "subalternes" de l'Inde à une simple masse de manœuvre manipulée par des cadres issus d'autres couches sociales ou politiquement plus "avancés" qu'elle, et occultait ainsi

¹¹³ Fabrice Flipo, chercheur à l'Institut National des Télécommunications, 2010.

¹¹⁴ Ramachandra Guha est historien et biographe. Aujourd'hui établi à Bangalore, il a enseigné aux universités Yale et Stanford, a été titulaire de la chaire Arné Naess à l'Université d'Oslo et a été Indo-American Community Chair Visiting Professor à l'Université de la Californie à Berkeley. Il figurait dans la liste des cent intellectuels publics les plus influents du monde que les magazines *Prospect* et *Foreign Policy* ont établie en 2008 et il a reçu le prix Padma Bhushan, la troisième plus haute distinction accordée à des civils par la République de l'Inde. *The New York Times* a dit de lui qu'il était probablement le plus grand essayiste de l'Inde ; le magazine *Time* l'a quant à lui qualifié de meilleur chroniqueur de la démocratie indienne. Le tout dernier livre de M. Guha, *India after Gandhi : The History of the World's Largest Democracy*, s'est vu décerner le prix Ramnath Goenka du meilleur essai publié en Inde. Sont également dignes de mention *The Unquiet Woods*, une histoire de l'environnement qu'il a écrite bien avant l'heure, et *A Corner of a Foreign Field*, un livre sur l'histoire sociale du cricket.

¹¹⁵ Les « Subaltern Studies » désignent à la fois une série d'ouvrages collectifs, publiés entre 1982 et 2004, portant sur l'histoire et la société de l'Asie du Sud (l'Inde et les pays voisins), le collectif de chercheurs qui en a assuré la publication et, plus largement, un mouvement d'idées qui, à partir d'une tentative pour renouveler l'historiographie de l'Inde coloniale, a contribué de façon notable au développement des études « postcoloniales ». Il ne s'agit ni d'une doctrine, ni d'une école, mais plutôt d'un courant de pensée qui, à partir d'un noyau d'une dizaine de chercheurs réunis autour de la figure de l'historien Ranajit Guha, a rassemblé certains des plus brillants intellectuels indiens, à la fois en Inde même et en diaspora.

l'autonomie de pensée et d'action du peuple et sa culture propre de la résistance ¹¹⁶.

Notons en particulier que les procédures d'objectivation qui conditionnent l'existence même d'une science du social sont dénoncées comme réifiantes, par opposition à l'approche subjectiviste de celui qui prétend parler au nom et du point de vue de l'acteur individuel.

« Certes, il est indéniable que l'égalitarisme bourgeois et l'accès à la citoyenneté dans le cadre d'un État-nation souverain ont rendu maîtres de leur destin partout dans le monde des groupes jusqu'alors opprimés et marginalisés. Mais ce que l'on reconnaît moins facilement, c'est que cet idéalisme de la liberté, de la civilisation, du progrès, et plus récemment du développement, a été et reste encore et partout associé, sous une forme ou sous une autre, à la répression et à la violence. » ¹¹⁷

Les *Subaltern Studies* sont devenues le point d'entrée principal des idées postmodernistes en Asie du Sud. Le mouvement a une grande influence dans les pays en développement. Son audience commence à s'étendre à d'autres continents du monde anciennement colonisé et gagne aujourd'hui l'Occident. Les *Subaltern Studies* restent de par le monde un symbole fort de la réappropriation militante par les intellectuels des pays du Sud de l'histoire du passé colonial de leurs peuples. La question se pose de savoir pourquoi ce courant, dont Frantz Fanon est pourtant l'une des icônes, a rencontré si peu d'écho jusqu'à ces cinq ou six dernières années dans les pays anciennement colonisés par la France.

Ce mouvement nous invite à repenser la rationalité en s'échappant de la seule rationalité économique.

Ces expériences interrogent :

- L'inspiration viendrait-elle aujourd'hui des « peuples premiers » ?
- Comment questionner les enjeux sociétaux et philosophiques actuels à travers le regard des populations autochtones et de leur conception des liens homme/nature ?
- Comment mieux appréhender la cosmovision ancestrale des Indiens Kichwa : le *Sumak Kawsay*, « le vivre en harmonie » ?
- Comment définir les droits de la nature ? Quels sont les enjeux d'une intégration des droits de la nature ?

¹¹⁶ Jacques Pouchepadass, CNRS, EHESS, Centre d'Etudes de l'Inde et de l'Asie, in *Histoires coloniales*, colloque BPI - nov 2005.

¹¹⁷ Jacques Pouchepadass, CNRS, EHESS, Centre d'Etudes de l'Inde et de l'Asie, in *Histoires coloniales*, colloque BPI - nov 2005.

- L'initiative Yasuni-ITT ¹¹⁸ peut-elle constituer un modèle post-pétrolier répliquable ? Quel défi représente-t-il pour les pays développés ? Quels sont les enjeux locaux ou régionaux pour l'Amérique du Sud ? Quel peut être le rôle de la France ?

Les inégalités de revenus se sont transformées en inégalités devant le futur

Le niveau d'inégalités atteint par nos sociétés est l'une des origines de la « crise ». L'ouverture des échanges s'est accompagnée d'une forte montée des inégalités sociales au sein des économies dites « développées » (économiquement s'entend) : l'écart de PNB entre les 20 % les plus riches et les 20 % les plus pauvres est aujourd'hui de plus de 80 contre 1, contre 11 contre 1 en 1960 et 3 contre 1 en 1820.

Le mode de vie des riches impose son modèle à l'ensemble de la société, y compris dans les pays riches. Les riches gaspillent beaucoup plus que les pauvres au sein de chaque société comme à l'échelle mondiale. La mondialisation ne facilite pas les choses : elle a favorisé l'évasion des riches qui jouent sur la concurrence entre les différents territoires, alors que les systèmes de régulation sont restés locaux, pour mieux tenter d'endiguer ces inégalités.

L'écart des revenus se creuse entre les 53 pays qui représentent 80 % de l'humanité. Environ 2, 5 milliards de personnes (40 % de la planète) vivent avec 2 dollars par jour, voire moins ; leur revenu équivaut à celui des 225 familles les plus riches dans le monde¹¹⁹. La croissance économique uniquement axée sur le commerce pourrait tourner au désastre pour les pays les plus pauvres : en effet, ils ne seront pas en mesure de rivaliser avec la haute technologie croissante ou avec les infrastructures industrielles à bas salaires des pays « émergents ». Ces pays, qui dépendent – encore - de l'exportation de leurs produits de base, s'affaibliront car leurs ressources s'appauvrissent ou parce que les importateurs se tourneront vers des produits de substitution.

¹¹⁸ L'initiative Yasuni-ITT est une proposition faite par le gouvernement de l'Equateur de ne pas indéfiniment d'exploiter les réserves de pétrole de la Ishpingo-Tambococha-Tiputini (ITT) gisement de pétrole dans le parc national de Yasuni , en échange de 50 % de la valeur des réserves, soit 3, 6 milliards de dollars sur 13 ans à compter de la communauté internationale. La réserve compte environ 846 millions de barils, soit 20 % de la réserve pays prouvées de pétrole. La raison d'être est de conserver la biodiversité, protéger les peuples indigènes vivant en isolement volontaire, et d'éviter les émissions de CO². Le Yasuni-ITT Fonds d'affectation spéciale a été officiellement lancé le 3 Août 2010. Il sera administré par le Fonds d'affectation spéciale multidonateurs de la PNUD (source : Wikipédia).

¹¹⁹ Source : Patrick Viveret.

Aux Etats-Unis

L'endettement excessif des ménages aux États-Unis, qui est au cœur de la crise financière, découle ainsi de ce creusement des inégalités. Les 20 % des ménages les plus pauvres y ont en effet subi une quasi-stagnation de leur revenu réel (+ 0, 2 % par an en moyenne pendant 10 ans), alors que les 20 % des ménages les plus riches bénéficiaient d'une augmentation quatre fois plus rapide.¹²⁰

Les inégalités de revenus sont aujourd'hui aussi fortes que dans les années 1920. Si les formidables gains de productivité (+ 50 %) réalisés depuis cette période aux États-Unis avaient été partagés à égalité dans l'ensemble de la population active, le revenu médian des actifs aurait augmenté de 35 %. Or, le revenu médian des hommes de 35-45 ans travaillant à temps plein a baissé de 12 % sur la même période¹²¹.

La dernière récession a broyé la classe moyenne¹²². Elizabeth Warren, une professeure de Harvard nommée au Trésor par le président américain Barack Obama afin de constituer la nouvelle agence de protection financière des consommateurs, a dressé un constat accablant : « *Un Américain sur cinq est sans emploi, une famille sur neuf ne peut pas régler le paiement minimum sur sa carte de crédit, un crédit immobilier sur huit finit en saisie, un Américain sur huit bénéficie de bons alimentaires.* »

Sur les 33 pays de l'OCDE, les Etats-Unis sont classés au 31^e rang en termes d'égalité de revenus. Les dirigeants des entreprises classées au S&P 500 gagnent 350 fois plus que le salaire moyen ... C'était seulement 30 fois plus il y a quarante ans.

« *Nous sommes passés d'une inégalité de revenus à une inégalité devant le futur* », résume Edward Stuart, professeur d'économie à Northeastern Illinois University : la perte d'emploi implique souvent la perte de l'assurance-maladie (liée à l'employeur), et la mise en application de la nouvelle loi sur la santé prend du temps. L'université est devenue hors d'atteinte. Pas tant pour les plus pauvres, qui trouvent encore des bourses et diverses aides financières, mais pour les enfants de la classe moyenne, qui n'y ont pas droit et dont les parents n'arrivent plus à payer des frais de scolarité.

¹²⁰ Source : Comité 21.

¹²¹ Source Comité 21.

¹²² Voir « *Third World America* », le dernier livre d'Ariana Huffington, la papesse des nouveaux médias aux Etats-Unis.

« Nous élevons une génération d'enfants dont l'espérance de vie risque d'être plus courte que celle de leurs parents », a souligné Kathleen Sybellius, la ministre américaine de la Santé, lors de la 40^e conférence du Black Caucus, en septembre dernier à Washington.

Les jeunes, les femmes, les seniors trouvent particulièrement mal leur place dans l'économie. Une grande partie de l'humanité n'arrive pas à se nourrir correctement et n'a pas accès, dans des conditions satisfaisantes, à des biens aussi essentiels que l'eau, l'énergie, la santé.

Pour Jeffrey Sachs, professeur à Columbia University, « la leçon à tirer de l'exemple américain est que la croissance économique ne suffit pas à garantir le bien-être et la stabilité politique. La société américaine dans laquelle les riches achètent leur influence politique et où les pauvres sont laissés à eux-mêmes est devenue de plus en plus dure ».

C'est une crise morale que traverse l'Amérique, et la gauche américaine tire le signal d'alarme. Elle blâme notamment Wall Street, qui a joué l'économie à la roulette, et la globalisation, qui a exporté les emplois. ¹²³

Le Président américain Barack Obama l'admet lui-même, « les Américains ont peur ». L'anxiété est palpable dans la tranche des quarante-cinquante ans, dont les économies se sont évaporées et qui ont encore de longues années à travailler devant eux. Ils ont peur pour eux et pour les plus jeunes. « Je ne sais pas comment on peut être un jeune aujourd'hui, soupire Janet, une artiste, les perspectives sont pourries. » ¹²⁴

En France

Le rapport Attali 2008 ¹²⁵ nous indique que les inégalités sont plus criantes que jamais : en France, 50000 jeunes par an, soit environ 6 % d'une génération, proportion considérable, sortent du système scolaire avant la terminale. Seuls 52 % des enfants d'ouvriers obtiennent leur baccalauréat, contre 85 % des enfants de cadres supérieurs. Moins de la moitié des enfants des classes populaires passent le bac général, alors que c'est le cas de 83 % des enfants des cadres supérieurs, qui occupent ensuite l'essentiel des places dans les grandes écoles. 150 000 jeunes sortent chaque année du système scolaire sans qualification.

¹²³ Les ressorts brisés de l'« American Dream », Virginie Robert, Les Echos, 27/10/10.

¹²⁴ Les ressorts brisés de l'« American Dream », Virginie Robert, Les Echos, 27/10/10.

¹²⁵ Rapport de la Commission pour la libération de la croissance française, Sous la présidence de Jacques Attali, XO Éditions, La Documentation française, 2008. www.liberationdelacroissance.fr

« N'ayant pas abandonné un modèle hérité de l'après-guerre, alors efficace mais devenu inadapté, la France reste très largement une société de connivence et de privilèges. La rente est triomphante : dans les fortunes foncières, dans la collusion des privilégiés, dans le recrutement des élites. Seules 5 000 entreprises ont plus de 250 salariés. »¹²⁶

L'informatique et ses applications ont bouleversé les activités de production. Dans nombre de ses tâches productives, l'homme interagit avec une machine par l'intermédiaire de signes et de symboles gravées sur clavier d'ordinateur, et confie à des automates le pilotage de systèmes complexes (IGV, avions, centrales nucléaires, ...).

Depuis la crise des années 70s, le chantage à l'emploi a évacué le débat sur l'organisation du travail et le partage de la valeur ajoutée. La mise au point de moteurs de recherche et l'informatique modifient en profondeur les modes de travail dans tous les métiers basés sur le traitement de l'information. Mais leur acceptabilité sociale et sociétale est loin d'être acquise, et les syndicats en sont réduits à négocier une réduction des salaires pour préserver l'emploi.

Une analyse récente montre qu'en France, les dépenses obligatoires ou « contraintes »¹²⁷ (logement, électricité, énergie, retraite, sécurité sociale, mais aussi télécommunications, la nourriture étant non incluse) mobilisent en moyenne plus de 40 % des revenus des ménages, et plus fortement encore pour les ménages défavorisés. Ce pourcentage a augmenté d'environ 5 % au cours des 5 dernières années. Amartya Sen¹²⁸ suggère d'ailleurs que la richesse des nations devrait être mesurée non par le PIB (voir § ci-dessus), mais au moins par les dépenses non obligatoires pour lesquels le citoyen moyen conserve une liberté de choix.

En dépit de l'augmentation de leurs revenus, les citoyens ressentent une baisse de leur niveau de vie, parce que leur liberté de choix est réduite. Dans de nombreux cas, la pauvreté se produit lorsque les prix et les dettes augmentent, les dépenses compulsives croissent au-delà des revenus des ménages. De telles situations sont illustrées par la crise des « *subprimes* » (2007, 2008 ...) aux États-Unis.

¹²⁶ Rapport de la Commission pour la libération de la croissance française, dit « *rapport Attali* », 2008.

¹²⁷ Rapport Cohen/CAS

¹²⁸ Prix Nobel de l'Economie 1998

Rupture n° 9 :

Les fondations de « ce qui fait société » explosent et laissent la place à de nouveaux rapports de force

Le régime de « *Welfare state* », développé de manière intensive après la deuxième guerre mondiale, assurait la protection et la sécurité matérielle du plus grand nombre par l'Etat Providence : routes, ponts et parkings, maisons, grandes surfaces, aménagement de l'espace spatialisé en fonction des besoins individuels, santé et éducation gratuite, allocations, etc, en « *consolation* » de la perte de sens sur le développement. Ce choix a constitué pendant plus de 60 ans le fondement d'un pacte social, d'un contrat social, de « ce qui fait société », à l'intérieur du périmètre des Etats-Nations. Il a augmenté le niveau de confort matériel comme jamais dans l'histoire de l'humanité, au prix d'une impasse écologique et sociétale. Il a aujourd'hui vécu, aussi bien quant à ses principes que quant à son territoire d'application (l'Etat-nation) : il doit être repensé dans ses fondements mêmes.

Nous sommes dès lors condamnés à inventer le contrat social du 21^e siècle. Nous pouvons affirmer avec une totale certitude que « *ce qui fait société* » devra être réinventé avec un « code ADN » profondément renouvelé et connecté avec l'échelle de la société aujourd'hui globalisée, sous peine d'une rupture sociale et écologique violente.

La sécurité alimentaire va reprendre le premier plan

Le problème d'accès à l'alimentation concerne toujours et encore une bonne partie de l'humanité qui n'a pas accès à la nourriture (1 milliard sur 7 aujourd'hui). Le même mouvement que nous avons connu après la 1^e guerre mondiale se reproduit dans les « pays du Sud », dont les campagnes se vident pour nourrir l'industrie. Ces pays sont confrontés aux famines à répétition des pays en guerre ou en crise, à côté des pénuries dues aux phénomènes climatiques ou aux invasions d'insectes parasites. Les émeutes de la faim de 2008 ont appelé l'attention du monde sur la hausse du prix des denrées alimentaires de base, transformées en denrées spéculatives, intolérable pour de nombreux pauvres des grandes villes du Sud.

Ces « pays du Sud » ne sont plus les seuls concernés par la montée de l'insécurité alimentaire.

Dans nos pays industrialisés, le modèle de réussite de la classe moyenne, issu du rêve d'un capitalisme californien des années 90s, est un imaginaire qui a du mal à être abandonné. Il a marqué et imprègne le débat politique. La question alimentaire n'est pas une question politique pour les dirigeants,

mais une question économique, car c'est pour eux un état de fait lié à l'urbanisation.

Or, la montée des inégalités et de la paupérisation au cœur de nos sociétés industrielles fait à nouveau de la sécurité alimentaire un problème critique. Nombreuses sont les personnes qui n'ont de choix que de récupérer dans les poubelles des supermarchés les aliments encore comestibles. Les jardins potagers se multiplient, signe d'une crainte d'insécurité alimentaire. L'« état de nécessité », reconnu légitime judiciairement, se développe...

La consommation d'aliments à forte empreinte environnementale (produits rejetant du méthane comme le riz ou la viande ; produits requérant des intrants) augmente. Le surcoût des produits « verts » par rapport aux produits traditionnels est de 20 % à 200 % selon les secteurs¹²⁹. Du fait de ce surcoût, l'alimentation provenant de l'agriculture biologique ne progresserait que de 50 % d'ici à 2015, bien moins que les produits d'éclairage.

Le débat va sans doute se simplifier au vu de la crise écologique, énergétique et sociale : la société va devoir reconsidérer la question alimentaire, et la mettre en premier plan en raison de la baisse des revenus. Mais il ne s'agit pas d'une régression : le secteur primaire va en effet pouvoir reprendre son rôle *premier* et progresser grâce à la connaissance acquise.

L'ex PDG de l'INRA, Marion Guillou, avertit : « *A la lumière des scénarios, dans un contexte de changement climatique, il est clair que la sécurité alimentaire en 2050 n'est pas assurée. Il convient d'agir au niveau local et au niveau global avec plusieurs cibles simultanées : les régimes alimentaires, les investissements dans la production agricole, les outils de stockage, les infrastructures (eau, transports), la recherche-développement, l'organisation et la régulation des échanges agricoles et alimentaires, et la diminution des pertes et des gaspillages. Cela n'ira pas de soi.* »

Les gens n'attendent pas qu'on leur dise ce qu'il faut faire, ils entreprennent toujours ce qui leur convient : pour assurer une sécurité d'approvisionnement, les particuliers ont déjà engagé des solutions (autoproduction, achats locaux, solidarité producteurs-consommateurs, jardins partagés voire gratuits¹³⁰...). Nous pouvons aisément prédire que l'économie informelle ou souterraine va se développer, avec inévitablement leur versant « noir », les maffias et les trafiquants.

¹²⁹ Etude CRR/Kelkoo.

¹³⁰ Cf. « *incredible gardens* ».

Les politiques devront s'interroger sur les choix à poser : remplacer les obligations de mètres carrés de parking par des mètres carrés de jardin pour toute nouvelle construction en ville, réaménager l'espace pour restaurer une solidarité ville / campagne, assurer des circuits courts pour la production d'aliments et le traitement des déchets associés, ... Il est possible que nous revenions à des « cités-Etats » dont la fonction serait de sécuriser l'approvisionnement des villes en denrées alimentaires et l'exfiltration des déchets.

Les structures actuelles sont héritées des années 70s, et sont vieillissantes. Leur pérennité n'est pas assurée en l'absence d'une capacité à assurer la transmission aux générations suivantes.

Thierry Gaudin nous interroge : « et si nous rétablissions la vision du Jardinier, gardien du Jardin planétaire au lieu de croire que la solution viendrait d'un « développement durable » strictement limité à une approche technologique des seuls problèmes énergétiques et climatiques ? »

La démographie bouscule les bases de la cohésion sociale

Les projections d'évolution de la démographie mondiale portent à 8, 3 milliards d'habitants en 2030, et 9 milliards de personnes en 2050, soit une multiplication par près de 4 en un siècle. 98 % de cette croissance est imputable aux « pays en développement » et en émergence dans le monde¹³¹. La population urbanisée va doubler.

Et en même temps la population mondiale va vieillir : 8 % de la population avait 60 ans et plus en 1950, cette proportion sera de 22 % en 2050. L'âge n'est pas un désastre, mais un défi de solidarité intergénérationnelle lié aux recompositions familiales, mariages plus tardifs, croissance des divorces, partenaires plus nombreux, taille des familles en réduction, grossesses plus tardives, ...

Cela poussera les systèmes de protection sociale à renouveler les bases de la cohésion sociale pour aider les gens à interagir autant que possible à l'intérieur et entre les générations, notamment dans les pays avec les traditions culturelles des liens familiaux plus ou moins forte.

L'urbanisation remet en question nos modes de vie

Toutes les sociétés s'urbanisent de manière exponentielle : 3, 3 milliards de terriens, soit 50 % de la population mondiale (80 % dans les pays

¹³¹ Chiffres de l'ONU.

occidentaux, environ 40 % en Afrique et en Asie), sont aujourd'hui urbanisés¹³². Cette proportion sera portée à 70 % en 2050.

Cette évolution est structurante pour le futur et obère ce dernier :

- Elle aggrave la séparation de l'Homme d'avec la Nature, posée comme un choix philosophique il y a 3000 ans (cf. plus haut), et source de l'impasse écologique et sociétale à laquelle nous sommes aujourd'hui confrontés : comment imaginer qu'un être humain, pourrait avoir la capacité de retrouver la loi ontologique de la réciprocité Homme-Nature et la connaissance des mécanismes de renouvellement du vivant, s'il a perdu l'expérience des cycles naturels sur plus de deux générations ? Une telle expérience est pourtant une clé, pour ne pas dire LA clé, permettant d'enrayer et de sortir de la rupture écologique et sociétale.
- Elle accélère la constitution de mégapoles¹³³ dans lesquelles s'inscrivent des personnes précédemment habituées à la ruralité : ceci provoque une recomposition brutale des solidarités et des modes de vie des sociétés. La gestion des déchets et la sécurité alimentaire sont deux des principaux problèmes de ces vastes concentrations humaines, comme nous l'avons souligné précédemment. La majorité de ces mégapoles se situe et se développe en Asie, suffisant à faire de ce continent le nouveau « centre du monde » (si tant est que cette notion ait un sens).
- La pauvreté va augmenter dans les grandes villes : y survivre y est difficile, voire impossible avec 2\$ par jour, la survie ayant besoin d'une consommation minimale obligatoire.
- Elle instille progressivement des rapports de force entre urbains et ruraux. Les premiers signes annonciateurs de cette tension apparaissent avec un nombre croissant de vols de denrées alimentaires dans des champs ou des vergers d'agriculteurs, et désormais de particuliers, provenant d'urbains en difficulté. L'agriculture sera demain néo-urbaine, c'est-à-dire intégrée dans les villes, sous réserve de pouvoir résoudre la question sanitaire liée à la

¹³² Les urbains ont dépassé les ruraux en 2007, d'après l'ONU.

¹³³ En 1950, 2 agglomérations seulement, Londres et New York, comptaient plus de 8 millions d'habitants. En 1975, le nombre des mégapoles est passé à 10, dont 5 dans les pays de sud. En 2005, sur les 20 mégapoles de plus de 10 millions d'habitants, 15 sont situées dans des pays en développement. Les Nations unies prévoient qu'en 2025, 2 hommes sur 3 vivront en ville. 75 % de cette population urbaine mondiale résidera dans les villes géantes des pays en développement qui présentent de nombreux symptômes de crise, mais qui produisent 60 % du PNB de ces pays.

production vivrière en ville en raison de la pollution de l'air qui y sévit. Déjà des ruchers et des jardins en terrasses sur des toits font leur retour en ville, avec un miel supposé être de meilleure qualité que celui de la campagne, pollué par les produits phytosanitaires !

- Les externalités négatives vont fortement croître au regard de la densification des populations : croissance de la consommation énergétique et des émissions de gaz à effet de serre, congestions des trafics, pollution de l'air, déchets, environnement dégradant la santé, écotoxicités, ... : ces facteurs risquent d'aggraver les protestations voire les rebellions des populations urbaines.
- La majorité des villes étant située à proximité des océans, une élévation de 1 à 3 m d'ici 2100 aggraverait le nombre de réfugiés climatiques ¹³⁴ entre 135 millions de personnes ¹³⁵ et 200 millions de personnes¹³⁶, générant des problèmes logistiques et sociétaux considérables auxquels nous ne sommes pas préparés.
- Alors que la société rurale gardait ses anciens quand, trop âgés, ils ne pouvaient plus contribuer à la collectivité, et donc s'enrichissant de leur expérience et de leur sagesse, les villes ne savent plus les préserver, et s'appauvrissent inéluctablement.

La conscience de la rivalité devient plus aigüe

Fabrice Flipo¹³⁷ note que le monde peut être décrypté au travers de trois catégories antagonistes :

- les omnivores,
- les peuples des écosystèmes : autochtones, ils vivent sur les ressources, sont impactés par les omnivores quand ceux-ci consomment davantage,
- les réfugiés écologiques : migrants ou sédentaires dans les bidonvilles, ils habitent les endroits écologiques les plus dégradés.

¹³⁴ 200 millions d'après le Rapport Stern, 2006.

¹³⁵ Chiffres OCDE.

¹³⁶ Rapport Stern, 2006.

¹³⁷ Maître de Conférences, Docteur en Philosophie des Sciences et Techniques Ingénieur (Université de Technologie de Compiègne), Département Langues et Sciences Humaines (LSH), Telecom & Management SudParis (groupe Mines-TELECOM).

« Naming and shaming »

La globalisation et la tension sur les enjeux rend plus aigüe la conscience de la rivalité entre ces trois catégories, avec la croissance inévitable de reproches tels que : « *arrête de rouler en voiture, tu dégrades mon climat !* ».

Alors que l'envie et / ou le désir d'égalité reste très fort, deux dynamiques se produisent ¹³⁸ :

- une dynamique « montante » : « *je suis jaloux de ce que tu as, je veux moi aussi posséder* »*n*
- une dynamique « descendante » : « *tu me pourris la vie, je vais donc dégrader ce que tu as* » ou : « *ce que tu m'as pris, je vais le détruire, car si seul un petit nombre peut l'avoir, je pense que personne ne doit l'avoir* »...

Cette spirale négative explique pourquoi, à plus grande échelle, un nombre croissant de parties prenantes de la société propose de rendre public le nom des entreprises qui dégradent le plus le « *patrimoine commun* » (ou sont perçues comme le dégradant le plus). Elles émettent des listes ou des prix (*awards*) permettant au consommateur ou aux pouvoirs publics de prendre des mesures de rétorsion à leur encontre s'ils le souhaitent. Cette stratégie est appelée '*naming and shaming*' (désigner et attirer la honte).

Le don contre don

A l'opposé de cette spirale négative, la spirale positive du « *don contre don* » est pratiquée par les peuples premiers depuis des millénaires : elle établit le ciment de la cohésion sociale et la clé de la survie. J'ai moi-même pu l'observer très directement auprès des peuples aborigènes qui pratiquent cet art existentiel de la survie au cœur du bush australien désertique.

Marcel Mauss¹³⁹ nomme cette spirale le « don agoniste » : tout en créant du lien social, il « oblige » celui qui reçoit, et ne peut se libérer que par un « contre-don ». Pour Mauss, le don est essentiel dans la société humaine et comporte trois phases :

- a. l'obligation de donner : l'acte fondateur est un don, qui donc permet la reconnaissance de l'alter ego (ce qui m'appartenait t'appartient maintenant),

¹³⁸ Entretien avec Fabrice Flipo.

¹³⁹ Considéré comme l'un des pères de l'anthropologie, il est surtout connu pour un certain nombre de grandes théories, notamment celle du don et du contre-don. De ses rares monographies, l'on retient surtout : *L'Essai sur le don*.
http://fr.wikipedia.org/wiki/Don_%28offrande%29

- b. l'acceptation du don, et donc l'obligation de recevoir : le receveur reconnaît ainsi la valeur du don pour son propre usage (force unificatrice du oui),
- c. l'obligation de rendre : elle élimine une différence de valeur entre celle que lui accorde le donateur et celle que perçoit le receveur, ce qui revient à annuler la valeur matérielle de l'échange pour mettre en avant la valeur sociale de l'échange.

Le don se base donc sur une valeur de sociabilité primaire : la réciprocité. Plus que toute autre théorie économique, règle sociale, loi, principe moral ou religieux, le don est pacificateur puisque l'échange de valeurs s'effectue dans le cadre de rapports sociaux librement acceptés.

C'est la raison pour laquelle les négociations sur l'avenir de la planète devront intégrer les mouvements sociaux et la voix des peuples autochtones. Elles nécessiteront une plus grande transparence de la part des entreprises sur l'enjeu de leur responsabilité sociétale.

Le « no future » se diffuse, à commencer par la jeunesse

La société occidentale est fatiguée. Non pas nostalgique (ce qui serait merveilleux, car cela indiquerait que les gens sont envieux du futur), mais fatiguée. Le modèle de réussite sociale s'y essouffle, la fin du modèle de classe moyenne est peut-être en vue, alors qu'au même moment, par un étonnant mouvement de symétrie, il explose dans les pays « émergés » (BRIC¹⁴⁰). Le malaise et les blocages accumulés depuis longtemps se traduisent de plus en plus souvent en violences. Un fort sentiment d'injustice (riches / pauvres, juniors / seniors) s'est installé.

Le désespoir et un manque d'espérance sont cristallisés dans la jeunesse : en France, 150 000 jeunes sortent chaque année du système scolaire sans formation satisfaisante, un nombre croissant d'enfants qui ont fait des études supérieures sont au chômage, les jeunes ont des difficultés croissantes pour pouvoir s'insérer dans la vie active. Un quart des actifs jeunes de 15 à 24 ans est aujourd'hui au chômage.

Côté des salariés, l'appétence vis-à-vis de l'entreprise baisse dangereusement dans le rêve d'une vie meilleure. Ceci appelle à sortir de l'approche DRH des années 80 : sous la poussée de la « génération Y »¹⁴¹,

¹⁴⁰ Brésil, Russie, Inde, Chine.

¹⁴¹ Personnes nées approximativement entre la fin des années 70, ou début des années 80 (selon les sociologues) et le début des années 2000. Les Américains utilisent également l'expression *digital natives* ou *net generation* pour pointer le fait que ces enfants ont grandi dans un monde où l'ordinateur personnel, le jeu vidéo et l'Internet sont devenus de plus en plus

l'imaginaire professionnel ne porte plus les salariés, ils n'ont plus confiance dans leur direction et questionnent leur management¹⁴². Le travail n'est plus vécu comme un moyen de se réaliser : un nombre croissant cherche à casser et à s'émanciper de ce qu'ils considèrent comme l'aliénation du travail et de la consommation compulsive. Ils cherchent à sortir du « système », ou tout au moins à y rester le moins longtemps possible, aggravant les difficultés de recrutement des DRH.

Du côté du consommateur, les dépenses contraintes sont trop fortes au regard des revenus, et les reportages TV sur la « malbouffe » ont eu un très gros impact sur la confiance. Le doute s'installe...

Tous ont un point commun : un nombre croissant de jeunes ou de moins jeunes se voit sans avenir ou avec un avenir très chaotique ; pour la première fois depuis longtemps, les jeunes savent qu'ils auront un futur, une santé, une situation, moins bonne que leurs parents. Nous sommes passés d'une inégalité de revenus à une inégalité de futurs...

La jeunesse avait déjà exprimé sa désespérance en France en 2005, protestant violemment contre une société qui ne sait pas les accueillir : ils veulent « rentrer dans le monde » de leurs aînés, qui au même âge, cherchaient plutôt à « changer le monde »... La rupture est saisissante en une seule génération. Le « no future » s'installe dans la jeunesse, ce qui est suicidaire pour l'avenir d'un pays... Une société dont les jeunes sont désenchantés est une société qui court à l'échec. Ce signal fort n'a pas été entendu, ou tout du moins pas pris en compte par les décideurs.

Comme l'indique Emmanuel Antoine ¹⁴³ : « *la société moderne traverse aujourd'hui un désenchantement généralisé, malgré les messages publicitaires élaborés : le ressort 'Promesse / Justification de la promesse' est cassé. La société est marquée par un climat anxigène. Tout le monde veut en sortir et rêve d'un coin de ciel bleu au fond du trou.* »

Thierry Gaudin explique qu'« *il y a désenchantement lorsqu'il y a simplification abusive. L'enchantement nécessite une diversité. S'il n'y avait qu'une seule plante à la surface de la planète, nous n'aurions pas un jardin, et assurément nul enchantement.*

importants et accessibles. Le fossé générationnel s'expliquerait par une accélération du changement, l'apparition des NTIC, une hiérarchisation différente dans les transmetteurs de valeurs. L'Église, l'armée voire la famille seraient moins influents que ne le seraient l'Internet, la télévision voire les réseaux relationnels. Pour certains sociologues et anthropologues les pairs seraient devenus plus importants que le père. (Source : Wikipedia).

¹⁴² 55 % des cadres n'ont plus confiance dans le discours de leur direction, sondage juin 2009.

¹⁴³ Président Minga « *Entreprendre ensemble une économie équitable* ».

Dans l'imaginaire métaphysique, cette diversité existait au commencement. Pour des raisons diverses et plus ou moins sordides - des considérations de pouvoir - advint la simplification qui aboutit au désenchantement. »

Face aux menaces, la plupart se replie sur soi en disant que ça passera : ce repli sur soi équivaut à « provisionner » la menace de rupture sociétale et à alimenter une vision sécuritaire et policière, formatant les comportements des citoyens et des consommateurs, et justifiant le contrôle de l'information par les politiques. Ce durcissement prive la société d'une dynamique créative d'un projet commun à élaborer et à partager, et prépare, par stratifications successives, le risque de dégénérer en violence de la société.

Les manifestations d'octobre 2010 en France expriment ce désenchantement et illustrent la montée de cette accumulation.

Cette situation révèle la difficulté de la société à se confronter au réel. La population ne croit pas à la reprise et pense que le déclin va s'accélérer. C'est un peu le « sauve qui peut », chacun pour soi, chacun cherchant à tirer son épingle du jeu.

L'engagement collectif reste faible et la crise de l'engagement collectif touche l'ensemble de la société. Cette situation reflète la crise démocratique, qui se traduit notamment par le vieillissement des structures et leur repli sur des modes de fonctionnements non renouvelés véritablement depuis leur invention au 17^e siècle.... L'engagement collectif n'est plus un moyen de s'émanciper, de progresser, mais devient une forme d'aliénation collective.

Dans cette situation, les salariés comme les citoyens abordent la logique de collaboration comme une contrainte de marché ou de société, et non comme un projet économique ou politique : ils savent que gagnera celui qui maîtrisera les nouveaux référentiels à venir, que le gros gagnera sur le faible. Or, il n'est plus possible à l'heure d'Internet de gouverner ou de manager en tacticien ou en force : cette posture, plus arbitraire que la contrainte règlementaire, coutera très cher à ceux qui s'y emploieront.

Le monde, tel qu'il court actuellement, de plus en plus vite, est sans avenir, nous le savons tous. C'est de cet « impossible » que peut naître tous les possibles.

Une inversion complète est attendue : élaborer collaborativement des scénarios possibles pour chaque projet, faire confiance au dialogue sincère et constructif entre partenaires, avec les salariés et les citoyens, pour partager la meilleure solution, et redonner du sens au travail, au projet, au « vivre ensemble »...

Ce contexte permet de comprendre pourquoi le désenchantement touche même des segments qui étaient censés apporter une « respiration de sens » dans un système bloqué par l'absence de sens :

- le doute s'installe en effet désormais sur la crédibilité des allégations du « commerce équitable » : les critiques fusent contre ses acteurs, le public s'aperçoit qu'ils sont des entreprises lucratives et non les ONG qu'ils laissaient croire qu'ils l'étaient, les ventes se tassent, Malongo ne communique plus sur le commerce équitable, etc...
- le « *développement durable* » s'effondre face à l'espérance de changement des citoyens qui réalisent que cette notion, au pire a été subtilisée pour servir des tactiques communicationnelles, et au mieux sert un esprit sécuritaire (s'épargner une menace) au lieu d'ouvrir une perspective.

Les principaux décideurs semblent ne pas avoir pris la pleine mesure qu'aujourd'hui, les gens disposent aujourd'hui de toute l'information et qu'ils veulent apporter leur propre expertise et être réellement associés pour co-élaborer et évaluer les résultats des politiques qui les concernent. Or face à cette aspiration, les entreprises répondent par une logique produit, et l'Etat par une logique de réforme imposée.

Dans les deux cas, la posture mise en œuvre est celle de la justification d'une promesse, alors que les citoyens, comme les salariés ou les consommateurs, appellent à partager les problématiques, à vivre un projet partagé.

La démocratie se transforme-t-elle en lobbycratie ?¹⁴⁴

La plupart des communautés constituées dans nos pays occidentaux sont rarement des groupes fusionnels. Ce sont le plus souvent des lobbies qui revendiquent des droits individuels au nom d'une appartenance ou d'une mémoire. Une véritable idéologie identitaire s'est imposée en même temps que les mouvements migratoires s'amplifiaient et que les petites nations d'Europe centrale conquéraient leur indépendance. L'identité est érigée en valeur absolue : depuis 20 ans, elle a pris la relève de la classe et de la race ; elle fait émerger le déterminisme du donné à l'origine, opposé à la libre culture de l'acquis.

En découle une escalade mortelle des affrontements identitaires et des peurs, qui s'oppose aux avancées du droit. Or, comme il est impossible d'asseoir une hégémonie sur un rapport de force, le régulateur se substitue aux libres décisions des acteurs. Un nouvel équilibre entre les notions

¹⁴⁴ Ce § est issu d'une réflexion de Thierry Gaudin.

d'influence, d'arbitrage et de puissance fait son apparition, au détriment de l'innovation et du « développement ».

Le public est placé dans une surcharge cognitive sans toujours réaliser que son libre arbitre sur le plan de l'essentiel perd du terrain. L'augmentation des dépenses de publicité et, plus généralement, de persuasion, généralise chez lui une saturation et un sentiment de manipulation. L'économie prétend être légitime parce qu'elle répond à une demande : en fait, elle induit et conduit de plus en plus l'offre, à travers les médias de masse. Conséquence : la légitimité de la loi bien connue de l'adéquation de l'offre à la demande est en déclin.

Pour contourner cette saturation mentale, les marques dépensent des sommes croissantes pour parvenir à prendre de la place dans le cerveau de leurs clients. Souvenons-nous du fameux théorème exprimé par l'ancien directeur de TF1, Patrick Lehay, qui avait déclaré, pour résumer son métier à la tête de la plus grande chaîne de télévision française : « Notre *métier est de vendre du temps de cerveaux disponible à Coca-Cola* »... Tant que le consommateur regarde la télévision au lieu de surfer sur Internet pour rechercher de l'information, il est encore possible d'orienter l'offre dans son esprit.

Au cours des 50 dernières années, les nations se sont affaiblies, à l'exception de quelques grandes puissances qui n'ont pas échappé à la tentation de manipuler les gouvernements nationaux à travers leurs services secrets, souvent à des fins commerciales. Dans la plupart des pays, le secteur public s'est mobilisé pour servir les intérêts des entreprises dominantes. Certaines sociétés privées sont devenues plus fortes que les nations. Sauf dans quelques secteurs, les nouveaux arrivants ont peu de chances de succès lorsqu'ils opèrent sur ce territoire des intérêts déjà acquis.

Par exemple, pour mesurer la puissance du lobby des armes des États-Unis, il convient de rappeler que les marchés publics à leur profit représentent plus de 360 milliards de dollars par an, soit un montant comparable à la moitié du déficit américain du commerce extérieur (~ 750 milliards de dollars par an).

Le paradoxe est que l'économie est devenue plus libérale, et que les pays, même les plus grands, sont tombés sous l'influence des lobbies. Thierry Gaudin appelle « *lobbycratie* » cette dérive inquiétante de la démocratie. La doctrine économique doit être complètement remodelée pour s'adapter aux réalités de la civilisation cognitive.

Des mafias au fascisme vert, la généralisation d'une transgression démocratique

Les mafias sont construites de cette même logique que la « *lobbycratie* » : les comportements de transgression, analogues à l'entropie en physique, remplacent l'absence de pouvoir assis sur le droit.

Les activités illégales se multiplient : trafic de drogue, trafic d'êtres humains, corruption, chantage, blanchiment d'argent « sale », ... Elles prennent des formes différentes : la *Camorra* à Naples, les *cartels* en Colombie, les *triades* en Chine, *Yakuza* au Japon, *Organizatsiya* en Russie, *Milieu en France*, *mafia italienne* aux États-Unis...

Certaines sociétés juridiques ont commencé à utiliser des intermédiaires mafieux pour résoudre certains problèmes délicats locaux.

Michel Levine, un ancien agent de la DEA (*Drug Enforcement Administration*), écrit : « *En 1971, quand le président Nixon avait déclaré la guerre à la drogue, il y avait moins d'un demi-million de toxicomanes de drogues dans les États-Unis. A cette époque, le budget anti-drogue ne dépassait pas 100 millions de dollars. Trente ans et un millier de milliards de dollars plus tard, le nombre de toxicomanes est de plus de 5 millions, et la guerre contre le coût des médicaments 20 milliards de dollars par an* ».

Le terrorisme utilise des méthodes similaires, comme le chantage ou le trafic de drogue. La différence réside dans sa revendication politique ou religieuse, qui remet en cause les pouvoirs officiels.

Le FMI estime le revenu des activités criminelles entre 700 et 1000 milliards de dollars par an à travers le monde (le PIB mondial est 54 trillions de dollars US) dont plus de 100 milliards pour la seule maffia italienne. La quantité introduite dans les marchés boursiers par ces organisations criminelles a été estimée à environ un milliard de dollars US par jour.

Plus inquiétant encore : l'industrie moléculaire et pharmaceutique, et la génomique, bientôt assistées par ordinateur, ainsi que l'accès du crime organisé aux substances nucléaires, pourraient donner à des individus isolés la capacité de fabriquer et d'utiliser des armes de destruction massive.

Les 16 millions d'orphelins du SIDA recensés aujourd'hui ¹⁴⁵ pourraient se compter à 25 millions d'ici à la fin de la décennie, créant ainsi un gigantesque réservoir de proies faciles et choisies pour toutes formes de

¹⁴⁵ Ce chiffre ne comprend pas les orphelins dans des pays très affectés comme l'Inde, la Chine et la Russie, pour lesquels il n'existe aucune statistique.

maltraitance et d'exploitation telles que la prostitution, le travail forcé, les réseaux de drogue, le terrorisme ou l'enrôlement dans des forces armées.

Les milliards de dollars versés en pots-de-vin aux gouvernements, les milliards de dollars de revenus du crime organisé, la prolifération du terrorisme et les divertissements dénués d'intérêt qui inondent nos cerveaux avec des comportements contraires à l'éthique, démontrent l'extension généralisée d'une transgression polymorphe de la démocratie.

Enfin, les prescriptions moralisatrices concernant les comportements écologiques progressent à mesure que la rupture s'approche : une partie du discours écologique est d'ordre « religieux », basé sur la certitude moralisante des « bons » et « mauvais » comportements. Le risque est d'assister à la naissance d'un nouveau puritanisme.

Les religions du désert sont nomades et permettent donc de transporter sa foi avec soi. Sans doute est-ce la raison pour laquelle les musulmans et les catholiques ont mis la nature à distance, alors que les protestants ont sacré la nature.

Notre désir de croire est totalitaire, et fabrique des clergés. Il n'est pas impossible d'assister à l'apparition d'un nouveau clergé écologique, à partir d'une pratique moralisatrice du « *développement durable* ». Nous observons déjà les prémices inquiétantes d'un terrorisme vert aux Etats-Unis ou en France, par exemple dans le cadre de la défense du droit des animaux. Il n'est pas utopique de penser qu'un « fascisme vert » ou « fascisme développement durable » puisse se développer au 21^e siècle, appelant des gouvernements en ce sens ou poussés par certains d'entre eux.

Il n'est pas impossible de penser que les Etats, à la recherche d'un équilibre comptable devenu inaccessible par les effets de la « crise » économique, cherchent à imposer des comportements calibrés comme vertueux et ainsi imposés aux populations. Par exemple : obliger chacun à démontrer sa bonne santé sous peine de se voir rétrogradé dans ses droits civiques, prescrire les dates et les lieux de vacances pour chacun selon le jugement par la société de son degré de citoyenneté et de son respect des obligations sociétales, etc...

Une attitude élitiste, qui considère que les réformistes (syndicats, élus, ...) vont trop lentement, qu'il faudrait une « bonne révolution » avec une élite éclairée (souvenons-nous des bolchéviques...), fait peser la menace d'une dictature verte au 21^e siècle. Elle serait une impasse, comme l'a été le terrain de l'imposition civilisationnelle au 19^e et au 20^e siècle.

Or il est clair que la soutenabilité du développement ne pourra, moins que jamais dans une société connectée, être atteinte selon un mode totalitaire...

La fonction militaire est bouleversée

Les conflits vont toucher la question des capacités dans un monde redevenu multipolaire. Malgré les risques associés, les conflits ouverts entre les nations - ou entre groupes de personnes - vont fortement progresser autour des capacités à vivre et à se développer, telles que : terres arables, accès à l'eau potable, paramètres de production et de subsistance face à la dérégulation climatique ou à d'autres changements comme la présence de dépôts chimiques toxiques diffusés industriellement, ou la saturation démographique et la baisse de fertilité. Les tensions augmenteront notamment autour des disponibilités alimentaires, des ressources naturelles (dont l'eau), et de l'énergie¹⁴⁶.

Les forces de protection se privatisent, à commencer par les forces militaires. Des compagnies privées - Entreprises Militaires et de Sécurité Privée (EMSP) - sont embauchées par les Etats, par des entreprises, en particulier des multinationales, et parfois par des ONG, afin d'assurer la sécurité face à des risques d'émeutes ou de sabotage dans les pays où elles opèrent, ou être conseillés sur leur stratégie militaire. Différents types de mercenaires se développent depuis les forces paramilitaires en Amérique du Sud jusqu'aux agents de sécurité ordinaire dans les supermarchés.

Les missions de ces EMSP sont très variées, allant du renseignement à l'intelligence économique, en passant par la rédaction des doctrines militaires et la planification stratégique, la restructuration des forces armées, leur formation, l'assistance technique et le soutien logistique, la maintenance de systèmes d'armes très sophistiquées, et le conseil militaires dans les contextes de conflit ou d'après-conflit.

On compte aujourd'hui plus de 50 EMSP en Irak, employant environ 30.000 personnes. Un rapport récent a montré que sur un nombre total de 113 911 *contractors*, 58 % d'entre eux étaient affectés à des tâches de support logistique, tandis que 11 % d'entre eux (soit plus de 12 000) se chargeaient de tâches de sécurité (et par là même, participaient occasionnellement aux combats).

Si le nombre total de *contractors* a diminué en Irak, du fait du désengagement progressif de l'armée américaine et des troupes de la coalition, la proportion affectée à des tâches de sécurité a, quant à elle, progressé de 38 %.

¹⁴⁶ Contribution de Nicole Gnesotto.

26 % seulement des *contractors* en Irak sont des "nationaux", alors qu'ils représentent plus de 75 % en Afghanistan.

Cette situation pose question en soi et au regard de dérives de ces sociétés militaires. Un rapport récent du Center for Public Integrity a montré que 60 % des EMSP ayant bénéficié de contrats de la part du gouvernement américain « *avaient des employés ou des membres de leur conseil d'administration qui soit avaient servi, soit avaient des liens forts avec les organes exécutifs des administrations républicaine ou démocrate, avec des membres du Congrès des deux partis, ou avec des militaires de haut niveau* ».

Ainsi, les entreprises militaires privées Haliburton¹⁴⁷ et Xe (ex Blackwater)¹⁴⁸ ont défrayé la chronique aux Etats-Unis pour leur participation directe aux combats en Irak, et pour d'autres conflits d'intérêts¹⁴⁹ : ainsi, Xe a embauché des militaires chiliens, anciens membres des commandos formés sous la dictature d'Augusto Pinochet. La société Kellogg Brown and Root (KBR) s'est vue confier la gestion de toutes les infrastructures américaines dans les Balkans et en Irak, pour des contrats de plusieurs milliards de dollars. Or cette société est une des filiales de la société Haliburton, anciennement dirigée par Dick Cheney, ancien vice-président américain de George Bush...

Au-delà des aspects financiers, les exemples d'abus et de violations des droits humains commis par les EMSP sont nombreux et documentés. En Irak, certains d'entre eux sont devenus symboliques des dérives de violences et d'atteintes à la sécurité humaine liées à l'utilisation des EMSP, comme de l'impunité qui en découle. Par exemple, 16 civils irakiens ont été tués le 16

¹⁴⁷ L'entreprise américaine Haliburton est passée du 19^e rang des fournisseurs de l'armée américaine en 2002 au premier en 2003 après avoir bénéficié de juteux contrats dans des conditions douteuses, notamment pendant la guerre d'Irak. Le président de la commission de contrôle du gouvernement à la Chambre des représentants, Henry Waxman, dénonça ces marchés attribués sans appels d'offres à l'entreprise Haliburton et sa filiale KBR. Le directeur de KBR de l'époque, Al Neffgen, a comparu devant la Chambre des représentants en 2004 pour défendre les surfacturations effectuées par Haliburton sur les services fournis à l'armée.

¹⁴⁸ Xe (prononcer Zi) est une société militaire privée (SMP) américaine dont le siège se trouve à Moyock (Caroline du Nord), qui a notamment travaillé en Irak et en Afghanistan. Elle était précédemment connue sous le nom de *Blackwater Worldwide* et à l'origine sous celui de *Blackwater USA*. Ce fut l'une des premières SMP à s'implanter en Afghanistan durant la guerre entamée en 2001. Bien que n'étant officiellement engagée que pour des contrats défensifs, les contractants de Blackwater ont participé à des raids offensifs et létaux organisés par la CIA ou les Special Forces de façon *ad hoc*.

¹⁴⁹ Eléments rapportés par Youphil ; 26 octobre 2010 :

http://www.yophil.com/en/node/3037?utm_source=newsletter&utm_medium=email&utm_campaign=vp-essentiel&utm_content=Retraites,%20Amma%20et%20Wikileaks

septembre 2007 à Bagdad, par des hommes de Blackwater qui escortaient à bord de véhicules blindés, un cortège d'officiels américains¹⁵⁰.

Les conditions d'attribution des marchés publics relatifs à leurs interventions sont parfois très opaques. Par exemple, a été mis en évidence une possible collusion entre les membres de l'administration américaine de G.W. Bush et le complexe militaro-industriel. De nombreux pays étant trop faibles pour assurer la sécurité, privatiser définitivement leurs activités de sécurité et de défense semble un business promis à une belle croissance pour les entreprises concernées.

Contrairement à la période 1990-2005, la domination quasi hégémonique des États-Unis sur les domaines militaire, économique et politique s'efface, laissant le souvenir de ses nombreux abus : non seulement la Russie, mais aussi la Chine, l'Inde, le Pakistan, l'Iran, l'Europe, le Japon, la Corée du Nord, la Turquie, et certains pays du Moyen-Orient, développent leur souveraineté militaire, notamment en développant l'arme nucléaire.

Les armées étaient dirigées depuis l'origine contre un envahisseur « étranger ». Les deux guerres mondiales ont été des guerres de prédation, la Russie et les États-Unis sont sortis de la 2^e guerre mondiale avec une surcapacité d'armement, qui a permis la naissance des lobbys de l'armement et la dissuasion. Le basculement institutionnel risque de s'opérer autour du risque militaire : certes, l'augmentation actuelle des exportations d'armes, la diffusion de la fabrication d'armes, et la privatisation des opérateurs, attisent les conflits dans un monde devenu multipolaire, notamment en Afrique et au Proche Orient. La raréfaction des ressources et la menace climatique vont inéluctablement renforcer l'apparition de conflits pour protéger l'accès aux ressources et à la terre.

La vocation première d'une armée est de protéger les populations. Quel rôle doit-elle adopter pour protéger les populations face à elles-mêmes, cet ennemi de « l'intérieur » qu'elles constituent pour elles-mêmes en alimentant les situations de pénurie et la précarité qui en découle ?

En reprenant l'analyse archétypale établie par Thierry Gaudin (triple fonctionnalité), l'armée devra donc changer de « pôle », et passer du pôle shivaïte de destruction créatrice au pôle visnouïte de protection de l'existant. Elle devra donc changer de rôle et s'investir dans la protection de la planète, afin de protéger les vies humaines. Sa capacité de surveiller les mouvements au mètre près devra ainsi être reconvertie au service de la protection du vivant face aux « délinquants du patrimoine commun ».

¹⁵⁰ in Youphil, Jérôme Larché, 09/06/2010.

Déjà, le mouvement est en marche : l'armée de terre Chilienne a étonnamment intégré le « *développement durable* » dans son fonctionnement, ainsi que l'armée suisse qui y forme la plupart de ses officiers. Bien que les militaires français de la base du Levant refusent d'arrêter la chasse sous-marine malgré leur implantation au sein de la zone protégée Natura 2000, la base de déminage d'Angers forme aujourd'hui les militants d'Handicap International aux techniques de déminage des mines anti personnelles.

Cette évolution nous appelle à repenser la question de la participation des citoyens à la sécurité globale.

Rupture n° 10 :

L'ethnocide des peuples premiers nous prive de la technologie de la survie « pour atteindre le bien vivre »

Si le Moyen Age constitue « l'Autre » historique, les « peuples premiers » constituent « l'Autre » anthropologique. Parfois appelés « peuples racines » au regard de la dimension racine qu'ils constituent par rapport à notre évolution, ils ont de « premier » l'adoption toujours vivante d'une « technologie » première : l'entretien des mécanismes renouvelant le vivant de la Nature, en réciprocité avec l'être humain.

Prenons quelques exemples de création de solutions originales venant de sociétés premières pour affronter les ruptures actuelles :

a) Les constitutions actuelles de Bolivie et d'Equateur sont inspirées du concept issu de la cosmovision « première ». Appelée *Suma Qamana* en Aymara, ou *Sumak Kawsay* en Quechua, elle invite les êtres humains à « *construire une nouvelle forme de coexistence citoyenne, dans la diversité et en harmonie avec la nature, pour atteindre le "vivre en harmonie", le Sumak Kawsay.* Le *Sumak Kawsay* propose d'incorporer la nature dans l'histoire, non comme facteur productif, ni comme force productive, mais comme part inhérente de l'être social.

Les droits au *Sumak Kawsay* sont déclinés dans le deuxième chapitre de la Constitution équatorienne : droit à l'eau comme bien commun inaliénable, droit à la souveraineté alimentaire et énergétique, réservation des écosystèmes et de la biodiversité. Cette Constitution reconnaît également, les droits de la Nature : « *la Nature, où se produit toute sorte vie, a le droit au respect et au maintien de la régénération de ses cycles vitaux, des structures, des fonctions et de processus évolutifs* ».

b) Par ailleurs, le projet Yasuni-ITT¹⁵¹, initiative du gouvernement équatorien de lutte contre le réchauffement climatique, propose ne pas exploiter 850 millions de barils de pétrole situés dans le Parc Yasuni, une réserve naturelle habitée par des communautés indigènes Waorani. En échange, selon le principe de coresponsabilité, l'Équateur, demande à la communauté internationale une contribution à hauteur de 50 % de la manne financière potentielle. Le projet Yasuni-ITT se présente comme une amorce de transition écologique vers un modèle alternatif de développement non productiviste et respectueux de la nature, un exemple possible d'économie post-pétrolière et de justice climatique pour l'Équateur et le reste du monde.

c) Née de la vision des Yachaks¹⁵² au cœur de l'Amazonie équatorienne, la plantation d'arbres à fleurs par le peuple Kichwa de Sarayaku marque et protège son territoire en Amazonie. L'initiative « Frontière de Vie »¹⁵³ est exemplaire de la résistance pacifique des amérindiens qui préservent le Vivant : le vivant de la biodiversité naturelle, le vivant de la diversité des peuples et des cultures. Acte créateur, « Frontière de Vie » est aujourd'hui menacée par l'irrespect lié à l'avidité prédatrice, en particulier celle de l'exploitation pétrolière.

d) De son côté, le mouvement Zapatiste au Mexique se développe sur une approche de l'autonomie démocratique (aucun mandat politique ne doit excéder 6 mois afin d'éviter la professionnalisation des élus, et donc leur coupure d'avec les réalités de la vie quotidienne, et chacun doit pouvoir exercer à son tour un mandat, pour faire l'expérience du collectif) et de la remise en cause des standards hérités de l'Europe (exemple : la « révolution des calendriers » qui dénonce le caractère universel du calendrier).

Les sociétés premières peuvent paraître « simples » à certains, d'autres les qualifient même de « sous-développées » parce qu'elles n'ont pas développé nos technologies ou architectures visibles et tangibles. Et pourtant, elles ont accumulé et entretiennent depuis des millénaires une somme impressionnante de connaissances multi-compétences grâce à leur connexion profonde avec la Nature et leur pratique de la réciprocité (voir chapitre ci-dessus : De la réciprocité à l'accumulation). Il s'agit d'une véritable « technologie » que le monde « moderne » a oublié, et qui constitue une clé de compréhension et de sortie de la crise systémique que notre société globalisée traverse actuellement.

¹⁵¹ Voir note 96.

¹⁵² Yachaks est le nom que donne le peuple kichwa de Sarayaku à leurs « chamanes ».

¹⁵³ <http://www.frontieredevie.net/fr/people.htm>

Mais « l'arrogance de l'homme blanc », telle qu'elle est observée avec compassion par ces peuples, nous conduit à un ethnocide : la « modernité » continue à tuer, depuis 500 ans, l'esprit de cette culture « racine ». Robert Jaulin ¹⁵⁴ exprime bien la différence qui existe entre génocide et ethnocide : alors que le génocide est une extermination physique d'un peuple, l'ethnocide peut s'accompagner d'une multiplication démographique. Mais les populations qui en sont victimes perdent à la fois leur âme et ce qui leur assurait une capacité de survie autonome dans leur milieu naturel.

L'ethnocide des peuples premiers nous concerne directement : en éradiquant la dernière expérience vivante d'une stratégie de développement basé sur la réciprocité Homme / Nature et la protection des mécanismes qui renouvellent le vivant, notre « modernité » se prive d'un « transfert de technologie » crucial pour trouver les conditions de notre transformation au cœur de notre « Crise ».

Cette question va se poser de façon tout à fait aiguë au cours du 21^e siècle. Déjà le Commissariat Général du développement durable en France s'interroge sur les apprentissages et les « transferts de technologie » que le Nord pourrait réaliser en provenance du Sud... A peut-être 20 ans de l'extinction définitive de ces traditions racines, avons-nous encore le temps ?

Rupture n° 11 : **La « redécouverte » du sens transforme en profondeur les conditions du leadership**

Nous avons expliqué le choix fait par les sociétés occidentales de quitter la tri-fonctionnalité préservée par les sociétés de tradition, pour lui préférer la bi-fonctionnalité. La société industrialisée a, par voie de conséquence, compartimenté de manière étanche les différentes dimensions indissociables de l'être humain : la spiritualité (le monastère), le corps (l'hôpital), le mental (le psychologue ou l'hôpital psychiatrique), la rationalité (l'université), le sens (les facultés de philosophie), l'art donc l'âme (les musées), l'insertion sociale (l'entreprise)...

L'Occident se retrouve dans une situation coincée, dramatique au regard de la dynamique d'évolution créatrice : les institutions porteuses de sens se sont effondrées, et les porteurs de sens sont relégués dans des sphères

¹⁵⁴ Robert Jaulin est le « penseur » spécialisé sur les peuples premiers. Initié chez les Saras (sud du lac Tchad), il est l'auteur de : « *La paix blanche* », « *L'univers des totalitaristes* ».

marginalisées au regard de l'échelle de valeur sociale, voire même « sectarisés ».

Le sens a disparu de la « modernité », la « modernité » a fini par perdre le sens.

Le sens ayant disparu, il n'est pas étonnant de constater que les Etats-Unis rejoignent le Japon et la France dans le peloton de tête des pays les plus déprimés. Paradoxalement, chacun cherche un sens à ce qu'il fait, et la quête de sens n'a jamais été aussi polymorphe. Mais non guidée, celle-ci s'exprime dans des travers qui sont la plupart du temps des impasses : drogues, sectes, terrorisme, violence, individualisme, consommation compulsive, ...

Tous les soi et moi s'effondrant au cœur d'un individualisme exacerbé, ce sont les fondations - personnel, collectif - de notre « maison » qui s'effondrent. « L'écologie » (science de la maison) a fait la place à « l'environnement », cette chose fragile hors de nous et que nous ne comprenons plus, qu'il convient de protéger...

Il est urgent de réhabiliter le sens commun, c'est-à-dire le sens du commun et aussi le sens en commun. La question du sens, sur laquelle chacun peut se prononcer et expérimenter jusque dans son intimité, est plus essentielle que la question de risque. Récemment, l'Afghanistan nous a montré qu'une grande armée qui ne combat pas pour la justice et le sens est rejetée par la population, et ne peut que perdre.

Renforcée par la logique sécuritaire évoquée plus haut, la société industrielle se focalise aujourd'hui sur les risques (approche par la protection) en déniaient le sens (approche par la réciprocité). La question du risque s'est réduite aux aspects à fort contenu technique : exogènes à sa vie, le citoyen ordinaire n'en a pas la connaissance suffisante pour apporter une contribution pertinente : *« En évoquant les risques, on s'adresse au consommateur, pas au citoyen. Or, le citoyen est aussi un individu doté d'affects et porteurs de choix politiques. »*¹⁵⁵.

Cette logique du risque porte naturellement à privilégier la logique de la conformité (réglementaire, normative, comportementale) et à reporter sur des tiers la protection au regard des écarts (assurances, tribunaux, certificateurs et labelisateurs, militaires notamment en voie de privatisation, ...).

¹⁵⁵ Bernadette Bensaude-Vincent, professeur de philosophie des sciences à Paris-X et présidente de l'association Vivagora.

Se tisse alors un autre drame sous nos yeux : l'imaginaire créatif se paupérise. Or ce dernier constitue la seule solution pour imaginer et inventer le saut quantique d'innovation nécessaire permettant de réinventer les conditions du « vivre ensemble » et du « partager ensemble le patrimoine commun », et enrayer, s'il en est encore temps, la double rupture environnementale et sociétale.

La tri-fonctionnalité des sociétés de tradition laisse envisager que ce leadership du sens aille vers l'Orient (même si la Chine, au régime policier, comporte très peu d'intellectuels sur le sens) et l'Amérique du Sud, déjà confortée par le leadership du nombre et de la jeunesse. Autrement dit, la seule possibilité pour l'Occident de maintenir sa place malgré la loi du nombre et de la jeunesse ailleurs, est de réintégrer la question du sens au cœur d'un projet de développement partagé : le pouvoir dépend du sens, le leadership culturel provient des échanges et de la diversité, et donc de la capacité à dialoguer avec l'ensemble des acteurs et à nourrir la confiance qui en résulte.

1.3. - Face à cette mutation, le monde va-t-il se développer en continuité ou en rupture ?

La crise systémique que nous traversons prépare un niveau d'effondrement plus profond que celui qui a suivi l'effondrement du bloc communiste : nous sommes à la veille de l'effondrement de la croyance et de la confiance dans le modèle binaire et trimillénaire de la « modernité » actuelle.

Notre manière de faire et de percevoir est restée inchangée

Notre monde est entré dans le volatile, l'incertain, le complexe, l'aléatoire, l'interdépendant. Les tensions entre la représentation « moderne » du monde, et celle qui lui succèdera et dont les signaux sont déjà là sur le terrain, prédisent une période de confrontation particulièrement difficile. La perte de notre capacité à interroger le sens même du « développement », jusqu'aux dirigeants eux-mêmes, rend encore plus délicate la conduite de cette mutation.

« Le monde ayant atteint plusieurs seuils de rupture, les tensions sont maximales entre les réflexes conservateurs et la volonté d'exploration nouvelle ». « La conférence de Copenhague a failli échouer à cause d'un écartèlement trop violent entre un monde qui n'a pas encore les moyens d'être progressiste et un vieux monde qui veut sauver un monde de civilisation qu'il a contribué à perturber »¹⁵⁶.

Une rétrospective des 50 dernières années réalisée par le Commissariat Général au développement Durable du ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie¹⁵⁷, souligne que, si nous avons radicalement changé d'espace de vie, la manière de faire et de percevoir est restée semblable dans :

- le rapport à la famille (les reconfigurations familiales n'ont pas changé la valeur famille),
- la satisfaction et la perception de la réussite et de l'évolution,
- la question du progrès, qui, pourtant placée en posture de doute, n'est pas remise en cause en substance.

Nous appartenons chacun à des réseaux multiples, dans des rapports également multiples à l'espace et à l'Homme. Cette multiplicité va s'accroître, et les comportements se modifier en profondeur. Ce qui émerge aujourd'hui au regard de ces changements de comportements est très

¹⁵⁶ Bettina Laville, « Copenhague : Mélancolie de la lucidité », Futuribles n° 362 Avril 2010

¹⁵⁷ Du temps du MEEDDM (Ministère de l'Environnement, Energie, Développement Durable et Mer).

compliqué à projeter au-delà des 30 prochaines années, en raison de l'immense incertitude sur les ruptures qui peuvent survenir, selon une cascade systémique : l'analyse à 50 ans nécessite donc d'adopter une approche prospective par scénarios.

Le Comité 21 ¹⁵⁸ propose deux scénarios :

1. Une régulation douce : même si le discours des dirigeants adopte le vocabulaire du droit, de la morale, des règles, et même si l'ensemble des acteurs « lisse » les conséquences les plus graves de nos modes de production et de consommation, elle s'apparente en fait à une sorte de « laisser faire avec accommodements ». Ce scénario laisse sceptique d'autant qu'elle ne dispose pas vraiment de pouvoirs de sanctions, voire de police.
2. Des conflits inéluctables : provoqués par la rareté des ressources convoitées par la multiplicité des êtres humains, répétition tragique de l'histoire cette fois-ci à l'échelle de la Planète entière, ils ouvrent le risque de disparition de l'ensemble des éléments vivants de la Planète, humanité comprise. Ce scénario est celui de l'ensauvagement décrit par de nombreux spécialistes de géopolitique.

La question de la transition est essentielle

Aucun de ces deux scénarios ne permet d'enrayer la double rupture écologique et sociétale à venir. Face au rythme toujours très lent des changements humains, nous nous posons les questions suivantes :

- ▶ Aurons-nous le temps d'assurer la sortie de cette crise systémique ?
- ▶ A quelles conditions sommes-nous capables de progresser et de nous transformer dans le cadre de la démocratie représentative actuelle ?
- ▶ Comment éviter la tentation normative, stérilisante au regard de l'indispensable créativité, et dangereuse au regard de la dynamique de mobilisation des énergies collectives ?

Patrick Viveret pose fort bien la problématique à résoudre :

« Toutes les grandes périodes de bifurcation dans l'histoire de l'humanité ont été caractérisées par des phénomènes où les aspects chaotiques régressifs, souvent guerriers, allaient de pair avec des aspects de renaissance, de créativité retrouvée. Avant même l'histoire humaine proprement dite, le processus même de l'homínisation est un processus de cette nature. »

¹⁵⁸ Rapport de Prospective.

On part de quelque chose qui est paradoxal. Dans l'univers du vivant et notamment celui des animaux, l'humain, à priori, a des tas de difficultés : il est moins gros, il court moins vite, il ne vole pas, il ne nage pas, etc. et paradoxalement, c'est malgré - on pourrait presque dire grâce à - cette situation de vulnérabilité du rameau hominien, que le chemin vers la conscience va se frayer. Il y a là une mutation qui est une mutation dans l'ordre biologique, mais que l'on va retrouver ensuite dans l'histoire humaine avec d'autres mutations historiques.

Apocalypse, à l'origine en grec, signifie : révélation (et non destruction, catastrophe généralisée, fin du monde, ...). C'est dans les grands moments historiques que l'enjeu de l'essentiel apparaît pour des sociétés humaines. La grande affaire c'est comment on repère les potentialités créatrices dans ces moments-là. Dans le sens originel du terme, et non pas au sens catastrophique, l'humanité est en train de vivre une période apocalyptique au sens d'une période où elle doit se révéler à elle-même sur l'essentiel.

Et les trois questions : « Qu'allons-nous faire de notre planète ? », « Qu'allons-nous faire de notre espèce ? » et « Qu'allons-nous faire de notre vie ? » sont par excellence des questions fondamentales qui apparaissent.

Si nous n'y répondons pas ou si nous y répondons de façon régressive, on risque la sortie de route. Mais inversement, si on les prend pleinement en charge et qu'on cherche à y répondre positivement, grâce à de l'intelligence collective, pas seulement mentale mais aussi avec de l'intelligence du cœur, le saut qualitatif positif est possible. »

La question de la transition est essentielle. Identifier et initier un modèle de développement plus soutenable suppose des changements d'une grande ampleur. « L'idéal serait bien sûr de penser, comme l'indique Guillaume Duval, que nous sommes capables d'opérer des changements à froid ».

Un déclic est-il possible ? L'agronome Lester Brown fait une analogie entre l'entrée en guerre des Etats Unis dans la 2^e guerre mondiale et ce qui se passe aujourd'hui. Suite au séisme psychologique qui a suivi l'attaque surprise de la flotte américaine à Pearl Harbour en décembre 1941 par l'aéronavale japonaise, les Etats-Unis ont changé de posture : outre de provoquer l'entrée des États-Unis dans la Seconde Guerre mondiale, cette attaque a marqué l'histoire du pays. Ce déclic a par exemple permis de transformer l'industrie automobile en une industrie d'armement en quelques mois.

Les questions relatives à la biosphère et à la société ont atteint aujourd'hui un point de basculement. La plupart des citoyens perçoivent désormais que les coûts à long terme pour la société dépassent les bénéfices de l'immobilité à court terme.

Toute organisation a pour finalité d'entrer en cohérence, en congruence avec la société : convient-il d'opter pour un mode de sortie de cette crise systémique par rupture ou par évolution incrémentale ?

Probablement les deux modes de manière articulée. Comme l'indique avec justesse Bettina Laville, il nous revient de « *maitriser le course entre le temps de la nature (...), dont l'emballement est mesuré par les scientifiques, et le temps qu'il faut aux humains pour prendre conscience du péril, puis modifier leurs comportements et leurs technologies.* »¹⁵⁹

Sortir de la crise systémique par rupture ?

Quels sont les éléments nous invitant à choisir un mode de sortie de crise systémique par rupture ?

En constatant les catastrophes environnementales et sociétales qui ont déjà commencé à se produire, par exemple Haïti, Katrina en Louisiane, puis à l'été 2010 (inondations au Pakistan, incendies près de Moscou, BP dans le Golfe du Mexique), puis en 2011 (Fukushima, révolutions du Maghreb), certains préconisent un réformisme radical au regard des changements à opérer, comme l'avaient fait pacifiquement en leur temps Gandhi et Martin Luther King. Leur argument tient en une phrase : « *nous n'avons plus le temps de transformer nos comportements* »...

La catastrophe de Fukushima nous démontre que nous devons désormais considérer que les risques à advenir peuvent être au-delà des risques statistiquement improbables : il y aura des catastrophes écologiques et / ou sociétales graves, et nous devons nous y préparer.

L'approche par les catastrophes¹⁶⁰ cherche à tout faire pour prévenir une catastrophe¹⁶¹ par la prévention et la conscientisation. Si la catastrophe survient, l'approche par les catastrophes cherche à la gérer de telle manière que la catastrophe elle-même ne génère pas des catastrophes plus grandes, notamment en déclenchant une désespérance.

Notons qu'une catastrophe peut donner lieu à des mouvements de solidarité, et peut se traduire par une source d'espoir et de re-cohésion sociale (cf. les victimes des inondations dans le Sud de la France ont bénéficié de la solidarité des victimes de celles de la Somme) : elle devient

¹⁵⁹ Bettina Laville, « *Copenhague : mélancolie de la lucidité* », Futuribles n°362 Avril 2010.

¹⁶⁰ La théorie des catastrophes a été fondée par René Thom.

¹⁶¹ En mathématique, le terme de "*catastrophe*" désigne le lieu où une fonction change brusquement de forme : la catastrophe est donc la rupture de la continuité.

alors une force de reconstruction psychique et une force de vie, bien au-delà de la seule reconstruction matérielle.

Pour prévenir et gérer les catastrophes majeures attendues, nous avons besoin de :

- Nous préparer en amont : il s'agit de préparer les conditions préventives de ces catastrophes, y compris sur l'axe dialectique Transformation personnelle / Transformation sociale qui impose des changements de postures de vie.
- Elaborer une politique collaborative : il s'agit de construire, face à notre propre barbarie intérieure, un pouvoir de coopération plutôt que de conquête et de domination. Cela suppose des responsables politiques (c'est-à-dire des responsables du pouvoir politique, et aussi des PDG de sociétés multinationales) qui intègrent la question de la responsabilité par rapport à la communauté et au « patrimoine commun ». C'est-à-dire exactement le contraire de ce qu'a fait Union Carbide à Bhopal ¹⁶².
- Travailler à une pédagogie des catastrophes : transformer une rupture en une opportunité de transformation est un art, un travail symbolique doit être fait pour ainsi réinterpréter la catastrophe.

Sortir de la crise systémique par évolution incrémentale ?

Quels sont les éléments nous invitant à choisir un mode de sortie de crise systémique par évolution incrémentale ?

Certains estiment que la rupture peut subvenir « en douceur », à partir des arguments suivants :

- On ne réussit pas des changements sur le mode de la violence, c'est contreproductif,
- La rupture radicale est impossible, elle ne sera pas acceptée

¹⁶² Le PDG de l'époque de l'entreprise, Warren Anderson, est accusé de « mort par négligence » pour cette catastrophe et déclaré fugitif par le chef judiciaire de Bhopal le 1er février 1992 pour ne pas s'être présenté à la Cour lors d'un procès. Il vivrait actuellement paisiblement à Long Island dans l'État de New York (source : « Bhopal : la justice indienne rend son verdict 25 ans après », L'express, 7 juin 2010). Chaque année, au mois de décembre, des milliers d'habitants de Bhopal victimes de la catastrophe manifestent au cours d'un lugubre carnaval. Des cris de colère fusent et l'on détruit par le feu des mannequins représentant les responsables de la firme américaine Union Carbide (source : Wikipedia).

- Il est illusoire de penser qu'on va changer radicalement les comportements et les modes de vie,
- Les marges de progrès sont les plus intéressantes, il faut les inscrire dans une dynamique de la société,
- Faire table rase du passé sans changer le cœur de l'homme, ne conduit qu'à une seule chose : recommencer la même « chanson » sous d'autres couleurs apparentes... (une « révolution » n'est-elle pas un tour de 360° pour revenir au même point ?),
- Les nouvelles générations, nées avec un ordinateur portable et la conscience de la finitude de notre planète, donneront leur plein potentiel en 2025. Ils provoqueront l'accélération des changements par l'entremise de structures nouvelles,
- La société pensant et demandant autrement, il ne sera plus possible de conduire un système identique au précédent.

Bruno Parmentier, ancien Directeur Général, du Groupe ESA¹⁶³, l'exprime à sa façon : « *L'histoire nous le montre aussi, les fusils les plus puissants ne peuvent rien à la longue contre la force des idées. C'est sans tirer un coup de feu que la puissante armée du Chah d'Iran s'est inclinée devant l'Imam Khomeiny, qui avait réussi à contrôler les cerveaux mêmes de ses soldats ; la puissance de l'opinion mondiale et locale a eu raison de l'Apartheid en Afrique du Sud, de la colonisation anglaise en Inde, des dictatures militaires en Amérique Latine, etc. Alors, pourquoi pas du mur de l'argent d'aujourd'hui, des logiques de peur, de domination et de maltraitance, de la démesure et du mal-être, de la dégradation de la planète, de ce seuil symbolique, franchi en 2009, du milliard de gens qui ont faim ?* »

Thierry M Gaudin nous rappelle que « *nous sommes dans un processus de transformation comparable, par son ampleur, à la révolution industrielle, et que comme celle-ci, comme celle du 12^e siècle, cette transformation va durer deux siècles, délai nécessaire pour que la société s'approprie de nouvelles façons de faire, de nouvelles technologies.* »

Il lui apparaît en outre que, selon les régions du monde, il y a des appréhensions différentes de la technologie et de l'innovation, en rapport avec des schémas religieux sous-jacents : « *l'impression s'est tout de suite imposée qu'il y avait des schémas religieux préexistants qui influaient sur la façon d'innover et que, inversement, la technologie elle-même transformait la façon d'appréhender les présupposés métaphysico-religieux. L'espèce humaine est finalement une espèce " opportuniste ", qui construit ses autojustifications métaphysiques de telle sorte qu'elles lui procurent un confort suffisant dans ses conditions de vie concrètes.* »

¹⁶³ Ecole supérieure d'agriculture d'Angers, de 2002 à 2011.

Nous savons désormais qu'opérer uniquement selon la seule finalité économique ne fonctionne pas. Si nous nous concentrons sur le seul pilier environnemental, nous nous privons de renforcer nos capacités pour assurer le progrès pour l'Homme. Et si nous nous concentrons sur le seul pilier social, nous oublions les réalités économiques ou environnementales, préparant la dégradation du lien social.

Même si les technologies seront nécessaires pour soutenir les comportements à transformer (par exemple : l'extinction automatique de la lumière en sortant d'une pièce), la réponse sociale n'est pas technologique, contrairement aux postures désormais classiques des « actions de développement durable » diffusées un peu partout.

Il est ainsi significatif d'observer qu'en Corée du Sud, Samsung Construction a tenu un premier *showroom* sur la maison du futur en cherchant à préserver le bien être actuel, avec des technologies partout où il faut être actif : cela n'a pas marché. Puis, le *showroom* suivant rendait ces technologies invisibles à l'habitant, rendant l'habitat absolument identique à celui du voisin : cela a été un succès.

Cependant, les effets rebonds économiques (diminuer par deux les externalités négatives d'un produit et augmenter dans le même temps par deux son volume de vente ne change rien) ou technologiques (diminuer la consommation énergétique permet par exemple de se chauffer plus pour le même prix) peuvent contrecarrer ces transformations incrémentales.

Sans ce mode de sortie de crise, nous avons à composer avec 3 catégories de personnes :

- Les « autruches », qui préfèrent mettre la tête dans le seau, et éviter de voir la gravité de la situation (écologues sceptiques),
- Les « jouisseurs », qui se disent : « *fini pour fini, autant en profiter le plus possible et tout de suite* »,
- Les « colibri » : Pierre Rhabi nous enseigne que l'important est d'assumer la responsabilité de notre « part du colibri »¹⁶⁴, ainsi que le conte cette parabole :

« Une légende amérindienne raconte qu'il y eut un immense incendie de forêt. Tous les animaux terrifiés et atterrés observaient, impuissants, le désastre. Seul, un colibri s'activait et allait chercher quelques gouttes d'eau dans son bec pour éteindre le feu. »

Au bout d'un moment, le tatou, agacé par ses agissements dérisoires, lui dit :

¹⁶⁴ *La part du colibri : L'espèce humaine face à son devenir*, Pierre Rhabi, Poche.

"Colibri ! N'es-tu pas fou ? Tu crois que c'est avec ces gouttes d'eau que tu vas éteindre le feu ? "Je le sais, répond le colibri, mais je fais ma part... »

Le « développement » est-il « durable » ?

Nous vivons dans un espace planétaire fini, la population va augmenter d'un tiers d'ici 2050¹⁶⁵, des populations « émergentes » revendiquent le droit de se développer, la demande mondiale d'énergie devrait croître en tendanciel de 45 % entre aujourd'hui et 2030 selon l'Agence Internationale de l'Energie¹⁶⁶. ... : nous l'avons vu, le « *développement* » ne peut se réduire à la seule croissance du PIB, génératrice d'extraction de ressources et de production de déchets. Confondre le « développement durable » à un modèle de « croissance verte », « *mode de développement économique respectueux de l'environnement* »¹⁶⁷, ne répond pas non plus au défi de la soutenabilité à long terme.

Nous ne pouvons prétendre penser le « *développement durable* » et prendre des décisions éclairées et censées, si nous oublions ce que renferme l'essence même de ces termes malheureusement si galvaudés aujourd'hui, et si nous oublions ce qui doit les gouverner.

La notion de « *développement durable* » est très polysémique. Son succès vient de ce que chacun y met ce qu'il veut : les syndicats l'investissent par la dimension sociale des relations et conditions de travail, les ONG et associations de consommateurs par la dimension d'altermondialisation, les entreprises s'y sont intéressé lorsqu'elles ont compris qu'elle intégrait le pôle économique et qu'elle constituait soit une menace, soit une opportunité pour la pérennité du business, d'autres ont cédé à la tentation de jouer avec le sens d'un *développement durable* de l'entreprise...

Le terme « durable » est utilisé à toutes les sauces depuis le début des années 2000 : « crédit durable », « lessive durable », ... A l'inverse, le terme « développement », lui, n'est jamais adressé, en dehors de la croissance du PIB ou du chiffre d'affaire des entreprises.

¹⁶⁵ La dernière projection de la population mondiale de l'organisation des Nations unies (ONU) (révisée en 2010/2011 et publiée le 3 mai 2011) suppose, selon son scénario moyen, que l'humanité pourrait atteindre 9,3 milliards de personnes vers 2050 et 10,1 milliards en 2100.

¹⁶⁶ WEO 2008.

¹⁶⁷ D'après la définition du Ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie : <http://www.developpement-durable.gouv.fr/+Croissance-verte+.html>

Guillaume Logé ¹⁶⁸ pointe avec beaucoup de justesse le détournement de sens associé à l'utilisation hyper médiatisée du terme de « développement durable » : « *Notre responsabilité dans ce monde heideggerien, nous lui avons donné un nom : le « développement durable ». Une expression tant de fois répétée, que nous n'en entendons plus la musique. Une expression qui a tellement cru pouvoir se suffire à elle-même qu'elle a perdu toute dimension existentielle. Le tumulte des débats, les cris d'alarme des prédicateurs de catachysmes écologiques, les vastes campagnes publicitaires qui habillent de vert toutes les politiques, tous les métiers, toutes les activités économiques et tous les biens de consommation l'ont dépossédée de sa signification. On a cru pouvoir faire fi de son essence. On a mis de côté les fondements ontologiques qui la gouvernent.* »

Le « *développement durable* » s'est ainsi réduit au seul modèle économique. L'enjeu écologique (maintenir l'équilibre du vivant) est passé au deuxième plan, au profit d'une « protection de l'environnement », consentie pour mieux fournir les intrants nécessaires au bon fonctionnement du modèle économique.

Nous avons à nous interroger pour savoir si nos comportements et nos pratiques aggravent la rupture sociétale et écologique, ou si nous progressons réellement, par exemple au regard de la sécurité alimentaire ou de la biodiversité. Si nous ne pouvons changer spontanément nos comportements afin de pouvoir rétablir les grands équilibres, que pouvons-nous faire ?

Ce questionnement par rapport au « développement durable » appelle à résoudre deux questions étroitement liées :

- Que signifie le « développement » ? Nous aborderons cette question dans le § suivant.
- Quel « droit » les pays émergents ont-ils à se développer ?

Cette deuxième question interroge sur l'opportunité comme sur la faisabilité de l'hypothèse conduisant à freiner une partie du développement des pays les moins avancés (PMA) pour favoriser les critères d'un équilibre global plus soutenable. Il vient transcender l'ensemble des discussions internationales, quelques soient les thématiques mises en débat (Climat, Commission du développement durable, Biodiversité, ...).

Sachant que les pays émergent n'acceptent pas de jugement moral ou de leçons de la part des pays occidentaux, notamment au travers des normes sociales, ceci pose immédiatement la question de la « *responsabilité commune* »

¹⁶⁸ Chercheur à l'École Normale Supérieure de Lyon et à l'Université de Lausanne, ancien responsable du mécénat, musée d'Orsay, « *L'Atelier de la culture et du développement durable* » du musée d'Orsay.

mais différenciée »¹⁶⁹ entre pays industrialisés et pays émergents¹⁷⁰. Et donc de l'articulation entre histoire passée, solidarité commune au présent et futur. Aussi longtemps qu'on n'aura pas résolu les conséquences du « droit à se développer » des « pays du sud », cette question restera cantonnée à la multiplication de conseils comportementaux et autres éco gestes.

Dans le contexte d'un changement de polarité du rôle des acteurs internationaux -- regard tourné vers l'Est (Asie) pour des raisons économiques et géostratégiques, et déclin de l'Occident (vieille Europe, USA) -- les pays industrialisés ont une double obligation vis-à-vis des pays en développement :

- appuyer le « développement » des pays dits « en développement » : coopération, moyens économiques, atteinte des Objectifs du Millénaire, APD (aide publique au développement)¹⁷¹,
- proposer un « développement » différent de celui qu'on a connu.

La question du « développement » doit être désormais mise au premier plan, non comme problème, mais comme clé de la solution. Sous réserve de répondre à la question essentielle : que signifie « se développer » dans le contexte d'un monde globalisé faisant face à la double rupture écologique et sociétale, globalisée également ?

Les entreprises, notamment celles qui opèrent dans un contexte mondialisé, ne peuvent échapper à s'inscrire dans ce contexte : pour assurer leur pérennité, celui-ci les invite à intégrer la question de leur contribution

¹⁶⁹ La Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques adoptée à New-York le 9 mai 1992 et ratifiée par 193 états, a eu le mérite de poser le principe d'une responsabilité commune mais différenciée, en attribuant une responsabilité particulière aux États développés. Au niveau de sa mise en œuvre, des mesures compensatoires (financières et technologiques) sont prévues, pour encourager la participation des pays en développement. En outre, le « *mécanisme d'application concertée* », qui donne la possibilité aux États développés de remplir en partie leurs obligations par des mesures prises dans les pays en développement, mérite d'être souligné. L'idée qui sous-tend ce mécanisme est que l'investissement dans un pays en développement plutôt que dans un pays industrialisé peut conduire à des réductions de GES bien plus importantes puisque le coût par unité de la réduction est plus faible qu'au Nord. Le résultat final est un gain pour l'environnement global.

¹⁷⁰ La Chine utilise souvent cet argument pour justifier une politique endogène très différente des autres pays, et nous avons pu le constater lors de la construction du standard ISO 26000 *Social Responsibility*.

¹⁷¹ Il est intéressant de constater que dans le plan d'extrême rigueur présenté le 20 octobre 2010 par le Chancelier de l'Échiquier britannique, et malgré l'ampleur des efforts demandés (81 milliards de livres de coupes budgétaires et 29 milliards de livres de hausses d'impôts d'ici 2015), le Royaume Uni a décidé d'être le « premier grand pays » à honorer sa promesse de consacrer 0,7 % de son PIB à l'aide publique au développement.

positive ou négative à « *ce qui fait développement de la société* » au cœur de leur business model.

1.4. - Que signifie « se développer » dans un contexte de pré-rupture ?

Comment redéfinir le « développement » ?

Si l'idéal de progrès subsiste dans les esprits, nous avons perdu le « progrès ». Nous sommes passés d'un modèle de Dieu unique au modèle de « développement » (PIB) unique.

Au regard du droit des générations futures à se « développer », retrouver le sens de la réciprocité pourrait être la nouvelle frontière du 21^e siècle...

Définir le « développement »

Le substantif « *développement* » est apparu à la fin du 14^e siècle (*desvelopmens*). Il recouvre intrinsèquement deux composantes : l'une spatiale, l'autre temporelle, car l'on se développe nécessairement dans l'espace et dans le temps.

Evoquons plusieurs définitions du « développement » :

« **On ne sait pas ce c'est** » : « On reconnaît qu'on ne sait pas ce que c'est le développement, retournons sur le terrain pour réapprendre » disait récemment Cécile Dufflot ¹⁷² au Collège de France, rajoutant cette invite provocante à l'égard des « pays du Sud » : « *que souhaitez-vous pour qu'on soit moins développés ?* »

Ce qui fait société

- « *dés-enveloppement d'un germe de vie* » : déployer le germe de vie préalablement enveloppé,
- ce qui fait qu'il fait bon vivre dans une société globale,
- définit de quoi les citoyens ont besoin et à quoi ils devraient avoir accès (droit à l'éducation et à sa culture propre, sécurité alimentaire, logement décent, accès à l'eau et à la santé, ...),
- « *mieux vivre ensemble* » (Forum Social Mondial et peuples autochtones).

¹⁷² Secrétaire nationale des partis écologistes Les Verts de 2006 à 2010 et d'Europe Écologie Les Verts (EELV) de 2010 à 2012, elle est élue députée de la 6^e circonscription de Paris le 17 juin 2012, puis nommée ministre de l'Égalité des Territoires et du Logement en mai 2012 dans le gouvernement de Jean-Marc Ayrault

Habiter le monde

- « *Le développement durable positionne l'Homme dans l'Espace, le Temps, et au sein de l'Humanité. Hölderlin écrit : « C'est poétiquement qu'il faut habiter le monde ». « J'habite » veut dire « Je suis ». La façon dont nous, hommes, sommes sur terre, est l'habitation. Et cette habitation est à construire. Si Hölderlin nous commande de nous en remettre à la poésie, c'est que la fonction même de la poésie est de construire. En grec, poïesis désigne la création, le fait de produire. » - Guillaume Logé.*
- « *Il s'agit de construire le projet d'habiter mieux notre relation sur un imaginaire optimiste* » – Emmanuel Antoine.

Améliorer notre sort

- « *L'environnement est notre cadre de vie, et le développement est ce que nous faisons tous dans notre tentative d'améliorer notre sort au sein de cette demeure. Les deux sont inséparables.* » - Notre avenir à tous, Rapport de la Commission Brundtland, ONU, 1987.
- Le développement est un processus conduisant à l'amélioration du bien-être des humains sur le long terme. L'activité économique et le bien-être matériel demeurent essentiels mais la santé, l'éducation, la préservation de l'environnement, l'intégrité culturelle par exemple le sont tout autant.

Renforcer nos capacités

- « *Le développement durable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs* », Notre avenir à tous, Rapport de la Commission Brundtland, ONU, 1987,
- « *distribution de la capacité à agir soi-même et ensemble* » - Daniel Kaplan¹⁷³.

Pics de développement

- « *Il n'y a pas un mais des développements : il y a des pics de développement puis des processus d'alignements. Un pic de développement est la propension à vouloir accéder à ce que l'autre a. Il y aura ensuite de l'alignement. Qu'est-ce qui va faire pic ? Quelles sont les découvertes réellement nouvelles ? L'I-Pod est-il une révolution ? Comment allons-nous aller plus loin ? Il s'agit de reconstruire des stratégies de développement sur des pics. Des civilisations ont des états différents sur des pics différents, ou vont en shunter certains.* » - Nathalie Etahiri¹⁷⁴.

¹⁷³ Fondateur et dirigeant de la Fondation Internet Nouvelles Générations, prospective numérique.

¹⁷⁴ Mission Prospective, Commissariat Général au Développement Durable, Ministère de l'Environnement, de l'Energie, du Développement Durable et de la Mer.

Politique publique d'un système complexe qui répond à la multiplicité

- Développement de la diversité (contrairement à l'uniformisation et la normalisation des comportements, sous-entendue par l'approche anglo-saxonne des best practices, dont l'objectif vise à aligner tout le monde sur les mêmes pratiques),
- « *Nous jonglons sur des systèmes opposés qui cohabitent, nous sommes dans de la multiplicité : le modèle de développement de la modernité ne peut plus marcher tout seul* » - Nathalie Etahiri.

Un art

- « *Le développement durable est un art, un rapport à la connaissance* » - Guillaume Logé.

Ma propre définition

- Un peuple développe lorsqu'il actualise ses conditions de régulation sociale et d'accès aux services essentiels.

Ces différentes définitions nous indiquent que la croissance du PIB ne saurait suffire pour qualifier le « développement » : elles appellent à inventer un nouveau modèle de développement, basé sur la réciprocité dans un monde globalisé, et à faire le choix d'organisations humaines et sociales qui développent nos capacités à « vivre ensemble » et enrichissent le « patrimoine commun ». Ce qui nous invite à :

- Réinstaurer de la dialectique, du politique, du collaboratif, là où nous croyons qu'il y a des normes intangibles.
- Réintroduire le principe de subsidiarité, permettant de s'adapter à des espaces prototypes : droit à l'expérimentation, adaptabilité autorisée pour des populations, périmètres variables de territoires et de processus, initiatives multiformes (exemple : reconfiguration du logement pour lutter contre l'étalement urbain).
- Sortir de la société du tout jetable et repenser le modèle de création de richesse, à partir de la seule richesse à valoriser : celle qui enrichit le « patrimoine commun ».
- Refonder une gouvernance avec des dirigeants réellement en charge de l'intérêt général, et des corps intermédiaires en capacité de faire le lien entre les populations et ceux qui dirigent.

- Revisiter le rôle de l'entreprise, pour mieux articuler création de richesse et vision globale du développement, en intégrant dans son business model la réponse aux questions que se pose la société.

Choisir entre croissance ou décroissance ?

La croissance « moderne » (PIB) est devenue la résultante gestionnaire du fonctionnement d'un système qui ne prend plus de recul sur lui-même. Elle n'est plus l'expression d'une volonté politique transformatrice des conditions de régulation sociale et du renforcement d'une capacité soutenable.

Loin de permettre l'uniformisation des modes de vie entre « pays du Nord » et « pays du Sud », notre modèle de croissance des échanges monétaires s'est accompagné d'une augmentation des inégalités entre pays « développés » et pays « en voie de développement », et même d'un accroissement des écarts de revenus au sein de ces pays. Celui-ci a généré une croissance de l'exclusion sociale et de la précarité à mesure que les pays sont « développés » : étrange paradoxe...

En 2000, une série de rapports mesurant le lien entre croissance et inégalités a révélé un creusement des inégalités lié à des dynamiques de croissance. Le FMI a mesuré par exemple qu'entre 1900 et 2000, la croissance moyenne mondiale a été positive de 2 %, mais le rapport entre le quartile le plus riche et le quartile le moins riche est passé de 4 à 10. Sur un siècle, il y a donc eu une forte augmentation des inégalités au niveau mondial.

Ce creusement des inégalités se mesure aussi à l'intérieur des pays. Aux Etats-Unis, l'écart entre la rémunération des dirigeants des plus grandes entreprises et le revenu médian a fortement augmenté, passant de 40 à 300 fois le revenu médian entre 1940 et 2000.

Les impacts de la croissance sont de plusieurs natures, et sont à la fois positifs et négatifs ¹⁷⁵ :

- Déséquilibres macros
 - Epuisement des ressources naturelles
 - Pollution : air, eau, terre
 - Déséquilibres dans la chaîne alimentaire (vache folle, dioxines dans les viandes)
 - Destruction de la biodiversité

¹⁷⁵ Source : Odissee – AFD, 29 septembre 2010

- Dettes publiques en croissance
- Système financier en crise
- Déséquilibres entre territoires et entre organisations
 - Attractivité inégale des territoires en matière d'investissement,
 - Non domiciliation des profits et non investissement des gains,
 - Modèles de croissance excluants, tournés vers les marchés extérieurs,
 - Commerce international asymétrique,
 - Stratégies concurrentielles générant des jeux à sommes nulles,
 - Croissance inégale selon les secteurs d'activités, les territoires, l'urbanisation,
 - Répartition inégale des ressources naturelles.
- Déséquilibre entre les personnes
 - Absence ou faible redistribution : déséquilibres sociaux, accroissement des inégalités,
 - Corruption, avarice : les intérêts de certains priment,
 - Détenteurs du capital engrangent plus facilement les fruits de la croissance que les salariés,
 - Exclusion de certains du marché du travail,
 - Inégalités d'accès à la connaissance et à l'information,
 - Inégalités de : prise de risque, travail fourni, ressources engagées, retours sur investissement,
 - Inégalités existent naturellement : diversité des personnalités, des comportements > pas de nivellement automatique par la croissance.
- Progrès pour tous
 - Développement des infrastructures,
 - Accès aux technologies et à l'information,
 - Développement de l'emploi,
 - Possibilité d'accès aux biens de consommation.

Si les élus politiques et les organisations syndicales revendiquent davantage de croissance pour assurer le court terme, un nombre croissant d'acteurs (économistes, experts, penseurs, organisations internationales, ONG, ...) tentent d'imaginer comment sortir de la « pensée unique » du « développement » sous sa forme actuelle (la croissance du PIB) : certains

par la « décroissance », d'autres par la « sobriété volontaire », d'autres encore en imaginant une économie fondée sur des échanges dont la source de valeur provient de « ce qui fait société », ...

L'objectif n'est pas ici d'analyser toutes les options possibles. Le Comité 21¹⁷⁶ mentionne deux écoles abordant l'évolution possible de la posture actuelle du « développement » (croissance du PIB) :

- « Une école de l'évolution de la croissance et du développement mondial vers un développement plus partagé et plus régulé des richesses, qui maîtriserait l'excès, en particulier celui de l'exploitation des ressources, grâce à un recours aux technologies propres et, pour parler comme J Rifkin¹⁷⁷, à celles de l'accès.
- Une école de l'abandon des règles économiques actuelles et des comportements des agents économiques qui, constatant l'impasse de la croissance quand elle se résume à la spéculation financière, au creusement des inégalités et aux déséquilibres écologiques, propose de renoncer à celle-ci et de refonder les bases d'un système nouveau intitulé décroissance, sobriété... évalué avec des indicateurs économiques fondés sur la seule mesure du bien-être. »

Ces deux écoles présentent toutes les deux l'écueil de rendre persistante la « crise », par répétition pour la première, par inadaptation pour la seconde :

- L'école du partage des ressources exprime en effet la nostalgie des milieux économiques dirigeants pour le « comme avant », sans tirer les leçons des crises à répétition du début de notre siècle.
- L'école de la décroissance est davantage une aspiration éthique qu'une proposition économique opératoire, et n'est pas assortie d'un appareil théorique et instrumental à l'échelle internationale.

Faut-il décroître ?

Les « décroissants » posent la question du volume de production et de consommation incompatible avec la disponibilité de ressources et le renouvellement naturel des écosystèmes. Certains estiment qu'il revient au « Nord » de décroître, pour mieux laisser « le Sud » se développer, c'est-à-dire les « rattraper ». Ce qui ne résout pas la question. D'autres posent la question du sens d'une alter consommation. Ainsi la chronique « le petit philosophe » du Journal Décroissance s'interroge : acheter bio dans une boutique bio a-t-il un sens en soi ? Un sens pour soi ? Est-ce une étape pour mieux avancer ? Les « décroissants » interrogent le système de distribution

¹⁷⁶ In Rapport de prospective du Comité 21 : « Temps de crise financière, économique, écologique, sociale : enjeux, contradictions, opportunités », Comité 21, 2009.

¹⁷⁷ Jérémy Rifkin, « La troisième révolution industrielle », 2012.

actuel et la nécessité de laisser beaucoup plus de place aux réseaux, notamment locaux.

Pour Tim Jackson¹⁷⁸, la décroissance n'est pas la solution : pour lui, évoluer dans un monde en décroissance sera source d'instabilité et générera moins de travail. « *Or dans notre capitalisme moderne, le travail est la part la plus importante de participation des gens. Elle est aussi une part de bien être, de prospérité* ». Moins de croissance, c'est moins de travail, la récession qui guette, une crise non seulement économique, mais également humaine.

Guillaume Duval refuse la nostalgie du passé, et ne croit pas qu'il faille aller dans une direction qui réduise la sphère de l'économie monétaire. Il estime qu'il y a « *une forte tonalité réactionnaire chez les décroissantistes du type : c'était mieux dans l'économie de village* ». S'il observe que l'on peut affirmer ce « mieux » une fois que trois générations sont passées, il note que « *l'économie de village est marquée par une productivité relativement faible, donc le bien être est compliqué (tisser ses vêtements, cultiver sa nourriture) et très contraignante sur les comportements individuels* ».

Lorsque l'on regarde l'évolution de l'humanité, il n'est pas crédible de penser que l'être humain puisse se priver de faire croître son imagination, son esprit d'aventure et ses territoires d'exploration. Daniel Kaplan rajoute qu' « *on ne peut se passer des individus et des désirs, et que si le « développement durable » devient un monde frugal dans lequel on ne déconne plus, ce ne serait pas très humain* ».

Faut-il découpler la croissance d'avec les ressources ?

Un grand nombre pense que, notre croissance tendancielle n'étant pas soutenable, il convient de garder la croissance et de jeter « l'insoutenable » : en clair, produire de plus en plus de produits et de services, de mieux en mieux, avec de moins en moins de ressources : autrement dit, découplons les produits des ressources qui les composent, c'est-à-dire « dématérialisons » l'économie.

Cette posture est-elle crédible ?

Un Européen moyen consomme 16, 5 tonnes de matières et matériaux par an (carburants, plastiques, papiers, métaux, béton...), selon Eurostat, l'office

¹⁷⁸ Tim Jackson est Professeur en développement durable au « *Centre for Environmental strategy* » (CES) de l'Université du Surrey et est également rapporteur à la Commission Développement Durable du Gouvernement britannique. Ses recherches portent sur le comportement des consommateurs, les systèmes énergétiques durables, l'économie écologique et la philosophie de l'environnement. Au Royaume-Uni, il est l'un des pionniers du développement d'indicateurs alternatifs à la croissance économique. Depuis janvier 2003, il mène des recherches au sein du CES sur la psychologie sociale du consommateur.

statistique de l'Union européenne. Un volume qui a augmenté de 5 % entre 2000 et 2007¹⁷⁹. Certes, cette hausse est inférieure à celle du PIB qui, lui, a progressé de 16 % sur cette période, signe que la productivité des ressources (la quantité de matière nécessaire à la production d'un bien) s'améliore dans l'espace européen. Cependant, et c'est une tendance inquiétante, cette productivité des ressources, qui avait augmenté plus vite que le PIB entre 2000 et 2003, a progressé ensuite à un rythme inférieur.

Deux types de découplages existent :

- Le découplage relatif ou partiel : il pollue moins (ou sollicite moins les ressources naturelles) pour une même unité de production. Cependant, il ne prend pas en compte les effets rebonds : si une unité de production diminue par deux la pollution qu'elle génère, mais qu'elle augmente par trois sa production dans le même temps, la pollution totale générée sera tout de même supérieure à la situation précédente.
- Le découplage absolu : l'impact écologique diminue alors que la production augmente, et quel que soit son augmentation. Il nécessite un changement d'échelle des politiques environnementales et de raisonner en valeur d'option face aux irréversibilités ou vulnérabilités en anticipant la probabilité de scénarios catastrophiques. Ce découplage permettrait à un modèle économique de devenir soutenable. Séduisant, mais pour y parvenir, il faudrait que l'humanité en croissance réussisse en 2050 à ce que sa production soit globalement 130 fois plus efficace qu'aujourd'hui ! Au vu des maigres efforts consentis ces dernières années, la solution « *découplage* » n'est pas crédible, estime Tim Jackson.

Ceci suggère que les conflits potentiels entre croissance et environnement ne doivent pas être sous-estimés. Le découplage n'est donc pas la solution non plus, même si l'idée est pourtant séduisante.

Alors, quelle solution ?

Le choix ne réside donc pas entre croissance et décroissance. Une solution doit pourtant être trouvée. Pour lui donner un cadre de référence, Tim Jackson retient quatre principes communs :

1. Notre société garde la croissance économique,
2. La population mondiale continue à croître,

¹⁷⁹ Voir http://epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY_OFFPUB/KS-SF-11-009/EN/KS-SF-11-009-EN.PDF

3. Une justice sociale veut que tous soient bénéficiaires de cette croissance,
4. L'activité humaine doit drastiquement réduire son impact écologique : par exemple, chaque euro investi devra non plus expulser le moins de carbone mais en absorber le plus possible !

La question qui se pose aujourd'hui est de changer de « fournisseur de bonheur » : le développement n'est pas seulement économique, il doit être appréhendé comme un mieux-être collectif :

- Au-delà du concept de « décroissance », les indicateurs économiques en usage sont-ils aujourd'hui toujours pertinents ?
- Parmi les solutions identifiées dans les nouveaux outils de mesure de la croissance ou du bien-être des sociétés, quelles sont celles susceptibles d'être mises en œuvre et intégrées aux mécanismes de décisions des acteurs économiques et politiques ?
- À plus court terme, quelles initiatives ont déjà ou pourraient orienter rapidement et favorablement l'économie vers le développement de projets respectant les exigences d'un développement soutenable ?
- Comment mesurer et éclairer les politiques macroéconomiques ? quel accord sur les normes, quelle faisabilité pratique, quelle influence réelle des nouveaux outils ?
- Comment changer notre vision au niveau microéconomique ? quelle importance les acteurs économiques accordent-ils aux nouveaux indicateurs qui leur sont imposés ou proposés ?

A nous de trouver une « version fonctionnelle de la prospérité » qui pourrait s'épanouir dans les limites écologiques : plus de sens, moins de choses.

Comment changer de « fournisseur de bonheur » ?

Réapprendre l'« art » du développement

Pour justifier son origine (« *sustainable development* »), le « développement durable » doit développer un niveau suffisant de conscience et de compréhension des impacts générés par nos activités sur les enjeux sociétaux. Il doit déployer de la connaissance dans le rapport entre nous et le vivant dans/de la biosphère. Cette posture n'est pas une régression, mais une formidable opportunité pour refonder « ce qui fait société ». Il est évident que cela va inévitablement interpeller la société humaine en profondeur.

« Avant la gouvernance mondiale, vacillante, c'est la confiance qu'il reste à construire. »

180

Comme le souligne très justement Guillaume Logé, le « développement durable » est un art, un rapport à la connaissance. L'art apprend le rapport au sensible. C'est bien au sensible que se voient convoquer le « développement durable » comme la culture et l'art, et donc au travail de la terre, et au travail de l'homme.

Lors de la conférence Culture et Développement durable organisée à Paris en juin 2008 par l'IFORE¹⁸¹, Claudine Brelet, anthropologue auprès de l'UNESCO, justifie la place de la culture dans le concept de « développement durable » : « *il s'agit d'une vision du monde qui entraîne une manière de vivre, et réciproquement. Cette manière de vivre dépend des conditions environnementales, qui entraînent des visions du monde différentes... Je considère la culture comme le fondement de la société : la culture représente le fondement du développement durable. C'est en analysant la culture dans laquelle nous nous trouvons que nous trouverons les moyens de faire du développement* »

Lors de la Conférence mondiale sur les politiques culturelles, à Mexico City, du 26 juillet au 6 août 1982, l'UNESCO a proposé la définition suivante : la culture, dans son sens le plus large, est considérée comme « *l'ensemble des traits distinctifs spirituels et matériels, intellectuels et affectifs qui caractérisent une société ou un groupe social. Elle englobe, outre les arts et les lettres, les modes de vie, les droits fondamentaux de l'être humain, les systèmes de valeurs, les traditions et les croyances.* »

Guillaume Logé : « *Au cœur du « développement durable » se pose la nécessité de définir et de construire du sens. Quand nous parlons de « développement durable », nous parlons de notre rapport à l'Être. A l'Autre. Au Temps. A ce qui nous entoure. Nous nous demandons dans quel monde nous voulons vivre et ce que nous voulons y faire.* »

« *Pour pouvoir agir en faveur d'un « développement durable », il faut d'abord se mettre en situation de le penser, de le choisir et de le mettre en œuvre. Croire que l'on peut s'en dispenser, que les constats sur la situation du monde suffisent et que les actions à mener sont évidentes, c'est prétendre que l'on est capable de se diriger dans le noir, et par là même prendre le risque de contredire ce pour quoi l'on croit se battre.* »

¹⁸⁰ Bettina Laville, « Copenhague : Mélancolie de la lucidité », Futuribles n° 362 Avril 2010

¹⁸¹ Institut de Formation de l'Environnement.

Passer de la compétitivité à la coopération

Dans un monde fini (ressources limitées), entré en survie (rupture à venir), les questions écologiques et sociétales sont plus importantes que celles de la compétitivité, qui n'a plus d'intérêt.

La compétitivité doit laisser la place à la coopération, au développement de l'intelligence collaborative, au partage des connaissances et de la recherche, à la préservation des savoirs faire, au réapprentissage des connaissances domestiques indispensables (bricolage, cuisine, jardinage, produire son énergie, faire son détergent soi-même) et donc sortir des modèles (PIB) et des dépendances, et donc répondre à des questions comme : comment organiser sa connaissance ? Comment ouvrir des perspectives ?

C'est par exemple évident pour la question alimentaire, qui appelle une logique de relocalisation dans l'espace mondialisé. L'agro-industrie a évacué la transformation domestique des produits (on achète du « prêt à manger » car on a perdu le savoir, et le « prêt à manger » accélère cet oubli), plaçant le consommateur sous dépendance. Même chose pour le textile qui appelle à retrouver une capacité à développer une industrie domestique.

Prioriser les enjeux du développement

Nous l'avons vu, le développement économique est différent du « progrès », du bien être environnemental et humain, du « mieux vivre ensemble ». L'entreprise était autrefois légitime au regard du développement (création de richesse et progrès social). Aujourd'hui la société demande que le développement soit porteur de progrès social.

Comment définit-on le progrès social ?

Le « progrès social » est un processus non connu d'avance. Son résultat provient du débat contradictoire, de la discussion, du dialogue entre les parties prenantes de chaque enjeu : même dans l'hypothèse d'un contrat social qui définirait de manière unanime ce qu'est une société harmonieuse, ou « juste » comme l'appelle Amartya Sen, des approches discordantes subsisteraient. Illustrons ceci par une métaphore : supposons que trois enfants se disputent la possession d'une flûte :

- Le premier argue qu'il est le seul à savoir en jouer : les utilitaristes lui donneront raison (c'est à lui que l'instrument procurera l'utilité maximale),

- Le second plaide qu'il est beaucoup plus pauvre que ses camarades et ne possède aucun jouet : l'argument convaincra les partisans de l'égalitarisme,
- Le troisième fait valoir que c'est lui qui a fabriqué la flûte : il aura les suffrages des libertariens, qui défendent prioritairement le droit de chacun aux fruits de son travail.

Face à un dilemme éthique (par exemple le degré de redistribution pour lutter contre la pauvreté), la pluralité des « raisons impartiales » éventuellement divergentes n'est pas un obstacle à l'action : l'action ne nécessite pas une vision unanime de la société dans son ensemble, mais un accord sur la priorisation des différentes options possibles.

Pour y parvenir, la communauté internationale a élaboré un cadre de référence commun : la publication officielle de l'ISO26000 (*Social Responsibility*)¹⁸² en novembre 2010 a ouvert la dernière frontière, celle de l'ambition universelle à la responsabilité des acteurs : ce référentiel est destiné à piloter la qualité de la relation entre une organisation et la société. Il franchit un saut quantique depuis les normes traditionnelles de qualité, qui visent à améliorer en continu la qualité des produits, services et processus au sein du périmètre de l'organisation. Sa clé de voûte est la gouvernance de l'organisation qui permet de positionner une posture stratégique consciente de ses externalités et d'assurer un dialogue multiparties prenantes crédible et efficace. Elle permet d'offrir un cadre commun pour prioriser les enjeux sociétaux.

¹⁸² O Dubigeon a participé depuis 2005 à la construction et à la rédaction de ce référentiel dans l'équipe internationale à qui cette mission a été confiée.

PARTIE II

Quels scénarios possibles pour le 21^e siècle ?

« L'avenir, tu ne parviendras pas à le prévoir, mais tu peux tenter de le permettre »
Amartya Sen.

2.1. – Quelle évolution probable à 50 ans ?

Nous avons décrit les ruptures en cours, dont certaines pourraient conduire notre jeune espèce humaine ¹⁸³ à une sortie de route précoce : telle est la version pessimiste. La version optimiste est que nous assistons probablement à l'accouchement, certes dans la douleur, de l'humanité.

Les défis globaux identifiés et analysés par le Projet Millénum

Tentons d'éclairer les 50 prochaines années, en commençant par les 15 défis globaux du développement tels que identifiés par le Projet Millénum ¹⁸⁴ :

1. Comment le développement durable peut-il être réalisé pour tous ?
2. Comment chacun peut-il disposer d'une eau propre en suffisance sans susciter de conflit ?
3. Comment équilibrer la croissance démographique et les ressources ?
4. Comment une véritable démocratie peut-elle naître des régimes autoritaires ?
5. Comment faire en sorte que l'élaboration des politiques publiques soit davantage sensibilisée aux perspectives globales à long terme ?
6. Comment la convergence globale des technologies de l'information et de la communication peut-elle fonctionner pour chacun ?
7. Comment des économies de marché éthiques peuvent-elles être incitées à réduire le fossé entre les riches et les pauvres ?

¹⁸³ 7 millions d'années.

¹⁸⁴ Né à Washington avec des ambitions de réseautage planétaire, le Projet Millénum a été lancé par le Conseil américain pour l'Université des Nations Unies (AC/UNU) en 1996.

8. Comment peut-on réduire la menace que constituent les nouvelles maladies, les maladies récurrentes et les micro-organismes immunitaires ?
9. Comment peut-on améliorer la capacité de décision face aux changements de la nature du travail et des institutions ?
10. Comment les valeurs partagées et les nouvelles stratégies sécuritaires peuvent-elles réduire les conflits ethniques, le terrorisme et le recours aux armes de destruction massive ?
11. Comment l'évolution du statut des femmes peut-elle contribuer à améliorer la condition humaine ?
12. Comment empêcher les réseaux organisés de la criminalité transnationale de se transformer en des entreprises plus puissantes et sophistiquées au niveau mondial ?
13. Comment les demandes croissantes en énergie peuvent-elles être satisfaites sans risque et efficacement ?
14. Comment les percées scientifiques et technologiques peuvent-elles être accélérées afin d'améliorer la condition humaine ?
15. Comment les préoccupations éthiques peuvent-elles être plus naturellement intégrées aux décisions globales ?

Les 12 programmes pour le 21^e siècle ¹⁸⁵

Thierry Gaudin, prospectiviste célèbre, nous propose sur son site 12 programmes pour le 21^e siècle : « *J'invite les hommes et les femmes de bonne volonté, où qu'ils soient, à se rejoindre et à s'associer là où ils sont, par-dessus les clivages ethniques, religieux, sociaux, politiques ou d'intérêt économique, pour travailler aux programmes du siècle prochain à la lumière de la Raison, en vue du seul bien de l'Espèce humaine et de la Nature. Je les invite à se réunir et à délibérer les choix entre eux, à mobiliser des moyens humains et financiers pour concevoir et perfectionner les programmes de l'avenir, à convaincre le public et les décideurs* »¹⁸⁶.

Reprenons tels quels ces 12 programmes à titre d'illustration de ce qui pourrait advenir au 21^e siècle.

¹⁸⁵ Le chapitre qui suit est de Thierry Gaudin, reproduit avec son aimable autorisation

¹⁸⁶ Thierry Gaudin, 2100, Odyssée de l'Espèce

Programme n°1 : Maîtrise de l'énergie

La maîtrise de l'énergie est cohérente avec le nouveau système technique. Elle utilise les ressources de manière plus fine et précise. Mais il faut l'accélérer par l'intervention d'agences, alimentées par des taxes sur les consommations d'énergie, et utilisant le produit de ces taxes pour promouvoir les nouvelles technologies plus « soutenables ». Par exemple, celles de la « civilisation de l'hydrogène » : le remplacement des combustibles par l'hydrogène évite l'effet de serre. Il ne produit que quelques nuages de plus en brûlant. Il n'est pas polluant. On peut l'obtenir à partir de n'importe quelle source d'électricité (solaire, éolienne, nucléaire...). Quelques aménagements (sécurité, corrosion...) suffisent pour que les moteurs et les brûleurs actuels puissent l'accepter. Il faut donc, dans tous les pays, aménager un passage graduel au combustible hydrogène, en même temps qu'un développement massif de l'électrification et des énergies nouvelles (solaire, éolienne, biomasse...), ainsi que des économies d'énergie.

Programme n°2 : Jardin planétaire

La grande richesse de la vie et la diversité du patrimoine écologique doivent être préservée. Bien plus, l'Homme doit constater qu'étant désormais maître de la Nature, il

en assume aussi la responsabilité. Il est le gardien de la vie. Il a le pouvoir de la supprimer, mais aussi celui de la préserver et de l'enrichir. Il faut donc :

- un programme mondial de parcs naturels, de protection des espèces rares, de conservation du patrimoine génétique et de reforestation,
- mettre en place une gestion planétaire des eaux, comprenant irrigation, dessalement, épuration, recyclages,
- tout en y préservant la Nature, équiper en barrages les deux plus grands massifs montagneux du monde : les Andes et surtout l'Himalaya qui se trouve au voisinage de l'Inde et de la Chine, grands consommateurs potentiels d'électricité au 21^e siècle,
- constituer un système de lacs, de barrages et de canaux en Afrique, dans la péninsule indienne (Bangladesh...), en Amérique du Sud, et aménager intelligemment le cours des grands fleuves sibériens dans la perspective du réchauffement planétaire.

Le système agricole, autrefois exclusivement dédié à la production marchande de nourriture, évolue vers une fonction reconnue de préservation, d'entretien et d'aménagement de la Nature. L'exploitant, alors, se mue en artiste. Il accompagne la fécondité de la terre. Un des grands défis de cet aménagement est la reconquête des espaces désertifiés par

l'homme, à la suite de surexploitations, de déforestations ou d'abandons. Les outils institutionnels de ces réalisations ne sont pas seulement les administrations étatiques, mais aussi une législation mondiale appropriée, s'imposant aux états, et un réseau transnational d'agences, construites sur le modèle des agences de bassin, gérées par des professionnels, qui prélèvent des taxes sur les dommages causés à la Nature, rendent des services au public, et utilisent leurs ressources au service de la Nature.

Programme n°3 : Communication

L'infrastructure de communication est le système nerveux du monde futur. Actuellement, seuls les pays développés ont un équipement téléphonique touchant l'ensemble de la population, soit environ cinquante lignes pour cent habitants. Il en résulte que l'économie de la plupart des régions de la planète est hors jeu des échanges, et ne peut valoriser ses immenses talents. La conscience mondialiste prend du retard, et les particularismes peuvent réactiver leurs intransigeantes agitations.

Il faut donner corps aux « villages planétaires ». Dans n'importe quel endroit du monde, y compris dans la forêt ou sur mer, chacun doit pouvoir appeler n'importe quel correspondant et être appelé en cas d'urgence au moyen d'un radiotéléphone miniaturisé

portable. Une infrastructure puissante et fiable de télécommunications est la condition du développement des petites entreprises, donc de la prospérité économique, et du maintien de la démocratie. Ce programme comprend, en plus des « lignes » téléphoniques, un ensemble de services d'information, non seulement les services publics de première nécessité (transports, annuaires — à quand l'annuaire mondial ? — , secourisme), mais aussi des bases de données pour l'étudiant, le consommateur, l'artisan et les autres professionnels des villages transnationaux en cours de constitution.

Programme n°4 : Restructuration des villes

Les villes modernes sont devenues des broyeurs d'hommes, dont les banlieues invivables engendrent l'exclusion et la révolte. Elles sont comme hantées par la ségrégation et les rapports de force. Ce sont des lieux d'embouteillages monstrueux, où les pertes de temps se chiffrent en milliards d'heures par jour, bien supérieures au temps de travail qu'il faudrait pour les aménager. Elles deviennent des espaces dangereux, où l'insalubrité, la délinquance et les mafias gagnent du terrain.

Il faut donc restructurer les grandes villes du monde, avec une architecture adaptée aux vrais besoins de l'homme, que l'éthologie permet d'évaluer, des

transports en commun puissants et fiables (métro souterrain ou aérien...), des réseaux interurbains rapides (autoroutes et TGV mondial), des réseaux d'eau, d'assainissement et d'électricité accessibles à tous. Il faut aussi créer de toutes pièces des villes nouvelles tout équipées, à une échelle suffisante pour absorber l'excédent mondial des migrants ruraux. Certaines de ces villes seront bâties dans les régions rendues plus habitables par le réchauffement dû à l'effet de serre (Canada, Scandinavie, Sibérie...), d'autres dans des régions où se trouvent de grandes richesses naturelles, mais actuellement peu peuplées (Australie, Afrique centrale, Amérique du Sud).

Programme n°5 :
Humanisme industriel :
emploi et design

L'automation et la communication vont permettre aux entreprises de s'établir dans leur véritable rôle : elles sont la forme de socialisation de l'avenir, succédant aux formes anciennes, le village et la tribu. En conséquence, elles doivent donner du travail à tous ; permettre le meilleur déploiement des capacités créatrices de chacun ; faire place à l'innovation, au design et à la création artistique ; servir le client dans les meilleures conditions de qualité et de fiabilité ; adapter les objets aux vrais besoins de l'homme, y compris ceux des enfants, des malades, des handicapés et des personnes âgées ; maintenir

partout une compétition qui incite chacun à donner le meilleur de ses possibilités ; combattre la confiscation et les comportements maffieux ; préserver la liberté de créer des entreprises nouvelles, concurrentes de celles qui existent.

Le respect de chacune de ces finalités nécessite un cadre juridique international solide, qui établisse les entreprises (associations, fondations...) comme sujets de droit, limite les ententes et positions dominantes, fasse obstacle aux manœuvres corporatistes, assure à chacun le respect des engagements de ses partenaires, maintienne un droit d'innover, définisse les conditions de la mort des entreprises et institue un cadre comptable mondialement normalisé. Dans un monde de petites entreprises artisanales, organisées en réseau, il faut des infrastructures appropriées. En particulier, on ne peut pas espérer que les six millions de mots du nouveau système technique soient maîtrisés par les artisans et leurs clients (consommérisme) sans des services collectifs leur permettant d'accéder chacun aux informations et aux inventaires techniques, aux moyens d'essai et de mesure, aux contrôles de qualité et aux résultats de la recherche technique de pointe. L'expression de la créativité populaire est suspendue aux conditions pratiques d'accès à ces données, foisonnantes et complexes.

Programme n°6 :
Santé et solidarité

L'exercice de la solidarité, s'il est convenablement soutenu par des lois et des financements appropriés, peut devenir une expression de l'activité humaine aussi reconvenue, diverse et créative que celle de l'économie de marché. Le mode d'organisation qui conviendrait pour ces activités est celui d'entreprises à but non lucratif. Ces organisations seraient donc des personnes morales reconnues, autonomes, obligées, sous peine de disparaître, d'équilibrer leurs recettes et leurs dépenses, mais n'ayant pas pour but le profit.

En raison des finalités collectives qu'elles prennent en charge, elles pourraient être destinataires de ressources fiscales ou parafiscales, avec une certaine liberté de choix du contribuable-donateur, introduisant une forme atténuée mais stimulante de concurrence. Il est aussi possible, cela s'est déjà fait dans certains pays, d'inventer des monnaies complémentaires dédiées à certaines catégories de soin ou de travail social. Par ailleurs, une grande infrastructure mondiale est à construire : celle du système de santé, ainsi qu'une chaîne mondiale d'organisations de solidarité, prenant chacune la forme la plus adaptée au lieu et aux modalités de sa mission.

Programme n°7 :
Justice mondiale

Le principe de territorialité du droit a vécu. Le bon sens et les nécessités issues de l'internationalisation commandent d'y renoncer, et de procéder, en même temps qu'on les internationalise, à une radicale simplification des législations et des procédures. Il est de moins en moins possible de lutter contre les maffias, la drogue, les escroqueries, les malfaçons et contrefaçons, ni d'arbitrer les litiges d'entreprises dans un cadre strictement national. Tout en respectant les droits locaux, qui reflètent l'âme des différents peuples, il ne peut pas y avoir de justice complète sans des procédures d'appel vers des tribunaux internationalement reconnus, et une législation minimale commune (protection des droits de l'homme et de la nature), un droit international des entreprises. Tous les citoyens du monde devraient être effectivement en mesure d'accéder à des recours internationaux contre les excès de pouvoir, les oppressions et les spoliations qu'exercent encore ici ou là des puissants abusifs, qu'ils soient publics ou privés, et de déclencher des actions de protection de la nature.

Programme n°8 :
Fiscalité incitatrice

La fiscalité du 21^e siècle ne peut plus se fonder sur les mêmes

principes qu'actuellement. Elle est obligée de s'internationaliser, pour respecter une égalité des chances des acteurs économiques. L'harmonisation fiscale entre les états, déjà en cours, est un facteur puissant d'évolution. Elle entraîne derrière elle une harmonisation des comptabilités, des déclarations, et un travail de traduction en toutes langues menant à une simplification des impôts usuels. En plus, dès lors qu'on se trouve dans un univers de petites entreprises, avec un Internet généralisé, la technique fiscale doit aussi s'adapter dans ses modes de calcul, de prélèvement et de vérification.

Mais le changement le plus important concerne les principes sur lesquels s'appuie l'impôt. Ils ne peuvent plus être, comme par le passé, exclusivement régalien. Il leur faut entrer dans l'âge de la rationalité. Autrement dit, justifier l'existence de chaque contribution par les effets qui en sont attendus, non seulement du côté des rentrées fiscales, mais aussi par l'incitation qu'elle imprime aux acteurs économiques, et par les choix démocratiques qu'elle permet d'exprimer. Il faut donc imaginer une multiplication de financements parafiscaux d'agences (de l'environnement, des économies d'énergie, de la métrologie...) correspondant aux programmes précédents, et aussi un relatif libre choix du contribuable pour l'affectation du produit de certains impôts (à des organismes de solidarité humanitaire, d'enseignement

ou de recherche technique...). Beaucoup de ces organismes et agences seront transnationaux.

Programme n°9 : Éducation

Les systèmes éducatifs, construits initialement pour enseigner, en sont arrivés à sélectionner puis exclure. Au lieu de diffuser des connaissances utiles à tous, ils ont favorisé la constitution de savoirs ésotériques, confisqués par des élites. Or, la sécurité globale n'est possible que si tous les humains peuvent accéder à la maîtrise des techniques nouvelles et progresser librement dans la voie de la connaissance. A long terme, l'équilibre avec la nature est la fille de l'éducation de la base, et non du savoir des élites. Ce qui suppose une culture technique pour tous, comprenant la diététique, l'hygiène, la contraception, le bricolage, l'informatique...

Des monnaies complémentaires, dédiées à la promotion de certains enseignements ou de certaines méthodes pédagogiques existent déjà ; leur développement devrait accélérer l'adaptation. Celle-ci suppose aussi que les médias contribuent à l'enseignement des savoirs directement utiles. Par exemple, comment on peut réparer et entretenir les objets quotidiens (vêtements, plomberie, maçonnerie, menuiserie, électricité, électronique...), comment survivre dans des conditions difficiles (en mer, en forêt, dans les glaces, dans le désert, dans la pauvreté...). Le

langage des spécialistes ne peut plus être un moyen sournois et pervers de ségrégation. Cette civilisation en germe, qui devra nécessairement préserver la nature, donc la connaître, se construira à partir d'une transformation des enseignements. Elle suppose en premier lieu l'élimination de l'illettrisme, principal moyen d'exclusion.

Programme n°10 : Météologie du quotidien

Chacun doit pouvoir évaluer, dans la vie quotidienne, l'état de sa santé et de son environnement. La météologie vient aider la connaissance de soi et de la Nature, en lui fournissant des repères et des moyens de vérification. Il faut les instruments adéquats et portables pour mesurer la qualité de l'eau, de l'air, des aliments, l'état de son corps (auto-analyses), celle aussi des plantes et des animaux.

De la sorte, la responsabilité de la vie sera répartie entre tous, chacun étant le gardien de son jardin et de lui-même. A plus grande échelle, il faut des réseaux mondiaux d'analyse, d'essais et de météologie industrielle, de télésurveillance de l'environnement par satellite, dont les résultats soient accessibles à tous. Il faut aussi établir un droit de chacun à l'information sur ce qu'il mange, ce qu'il respire, et tous les produits qu'on lui vend, et aussi à l'information sur l'information.

Programme n°11 : Programme spatial

Chaque activité dans l'Espace élargit la conscience, offrant une vision nouvelle de ce qui se passe sur terre. Vues de là-haut, les frontières paraissent dérisoires, la Nature fragile et les grands équipements insuffisants. Techniquement, l'Espace est un grand miroir de la terre. Il réfléchit les communications et renvoie l'image de l'état de la Planète (météo, couverture végétale, pollutions). Demain, il s'agira aussi de rendre possible la vie dans le Cosmos, indépendamment de la présence d'une planète accueillante telle que la Terre.

D'où la construction de modèles réduits, les "biosphères", écosystèmes complets en équilibre. La vie dans l'Espace sera l'aboutissement de toute une séquence technologique : l'avion spatial, l'utilisation de matériaux issus de l'Espace (Lune ou ceinture d'astéroïdes) les centrales solaires spatiales, enfin des planètes creuses artificielles avec des biosphères embarquées, telles que les avait imaginées le physicien Gérard O'Neill (photo ci-dessus).

Programme n°12 : Cités marines

Depuis un siècle, la population s'est déplacée vers les côtes. Celles-ci sont maintenant surpeuplées et défigurées. Elle va sauter le pas et s'installer sur l'eau. Ce seront des cités flottantes, sur rem-

blais ou sur pilotis de plusieurs milliers, voire millions, d'habitants. Les composants techniques sont prêts : énergies du soleil, des vents et de la houle, aquaculture, agriculture hydroponique, dessalement, télécommunications par satellites. On peut maîtriser leur développement pour éviter de polluer l'océan.

Ces cités marines auront diverses vocations : loisirs nautiques, production d'aliments issus de la mer, enseignement, recherche et indus-

tries de pointe (technopoles). L'habitat maritime offrira une qualité de vie accrue. La circulation, l'approvisionnement en eau, le traitement des déchets seront simplifiés. Fabriqué en série, cet urbanisme sera plus économique près des côtes où le prix des terrains est devenu exorbitant (baie de Tokyo, Côte d'Azur...). Mais il faut en premier lieu réviser la législation du domaine maritime, conçue autrefois pour d'autres technologies.

Quels scénarios pour le 21^e siècle ? ¹⁸⁷

Depuis 20 ans, de nombreux changements spectaculaires se sont produits de par le monde. D'ici à 2050, le défi consiste à satisfaire une demande mondiale, dont l'augmentation sera deux fois plus forte que celle de la population. Bien entendu, il est possible de déceler, au cours de cette période, des évolutions et des tendances qui corroborent divers avenir possibles.

Pour certains, la collaboration internationale renforcée sur les questions relatives au changement climatique est un exemple des avantages que peuvent offrir les actions politiques de haut niveau pour la protection de l'environnement. L'entrée en vigueur du Protocole de Kyoto, la mise au point de réglementations mondiales favorisant les technologies de piégeage du dioxyde de carbone et l'échange des droits d'émission, la mise en œuvre de stratégies nationales pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, et l'adoption de divers accords multilatéraux sur la protection de l'environnement permettant de relever des défis variés, semblent tous indiquer le succès des accords négociés¹⁸⁸. L'établissement d'objectifs relatifs à la diversité biologique en vertu de la Convention sur la diversité biologique et du Protocole de Nagoya est un autre exemple d'accord international sur des objectifs communs. Les récentes réformes politiques au niveau régional ont aussi été marquées par une plus grande intégration des politiques, des secteurs et des normes dans plusieurs

¹⁸⁷ Ce chapitre est extrait de : « *L'Avenir de l'environnement mondial GEO4* », Programme des Nations Unies pour l'environnement, 2007.

¹⁸⁸ Même si la crise débutée en 2007/2008 fait marquer le pas à la politique de quotas d'émission de CO² en Europe au printemps 2013.

groupes de pays, par exemple en ce qui concerne la gestion de l'eau et les pratiques agricoles au sein de l'Union européenne élargie.

D'autres voient comme un encouragement ce qu'ils considèrent comme un changement continu en faveur d'un programme social et environnemental plus énergique au niveau des gouvernements et des citoyens. Les efforts conjoints pour promouvoir l'enseignement primaire et secondaire pour tous et pour intégrer les adaptations sociales et environnementales aux chiffres du PIB représentent deux évolutions dans cette direction.

L'adoption des objectifs de la Déclaration du Millénaire convenus au niveau international traduit l'engagement pris partout dans le monde de s'attaquer aux défis du « développement durable ». Au niveau local, l'engagement croissant de la société civile et du peuple concentre les énergies et l'attention sur des questions liées aux moyens d'existence qui sont importantes tant sur le plan local que mondial, par exemple le commerce équitable. Moins encourageante est l'opinion de ceux qui pensent qu'il règne un climat inquiétant de conflit et qu'il existe des intérêts bien établis à la fois au sein et entre les nations du monde actuel qui se caractérise par une inégalité croissante et un plus grand isolement social.

Le renforcement des mesures de sécurité qui limitent les mouvements humains et les dépenses militaires en hausse donnent un certain poids à cette vision du monde. L'instabilité et les conflits ont un effet critique sur la qualité de vie de millions de personnes. Certaines politiques commerciales internationales protègent l'équilibre actuel des pouvoirs par le biais d'un plus grand protectionnisme et d'une augmentation des droits de douanes, dans le même temps que dans les villes, on peut voir certaines enclaves locales transformées en lotissements ultra-sécurisés. L'économie de marché est considérée comme le paradigme dominant pour encourager la croissance et promouvoir le bien-être humain, bien que les opinions divergent quant à son efficacité dans ce domaine.

Les partisans de l'économie de marché estiment que l'augmentation continue des prix et de la consommation du pétrole permet d'atteindre une croissance considérable, tandis que les sceptiques soulignent ses conséquences néfastes sur l'environnement et en matière sociale.

D'aucuns soutiennent que le rôle des gouvernements penche en faveur des objectifs économiques, même si dans l'ensemble il s'amenuise étant donné l'influence croissante des entreprises sur les décisions politiques et les accords commerciaux.

Ces aspects variés et récents du monde actuel exercent des pressions très différentes sur les décisions et les actions humaines et ont des implications pour

le bien-être de ce dernier et pour l'environnement. La continuation ou la modification de n'importe laquelle de ces caractéristiques pourrait avoir une influence capitale sur des questions de première importance au niveau local, régional et mondial.

La volonté des gouvernements, les incitations données par le marché, les motivations protectionnistes ou les approches peu conventionnelles peuvent faire la différence entre une nette amélioration et un déclin constant pour des sujets de préoccupation environnementale, tels que la qualité et la disponibilité de l'eau douce, la dégradation des terres, la préservation de la diversité biologique et la consommation d'énergie et ses conséquences, à savoir les émissions de gaz à effet de serre et le changement du climat.

D'un point de vue social, ces approches distinctes pourraient donner lieu à des situations radicalement différentes en ce qui concerne l'équité et la distribution de la richesse, la paix et les conflits, l'accès aux ressources et aux services de santé et les possibilités d'engagement politique et économique.

Laquelle de ces tendances aura la prédominance au cours des prochaines décennies ?

C'est discutable. Au final, il est probable que la réponse diffère selon la région et l'époque concernées. Les initiatives visant à atteindre les objectifs essentiels en matière d'environnement et de bien-être de l'homme seront le résultat à la fois de compromis et de synergies.

Des compromis

- Il est probable qu'une compétition pour l'obtention de terres résulte d'objectifs concurrents : la production d'agro-carburants permettant d'atteindre des objectifs climatiques, la production d'aliments visant à assurer la sécurité alimentaire et l'affectation de régions à la diversité biologique.
- On peut s'attendre à une compétition portant sur l'utilisation de l'eau, entre la mise à disposition de ressources en eau suffisantes pour les activités de l'homme et le maintien de débits appropriés dans les cours d'eau afin de préserver l'intégrité des écosystèmes aquatiques.
- En outre, il se peut que la réalisation de ces objectifs exige l'acceptation de taux de croissance économique qui, tels qu'ils sont mesurés à présent dans les pays actuellement très développés, et bien que toujours importants, soient moindres que ce ne serait le cas sans cette contrainte.

Des synergies

Les synergies essentielles résultent de politiques qui s'attaquent aux facteurs responsables d'un grand nombre des problèmes. Parmi celles-ci, on peut signaler l'investissement dans la santé et l'éducation, notamment celle des femmes, qui permet d'atteindre directement les objectifs liés au bien-être de l'être humain et contribue à aborder les objectifs environnementaux actuels et futurs par l'amélioration de la gestion de l'environnement et la réduction de la croissance démographique.

La diversité et la multiplicité des compromis et des possibilités de synergies rend la tâche des décideurs plus complexe et requiert de nouvelles approches évolutives. Il convient de tenir compte de cette complexité. Elle semble toutefois indiquer la nécessité d'approches innovatrices pour étudier les possibilités d'action permettant de relever les défis impliquant à la fois l'environnement et le développement auxquels le monde est confronté.

Quatre scénarios pour le 21^e siècle¹⁸⁹

▪ Le scénario « Marchés d'abord »

Le secteur privé, avec le soutien actif du gouvernement, recherche une croissance économique maximale qu'il considère comme la meilleure voie pour améliorer l'environnement et le bien-être humain. On ne mentionne les idéaux de la Commission Brundtland, du programme Action 21 et des autres décisions politiques majeures relatives au développement durable que pour la forme. L'attention se concentre étroitement sur la durabilité des

marchés plutôt que sur le système plus large formé par l'être humain et l'environnement. L'accent est mis sur les solutions technologiques aux défis environnementaux au détriment d'autres interventions politiques et de certaines solutions qui ont fait leur preuve.

➔ Il est peu probable que le fait de ne compter que sur le marché permette d'atteindre les objectifs essentiels en matière d'environnement et de bien-être de l'homme. L'importance extrême accordée aux marchés dans le scénario *Marchés d'abord* a pour résultat une augmentation considérable des pressions exercées sur l'environnement et ne fait que ralentir les progrès qui contribuent à la réalisation des objectifs sociaux.

¹⁸⁹ Ce chapitre est extrait de : « L'Avenir de l'environnement mondial GEO4 », Programme des Nations Unies pour l'environnement, 2007.

▪ **Le scénario**
« Sécurité d'abord »

Le gouvernement et le secteur privé se disputent le contrôle des initiatives ayant pour but l'amélioration, ou tout du moins le maintien, du bien-être humain principalement pour les riches et les puissants au sein de la société. Le scénario Sécurité d'abord, qu'on pourrait aussi décrire comme le scénario *Moi d'abord*, a pour centre d'intérêt une minorité, riche, nationale et régionale. Il insiste sur l'importance du développement durable uniquement si cela permet aux puissants de maximiser leurs possibilités d'accéder à l'environnement et d'en tirer parti. Contrairement à la doctrine Brundtland des crises reliées entre elles, dans le scénario Sécurité d'abord, les réponses apportées renforcent les structures de gestion, et on se méfie du rôle de l'ONU, en particulier certains secteurs riches et puissants de la société.

▪ **Le scénario**
« Politiques d'abord »

Le gouvernement, activement soutenu par la société civile et le secteur privé, entreprend et met en oeuvre des politiques fortes afin d'améliorer l'environnement et le bien-être humain, bien qu'il continue à donner de l'importance au développement économique. Le scénario Politiques d'abord introduit certaines mesures

destinées à promouvoir le développement durable, mais les tensions entre les politiques environnementales et économiques tournent à l'avantage des considérations économiques et sociales. Toutefois, il incorpore l'idéalisme de la Commission Brundtland à la restructuration du processus politique environnemental à différents niveaux et favorise ainsi les initiatives visant à mettre en œuvre les recommandations et les accords du Sommet de la Terre de Rio, ceux du Sommet mondial sur le développement durable (SMDD) et ceux du Sommet du Millénaire. Les approches plus directives sont privilégiées, en partie parce que l'on souhaite parvenir à des progrès rapides en ce qui concerne les objectifs essentiels.

➔ Une plus grande intégration des politiques sur le long terme, à tous les niveaux et dans tous les secteurs, le renforcement des droits locaux et la mise sur pied de moyens contribuent à la réalisation de la plupart des objectifs en matière d'environnement et de bien-être de l'homme.

▪ **Le scénario**
« Durabilité d'abord »

Le gouvernement, la société civile et le secteur privé travaillent main dans la main pour améliorer l'environnement et le bien-être humain en accordant une grande importance à l'équité. On donne

autant de poids aux politiques environnementales et socio-économiques, et tous les acteurs soulignent la nécessité de rendre des comptes et l'importance de la transparence et de la légitimité. Comme pour *Politiques d'abord*, ce scénario intègre l'idéalisme de la Commission Brundtland dans la restructuration du processus politique environnemental à différents niveaux et favorise les initiatives fortes visant à mettre en oeuvre les recommandations et les accords du Sommet de la Terre de Rio, ceux du Sommet mondial sur le développement durable (SMDD) et ceux du Sommet du Millénaire. On cherche principalement à développer des partenariats entre le secteur public et le secteur privé, non seulement dans le cadre de projets mais aussi dans celui de la gestion des affaires publiques, et à s'assurer que toutes les parties prenantes intervenant dans les discussions sur le binôme environnement développement, quelles que soient leurs positions, apportent leur contribution stratégique à l'élaboration des politiques et à leur mise en œuvre. Tout le monde s'accorde à reconnaître que ces processus prennent du temps et qu'ils donneront des résultats probablement à long terme plutôt qu'à court terme.

➔ Les niveaux accrus d'investissement dans la santé, l'éducation et l'environnement, accompagnés d'une augmentation de l'aide au développement et de nouvelles approches de l'emprunt, tels que décrits dans les scénarios *Politiques d'abord* et *Durabilité d'abord*, permettent des avancées beaucoup plus rapides sans sacrifier le développement économique de la plupart des régions.

D'autres mesures abordées dans le scénario *Durabilité d'abord*, à savoir l'intégration de la gestion sur le long terme, à tous les niveaux et dans tous les secteurs, le renforcement des droits locaux et la mise sur pied de moyens, aboutissent à des améliorations plus substantielles et à une dégradation plus lente que dans le cas du scénario *Politiques d'abord*.

Ceci est en grande partie lié au fait que le grand public s'approprie davantage ces questions et que les politiques jouissent d'une plus grande légitimité. L'interaction entre les phénomènes mondiaux et régionaux laisse penser qu'il est peu probable que la concentration de la gestion de l'environnement à un seul niveau puisse fournir les réponses appropriées aux problèmes environnementaux et à leurs conséquences.

2.2. - Refonder la société selon 5 scénarios

Nous avons repris quelques scénarios décrits par Thierry Gaudin ou la compagnie Shell, en face desquels il importe de croiser les axes de la refondation sociétale décrit plus haut :

Scénario 1 : Transparence sans régulation ¹⁹⁰

Ce scénario décrit un monde de changement permanent, de concurrence et de choix multiples : e-commerce, e-administration, nouvelles formes de la démocratie, travail collaboratif, ... Les processus de gouvernance sans gouvernement apparaissent avec l'e-participation aux décisions collectives. Elle conduit à une meilleure maîtrise de l'environnement, mais aussi à la diffusion de rumeurs véhiculant des fausses peurs. C'est un monde de libre accès, mais aussi de contrôle social et de suspicion. Il peut y avoir un risque de fragmentation de la société en micro communautés, auto-proclamées conduisant à des ségrégations. La diffusion des armes peut également se produire. Enfin le pouvoir peut se déplacer vers des organisations non transparentes comme les mafias. Ceci prouve que le maintien de la transparence a besoin de régulation.

¹⁹⁰ D'après Thierry Gaudin

Scénario 2 : La transparence de la réglementation ¹⁹¹

Le choix entre trop et trop peu de réglementation est un choix difficile. Il peut être résolu en « transformant la réglementation » sur des points clés comme :

- Créer une OME (organisation mondiale de l'environnement), par analogie avec l'OMC (Organisation mondiale du commerce, qu'il conviendra de redéfinir),
- Les droits de propriété intellectuelle, notamment pour les médicaments, le patrimoine génétique et la biodiversité, les logiciels, la culture et le nucléaire,
- Réformer la réglementation financière (paradis fiscaux, Bâle 2 ou 3),
- Une réforme radicale des institutions en charge de la réglementation,
- L'interaction entre réglementation et transparence.

¹⁹¹ D'après Thierry Gaudin

Scénario 3 :

Plus de réglementation et une réglementation plus globale - développement durable - monde en conflit

Les pays développés et les grandes ONG imposent des réglementations environnementale et climatique aux autres, donc des conflits. Environnement et climat s'améliorent, le recours aux combustibles fossiles devient plus sobre en raison de la hausse des prix. Les conflits apparaissent également sur l'utilisation des terres, en raison de la demande en agro-carburants en concurrence avec la demande alimentaire et la rareté de l'eau.

Techniquement, ce scénario suppose des changements radicaux dans les systèmes de production et de consommation. La protection de l'environnement est massivement promue dans l'éducation. Un meilleur accès à l'information par Internet facilite la transition vers des technologies soutenables et un comportement responsable du citoyen.

De nouvelles missions sont conçues à l'intention des forces militaires : protéger l'environnement, arrêter la déforestation, secourir les réfugiés climatiques. Un nouveau système d'observation de la Terre par satellites permet un contrôle accru de la circulation urbaine, du caractère responsable des comportements, des événements

climatiques dévastateurs et de protection de la nature.

Les migrations augmentent de façon significative. En conséquence, l'hétérogénéité démographique se ralentit générant plus de convergence. Le taux de fécondité diminue.

Les temps sont difficiles pour l'économie. Il devient difficile de financer l'innovation, en raison de la faible croissance économique. Des crises économiques mondiales, comme celle de 1929, sont de plus en plus possible, ainsi que l'effondrement des mégapoles.

Scénario 4 : Laissez-faire (*"business as usual"*)

Les réglementations restent inchangées, le développement économique n'est pas plus soutenable qu'il n'est aujourd'hui. Le monde résout ses problèmes par la négociation plutôt que par le conflit.

Dans la présentation publiée par Shell en 2008, ce scénario est nommé "scramble" : « *Les gouvernements nationaux, principaux acteurs de Scramble, concentrent leurs politiques énergétiques sur les leviers de l'offre parce que l'arrêt de la croissance de la demande d'énergie - et donc la croissance économique - est tout simplement trop impopulaire à engager pour les politiciens. Un manque de coopération internationale signifie qu'aucun pays n'est pas disposé à agir unilatéralement d'une manière qui nuise*

à sa propre croissance économique. Le résultat est une gamme relativement hétérogène des mandats nationaux et des incitations au développement de sources d'énergie locales lorsqu'elles sont disponibles, y compris le charbon, les huiles lourdes, les biocarburants et autres énergies renouvelables, ce qui conduit à une mosaïque de normes et technologies locales. »

Le changement climatique s'accélère ainsi que les dommages à l'écosystème. Migrations et urbanisation augmentent également. Mais la sociologie reste hétérogène. Tout le monde retourne à son propre « territoire » de civilisation. Les gens s'adaptent eux-mêmes aux fluctuations du prix du pétrole. Les forces du marché sont dominantes.

La plupart des services publics sont privatisés ou en sous-traitance du secteur privé. Les grandes sociétés multinationales dominent le monde. Une gouvernance économique est mise en œuvre au niveau mondial. Les deux pays qui profitent le plus de la mondialisation, Etats-Unis et la Chine, sont renforcés.

Scénario 5 : « *Blueprint* »

Le « *Blue Print* » est le nom donné par Shell à son deuxième scénario présenté en 2008 en contraste avec le Scénario 4 « *Laissez-faire* » : il illustre l'idée que, si les forces dominantes sont entre les mains de dirigeants conscients, ceux-ci négocieront une voie raisonnable

et pacifique vers un développement soutenable.

Le monde, dans ce scénario, échappe à la récession en mettant en œuvre un plan Marshall mondial pour l'environnement, incluant les énormes travaux publics et la régénération des logements, afin d'améliorer l'efficacité énergétique dans les villes et la qualité de vie. D'importants programmes éducatifs sont lancés, en particulier en Afrique, afin de stimuler le développement local et limiter l'émigration.

Des politiques économiques décentralisées favorisent le développement des réseaux de villes de taille moyenne à l'échelle régionale. L'étalement urbain est sous contrôle. Conformément aux Objectifs du Millénaire, la proportion de personnes pauvres au niveau mondial est réduite de 30 %. La population mondiale devrait se stabiliser autour de 8 milliards en 2050.

Le plan Marshall a permis de limiter l'augmentation de la température. Un nouveau paradigme techno-économique émerge. La recherche attire les jeunes talents. L'énergie solaire et les économies d'énergie sont les deux nouveaux piliers. Après plusieurs dommages climatiques, les ouragans, les inondations et les sécheresses, la plupart des pays acceptent de réduire par un facteur 2 leurs émissions de GES. Le plan

Marshall est financé par une taxe internationale. Il sauve le monde de la récession grâce à d'énormes investissements cohérents.

Le commerce international diminue légèrement, mais une croissance de l'emploi dans le secteur de l'énergie, y compris des technologies d'efficacité énergétique. La mesure actuelle de la croissance est abandonnée. Un nouveau cadre est mis en place pour compter un « PIB réel », incluant l'autoproduction et les

services rendus par la nature. L'analyse des saturations et des dépenses obligatoires est également développée dans le but d'offrir une meilleure évaluation de la liberté du citoyen. Un nouveau type d'Internet est mis en place, permettant un libre accès pour une société ouverte.

Le rôle de l'OMC et du FMI augmente. Le rôle des différentes institutions est élargi et redéfini. L'Europe devient un acteur majeur sur la scène internationale.

Une société civile mondiale émerge : réorienter nos sociétés vers un mieux vivre ensemble

Nous sommes confrontés à deux hypothèses possibles, régressive ou positive. Ces deux hypothèses dépendent de facteurs étroitement liés aux changements susceptibles de se produire, non prédictibles en termes déterministes. Si la société humaine poursuit sa course sans engager une profonde conversion de nos sociétés, nous accélérerons le scénario régressif, le pire des scénarios. À l'inverse, se présente à nous une formidable opportunité : celle de réaliser un saut qualitatif dans notre histoire humaine, ce qui suppose de débloquer notre imaginaire positif.

De fait, ces deux possibilités se produisent de façon concomitante :

- Nous sommes dans l'âge sombre où les ruptures ont commencé à se produire. Nous n'avons pas traité la crise financière dans ses causes mais dans ses conséquences : il y aura donc des répliques sismiques de plus en plus violentes. Nous n'avons pas réussi Copenhague : la situation sur plan le écologique, et donc sociétal, sera plus grave. Etc...
- Mais ces situations de renforcement de la gravité et de la régression portent en même temps des forces créatrices croissantes, elles apportent l'occasion d'être plus convaincantes, donc plus attractives.
- Les hypothèses intermédiaires (nous pouvons continuer sans changer grande chose) perdent du poids.

Patrick Viveret résume de manière percutante la question qui se pose à nous : « *Comment cette famille de sapiens demens que nous sommes encore largement, se donne-t-elle les moyens de devenir pour de bon sapiens sapiens ? A défaut d'être une origine, est-ce que sapiens sapiens ne pourrait-il pas être un projet d'avenir ?* »

Il ne fait guère de doute que les modes de production et les modes de vie devront être profondément modifiés dans les années et décennies qui viennent. Il va falloir adopter des solutions qui, selon les Nations Unies, devront permettre de diviser en moyenne par cinq d'ici à 2050 les émissions de gaz à effet de serre des pays dits « développés » ; et également réduire, dans de fortes proportions, les transports automobile et aérien, le commerce international sur de longues distances, l'usage de ressources fossiles, d'eau et de matières premières, la consommation de viande bovine et de poisson, etc.

Mais la référence à la moyenne laisse entière la question de savoir qui sera prioritairement affecté par ces réductions. L'avenir soutenable n'est nullement dans la réduction de tout, dans l'appauvrissement général et dans la pénurie : bien au contraire, des facteurs de développement du bien-être iront de pair avec une diminution de la consommation matérielle dans certains domaines. La réduction des inégalités est absolument décisive pour que tous accèdent à des modes de vie soutenables et désirables.¹⁹²

Lors du Forum social mondial de Belém, qui s'est tenu en Amazonie brésilienne en janvier 2009, une question forte est venue des peuples autochtones : comment bien vivre ? Cette question du bien vivre est parvenue au même niveau que la question des biens communs de l'humanité. Ses représentants ont posé la question de la qualité de vie et de la qualité d'être comme une question pleinement politique.

Patrick Viveret note que « *l'enjeu d'une réorientation de nos économies, de nos sociétés, de nos politiques publiques, vers des logiques de mieux être, vers des logiques d'art de vivre, de qualité de vie, en général considérées comme des questions purement personnelles et privées, deviennent en effet pleinement des questions politiques.* »

Cette logique pacificatrice et créatrice est de plus en plus présente, que ce soit au travers de rassemblements de plus en plus fréquents, dont les Forums sociaux mondiaux ou les Dialogues en Humanité, en train d'essaimer dans plusieurs pays, quartiers, entreprises, ou au travers du renforcement de la tendance « Créatifs culturels » (« *cultural creative* »), vaste groupe socio-culturel à la pointe du changement social, ou des LOHAS aux Etats Unis (*Lifestyles of Health and Sustainability*).

¹⁹² Adieu à la croissance, de Jean Gadrey.

Les Créatifs Culturels intègrent simultanément six pôles de valeurs, qu'ils mettent en pratique :

- La *consomm'ation*, les méthodes naturelles de santé,
- La reconnaissance des valeurs féminines : l'empathie, la coopération, l'attention à la violence, une autre idée de la réussite,
- Etre ou paraître : rapport aux autres, rapport à l'argent,
- La connaissance de soi : le développement personnel, la dimension spirituelle,
- L'enjeu sociétal : l'implication individuelle et solidaire dans la société, le social avec une dimension locale,
- L'ouverture culturelle : le respect des différences, le multicultural. Les commentaires de sociologues et les enjeux soulevés par les créatifs culturels : une enquête passionnante !

Les individus composant ce groupe socio-culturel cherchent notamment à favoriser la faible dépendance vis-à-vis des modes de consommation industrialisés, de chercher à favoriser le développement personnel et spirituel, de remettre l'humain au cœur de la société, de refuser les dégradations environnementales, notamment celles induites par l'exploitation des ressources naturelles et de rechercher des solutions nouvelles aux problèmes personnels ou sociaux (par exemple sans fausse antinomie entre engagement et vie personnelle).

Les créatifs culturels comptent en 2006 17 % des Français, et surtout des Françaises, majoritaires (deux-tiers). Composant moins de 4 % de la population nord-américaine avant les années 1960, les LOHAS rassemblaient 26 % de la population adulte en 1999 (50 millions d'adultes), et 34, 9 % de la population adulte en 2008 (80 millions d'adultes).¹⁹³

Vers des sociétés conviviales avancées

Patrick Viveret : *« La crise, synonyme de fin de monde, nous conduit à construire un dialogue de civilisations qui est un dialogue à la fois pleinement ouvert et en même temps pleinement exigeant. Pleinement ouvert, parce qu'il ne s'agit évidemment pas de projeter la modernité occidentale et la conception de l'universalisme occidental avec tous ses effets pervers.*

On identifie les changements dans un nouveau rapport à la Nature, à l'écologie, à l'alimentation, à la médecine, etc. Vous avez un changement de posture dans les rapports homme/femme, avec notamment une forte remontée des valeurs féminines vis-à-vis d'une posture habituelle dite virile. La puissance est considérée comme puissance créatrice plutôt que

¹⁹³ source : Wikipedia.

de la puissance vécue comme dominatrice. Vous avez de l'être plutôt que du paraître. Vous avez de l'implication sociale. Vous avez de l'ouverture multi culturelle ».

Nous vivons actuellement une situation dans laquelle tous les ingrédients qui ont conduit les années 1930 au conflit mondial sont présents. Pourquoi alors ne sommes-nous pas en guerre, pouvons-nous nous demander ? Parce que « *la variable sous-estimée est la présence ultra présente de forces de paix et créatrices* » analyse Patrick Viveret.

Ces « *forces de paix et créatrices* » permettent de construire une civilité mondiale, et notamment :

- Abandonner la puissance dominatrice héritée du système de la guerre au profit d'une forme de rayonnement attractif : là est le véritable leadership.
- Revaloriser nos anciens et permettre à nos sociétés de monter en mémoire, en expérience et en sagesse, l'aspiration à la paix étant étroitement liée au vieillissement de la population.
- Vivre le métissage au quotidien : le Japon reconnaît l'Europe comme en train de devenir le continent du métissage, davantage que les Etats-Unis. Nos villes-monde (exemple : Nanterre) deviennent une opportunité.

Bien sûr que le risque de situations gravissimes est réel : émeutes urbaines, formes de guerre nationales ou internationales, mais nous assistons également à la montée de ces forces créatrices qui sont déjà là.

On ne peut plus raisonner à partir de l'opposition pays émergents / pays occidentaux, car ils sont traversés par de multiples contradictions. Par exemple, face aux 75 000 émeutes par an qui se produisent en Chine, l'avenir de ce pays dépendra de sa capacité à réguler ses tensions intérieures et à adopter un mode plus démocratique. L'Europe peut devenir une puissance créatrice rayonnante, si elle sait faire fructifier sa ressource identitaire, c'est-à-dire ce qu'elle porte de meilleur dans sa tradition, comme la déclaration universelle des droits de l'homme, et la mettre au service d'un dialogue exigeant de civilisation. Il est tout à fait significatif que le Japon ait organisé, en juillet 2010 à Tokyo, un colloque sur le thème : « *vers des sociétés conviviales avancées* », signe d'une anticipation du paradigme des sociétés du « mieux vivre ».

Les questions anticipatrices que l'Europe et le Japon commencent à travailler serviront les jeunes des pays émergents - qui vieilliront eux aussi - notamment au regard de la question du vieillissement de leurs populations.

Apprendre à « vivre ensemble », condition du futur de l'humanité

Nous l'avons évoqué plus haut : nous vivons aujourd'hui un changement d'ère historique au travers de la révolution du vivant et de la mutation informationnelle. Le vivant humain commence à être transformé, voire même à être créé. Cette mutation technologique peut nous permettre un saut de conscience, mais il ouvre en même temps de possibles risques de barbarie, car nous intervenons sur le matériau même de l'espèce humaine.

Pour réussir cette transformation, « nous devons apprendre à sortir de l'âge de pierre et entrer dans l'âge du cœur »¹⁹⁴. Comme nous l'avons dit plus haut, passer de *l'homo sapiens demens* (E.Morin) à *l'homo sapiens sapiens* doit être un projet, et non une origine.

Ce projet repose sur notre capacité à réarticuler :

- science et conscience, autrement dit réarticuler le savoir à la sagesse,
- intelligence mentale et intelligence du cœur (émotionnelle).

*« Grâce à toutes les technologies TIC et les biotechnologies, l'humanité est devenue un réseau pensant, ce qui constitue une potentialité formidable : nous ne pourrions l'exploiter que s'il existe un réseau confiant et conscient, c'est-à-dire plus aimant. »*¹⁹⁵.

Apprendre à « vivre ensemble » : la question fondamentale du développement futur de l'humanité.

« Les forces créatrices illustrent la mise en œuvre d'une politique de l'humanité » (E Morin) du plus local au plus global.

Déjà les choses changent. Les actions sont déjà engagées, on ne part pas de zéro. Le nombre de personnes qui ont commencé à changer de posture est plus important que ce qu'il paraît et qu'elles ne le croient elles-mêmes. Plus les effets négatifs de l'ancien modèle vont générer des effets dévastateurs, plus les forces créatrices vont se renforcer. Lorsque les créatifs culturels auront pris conscience de leur propre rapport de force (créateur et fertilisateur), ces forces de paix pourront mutualiser les expériences de paix et de réconciliation, et ainsi bouleverser les équilibres actuels basés sur la domination et la peur.

Nous sommes appelés à travailler sur notre propre réconciliation, entre peuples et groupes en conflits¹⁹⁶, entre femmes et hommes, et aussi en nous-mêmes.

¹⁹⁴ Patrick Viveret.

¹⁹⁵ Patrick Viveret.

Mobiliser nos potentialités créatrices d'ici et maintenant constitue le nouveau paradigme : le devenir de l'humanité est possible si nous travaillons à acquérir une qualité de conscience supérieure et une qualité du « vivre ensemble ».

Quelles sont les valeurs du « vivre ensemble » ?

Selon Thierry Gaudin, la révolution cognitive, que nous vivons actuellement, génère une nouvelle vision, et celle-ci déplace les valeurs. Il résume ce déplacement dans le tableau suivant ¹⁹⁷ :

	Révolution médiévale	Révolution Industrielle	Révolution cognitive
Absentéisme de la classe dirigeante	Les chevaliers aux croisades	Les nobles à la Cour	Les diplômés partent dans la finance et les médias
Fraude des collecteurs d'impôt, accumulation du capital	Les pouvoirs locaux lèvent l'impôt (le ban) et s'enrichissent sur les marchés	Les fermiers généraux rachètent les terres	Les services publics privatisés (eau, électricité télécom...), nouveaux collecteurs d'impôt, s'enrichissent
La nouvelle classe dirigeante monopolise et abuse	Inquisition, guerres	Le lobby militaro industriel au 20 ^e siècle	Sectes et mafias exploitent la peur et la crédulité
Recours à la technique	Les monastères cisterciens travaillent et inventent	Encyclopédie, le siècle des Lumières	Logiciels libres, monnaies complémentaires Information scientifique et technique mondialisée
Glissement du pouvoir, entrepreneuriat	Les paysans copient les techniques des cisterciens	La bourgeoisie s'enrichit au 19 ^e siècle	Autoproduction Reconquête de l'autonomie Retour à la nature

Thierry Gaudin note que ce déplacement des valeurs prendra sans doute plusieurs générations, et s'accompagnera peut-être d'événements dramatiques.

¹⁹⁶ L'association dissidente de l'est *Helsinki citizen assembly* se réunissait, à l'époque de l'URSS, avec des pacifistes de l'ouest), démontrant que nos désaccords peuvent nous servir si on peut s'allier. Aujourd'hui elle réunit des Palestiniens et des Israéliens, des Arméniens et des Turcs, générant des effets passionnants.

¹⁹⁷ Source : <http://www.2100.org/fr/the-scenario/>

Il observe que l'histoire du haut Moyen Age et celle de la révolution industrielle présentent le même enchaînement d'évènements.

Ceci lui permet d'imaginer le scénario de la révolution cognitive fondatrice du « mieux vivre ensemble »¹⁹⁸ :

Valeurs déclinantes	Valeurs montantes	Auteurs
Domination	Empathie	de Waal
Conquête	Individuation	Simondon
Performance	Résilience	Cyrułnik

Comment « mettre en œuvre un vivre ensemble » ?

« *Se frotter à la barbarie est la grande question du quotidien. Ce qui définit la barbarie c'est le refus de l'autre* »¹⁹⁹.

Patrick Viveret propose un chemin : le « REVE », comme : RE.V.E. :

- **REsistance créatrice** : résister contre les formes inacceptables des atteintes aux humains.
- **Vision transformatrice** : débloquer l'imaginaire pour un avenir possible pour l'humanité, et donc engager une prospective créatrice pour nous aider à mieux choisir. Projetons-nous à 50 ans et posons-nous des questions comme : qu'est-ce que nous voudrions être ? de quels éléments avons-nous besoin ? quels sont les éléments résistants ? au regard des thématiques comme la Ville, l'économie sans pétrole, le changement climatique, ...
- **Expérimentation anticipatrice** : n'attendons pas la réalisation pour aller le plus loin possible ici et maintenant.

Si la Vision transformatrice n'est pas incarnée, nous courons le risque de tomber dans l'utopie lointaine. Si l'Expérimentation anticipatrice est coupée, nous nous contenterons de simplement limiter la casse, voire cautionnerons le système antérieur.

« *Soyez le changement que vous voulez* » disait Gandhi.

Explorer le continent du dedans

« *À partir de la Renaissance, la société issue d'Europe devient exploratrice. Elle « découvre » les autres continents [...] puis, au 20^e siècle, l'espace [cosmique]. Il ne reste plus à explorer que soi-même, continent aussi vaste que tous les autres réunis...* »²⁰⁰

¹⁹⁸ Source : <http://www.2100.org/fr/the-scenario/>

¹⁹⁹ Patrick Viveret.

Il nous revient d'engager cette exploration tournée vers le dedans - qui est aussi une recherche des interstices : la transformation collective et sociale ne pourra s'accomplir que si le terrain de la transformation personnelle, complémentaire et non contradictoire, est engagé par chacun d'entre nous.

« Le recherche du dedans n'est pas nouvelle. Rûmi, maître soufi du 13^e siècle, a écrit un poème de 22 000 vers intitulé « Le Livre du dedans »... C'est donc une vieille affaire. On peut raconter ce qu'on veut sur le monde physique, sur la physis, il nous faudra de toute façon le construire à l'intérieur de nous-mêmes ; le dedans est donc plus vaste que tous les autres continents puisqu'il les contient tous, d'une certaine façon, puisque l'espace intérieur nous sert à nous représenter le monde extérieur²⁰¹. »

²⁰⁰ Thierry Gaudin.

²⁰¹ Thierry Gaudin

PARTIE III

Comment réussir la transition ?

« *Quel est le métier de l'humanité dans le cosmos ? Transformer du soleil en conscience.* »

Patrick Viveret

3.1. - Les 10 responsabilités clés pour réussir le grand chantier du futur : grandir en humanité

Une « quatrième révolution », sociétale, nous attend

Les entreprises doivent tirer les enseignements des niveaux de prix du pétrole et des matières premières alimentaires enregistrés en 2008. Et se préparer à vivre avec une énergie structurellement chère. La troisième révolution industrielle²⁰² aura pour leaders les entreprises et les pays qui se seront libérés de leur addiction au pétrole.

Elle impliquera aussi le bouleversement des *business model* : le *juste à temps* et la mise sur route des stocks de pièces détachées ou des fruits et légumes laisseront la place à une économie de fonctionnalité basée sur des usages enrichissant le « patrimoine commun ». Un grand acteur de l'assurance nous dit : « *Les entreprises qui seront capables de s'inscrire dans cette nouvelle réalité énergétique augmenteront leur compétitivité et leur capacité à rebondir.* »²⁰³

Alexander Likhotal, l'ancien conseiller de M. Gorbatchev, parlait de l'avènement d'une troisième période après celle de la guerre froide et de l'après-guerre froide : celle-ci s'est ouverte à Copenhague (décembre 2009). La déclaration finale mentionne « *la prise en compte de responsabilités communes mais différenciées et de la spécificité de leur priorité nationale et régionale de développement de leurs objectifs et de leurs situations.* »²⁰⁴

Nous pensons que cette « troisième révolution industrielle » va rapidement être dépassée par une quatrième révolution, sociétale.

²⁰² Vulgarisée par Jeremy Rifkins, 2012.

²⁰³ Etude réalisée par les Lloyds assurance avec Chattam, 2010.

²⁰⁴ Déclaration de Copenhague, article 4 alinéa 1.

Cette 4^e révolution, sociétale, et donc culturelle, est ouverte par quatre questions ²⁰⁵ :

- Comment gérer l'irréversibilité et favoriser la réversibilité ?
- Les politiques de régulation suffisent-elles face aux contraintes ?
- Quelles valeurs communes renforcer dans un monde multiple et complexe ?
- Comment humaniser l'humain et civiliser la société ?

Les 7 fondamentaux de la révolution sociétale ²⁰⁶ ?

Pour résoudre ces quatre questions et initier la quatrième révolution sociétale, nous devons garder les fondamentaux en tête tout en pensant à la transition :

1. La société en général, et l'entreprise en particulier, sont au service de l'humain et non l'inverse. L'humain doit être au centre des préoccupations dans toute politique et stratégie envisagée.
2. En protégeant l'environnement, c'est d'abord l'humain qui est visé : la Nature n'a pas besoin de l'humain pour subsister, alors que l'humain a besoin de la Nature pour survivre.
3. Si l'humain est né « égoïste », il détient une capacité et un talent pour mobiliser une intelligence collective et collaborative lorsqu'il a compris son intérêt.
4. L'humanité sera « collaborative » ou ne sera pas : nous sommes condamné à vivre de plus en plus ensemble.
5. Si rupture il doit y avoir, nous ne sommes biologiquement pas prêts pour cela. Une transition de plusieurs générations sera nécessaire : préserver notre synergie avec la Nature est notre condition de survie.
6. Le principe de précaution nous appelle à garantir que le couple science / conscience est opérant : la question n'est pas d'avancer de plus en plus vite, mais d'investir en recherche et en connaissance pour permettre un progrès de la conscience.
7. L'esprit d'aventure de l'être humain lui permet une capacité de résilience, sous réserve d'être accompagné et de penser la transition à court, moyen et long terme : ce qui est impossible à court terme devient possible à long terme.

Ces enjeux existentiels – au sens littéral : « *sortir de l'essence* », « *incarner l'essence* », qui fonde tout le destin de notre humanité ²⁰⁷ - sont aussi l'occasion, comme dans toutes les grandes périodes critiques de l'histoire humaine, d'être à la fois des situations de risques et des situations de renaissance. Du côté de la

²⁰⁵ Inspirées du titre des 4 ateliers organisés par les Ateliers de la Terre à Deauville en novembre 2009.

²⁰⁶ Extrait d'un échange personnel avec Laurent Fleury, mai 2010.

²⁰⁷ L'essence est l'être possible, l'existence l'être réel.

renaissance, la question n'est plus seulement, comme dans l'évolution historique et biologique, d'être du côté de l'humanisation. La question provient du côté de l'humanisation : « *Comment grandir en humanité ?* » pour reprendre le cœur d'une rencontre internationale régulière « Dialogues en humanité ».

Grandir en humanité nous conduit à :

- Accepter nos limites, c'est-à-dire sortir de *l'ubris*, la démesure, et refonder notre développement sur la sobriété, l'abondance frugale (JB de Foucault), la sobriété heureuse (P Rhabi), la simplicité volontaire (Québec).
- Travailler sur une perspective positive du bien vivre soi et ensemble, construire une espérance positive du mieux-être soi et ensemble²⁰⁸.

Bien sûr, il est plus facile d'identifier les obstacles (« *le système médiatique sert le système dominant* », « *le régime politique épuise les gens au travail, les empêchant de réfléchir, ce qui les noie* », etc...) que de construire les éléments du mieux vivre.

Ce qui intéresse les citoyens aujourd'hui, ce sont les problématiques partagées autour d'un projet de société : développer une vision optimiste de l'avenir passe par partager cette vision et les moyens de la mettre en œuvre.

Dans ce chapitre, nous allons décrire les principales responsabilités qu'il nous convient d'apprendre – ou de réapprendre, pour réussir le grand chantier du futur, la quatrième révolution : grandir en humanité.

Responsabilité n° 1 : Faire de la question du sens le moteur de la création de valeur

« Le sens des choses n'est point à trouver mais à créer »
St Exupéry

Thierry Gaudin et Patrick Viveret nous rappellent avec insistance que la révolution du vivant, jointe à la liberté informationnelle, constitue une ouverture formidable, *sous réserve* de ne pas découpler sens et conscience, car alors, nous produirions de nouvelles barbaries.

Nous avons donc la responsabilité de placer l'émancipation et la liberté de conscience au service du développement de l'être, de placer ces deux

²⁰⁸ Les toxicomanes savent que sans espérance positive de mieux être, le sevrage de l'addiction conduit à l'échec.

« technologies » héritées de la modernité dans une perspective d'une qualité supérieure de conscience pour chacun de nous et pour notre humanité.

Pour cela, deux clés fondamentales du succès s'ouvrent à nous à l'orée du 21^e siècle : Réintégrer la question du sens, Instaurer une civilité mondiale.

Réintégrer la question du sens

Porter le désir d'humanité n'a pas pour seul objet l'instinct de survie biologique, mais le désir de vie : construire une humanité terrienne sera possible si nous la portons depuis un imaginaire positif, un désir d'humanité. C'est un enjeu vital : là va se jouer le devenir de notre famille humaine.

Pour construire ce désir d'avenir de l'humanité, nous avons besoin de restaurer le sens : non un sens identitaire, replié sur les origines, mais un sens *transitionnaire* : ouvert, permettant de construire de l'universel, non surplombant comme il est actuellement porté par la « modernité occidentale », à co-construire avec l'ensemble des traditions et cultures, ... Ce sens nous ramène au territoire concret de l'expérience (relocaliser), l'abstrait de l'organisation (la croyance et le concept) empêchant de trouver le sens.

Instaurer une civilité mondiale

Instaurer une civilité mondiale suppose un renversement de perspective : ancrer la question du dialogue de civilisation et de la gouvernance démocratique mondiale à un nouveau rapport au pouvoir et au sens.

Le pouvoir ne peut plus être un pouvoir de domination (pouvoir sur...) qui secrète de la peur (et donc la logique guerrière : un luxe que nous ne pouvons plus nous permettre), mais un pouvoir de création (pouvoir de...) : le pouvoir de rendre nous-même et l'autre auteur et acteur de ses talents et de sa vie est un pouvoir de création démultiplié par la logique de coopération.

La question du sens fait peur à tout le monde. Il est vrai qu'elle est redoutable : se la poser nous conduit à nous interroger sur ce que nous faisons, si ce que nous faisons a du sens, et donc à développer notre niveau de conscience sur ce que nous faisons. Donc à créer des formats ouverts, à partager nos connaissances et nos questionnements, à reconnaître que nous ne savons pas, et que c'est précisément pour cela que nous pouvons créer ensemble un avenir partagé, et progresser dans l'écologie scientifique, dans notre lien au vivant et à notre écosystème²⁰⁹, dans la relation à l'« Autre » y compris à nous-mêmes, et

²⁰⁹ Il n'est pas acceptable qu'en 2010, il n'y ait plus qu'un seul chercheur en microbiologie des sols en France (chaire en science des sols à l'INRA).

dans la déclinaison en une activité humaine servant cet avenir défini et partagé en commun...

Notons que l'Union Européenne prend aujourd'hui au sérieux ce changement de posture au regard du nouveau rapport à instaurer au pouvoir et au sens : elle prend conscience qu'elle ne peut devenir une puissance nouvelle que si elle devient créatrice sur et de cette dimension essentielle.

Responsabilité n° 2 : Faire le tri sélectif du meilleur des sociétés modernes et de tradition

Patrick Viveret : *« Sortir de la modernité par le bas, nous savons déjà le faire par l'intégrisme ou le fondamentalisme. Comment sortir positivement et par le haut de la modernité ? C'est être capable d'aller saisir le meilleur de la modernité, faire du tri sélectif par rapport au pire de la modernité et aller faire le même exercice du côté des sociétés de tradition qui, tant du point de vue historique, que du point de vue géographique, représentent encore la plus grande partie des sociétés mondiales. »*

« La question du salut fait retour pour l'humanité : sauver la planète est un euphémisme pour sauver le soldat humain, car la Terre a une durée de vie estimée à 4, 5 milliards d'années. Comment sortons-nous du cycle historique du salut par l'économie vers une forme créatrice et positive d'un au-delà de la modernité (et non une post-modernité, notion utilisée par un courant sceptique) caractérisée par le retour de la question du sens (ouvert), du lien (nature, ..), sans les formes de dépendance des sociétés de tradition ? »

Dans ce processus de construction créative et positive, Patrick Viveret nous invite à faire un « tri sélectif » entre le meilleur et le pire des sociétés modernes et des sociétés de tradition, afin de fertiliser ces modes civilisationnels et d'en conserver le meilleur. Ceci suppose à la fois d'oser revisiter les cultures dites de « périphérie » (!) avec un œil neuf, et d'utiliser ce qu'il y a de fondamentalement positif dans la « modernité ». Cet exercice trans-civilisationnel nous appelle à écouter :

- les êtres humains (et notamment les paysans, plutôt que les « agriculteurs », pleinement investis dans les savoirs et terroirs de pays),
- les autres civilisations, dont la critique du pire de la « modernité » est une invitation à progresser,
- la Nature elle-même.

Nous pouvons entrer d'autant mieux dans un dialogue exigeant entre modes civilisationnels que cet échange concernant le meilleur et le pire de ces modes se pratique des deux côtés, « modernité » et « sociétés de tradition ».

Nous pouvons nous poser avec sincérité les trois questions suivantes :

- « *Qu'est-ce que vous trouvez de meilleur chez les autres ?* »
- « *Qu'est-ce que vous aimeriez bien adopter provenant de chez eux ?* »
- « *Qu'y a-t-il de pire chez vous, dans vos traditions, dans votre civilisation, dans votre société ?* »

Le meilleur et le pire de la « modernité »

Le meilleur de la « modernité »

Le meilleur de la « modernité » est à chercher du côté de l'émancipation et l'individuation sous toutes ses formes :

- Notre capacité à nous extraire d'un cosmos, d'une Nature considérée comme fatale et menaçante,
- Notre capacité à construire, notamment face à l'économie du salut, de la liberté de conscience et de l'individuation (qui ne se réduit pas forcément à de l'individualisme),
- La capacité de chaque être humain à exercer sa liberté de conscience, dans sa singularité,
- Les droits humains, directement issus de cette liberté de conscience
- Le droit des femmes, curseur tout à fait fondamental,
- La technologie, qui nous permet de transformer la matière en action. Par exemple, les transformations de la biodiversité en produits de beauté.

Le pire de la « modernité »

- La barbarie : elle peut naître au coeur de grandes civilisations « modernes », en luttant contre :
 - un ennemi extérieur, conduisant à des échecs cinglants pour l'humanité (cf. la « solution finale » ou la shoah),
 - un ennemi à l'intérieur de nos civilisations : l'humanité est ainsi menacée par sa propre inhumanité, par sa propre barbarie intérieure.
- La chosification : chosification de la nature, chosification du vivant, chosification des humains eux-mêmes. Elle a produit :
 - la « solution finale », forme la plus extrême et la plus monstrueuse d'une chosification des humains,

- le « fondamentalisme marchand »²¹⁰ et le passage de l'économie de marché à la société de marché, forme la plus insidieuse de la chosification des humains.
- Dominance de l'homme blanc : les replis identitaires type Ku Klux Klan ou ses variantes sont une des formes de préservation de cette dominance.
- Négation de l'autre : des peuples qui se referment, se replient, s'inventent des ennemis intérieurs (ex : Roms en France), se décomposent dans les formes les pires (ex : Bruxelles, un nouveau Jérusalem ?), se fragmentent dans l'illusion de se protéger (Belgique, Irlande, ...).
- Approche normative sur les comportements : risque de fascisme et de terrorisme verts, intégrismes, domination culturelle, ...

Le meilleur et le pire des sociétés de tradition

Le meilleur des sociétés de tradition

Le meilleur des sociétés de tradition est à rechercher du côté de la réciprocité sous toutes ses formes :

- Une connexion étroite à la nature, connexion que nous avons profondément perdue,
- Un rapport au lien social et au collectif beaucoup plus fort que celui de nos sociétés devenues très individualistes,
- Un rapport au sens de la vie, c'est-à-dire à l'essentiel, que nos sociétés ont largement abandonné et qu'elles dévalorisent, parfois méprisent,
- Une capacité à assurer le renouvellement du vivant dans son écosystème en priorité par rapport à la satisfaction individuelle.

*« La terre, être silencieux dont nous sommes une des expressions vivantes, recèle des valeurs permanentes faites de ce qui nous manque le plus : la cadence juste, la saveur des cycles, la patience, l'espoir qui se renouvelle toujours car les puissances sont infinies. Il nous faudra sans doute, pour changer jusqu'au tréfonds de nos consciences, laisser nos arrogances et apprendre avec simplicité les sentiments et les gestes qui nous relient aux évidences. Retrouver un peu du sentiment de ces êtres premiers pour qui la création, les créatures et la terre étaient avant tout sacrées.... »*²¹¹

²¹⁰ Joseph Stiglitz.

²¹¹ La part du colibri : *L'espèce humaine face à son devenir*, Pierre Rhabi, Poche, 2006.

Le pire des sociétés de tradition

Derrière ce meilleur des sociétés de tradition se cache aussi un pire sur lequel nous devons être lucides :

- Le rapport à la nature peut être un rapport de pure dépendance, de pure soumission, de pure aliénation, y compris si la transformation de la nature devient souhaitable (par exemple pour assurer sa santé).
- Le rapport au sens peut être également un rapport de dépendance, de soumission à la fatalité et peut d'ailleurs être parfaitement excluant. Hors du sens du groupe, de la communauté, de la tribu, de l'église, etc. il n'y a pas de salut.
- Ce rapport au lien social peut aussi se transformer en un contrôle social étouffant : l'impossibilité par exemple pour des minorités, a fortiori pour des individus, d'exister différemment, en contradiction avec ce qu'est le sens dominant du groupe social.

Responsabilité n° 3 :

Retrouver la sagesse de l'intégration

La question de l'articulation entre Nature / société / Homme / Homme et droits, et donc de son intégration dans la Société et son fonctionnement, devient primordiale, aussi bien au niveau des Etats que des entreprises. La Commission européenne a conscience de faire resurgir ces problématiques en s'engageant sur une transition socio-économique.

Reconnecter science et conscience

Nous le savons tous, « *science sans conscience n'est que ruine de l'âme.* »²¹²

*« L'humanité ne peut réussir les rendez-vous critiques avec elle-même que si elle ne se contente pas d'être sachante au niveau d'une formidable capacité de développement et d'intercommunication des savoirs, avec ce que cela entraîne notamment sur le plan des progrès techniques et scientifiques. Mais elle doit aussi être capable de construire des éléments de sagesse. Il faut alors aller travailler sur ce qui est le plus difficile dans notre humanité même. Car lorsque l'on évoque l'humanité, on doit penser : « nous sommes des animaux, mais des animaux conscients ». »*²¹³

²¹² Extrait de Pantagruel de Rabelais. Cette affirmation est représentative de l'humanisme du 16^e siècle.

²¹³ Patrick Viveret.

« La question de la sagesse n'est pas simplement une question personnelle et privée. Elle devient une question éminemment collective, structurelle. On peut même dire une question politique. Devenir sagesse, qui à l'évidence n'était pas originel, devient à ce moment-là notre projet. » ²¹⁴

Réconcilier l'intelligence et le cœur

Nous l'avons dit, notre défi consiste à passer de l'âge de pierre à l'âge du cœur ²¹⁵. L'âge du cœur est cet âge où notre intelligence mentale se nourrit en même temps que ce que l'intelligence sensible, comme l'indiquent les traditions de sagesse, ce savant mélange de l'intelligence du corps et de l'intelligence du cœur.

Comme le souligne Jean Yves Leloup ²¹⁶, « ce qui nous manque le plus c'est ces graines de sagesse, non les toutes faites, mais celles qui sont en train d'advenir »... ²¹⁷.

Une rapide rétrospective des quatre écoles de sagesse dans la Grèce antique ²¹⁸ va nous permettre de comprendre le sens de l'intégration qui nous attend pour « grandir en humanité » :

1. *la Sagesse du jardin* (Ecole d'Epicure) : elle nous rappelle que notre existence est un jardin, et nous invite à revenir au jardin, à la nature, à prendre soin du corps, à revenir à une certaine simplicité : ascèse du nécessaire, là où on a la possibilité de goûter les vrais plaisirs, physiques, corporels, qu'on peut trouver dans le jardin.
2. *la Sagesse de la raison* (Ecole d'Aristote) : elle nous invite à revenir à la connaissance, à l'observation, à la naissance de la démarche scientifique, à l'attention : ce qui conduit à la contemplation, à la recherche des causes fondamentales (des maladies, des symptômes, des causes de l'univers), c'est-à-dire de ce qui fait être tout ce qui est.
3. *la Sagesse de notre « maître intérieur »* (Ecole de Platon, dite Ecole de l'Académie) : elle nous invite à prendre soin des images, des archétypes, de l'homme, de la femme, du cosmos, de ce qui informe le cosmos, des mythes conscients et inconscients, de nos songes, de nos rêves (il y a des rêves de sagesse). Elle nous invite à prendre conscience de ce que la Terre, l'univers nous disent, de ce que notre intelligence nous dit, que le savoir de l'inconscient nous parle.

²¹⁴ Idem.

²¹⁵ Inspiré d'un mot de Patrick Viveret.

²¹⁶ Théologien orthodoxe.

²¹⁷ Jean Yves Leloup, in Nouvelles Clés, video.

²¹⁸ Ce qui suit est extrait d'une interview donnée par Jean Yves Leloup.

4. *l'ascèse du désir* (Ecole de la Stoa : Zénon et les stoïciens) : elle nous invite à prendre soin de notre vouloir, de notre désir. Notre problème est que nous ne savons pas ce que nous voulons : nous devons donc nous interroger pour connaître quels sont nos véritables désirs.

L'Ecole des thérapeutes d'Alexandrie a fait la synthèse de ces quatre écoles au 1^{er} siècle après J.C. : prendre soin de l'être nécessite de prendre soin de notre corps, de notre intelligence, de nos pensées, de nos désirs, de notre volonté, de nos images, sans opposer aucune composante de l'être. Les anciens thérapeutes, notamment dans la Chine ou le Tibet traditionnels, ou les shamans, savaient très bien combien que prendre soin du corps influence la pensée et vice versa, que l'être est un souffle vital qui tient les choses ensemble. Ils portaient cette vision holistique qu'on ne peut toucher une partie sans toucher le tout.

Nous avons-nous aussi à faire la synthèse : prendre soin du corps, de la raison, des images qui nous habitent, de nos désirs, et cesser d'opposer ces écoles comme la modernité nous a conditionné à le faire. Les approches segmentées ne fonctionnent plus en effet, car elles se transforment en idéologies.

Nous sommes ce morceau d'univers qui nous est confié. Notre corps est impacté par l'univers et impacte l'univers à son tour : nous avons donc à redécouvrir la sagesse de la synthèse d'intégration. Pour y parvenir, il nous faut remettre de l'ordre dans nos connaissances, hiérarchiser nos valeurs : qu'est-ce qui est important, essentiel pour moi ? Pour nous ? Et depuis cet endroit, ordonner et orienter mon vouloir et mon désir, notre vouloir et notre désir.

La vie n'a pas de sens en soi, il revient à l'homme de l'interpréter : notre liberté consiste à interpréter le sens de ce qui nous arrive. La vie est cet art d'interpréter le sens de ce qui existe.

*« D'où l'importance de la méditation, de la pensée créatrice : redécouvrir la pensée, l'amour qui naissent du calme. Donner les clés pour retrouver ce centre essentiel à partir duquel notre désir, nos pensées, nos actions auront du sens, c'est-à-dire une saveur, qui donne du goût à notre vie. »*²¹⁹

Quelle que soit la composante, la faculté, ou la fonction développée, il faut savoir la mettre en relation. Alors les choses ne sont plus séparées, et quelque chose s'intègre.

²¹⁹ Jean Yves Leloup.

Réintégrer la sagesse des aînés

En raison de l'allongement de l'espérance de vie et du mode de vie hérité de l'urbanisation, les Occidentaux ont perdu le rapport de présence aux « aînés ». L'Afrique honore ses « anciens » et ses ancêtres d'une manière intimiste. En Europe ou Amérique du Nord, nous n'avons pas d'« anciens », mais des « vieux »... des vieux considérés comme des charges. Alors que dans les sociétés traditionnelles, les anciens sont une chance : la montée en mémoire, en expérience, en sagesse, en capacité de d'expérience et de transmission intergénérationnelles, y est une source positive pour une société.

Voilà quelque chose que nos sociétés « modernes » auraient intérêt à réapprendre.

Articuler transformation personnelle et transformation sociale

La question « *Comment grandir en humanité ?* » nous invite inéluctablement à nous poser la question de la responsabilité de notre vie : *Qu'allons-nous faire de notre vie ?* ²²⁰ Cette interrogation, au sens le plus fort du terme, nous amène à nous interroger sur notre vocation personnelle au sein de notre société humaine.

Elle nous renvoie à un problème absolument critique : la capacité de l'humanité à réussir son rendez-vous avec elle-même. Elle nous lie à l'une des conséquences de la révolution de l'intelligence et du vivant. Elle bouleverse les mutations du travail, les civilisations construites traditionnellement sur le travail.

Le Forum social mondial de Porto Allegre a identifié un axe articulant Transformation personnelle et Transformation sociale. Ces deux transformations vont de pair, elles se nourrissent l'une l'autre. Il est urgent d'arrêter de les opposer (voir § précédent sur la sagesse de l'intégration). Nous devons apprendre à les féconder mutuellement, parce que nous avons aussi bien besoin de transformations structurelles face aux défis colossaux de l'humanité, que de transformations dans nos propres postures de vie.

Cet axe Transformation personnelle / Transformation sociale nous invite à visiter deux pistes vitalisantes ²²¹ :

- Le couple intensité / sérénité : faire du rapport à autrui une chance plutôt qu'une menace,
- Notre vocation personnelle : construire un rapport positif et pacifié vis-à-vis de la Nature, d'autrui et de nous-mêmes.

²²⁰ D'après une note de Patrick Viveret.

²²¹ D'après une réflexion de Patrick Viveret.

Le couple Intensité / Sérénité

« *Que peut-on retrouver au cœur de la joie de vivre ? Le même phénomène que l'on retrouve dans l'excitation : l'intensité. Mais une intensité qui n'est pas une intensité superficielle et déséquilibrée. Une intensité de la capacité de ce que j'appelle « vivre à la bonne heure ». Une qualité de présence, une qualité d'intensité de vie, pouvoir vivre pleinement ce que l'on vit. Que ce soit vivre une relation à autrui, une situation d'écoute ou vivre la beauté d'un paysage... C'est être pleinement là et savourer. Vivre à la bonne heure implique une qualité de présence et d'intensité. Si nous vivons pleinement cette intensité, nous pouvons être dans la sérénité, au cœur même de l'intensité que nous vivons. »* ²²²

Nous pouvons être dans une qualité de sérénité, dans notre rapport à nous-mêmes, dans notre rapport à autrui, dans notre rapport à la Nature, que nous n'avons pas quand nous sommes dans une situation de dépression.

Cela change complètement, non seulement notre rapport à nous-mêmes, mais aussi notre rapport à autrui. On rejoint la question déjà évoquée plus haut du rapport entre notre acceptation des limites et, en même temps, le mieux vivre.

« *Quand je veux tout vivre, je suis dans le propre de l'excitation. Non seulement je ne peux rien vivre à fond, mais je suis dans un zapping perpétuel. Autrui est alors un rival, un compétiteur permanent. A chaque fois que je vais aller sur un nouveau terrain, je veux en trouver d'autres. Je me sens en permanence menacé par autrui. Quand j'accepte de ne pas tout vivre, mais véritablement de décider que ce que je veux vivre, je le fais intensément. Et à ce moment-là, autrui n'est plus un rival menaçant mais peut très bien devenir un compagnon de route. »* ²²³

Ce couple intensité/sérénité est au cœur, non seulement de nos enjeux individuels, mais aussi de nos enjeux collectifs. L'art de vivre à la bonne heure est à la fois un art de vivre intensément notre propre vie, mais aussi de faire du rapport à autrui une chance plutôt qu'une menace. Ceci est vrai dans nos rapports à autrui comme dans nos rapports à la Nature.

Notre vocation personnelle

Un « métier » est un « *ministère* », qui signifie « *service* ». C'est aussi un ministère mystérieux, *mysterium* ²²⁴.

Que l'on soit dans la transformation de la Nature, c'est à dire dans les métiers manuels, ou dans le rapport à autrui, c'est à dire dans les métiers relationnels,

²²² Idem.

²²³ Patrick Viveret.

²²⁴ L'étymologie de *mysterium* est contestée, certains la rattachant au sens actuel dérivé de *mysterium*, d'autres à celui de *ministerium*, « office » ; les deux orthographes ont eu cours.

c'est toujours un accès au mystère de l'univers et de l'altérité qui est en question. Le mot « métier » est un mot très fort, qui n'a rien à voir avec un mot aussi pauvre que « boulot ». C'est un mot qui renvoie à un autre terme qui a gardé son même sens encore aujourd'hui, c'est le mot « vocation ».

« Quand on parle de vocation, on est bien sur l'axe de projet de vie et c'est le même mot qui est à l'origine de profession avant sa réduction techniciste. Parce qu'aujourd'hui quand on dit qu'on va professionnaliser un milieu, cela signifie tout simplement que l'on va serrer des boulons par ci, standardiser par-là, ou encore techniciser. Mais « professare », c'est la même racine que prophétie : il est nécessaire d'être habité par ce que l'on professe, toujours sur ce registre du projet de vie, pour répondre à la question : « Qu'allons-nous faire de notre vie » et non pas simplement : « Qu'allons-nous faire dans la vie ». Cette question n'est pas simplement de nature culturelle ou civilisationnelle, elle est de nature économique.

*Mais pour exercer pleinement cette faculté, il faut que nous soyons capables de sortir de cet état de possession et de séparation, où la conscience nous place pour construire un rapport positif et pacifié vis-à-vis de la Nature, d'autrui et de nous-mêmes. Et comme le disent toutes les traditions de sagesse, la qualité de notre rapport à autrui est directement dépendante de la qualité de notre rapport à nous-mêmes. Le fameux « aime ton prochain comme toi-même » est un élément que vous retrouvez dans toutes les sagesse du monde. »*²²⁵

Responsabilité n° 4 : Enraciner une nouvelle conscience, celle des limites de la planète

Pour Bernard Stiegler, la question politique fondamentale qu'il convient de se poser est la suivante : comment sauver le « capitalisme » et la productivité de la consommation contre tous les phénomènes destructeurs qui les menacent et conduisent à ce que le philosophe appelle la « guerre » : *« La mondialisation, et le phénomène d'uniformisation des comportements et des modes de vie, s'attaquent ainsi à la singularité des individus et des cultures. C'est par le biais de la technique numérique, de l'américanisation du monde, des monopoles et du contrôle de la distribution, que le capitalisme s'autodétruit en niant le concept de singularité, et la vocation combative des cultures. »*²²⁶

La vitesse sans précédent du changement rend le monde incertain au sujet du futur. Les gens ne savent plus sur quelle base prendre les décisions. L'ère industrielle a donné l'illusion que l'humanité pourrait dominer le monde sans se maîtriser elle-même : poursuivre une telle attitude conduirait à la tragédie, les

²²⁵ Patrick Viveret.

²²⁶ Source : Wikipedia.

lois de la physique et la biologie étant des limites infranchissables. Soit la société humaine change, soit à terme, la Nature changera la société pour nous.

Le système des décisions destiné à adresser les défis globaux devient trop complexe, jusqu'à ce que des nouveaux systèmes de décision émergent : ces derniers seront mus par une coopération traversant les frontières nationales et institutionnelles, religieuses et idéologiques.

De toute évidence, le 21^e siècle est une période de transition entre un ancien système technique, industriel, et un nouveau : la "civilisation cognitive". Cette dernière déterminera probablement la forme de l'économie du 21^e siècle :

- Travaux publics considérables (refonte des villes, approvisionnement en eau, villes océan ...), qui sont nécessaires pour remodeler nos villes et faire face aux conséquences du réchauffement climatique, et vont fournir de l'emploi.
- L'éducation renouvelée sera nécessaire pour nous familiariser avec les nouveaux outils et les nouveaux objectifs (jardin planétaire).

L'économie du 21^e siècle sera-t-elle « green » ?

Le *green business* est un marché mondial déjà supérieur à 1.000 milliards d'euros – l'équivalent de l'industrie aéronautique ou pharmaceutique – avec un taux de croissance de 6 % par an et des perspectives de développement majeures, notamment autour de la lutte contre le réchauffement climatique et les technologies énergétiques.

En France, le Grenelle de l'Environnement avait prévu de générer en moyenne, sur la période 2009-2020, une activité d'environ 450 milliards d'euros et la création de plus de 600 000 emplois, principalement dans les secteurs du bâtiment, des infrastructures et des énergies renouvelables.²²⁷

Les synergies futures entre nanotechnologies, biotechnologies, technologies de l'information et sciences cognitives peuvent améliorer la condition humaine de manière spectaculaire en élargissant la disponibilité des denrées alimentaires, de l'énergie et de l'eau, ainsi qu'en connectant les êtres humains et l'information partout.

Le mouvement, temporaire, de retour à la campagne de personnes expérimentées peut donner l'opportunité de construire un nouveau type d'établissements ruraux qui peuvent être transmis aux jeunes générations.

²²⁷ Etude du Boston consulting Group, 16 juin 2009.

Tout cela aura pour effet d'accroître l'intelligence collective, de générer de la valeur ajoutée et de l'efficacité, tout en réduisant les coûts. Les facteurs accélérateurs de changements sont eux-mêmes en croissance, de sorte que les 25 dernières années sembleront lentes par comparaison aux 25 prochaines années. Le temps ne jouant pas en notre faveur, plus vite l'on utilisera des moyens efficaces pour comprendre et aborder les enjeux globaux, mieux l'humanité pourra aborder l'étape suivante de son développement.

L'on pourrait croire que l'économie a enfin compris la nécessité d'internaliser les externalités négatives.

Cependant, si nous ne changeons pas notre paradigme économique actuel d'accumulation, ce statu quo accélèrera les ruptures écologiques et sociétales, provoquant une rage grandissante face aux sentiments d'injustice et d'inégalité. Nous avons vu en effet l'importance de réintégrer le sens au cœur de nos approches, la seule logique d'économie comptable ne pourra suffire à mobiliser l'énergie des populations.

« Le changement de culture, depuis l'attitude de prédation vers l'attitude du jardin planétaire, respectueux de la loi, même mystérieuse, de la nature, a commencé et devrait se développer à travers le monde au cours du 21^e siècle. C'est un signe de l'émergence d'une nouvelle conscience : celle des limites de la planète. »²²⁸

Responsabilité n° 5 : Promouvoir un imaginaire optimiste de la prospérité

Comment réinventer la prospérité au 21^e siècle face à deux tentations suicidaires : celle d'une prospérité accumulative, qui ne peut qu'accélérer la sortie de route de l'humanité, et celle de la décroissance, qui risque de mettre en échec l'énergie d'aventure et de créativité de l'être humain ?

L'étymologie de « *prospérité* » vient du latin *spero* (s'attendre à) et *pro* (en avant) : faire en sorte que les choses aillent bien, ou mieux, au fil du temps, sans connotation d'abondance matérielle nécessaire ²²⁹ : et si la prospérité consistait à réveiller en nous le meilleur de nous-mêmes et de notre humanité ?

La gravité de la situation nous oblige à être résolument optimistes au regard du futur. Préparer le long terme nous oblige à réintroduire une perspective utopique et une vision positive de l'avenir. Donc nous imposer un imaginaire optimiste sans nous alimenter de la question du chaos qui nie cet imaginaire.

²²⁸ Thierry Gaudin.

²²⁹ Tim Jackson nous invite à inventer une « Prospérité sans croissance ».

La question principale à laquelle tente de répondre la philosophie d'Épictète est de savoir comment il faut vivre sa vie : « *Souviens-toi de ce divin en toi, et agit à partir de ce divin, de cet espace, de ce silence* ».

Le temps long pétrit ce que nous sommes : il nous invite à ne pas nous replier en position fœtale, ce qui reviendrait à s'y soumettre, et en final à le nier, mais à l'affronter, à nous y confronter, à l'épouser avec son mystère. Accepter le réel, revient à accepter la dimension tragique du réel, sans nous rendre défaitistes, à associer ce qui est contradictoire, ambivalent, antagonique.

Replacer la question écologique comme façon d'ouvrir des perspectives de progrès sociétaux, nous permet de nous libérer des débats de croissance mécaniste, de régulation de marché, de propriété privée, de redistribution.

Nous devons repenser le « progrès » :

- réapprendre à travailler sur des utopies créatrices pour ne pas (plus) avoir peur de la peur : le rapport symbiotique au vivant nous permet d'envisager un horizon politique exaltant, et de sortir du raisonnement tautologique (demain sera plus difficile) qui nourrit la peur.
- explorer ce territoire infini du « *je ne sais pas* », source d'humilité créatrice : notre imaginaire est créateur, puissant, il crée son temps.

Deux points d'appui vont permettre le progrès :

- La démocratie, sous réserve que nous sachions la réactualiser à la lumière du rapport entre pouvoir, sens et connaissance. Nous devons donc sortir de la vision de type « cléricale » qui la caractérise aujourd'hui, et apprendre à introduire l'intelligence collaborative dans l'élaboration et l'évaluation des décisions, la culture des scénarii, la reconnaissance de la capacité d'expertise et d'élaboration du politique de la part du citoyen, etc...
- L'engagement politique, sous réserve que nous sachions le dédier à sortir des logiques de guerre et de domination. Il nous permettra de reconstruire des solidarités sans tomber dans l'idéologie sécuritaire générée par la peur.

Responsabilité n° 6 :

Mettre en place une alternative au pouvoir fondé sur la guerre

Mettre en place une alternative au pouvoir fondé sur la guerre constitue une transformation majeure que nous abordons aujourd'hui. Elle s'éclaire par la question posée par JF Kennedy en août 1963 auprès d'un groupe d'experts pluridisciplinaire : « *quelles seraient les conditions et les conséquences d'une paix mondiale stable ?* » Ce groupe d'experts a travaillé dans tous les domaines, et a rendu son rapport en 1966 avec une réponse négative : il ne saurait y avoir une paix mondiale stable.

Pourquoi ce groupe de travail n'a-t-il pas voulu recommander les moyens d'obtenir une paix stable au Président des Etats-Unis ? Réponse : toutes les formes de pouvoir dans l'histoire de l'humanité étant fondées sur le pouvoir ultime de décider la paix ou la guerre, la vie ou mort, abandonner le pouvoir de guerre constituerait une source d'incertitude et d'instabilité ²³⁰...

Or, force est de constater que le pouvoir de guerre est en train aujourd'hui d'être abandonné en Europe, ou l'est déjà, maladroitement et inconsciemment sans doute, et qu'une alternative au pouvoir fondé sur la guerre est mise en place empiriquement.

Patrick Viveret rappelle que le pouvoir de guerre est caractérisé par 3 pôles :

- La guerre : or aujourd'hui, elle n'est plus considérée comme une façon légitime de traiter les problèmes internationaux
- La préparation de la guerre : la conscription militaire est aujourd'hui abandonnée par un nombre croissant de pays, qui la remplacent par des alternatives civiles valant contribution intergénérationnelle
- La peine de mort : elle est également en cours d'abandon croissant dans le monde²³¹ et son alternative consiste à construire un système judiciaire centré prioritairement sur des logiques de réparation, de réinsertion et de prévention.

Cet abandon du pouvoir de guerre se produit sans décomposition de l'Union Européenne. Il constitue même le cœur d'une espérance et d'un imaginaire positif et créateur. Il s'agit là d'un vrai signe d'espérance, à condition qu'au lieu de le faire empiriquement et inconsciemment, nous le fassions consciemment. Alors nous pourrions construire une véritable politique internationale fondée

²³⁰ Voir John Kenneth Galbraith : « La paix indésirable ».

²³¹ En 2009, 140 pays sur les 192 de l'ONU l'ont aboli ou ne l'appliquent plus, et sur le continent européen, seule la Biélorussie applique encore la peine de mort.

sur la paix. Une des grandes contributions de l'Union Européenne à une gouvernance mondiale pourrait être cette diplomatie de la paix.

Là est la raison pour laquelle l'Union Européenne (UE) a reçu le prix Nobel de la Paix en 2012 : le comité Nobel norvégien a souhaité « focaliser sur ce qu'il considère comme le résultat le plus important de l'UE : la lutte réussie pour la paix, la réconciliation, la démocratie et les droits de l'homme », faisant valoir qu'elle avait contribué à muer l'Europe « d'un continent de guerre vers un continent de paix. »

« En rompant de manière durable avec un continent qui était celui des guerres, l'UE a inventé quelque chose qui n'existe pas dans l'histoire de l'humanité, l'unification pacifique d'un continent. »

Responsabilité n° 7 :

Réintégrer la question du bien commun dans l'économie

La « modernité » a unifié l'humanité autour d'un mode civilisationnel commun, mais ne construit plus de culture nouvelle au sens des cultures territoriales. Cette rupture « radicale » (qui touche nos racines) nous bouscule.

Ce qui nous rassemble est le « patrimoine commun », sorte de 5^e élément pour lequel l'humanité est partenaire, après l'eau, le feu, l'air et l'eau... « *Notre avenir à tous* »²³² nous oblige à définir et à enrichir ensemble le « *patrimoine commun* » de « *ce qui fait humanité* », ainsi que la culture collective globale et les modalités du « *vivre ensemble* » qui l'accompagnent.

Sans cet espace commun, pas de culture, rien qu'une accumulation hétéroclite de mesures et de règles de gestion. Le « patrimoine commun » devra rassembler nos identités diverses, réconcilier culture et protection de la Nature, restaurer des lieux écologiques avec une mémoire du vivant, développer des structures et des dynamiques identitaires fondées sur l'usage plus que sur l'origine, articuler les différentes esthétiques issues des cultures des peuples ou des modes d'approche (monothéisme, traditions premières, traditions ternaires), relocaliser les cultures, augmenter la liberté d'interagir, réapprendre à coopérer et à négocier, ...

Tout un art à redécouvrir à une échelle globale... Qui sait quel effet un tel art pourrait avoir sur le cours de l'histoire ? Surtout si cette histoire elle-même commence à changer de perspective...

²³²Titre du rapport ONU 1987 dont le rapporteur était Mme Gro Harlem Brundtland, Premier Ministre de Norvège, et qui a donné le point d'impulsion au « *sustainable développement* ».

Définir un « patrimoine commun » à habiter

Le principal motif d'inspiration des artistes est la Nature et l'être humain. A qui appartient la Nature ? A celui qui la regarde et la peint ? (Lao Tseu : « *la maison est à celui qui la regarde* »). A celui qui l'exploite ? A celui qui y vit ? Quel est cet « *espace des communs* » (communs quelques soient les espaces et contextes culturels) dans lesquels tout le monde peut agir, interagir, créer, penser ?

Le « *patrimoine commun* » constitue une forme spécifique de propriété et de gouvernance qui place les décisions collectives des « communautés » et leurs usages au centre du jeu socio-économique.

Il convient bien sûr de distinguer les biens publics globaux ou mondiaux (BPM)²³³ de la propriété commune (indivision, bien domanial ou communal).

Les Biens Publics Mondiaux (BPM) sont des biens non appropriables et qui bénéficient à tous. Ils présentent en effet deux caractéristiques :

- la non-rivalité : la consommation d'un bien par un individu n'empêche pas la consommation par un autre.
- la non-exclusion : personne n'est exclu de la consommation de ce bien puisqu'il est à la disposition de tous.

Ces biens sont 'publics' car leur production résulte :

- de choix collectifs,
- de leurs « externalités », c'est-à-dire les effets positifs ou négatifs qu'ils ont sur l'ensemble des acteurs de la société.

Ces biens publics mondiaux sont : la protection de l'environnement, la culture ou l'éducation, l'atmosphère, la haute mer, la biodiversité et ses ressources (dont l'eau et l'air), la santé et le contrôle des épidémies, la défense nationale, ...

Guillaume Logé nous indique que, parmi les parts les plus immatérielles des « biens publics », on retrouve la notion de citoyenneté. Stevenson (2002) place cette dernière dans le domaine de la consommation, en mobilisant cet important regroupement de droits sociaux et d'obligations dans la poursuite de buts écologiques. Sa vision d'une citoyenneté cosmopolite forge des alliances transnationales et contourne ainsi les limites financières, géographiques et nationales : ces alliances sont nécessaires pour affronter les problèmes environnementaux et sociaux qui ont un impact au niveau global.

²³³ Le concept de biens publics mondiaux (BPM) est issu de la transposition sur le plan mondial de la notion de « *bien public* », consacrée par le prix Nobel d'Economie Paul Samuelson.

Transposé au niveau international, le concept de Biens Publics Mondiaux met l'accent sur la défaillance des marchés comme des Etats dans leur production et leur financement : le marché ne permet pas une production optimale de ces biens, et l'Etat a intérêt à se constituer en « passager clandestin », en laissant aux autres le soin de les financer et les produire. D'où la nécessité de mettre en place des mécanismes d'action collective.

Ainsi, 400 experts ²³⁴ issus de 100 pays et 6 catégories de parties prenantes (entreprises, gouvernements, associations de consommateurs, syndicats, ONG, scientifiques) se sont mobilisés entre 2004 et 2010 pour élaborer le premier cadre de référence international de Responsabilité Sociétale (ISO26000²³⁵) sur la base d'une articulation entre enjeux sociétaux et pratiques directrices, que n'importe quelle organisation, publique ou privée, petite ou grosse, est invitée à pratiquer au regard du développement de la Société, lui-même défini consensuellement en 45 enjeux. Ce cadre de référence constitue, de notre point de vue, un élément immatériel du « patrimoine commun », à savoir une contribution à une gouvernance mondiale responsable.

La question du droit d'accès aux ressources, au foncier, au sol, comme à l'information monte en puissance et va devenir cruciale. L'usage d'un bien devenant plus important que la propriété du bien, nous devons mieux définir les droits des biens publics mondiaux afin d'assurer leur meilleure protection. Reste que cette transposition internationale nécessite de définir internationalement ce qu'est un bien public mondial, ce qui est encore loin de faire consensus.

L'exemple de la Nature

Le droit précise que la Nature est tantôt :

- « *res nullus* » (chose nulle, c'est-à-dire n'appartenant à personne) lorsqu'il décrit la « nature meuble » (par exemple une espèce) ou « immeuble » (par exemple l'Australie lors sa « découverte » par les français puis les britanniques il y a 200 ans),
- tantôt « *res propria* » (chose devenue propriété) lorsqu'un chasseur a tué une proie

Convient-il de transformer la Nature en « *res communis* » (bien commun) pour lui assurer une meilleure protection, dans le sens par exemple des espèces migratrices, dont la reconnaissance est internationale et limite les règles nationales et régionales des Etats traversés ?

²³⁴ Dont l'auteur de ce livre.

²³⁵ Olivier Dubigeon a contribué au niveau international à concevoir, cadrer et rédiger ce cadre de référence.

La « *tragédie des biens communs* »²³⁶, ou tragédie des communaux, est une classe de phénomènes économiques décrivant une compétition pour l'accès à une ressource limitée, menant à un conflit entre intérêt individuel et bien commun, et dont la conséquence est la surexploitation de la ressource. Chaque individu devient la cause du problème : chacun a en effet un intérêt personnel à utiliser la ressource commune de façon à maximiser son usage individuel, tout en distribuant les coûts d'exploitation entre chaque utilisateur.

Actualiser la gouvernance du « patrimoine commun »²³⁷

Nous nous sommes trompés : l'homme n'est pas le possesseur de la planète, mais son partenaire : à la fois partenaire des quatre éléments (air, terre, feu, eau), et partenaire de tous partenaires de la planète, en premier lieu les « partenaires de la Nature » elle-même.

Nous devons nous atteler à redéfinir ces « biens communs » en même temps qu'à imaginer les solutions pour leur gouvernance.

Professeur à l'université d'Indiana, Elinor Ostrom a reçu le Prix Nobel d'Économie en 2009²³⁸ : première femme de l'histoire à être récompensée par ce prix, elle défend une vision assouplie de la propriété intellectuelle. Elle a, selon le comité Nobel, « *démontré comment les co-propriétés peuvent être efficacement gérées par des associations d'usagers* ».

Elle démontre que le libre accès à des ressources communes, et leur gestion commune entre égaux, peut avoir une efficacité économique plus forte que

²³⁶ L'expression a été popularisée par un article de Garrett Hardin paru dans Science en 1968, intitulé *The Tragedy of the Commons*. Le principe opposé est appelé, par analogie, la tragédie des anticommuns. Pour Hardin cependant, les communs sont uniquement des ressources disponibles, alors qu'en réalité ils sont avant tout des lieux de négociations (il n'y a pas de communs sans communauté), gérés par des individus qui communiquent, et parmi lesquels une partie au moins n'est pas guidée par un intérêt immédiat, mais par un sens collectif. Le prix "Nobel" d'économie Elinor Ostrom a réduit en poudre cette théorie.

²³⁷ Ce § reprend des extraits de l'excellent article : « Le prix « Nobel » à Elinor Ostrom : une bonne nouvelle pour la théorie des biens communs », Hervé Le Crosnier, Alternatives Économiques, 12 octobre 2009. Texte diffusé sous licence libre Creative Commons v3 – attribution, et de l'article « Elinor Ostrom, la première femme Prix Nobel de l'Économie 2009, défend la propriété collective du plus grand nombre contre l'appropriation par un petit nombre des biens matériels et immatériels. »

<http://www.numerama.com/magazine/14207-elinor-ostrom-prix-nobel-de-l-economie-defend-la-proprieete-collective.html>

²³⁸ L'attribution du prix "Nobel" d'économie à Elinor Ostrom nous paraît être une excellente nouvelle pour le développement d'une réflexion politique et sociale adaptée aux défis et aux enjeux du XXI^e siècle : ses travaux, joints à ceux d'Oliver Williamson, quoique très différents, portent non plus sur la modélisation économique, mais sur le « retour au réel ». Ils prennent en compte des interactions humaines en s'échappant du modèle de la « rationalité économique » qui prévaut dans les constructions mathématiques à la mode au cours de la décennie précédente.

l'appropriation des biens par un petit nombre, par l'administration ou par une entreprise capitaliste privée. Un collectif d'hommes et de femmes est sans aucun doute plus soucieux de son avenir commun et de ce qu'ils consomment concrètement, que ne peut l'être un conseil d'administration soucieux de préserver en priorité l'intérêt de ses actionnaires. Elinor Ostrom défend la copropriété des biens communs lorsqu'ils peuvent bénéficier au plus grand nombre, mais prévient qu'une telle copropriété a besoin, pour être efficace, de règlements de copropriétaires respectés.

La question des biens communs, longtemps ignorée par la science économique, par la politique et par les mouvements sociaux, est en adéquation avec les questions du 21^e siècle (crise écologique, irruption des réseaux numériques, économie de la connaissance, modification profonde des régimes de production, redéfinition des droits de propriété immatérielle, ...).

Le grand apport d'Elinor Ostrom réside dans la distinction entre les « communs considérés comme des ressources » et les « communs considérés comme une forme spécifique de propriété ». Cette conception prend de plus en plus d'importance avec l'intégration des préoccupations écologiques dans l'économie.

La notion de « communs » devient attachée à une forme de « gouvernance » particulière : il s'agit pour la communauté concernée de les créer, de les maintenir, de les préserver, d'assurer leur renouvellement, non dans un musée de la Nature, mais bien comme des ressources qui doivent rester disponibles, qu'il faut éviter d'épuiser.

Les « communs » n'existent qu'en relation avec des communautés qui les gèrent, que ces dernières soient locales, auto-organisées ou ayant des règles collectives fortes, y compris des lois et des décisions de justice : les « communs » sont des lieux d'expression de la société et, à ce titre, des lieux de résolution de conflits.

Faut-il dès lors :

- Développer les droits de propriété ? cette option est clairement contestée par Elinor Ostrom (voir ci-dessous).
- Favoriser une appropriation collective ? les modes d'exploitation agricole de type sovkhoe et kolkhoze n'ont pas démontré qu'ils étaient plus efficaces que notre mode d'exploitation individuelle.
- Etablir une appropriation publique ? c'est parfois indispensable (exemple du littoral qui fait face à un déséquilibre entre une demande infinie et une offre finie), mais parfois non nécessaire (exemple des forêts, moins menacées, pour lesquelles il est possible d'appliquer un prix d'équilibre).

- Confier le « gardiennage » aux populations autochtones ? cette solution nécessite de mettre en place les cadastres appropriés.

Il nous paraît instructif de rappeler les sept règles nécessaires qu'Elinor Ostrom évoque pour organiser l'organisation collective ²³⁹ :

1. Des limites clairement définies : les individus ou ménages possédant des droits de prélever des unités de ressource d'une ressource commune doivent être clairement définis, ainsi que les limites de la ressource commune en tant que telle.
2. La concordance entre les règles d'appropriation et de fourniture et les conditions locales : les règles qui restreignent, en termes de temps, d'espace, de technologie et/ou de quantité l'appropriation des unités de ressource sont liées aux conditions locales et aux obligations en termes de main-d'œuvre, de matériels et/ou d'argent.
3. Des dispositifs de choix collectif : la plupart des individus concernés par les règles opérationnelles peuvent participer à la modification des règles opérationnelles.
4. La surveillance : les surveillants, qui examinent les conditions de la ressource commune et le comportement des appropriateurs, rendent compte aux appropriateurs, ou sont les appropriateurs eux-mêmes.
5. Des sanctions graduelles : les appropriateurs qui transgressent les règles s'exposent à des sanctions graduelles (en fonction de la gravité et du contexte de l'infraction) par les autres appropriateurs et/ou par des agents travaillant pour le compte des appropriateurs.
6. Des mécanismes de résolution des conflits : les appropriateurs et leurs représentants disposent d'un accès rapide à des arènes locales bon marché pour résoudre les conflits entre appropriateurs entre les appropriateurs et leurs représentants ou agents.
7. Une reconnaissance minimale des droits d'organisation : les droits des appropriateurs d'élaborer leurs propres institutions ne sont pas remis en cause par des autorités gouvernementales externes.

²³⁹ In « *The evolution of institutions for collective action* » page 280.

Un «nouveau « commun » : l'information et la connaissance

Suite à l'extension du travail immatériel et du numérique à l'échelle du monde et dans toutes les activités humaines, la théorie des communs connaît un nouveau regain depuis la fin des années 1990. Elle a commencé à considérer les connaissances, les informations et le réseau numérique Internet lui-même comme un nouveau commun, partagé par tous les usagers, et auprès duquel chaque usager a des droits (libre accès au savoir, neutralité d'Internet, production coopérative, à l'image de Wikipédia...) comme des devoirs (règles collectives de fonctionnement en réseau).

Elinor Ostrom pointe une différence majeure entre ces communs de la connaissance et les communs naturels : les biens numériques ne sont pas soustractibles. L'usage par l'un ne remet nullement en cause l'usage par l'autre, car la reproduction d'un bien numérique (un fichier de musique, un document sur le réseau, une page Web...) a un coût marginal qui tend vers zéro. On pourrait en déduire que ces communs sont « inépuisables », et qu'une abondance numérique est venue.

Or si l'on considère les « communs » comme un espace de gouvernance, on remarque au contraire que ces nouveaux « communs de la connaissance » sont fragiles. Ils peuvent être victimes de ce que James Boyle appelle « *les nouvelles enclosures* ». La gestion des droits numériques²⁴⁰ sur les fichiers, l'appropriation du réseau par les acteurs de la communication, la diffusion différenciée des services selon la richesse du producteur, l'appropriation privée des savoirs (brevets sur la connaissance) ou des idées et des méthodes (brevets de logiciels), le silence imposé aux chercheurs sur leurs travaux menés en liaison avec des entreprises... Autant de dangers qui menacent ces nouveaux « communs » au moment même où leurs effets positifs sur toute la société commencent à être mis en valeur.

Ces « communs de la connaissance » ont donné lieu à l'émergence de nombreux mouvements sociaux du numérique, à des pratiques communautaires dépassant les cercles restreints, pour peser sur toute l'organisation de la société en limitant l'emprise du marché et des monopoles dominants sur cette nouvelle construction collective du savoir.

On peut citer ainsi :

- Le mouvement des logiciels libres (« *open source* »),

²⁴⁰ La gestion numérique des droits (GND), ou gestion des droits numériques (GDN), en anglais *Digital Rights Management* (DRM), ou encore les mesures techniques de protection (MTP), ont pour objectif de contrôler l'utilisation qui est faite des œuvres numériques. Ces dispositifs peuvent s'appliquer à tous types de supports numériques physiques (disques, DVD, Blu-ray, logiciels, etc.) ou de transmission (télédiffusion, services Internet, etc.) grâce à un système d'accès conditionnel.

- Les scientifiques défendant l'accès libre aux publications de recherche,
- Les paysans opposés à la mainmise de quelques multinationales privées sur les semences issues d'un patrimoine collectif de l'humanité,
- Les associations de malades œuvrant pour la prééminence du droit à la santé sur les brevets de médicaments, notamment dans les pays fragiles économiquement,
- Les bibliothécaires partisans du mouvement pour l'accès libre à la connaissance,
- Les auteurs et interprètes qui décident de placer leurs travaux sous le régime des « *creative commons* »,
- Les rédacteurs de projets collectifs qui construisent des documents partagés sous un régime de propriété ouvert, garantissant la non-appropriation privée, à l'image de wikipédia ou de musicbrainz,
- Ce sont même des organismes publics qui partagent leurs données pour des usages libres, comme la BBC pour la musique et les vidéos, ou PBS, le grand réseau public de radio des Etats-Unis.

Avec Internet, cette notion des « communs de la connaissance » s'accompagne d'un profond intérêt scientifique et pratique. Il voit également se développer un nouveau terrain d'expérimentation. Le réseau numérique est à la fois un outil pour la production de ces « communs numériques » et une source de règlement des conflits ou de partage des méthodes d'organisation garantissant la maintenance des communs ainsi construits.

« *Faire société* », c'est partager « les communs »

La question des « communs » doit être rapportée à une double dimension :

- la gouvernance d'architectures humaines et de biens collectifs,
- la mise à disposition pour tous et le partage des outils et des connaissances.

Les travaux scientifiques sur les « biens communs », dont Elinor Ostrom, on l'a vu, est une figure majeure, ouvrent des portes nouvelles aux mouvements sociaux du monde entier. En témoigne le récent appel « Pour la récupération des biens communs » issu du Forum social mondial de Belém de janvier 2009.

Une fois définis les services que les « biens communs » rendent à notre société humaine, nous pourrions imaginer que notre moteur économique – c'est-à-dire la valorisation des échanges - repose sur leur co-élaboration, leur enrichissement et leur partage. La qualité de coopération au « bien commun »

avec son client contribue à la valeur ajoutée, de même que le scientifique publie pour contribuer au bien commun... Contribuer à « faire société » serait davantage valorisée que le dégrader....

Cette question va monter. Elle repositionne la question de l'avantage concurrentiel autour du partage plutôt qu'autour de la compétition : « faire société » deviendrait dès lors l'art de partager ces « communs » en direction d'un avenir partagé. Alors que la question d'accès au capital va devenir de plus en plus importante, ceci remet en question la segmentation actuelle entre *shareholders* et *stakeholders*.

Responsabilité n° 8 : Faire de la sobriété un élément de prospérité

Rechercher la sobriété est nécessaire pour rendre notre modèle plus équitable, mais la sobriété n'est pas la privation : elle ne doit renoncer à rien en termes d'espace et de liberté. Comment donc faire de la sobriété un élément de prospérité, un art de vivre ? Comment créer une esthétique autour de cette nouvelle approche ? Comment entreprendre la sobriété ? Faut-il renoncer au travail dès lors que celui-ci génère et consomme inévitablement des stocks de ressources ? Comment des entreprises peuvent-elles accompagner ce mouvement vers une sobriété source de prospérité ?

Accepter nos limites

Comme nous l'évoquions plus haut, « *grandir en humanité* » nécessite de travailler sur une perspective positive du « *bien vivre* » et d'accepter nos limites. Cette acceptation nous conduit à sortir de l'*ubris*, la démesure, et à re-fonder notre développement sur la « *sobriété* », « *l'abondance frugale* » (JB de Foucault), la « *sobriété heureuse* » (P Rhabi), la « *simplicité volontaire* » (Québec), autant de termes convergents.

Patrick Viveret : « *Ce qui est intéressant dans la notion de sobriété, c'est l'idée qu'il faut accepter un certain nombre de limites. Et pourquoi l'acceptation des limites est un enjeu essentiel dans la période historique que nous vivons ? Pourquoi cette acceptation des limites doit aller de pair avec un travail sur une qualité de vie, voire une qualité d'être supérieur ? [Parce qu'elle est] articulée autour du mieux-être. Et du même coup, se pose la question de la qualité de vie, la question de la qualité d'être, la question de ce qui à ce moment-là n'est plus simplement une question individuelle mais devient pleinement une question sociétale : « Comment construit-on des économies et des politiques du mieux-être ? »*

C'est précisément la question posée par le rapport de la commission Stieglitz...

Patrick Viveret : « *Comment sort-on du couple excitation/dépression pour construire un autre couple qui est celui-là même de la joie de vivre : le couple intensité/sérénité ?* »

L'art de la simplicité

Il est tout à fait significatif que plus de 200 000 exemplaires de l'ouvrage de Dominique Loreau « *L'art de la simplicité* » aient été vendus en 2 ans. Le contenu de cet ouvrage est tout à fait instructif pour comprendre qu'émerge la conscience d'une posture plus intégrée.

La première partie aborde le matérialisme et le minimalisme en trois temps :

1. Les excès du matérialisme : le poids des possessions (au sens propre et au figuré) ; la maison : non à l'encombrement ; les choses : qu'éliminer, que garder ? la garde-robe : style et simplicité.
2. Les avantages du minimalisme : le temps : moins le perdre pour davantage et mieux en profiter ; l'argent : notre serviteur et non notre maître.
3. Ethique et esthétique : le besoin de beauté ; "moins pour plus" d'ordre et de propreté.

La deuxième partie traite du corps en trois rubriques :

- La beauté et vous : découvrez votre propre image ; libérez votre corps par les soins et le sommeil.
- Les soins d'une minimaliste : la peau, les cheveux et les ongles ; dites adieu aux impuretés ; sans les clubs de sport.
- Manger moins mais mieux : les excès de l'alimentation ; les repas : sobriété et raffinement ; quelques rappels de diététique pour "é-li-mi-ner" : réapprenez la faim.

La troisième et dernière partie parle du mental sous trois angles :

- Votre écologie intérieure : purifiez votre esprit ; contrôlez votre mental ; concentration et méditation.
- Les autres : simplifiez votre carnet d'adresses ; quand vous êtes en compagnie ; altruisme et solitude.
- Polissez-vous comme un galet : soyez prêt à changer ; lecture et écriture ; les exercices et la discipline, économisez votre énergie.

Gagner du temps par la lenteur

Le sociologue et philosophe allemand Hartmut Rosa livre une étude magistrale sur la « *société de l'accélération* » dans son livre « *Accélération, Une critique sociale du*

temps »²⁴¹ : l'accélération des temps conduit à avoir moins de temps (on ne gagne jamais de temps), le gain de temps se trouve dans...la lenteur !

L'un des adeptes de la première heure, Carl Honoré, a écrit un best-seller qui s'appelle « Eloge de la lenteur »²⁴². Il a lui-même été surpris de son propre succès. Il était dans une situation partagée entre des déclics personnels et des mouvements collectifs. Il se sentait prisonnier d'une vie devenue en situation de stress permanent... Il cherchait alors à regagner du temps.

Les mouvements « *slow* » en sont un exemple. Ces mouvements du « *slow* » sont nés au départ dans la restauration avec les « *slows food* », apparus comme une alternative aux *fast food*. Et puis l'idée a fait son chemin sur d'autres comportements.

Le projet « *Grande pause* »²⁴³ s'inspire des déclarations récentes du secrétaire général des Nations- Unies, Ban Ki-Moon à propos du climat et de l'insuffisance des négociations de Copenhague : « *L'humanité est engagée dans une course à l'abîme, le pied sur l'accélérateur* », en s'appuyant sur les derniers rapports du Groupe international d'études sur le climat (GIEC).

Cette alerte venant d'un aussi haut niveau de gouvernance mondiale ne peut que nous faire réfléchir sur le principe de responsabilité et la lucidité, y compris la lucidité tragique. Et dès lors réintroduire le ralentissement, les temps de pause, les temps sabbatiques dans nos propres rythmes temporels, qui ont toujours été, dans toutes les civilisations, des temps de grande fécondité, aussi bien dans l'espace spirituel que politique.

Responsabilité n° 9 : **Devenir « *accountable* »²⁴⁴ »**

A l'heure d'une interaction de plus en plus fragile entre notre société et nos écosystèmes, nous sommes tous appelés (individus, institutions, entreprises, marques) à devenir « *accountable* » : nous allons devoir rendre des comptes sur le caractère responsable de nos pratiques au regard du bien commun. Les nouvelles normes sociales, sociétales et environnementales expriment cette exigence croissante de la part de la société.

²⁴¹ Edition La Découverte, coll. "Théorie critique", 2010.

²⁴² Carl Honoré, *Eloge de la lenteur*, Marabout 2005.

²⁴³ Cité par Patrick Viveret qui y participe

²⁴⁴ « *Accountable* » signifie être capable de rendre des comptes sur ses actes, être comptable de ses actes, d'une manière beaucoup plus large que l'exercice comptable des seuls échanges monétaires.

Les déficits croissants sur les budgets du *Welfare State* (l'Etat providence) vont imposer un renversement de perspective : la responsabilisation de l'individu. Cela a commencé sur la sécurité routière et la santé, cela se poursuit avec les exigences de traçabilité alimentaire ou agricole.

En effet, cette ère de la responsabilité rend les autres acteurs responsables : nous rendons par exemple l'industrie agro-alimentaire responsable de notre santé au travers des problèmes nutritionnels et de sa traçabilité²⁴⁵ ; le débat sur la nutrition montre qu'une entreprise agro-alimentaire ne peut faire n'importe quoi en matière marketing. Ces entreprises sont en train actuellement de reformuler l'ensemble de leurs produits.

Par exemple, suite à l'accusation émanant de l'association *Center for Science for the Public Interest* ²⁴⁶, organisation n°1 de défense des consommateurs aux Etats-Unis, Unilever a enlevé cet été 2010 l'allégation « *all natural* » du logo de Ben & Jerry.

Le côté positif de cette évolution est le retour du risque : nous pourrions accepter davantage de risque.

L'Etat est à la traîne, et devra, comme toujours, entériner les avancées de la société. D'autres acteurs interviennent comme partie prenante de cette évolution : les ONG, les associations de défense des consommateurs, les organisations internationales, ...

Le risque est bien sûr de verser dans une société autoritaire, qui contrôle tout depuis un nouveau puritanisme moralisateur.

Il n'est pas utopique d'imaginer que l'Etat ne verse plus d'allocations publiques, ou une compagnie d'assurance ou mutuelle de remboursements, que pour les citoyens qui pourront prouver qu'ils ont soigné leur terrain pour éviter d'être malades et de faire peser le coût direct et indirect de leur maladie à la collectivité...

Le grand enjeu est Internet : plus la créativité foisonnera autour d'Internet, moins il sera contrôlé, et plus le citoyen pourra devenir acteur de sa responsabilité individuelle et collective.

²⁴⁵ Cf. l'expérience de la « vache folle » entre 1986 et les années 2000, et celle du remplacement illégal de viande bovine par de la viande chevaline et ovine selon des circuits complexes, début 2013.

²⁴⁶ CSPI est une organisation américaine de défense des consommateurs. Son objectif est d'adresser les politiques de nutrition et de santé, de sécurité alimentaire, et d'alcool.

Responsabilité n° 10 : Nous ouvrir à la société neuronale globale

Patrick Viveret : « *Qu'ils fassent que ce formidable réseau pensant qui nous est rendu possible grâce à la société de la connaissance et aux technologies de communication, soit aussi un peu plus un réseau aimant.* »

Le 21^e siècle, un nouveau « grand siècle de l'esprit » ?

Thierry Gaudin attire notre attention qu'une mise en doute du pouvoir est intervenue simultanément avec une transformation technologique, comme aujourd'hui, lors de deux « grands siècles de l'esprit » :

- au 12^e siècle : avec la création de l'université, l'importance accordée à la délibération, la remise en cause du pouvoir de la cléricature - la rencontre de Cordoue, entre Ibn Arabi, Averroès, et Alphonse X Le sage, etc...
- au 18^e siècle : les Lumières, la Révolution française, etc.

Il semble assez vraisemblable, selon Thierry Gaudin, que le 21^e siècle soit un nouveau « grand siècle de l'esprit », par la mise en communication de civilisations qui ont des schémas de pensée très différents, mais qui disposent de langages nouveaux et communs, comme le cinéma ou le virtuel. Nous devenons capables d'entendre ce que les autres civilisations ont à dire.

Les sciences cognitives appellent la mise en réseau du multiple

Quelle conséquence aura l'émergence de la « civilisation cognitive », avec la mise en réseau d'une multiplicité de sujets ? Est-ce une nouvelle forme de *religio* et donc de *religere*, au sens de ce qui relie ?

*« Les sciences cognitives, qui s'intéressent au fonctionnement concret du cerveau, ne s'inspirent plus du scientisme étroit du siècle dernier : ce qui est mis en place est d'un autre ordre, à savoir la perception de la relativité de ce que disent nos neurones, et du fait qu'il y a un certain nombre de techniques pour essayer dans le meilleur des cas de débloquer notre imaginaire, dans le pire des cas de l'intoxiquer. »*²⁴⁷

Le cognitif est fondée par la multiplicité des sujets, contrairement au scientisme, qui se fonde sur l'idée d'un sujet unique, objet de la science, dans lequel viennent s'accumuler des connaissances.

²⁴⁷ Thierry Gaudin, in Nouvelles Clés.

Les synergies confluentes des Nanotechnologies, Biotechnologies, technologies de l'Information, et de la science Cognitive (NBIC) représentent une nouvelle fusion particulièrement importante de la science et de la technologie. Celle-ci est soutenue par les gouvernements et les professionnels du capital-risque. Les outils de NBIC augmenteront considérablement la performance d'individus et de groupes et les systèmes d'appui de la civilisation. Les produits de NBIC visent à reconstituer le fonctionnement du cerveau et de la vue pour une longévité accrue. Leur application va de la biométrie aux systèmes de contre-terrorisme.

Ce qui se passe dans le numérique n'a rien à voir avec un monde virtuel, qui échappe au réel : les pratiques et les relations virtuelles entre les gens sont liées étroitement à ce qu'ils vivent dans la réalité (par exemple, les communautés Face book de jeunes inter cités se constituent sur la base de communautés de vie déjà existantes, comme au lycée).

La globalisation et la technologie génèrent un système nerveux électronique lui-même 'global' qui ouvre de nouveaux possibles :

- Permettre à moins de gens de faire plus de dommages en moins de temps, qu'à n'importe quelle autre époque précédemment.
- Renforcer une conscience de l'individu au regard du sens pour sa vie que lui évoquent les propositions de la société. Ainsi cet enfant de 3 ans disant à sa mère : « je ne suis pas d'accord », lorsque celle-ci lorsque ses parents lui dit qu'il doit aller à l'école ; et en même temps généraliser les appels à la désobéissance civile.
- Ouvrir des espaces de création multiple :
 - Certaines organisations ou groupes s'opposent aux RFID (Radio Frequency Identification) incorporées dans les objets de consommation courante, et choisissent de se rendre uniquement dans les magasins peu informatisés qui acceptent « encore » la monnaie fiduciaire
 - Pour d'autres, la protection de la vie privée et donc des données personnelles, passe par les réseaux alternatifs issus de la vieille communauté de développeurs sous LINUX, les hackers devenant les garants de leurs libertés individuelles
 - Un troisième groupe, les membres des communautés d'échange, basent tout sur l'échange de services rendus. L'argent y est aboli, l'unité de mesure du travail accompli est une monnaie auto-décidée et autoproduite (« open money »), et le « liant » de ce système est la confiance mutuelle ».

Plus la capacité mentale et l'intelligence collective de l'humanité augmente, en répondant au feed-back de ce système neuronal 'global', plus les efforts sont nécessaires pour s'assurer que l'éthique globale est également améliorée.

Les acteurs se prennent en main

La dynamique de communication et d'interaction entre les personnes est fantastiquement facilitée par les technologies numériques. L'invention technologique, servicielle, pratique, culturelle, aide les gens à produire et à échanger entre eux. Elle invite les acteurs à prendre en main les choses par eux-mêmes, à chercher d'autres représentations collectives, à construire ensemble, ou avec des acteurs professionnels, des réponses à des situations qu'ils constatent ou auxquelles ils aspirent.

Comment ouvrir le jeu de la communication, comment ouvrir les capacités d'intervention jusqu'aux individus et le citoyens ?

La réponse ne réside pas dans une solution purement technologique, mais dans un modèle de développement. Celui-ci n'est pas uniquement une réponse politique, il ouvre d'autres manières de faire : nous allons probablement vers une plus grande confusion des genres, des systèmes croisés et parallèles entre consommation et institution, comme les *open money*, *l'open production*, *l'open exchange* (E Bay), ...

L'Etat a un rôle fondamental de préserver l'intérêt public (santé, sécurité), de préserver tout citoyen dans ses capacités physiques, psychologiques, économiques, culturelles, sociales, et également d'encourager la multiplicité des manières d'agir. La confrontation laissant la place à la coopération, l'Etat devra passer d'un rôle de contrôle à un rôle soutenant la compréhension, l'accompagnement, la mutualisation, et l'intégration des pratiques.

3.2. - Les 10 clés pour refonder la société à 5-10 ans

« Tout semble devoir être réinventé : les relations de l'Homme avec la planète qui l'abrite, s'alimenter, produire, se déplacer, communiquer, échanger, maîtriser les relations économiques, organiser des entreprises efficaces et s'y épanouir... Au cœur de ce vaste besoin de réinvention et de refondation, nous sommes tous créateurs. »²⁴⁸

Refonder le « pacte sociétal » de la société du 21^e siècle, globale, est un défi majeur autant qu'une mise en projet créatrice et collaborative pour les jeunes générations.

Ce « pacte sociétal » repose sur 10 clés qu'il nous revient de refonder.

Clé n°1 : Refonder « ce qui fait société »

Sécuriser / oser le risque

Les journaux regorgent désormais d'enquêtes sur le « *mode d'emploi de la vie meilleure* »²⁴⁹, d'expériences qui sortent de l'ordinaire, de tentatives de vivre autrement, adaptées aux valeurs émergentes de notre époque. Elles sont le signe qu'une lame de fond traverse la société et interroge le « pacte social » qui la fonde.

Dans nos sociétés occidentales, le *Welfare State* a permis de fonder un pacte social depuis la fin de la deuxième guerre mondiale : ce pacte poursuit un double dispositif : un système d'assurance offert par la sécurité sociale et un système d'assistance offert par l'aide sociale.

Ce pacte social est aujourd'hui révolu dans un monde globalisé qui fait face à une rupture écologique et sociétale, dans lequel la dimension d'Etat-Nation a disparu au profit de celle de cellule vivante d'un village planétaire globalisé. Nous sommes placés devant le défi de refonder le pacte social de nos sociétés, et de le remplacer par un « pacte sociétal », global, décliné localement.

²⁴⁸ In « *L'émergence des idées, créativité et prospectives* », Guy Aznar et Stéphane Ely, in *Futuribles* 0°366, septembre 2010.

²⁴⁹ Titre d'un numéro spécial de *Courrier International*, 2009.

Le couple solidarité / risque constitue le socle fondateur de ce pacte sociétal : quelle solidarités locales dans un monde global, et comment oser le risque solidairement ?

Poser ainsi la question nous conduira à revisiter autrement les solutions inventées au 20^e siècle : retraites, sécurité sociale, chômage, fiscalité, ...

Or l'approche avec laquelle nos pays revisitent actuellement ces solutions demeure désespérément comptable et gestionnaire : cette approche réductrice, qui puise ses racines dans le paradigme du « développement = PIB », ne peut conduire qu'à une contestation croissante de la part de la population, à laquelle on offre pour seul imaginaire la compression et la réduction des avantages acquis.

La question qui se pose est celle de construire des solidarités, au sens de partager des risques et des gains ensemble, et non pas de compenser une culpabilité sous-jacente. Il s'agit de permettre à chacun d'entre nous de ne pas succomber à la culture de la peur véhiculée par l'idéologie sécuritaire, qui le fait se retrancher dans sa sphère privée et affective dans l'espoir que rien ne lui arrivera, et d'avoir la force de se confronter aux réalités sans forcément s'y soumettre.

Y répondre nous appelle à mobiliser les intelligences et les expertises de chacun pour imaginer et élaborer un projet partagé, et trouver des alliances capables de nous aider à dépasser les contradictions auxquelles nous sommes confrontées aujourd'hui.

Cette approche constitue à notre sens une alternative autrement plus fédératrice et riche en espérance, et beaucoup plus adaptée au contexte de la société globale et consciente du 21^e siècle, que l'approche sécuritaire déresponsabilisante. Le « *développement durable* » n'est légitime que s'il construit une telle dynamique.

Redevenir citoyen avant d'être consommateur

Au terme d'une enquête de quinze ans, un sociologue et une psychologue, Paul H. Ray et Sherry Ruth Anderson, ont écrit un ouvrage, paru en France en 2001 et réactualisé en 2006, au titre intrigant « *Les créatifs culturels : comment 50 millions de personnes changent le monde* ». Dans ce livre, ils démontrent qu'une partie

croissante²⁵⁰ de la population américaine sont porteurs de nouvelles valeurs, et conjuguent déjà leur style de vie avec la préservation et la viabilité du monde qui les entoure. Ces personnes, dont le nombre augmenterait chaque année de 3, 5 %, sont les acteurs d'un changement majeur de société, les « créateurs d'une nouvelle culture ».

Leurs valeurs principales sont celles de l'écologie, du développement personnel, de l'engagement citoyen, des valeurs dites féminines, de la spiritualité. Ils ont un sens aigu de leur responsabilité et de l'appartenance à une seule et même planète. Ils ont conscience des conséquences néfastes de nos modes de production et de consommation actuels. Ils choisissent la réalisation personnelle plutôt que la réussite matérielle et accordent une grande importance à la cohérence entre leurs valeurs et leurs actes quotidiens. Ils sont citoyens avant d'être consommateurs.

Au-delà des qualifications (« *alterconsommateurs* », « *consomm'acteurs* », *LOHAS* ²⁵¹, ...), ce socio-style ne saurait être ignoré par les entreprises et le monde économique dans son ensemble, car les Créatifs culturels sont des collaborateurs, des consommateurs, et aussi des chefs d'entreprises, donc des clients, des fournisseurs ou des concurrents potentiels.

D'après le Worldwatch Institute, les LOHAS représentent un marché estimé à USD 300 milliards (dont la moitié dans le secteur du "soin de soi" qui inclut les produits bio et naturels, les compléments alimentaires, les produits de régime, les médecines alternatives).

Le magazine Business Digest, spécialisé dans l'étude des innovations en management et stratégie, décrit un modèle économique nouveau : « *Au plan socio-économique, de nouvelles pistes prometteuses sont ouvertes par les Créatifs culturels, comme par exemple la meilleure productivité des ressources, l'imitation de la nature (bio mimétisme) en ce qui concerne la réutilisation des déchets, l'économie de flux et de service dans laquelle on substitue à une logique de vente et de production, une logique de « droit à utilisation » privilégiant la durabilité écologique, l'investissement dans le « capitalisme naturel », c'est-à-dire une nouvelle conception de l'industrie visant à respecter la planète tout en étant rentable* ».

²⁵⁰ 26 % de la population américaine, soit 50 millions de personnes en 1999, 34, 9 % de la population adulte soit 80 millions d'adultes en 2008. En France, les créatifs culturels comptent en 2006 17 % des Français, et surtout des Françaises, majoritaires (deux-tiers).

²⁵¹ *LOHAS* est l'acronyme de *lifestyles of health and sustainability* que nous pourrions traduire par modes de vie pour la santé.

Clé n°2 : Satisfaire les besoins primaires

Garantir la sécurité alimentaire

À l'heure où plus d'un milliard d'êtres humains souffre de famine, la question de la sécurité alimentaire est posée. Les voix s'élèvent pour dénoncer le système agro-industriel comme source de la malnutrition. L'on se souvient qu'il a été fondé après la première guerre mondiale sur une agriculture chimique : la raison était de parvenir à déstocker les stocks innombrables de produits chimiques qui avaient été destinés à l'armement de guerre et d'aider les fabricants à se reconvertir.

En avril 2008, l'Évaluation internationale des connaissances agricoles, de la science et la technologie pour le développement a présenté son rapport à Johannesburg. Elle fait apparaître un tournant dans la philosophie de la gestion agricole, et constitue une contribution décisive dans la politique de la Commission européenne.

Voici un extrait de son résumé : *« Pendant de nombreuses années, la science agricole s'est axée sur la diffusion des technologies pour accroître la productivité au niveau des exploitations, là où le marché et les arrangements institutionnels mis en place par les États ont été les principaux moteurs de l'adoption de nouvelles technologies. Le modèle général a été d'innover en permanence, de réduire les prix à la ferme et d'externaliser les coûts. Ce modèle a permis d'obtenir des résultats extraordinaires de connaissances agricoles en sciences et technologies (Agricultural Knowledge Science and Technology, AKST) dans les pays industrialisés après la Seconde Guerre mondiale et la propagation de la révolution verte début des années 1960.*

« Mais, étant donné les nouveaux défis auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui, il est de plus en plus reconnu, au sein des organisations, que le modèle d'AKST actuel nécessite une révision. Le statu quo n'est plus une option. Cela conduit à repenser le rôle des AKST dans la réalisation des objectifs de développement et de la soutenabilité : chercher un engagement plus intense au travers des différentes visions du monde et des diverses approches parfois contradictoires, pour éclairer et suggérer des stratégies pour renforcer les capacités diversifiées de l'agriculture.

« En d'autres termes, le temps des politiques agricoles orientées uniquement vers l'objectif de la productivité est achevé. Consécutivement à l'après 2^e guerre mondiale, un autre ensemble de politiques doivent être construites pour répondre aux besoins réels : en d'autres termes faire face au changement climatique et réduire la pauvreté.

« La reconnaissance de la valeur des savoirs traditionnels est nécessaire pour atteindre cet objectif. »

L'acceptabilité sociétale est la condition sine qua non pour conduire ce changement. Par exemple, le lien entre OGM et alimentation : malgré la résistance à la sécheresse, aux herbicides et aux parasites, l'enrichissement en vitamines (riz par exemple), un rendement supérieur (en augmentant l'efficacité de la photosynthèse), cette biotechnologie n'a pas recueilli l'acceptabilité du public en Europe, qui n'accorde pas la légitimité sociétale à cette technologie.

Nous serons chacun rendus responsables de notre état de santé

Les besoins en santé publique sont croissants et multiples. Le vieillissement de la population accroît la proportion d'habitants atteints de maladies neurodégénératives, les maladies infectieuses pour les pays du sud comme du nord, avec des pandémies graves, l'allongement de la vie, etc., exercent une pression croissante sur les budgets publics, et donc sur la recherche biomédicale afin de trouver des traitements à des maladies complexes comme le cancer ou les polyarthrites.

Sous la pression de l'allongement de la longévité, la santé est devenue une préoccupation essentielle dans le monde entier. Les Etats se désengageant du *Welfare State*, la question de l'équilibre du système de protection et de la prise en charge publique des soins est posée. Il est possible de dire que l'ensemble du système de santé publique va être profondément transformé.

Les Etats, confrontés à des systèmes de santé extrêmement coûteux, renvoient la responsabilité de leur santé vers les citoyens/consommateurs. On voit donc apparaître une tendance mondiale de fond, laquelle se transforme progressivement en nouvelle norme sociale : le devoir de santé. Nous allons tous être rendus responsables de notre propre état de santé.

L'évolution de la technologie prépare cette possibilité. Ainsi, une invention de Fujitsu, commercialisée en 2013, permet de collecter des données sur sa santé à son domicile, grâce à un téléphone portable capable de mesurer le pouls de son utilisateur d'un simple regard, sans avoir à utiliser d'instruments de mesure particuliers.

« Des applications sont possibles dans le secteur de la sécurité, par exemple dans des lieux publics ou des points de contrôle d'un aéroport, pour détecter les gens malades ou qui agissent de façon suspecte », souligne Fujitsu dans un communiqué.

Cette évolution prendra bien sûr des formes différentes selon les cultures et les pays, selon les débats spécifiques sur la couverture sociale, le déficit de la Sécurité sociale, etc...

Malgré le poids des lobbys médicaux et pharmaceutiques qui défendent une santé basée sur la lutte contre la maladie par des médicaments chimiques, le coût de ce choix croit de manière tellement insoutenable pour les finances publiques, que nos sociétés n'auront pas d'autre choix que de revenir à un système de santé basé sur l'entretien de la bonne santé et du terrain de chacun.

Nous constatons déjà l'intervention législative de l'Etat sur la sphère de la santé et de la sécurité de l'individu. La ceinture de sécurité (souvenons-nous des protestations contre l'atteinte à la liberté individuelle lorsque cette mesure a été introduite en France en 1975), les contrôles de vitesse, la lutte contre le tabac (loi Evin), l'incitation à la modération dans la consommation alcoolique, l'obésité, et plus récemment, le contrôle plus poussé sur la véracité des allégations des entreprises agro-alimentaires au regard de leur contribution à certains paramètres de santé.

- A Shangai, d'énormes panneaux « *no drinking driving* » sont placés au même niveau que les panneaux de circulation.
- Aux Etats Unis, de plus en plus d'entreprises privées proposent un contrat à leurs salariés : elles leur payent une couverture santé s'ils démontrent qu'ils sont sous les seuils d'analyse normatives (de type masse corporelle, taux de cholestérol, risque cardiaque) résultant d'un check up annuel ; s'ils sont au-dessus, c'est à eux de payer leur couverture santé, et leur entreprise leur donne les moyens d'améliorer leur santé.
- Au Japon la loi permet de prendre annuellement des mesures pour améliorer la santé.

Nous pouvons prédire que la médecine évoluera vers :

- une médecine plus préventive et holistique, soignant le terrain des personnes.
- une automédication croissante, conséquence de l'accessibilité de l'information par Internet.
- des soins de santé à distance : avec des instruments de mesure et de télétraitement adéquats, une personne malade peut être suivie et surveillée et avoir une vie normale, au lieu d'être retenue sur son lit d'hôpital. Quand l'hospitalisation est nécessaire, elle peut être traitée dans les petits hôpitaux, sous réserve qu'ils soient connectés avec les systèmes distants et l'expertise des spécialistes.
- un « tourisme médical » : celui-ci est déjà en développement et se développera plus vite en raison des possibilités offertes par l'Internet de trouver des thérapeutes moins chers d'un pays à l'autre.

- une médecine génétique avec une capacité « prédictive » et une capacité d'intervenir sur les gènes in vivo ou in vitro.
- une capacité à reprogrammer les cellules à partir des cellules souches, afin de réparer les organes atteints par une maladie. Ceci ne manquera pas de poser la question éthique au regard du statut éthique de l'embryon (voir les recherches au Japon sur les cellules pluripotentes induites²⁵²).
- le séquençage du génome humain, qui lui aussi posera la question éthique : peut-on perturber la vie d'un individu avec des diagnostics aléatoires ? quel usage la société pourrait-elle faire de ces tests ?
- réaliser la synthèse entière de génomes de bactéries et de plantes grâce à la biologie synthétique, afin qu'elles reproduisent des molécules spécifiques avec un meilleur rendement que par la « voie naturelle ».

Le Groupe Nestlé a d'ailleurs compris cette évolution, en créant, fin septembre 2010, une nouvelle filiale : "Sciences de la santé SA". Cette division englobait dans un premier temps la nutrition des bébés (Gerber) et des malades ainsi que Jenny Craig, la marque concurrente de Weight Watchers. Nestlé souhaite se développer bien au-delà : "*Nous allons acquérir des licences, acheter des brevets, nouer des partenariats avec des start-up pour créer un environnement scientifique très ouvert et d'une grande richesse...*". Un centre de recherche, le Nestlé Institute of Health Sciences, complètera le dispositif.

Le Président du Conseil d'Administration de Nestlé, Peter Brabeck-Lamarthe, indique clairement que : « *La combinaison de l'économie de la santé, l'évolution démographique et les progrès de la science de la santé montrent que nos systèmes de santé existants, qui mettent l'accent sur le traitement des malades, ne sont pas viables et ont besoin de refonte. Nestlé possède l'expertise, la science, les ressources et l'organisation de jouer un rôle majeur dans la recherche de solutions alternatives. La science de la nutrition pour une santé personnalisée vise à trouver des moyens efficaces et rentables pour prévenir et traiter les maladies aiguës et chroniques dans le 21^e siècle.* »

En d'autres termes Nestlé se positionne sur les « *medical foods* », permettant d'offrir aux consommateurs des solutions personnalisées à leurs problèmes de santé : il s'agit d'introduire dans les aliments des ingrédients ayant une efficacité prouvée sur la santé. L'avantage économique est indéniable : reconnus comme sans risques, dérivés le plus souvent eux-mêmes d'aliments, protégés par des droits de propriété intellectuelle, ils permettent de générer des marges importantes.

²⁵² Donner à des cellules adultes la capacité de redevenir des cellules souches capables de donner naissance à tous les tissus.

Michel Gutsatz ²⁵³ nous précise que « *tous les grands acteurs du food (Danone en rachetant Numico, Nestlé avec Inneov et maintenant 'Sciences de la Santé') et de la pharmacie (Abbott avec Abbott Nutrition) - sont en train de se positionner sur ce marché. Nous ne sommes qu'au début d'une nouvelle ère pour l'alimentaire et la nutrition. Elle sera marquée en particulier par un second défi : construire des marques, autour de la prévention médicale personnalisée, capables de nouer des relations de confiance avec les consommateurs.* »

Optimiser un habitat efficient

Le marché des bâtiments s'est engagé vers une efficacité énergétique. Il est caractérisé par ²⁵⁴ :

- Une plus grande sévérité d'exigences d'efficacité énergétique reconnues internationalement dans les codes du bâtiment comme dans l'incitation et la surveillance des installations,
- Des mesures fiscales nouvelles et des subventions pour les investissements d'efficacité énergétique avec des périodes de récupération plus longues,
- Des clauses business et contractuelles impliquant les concepteurs, les entrepreneurs, les services publics et les utilisateurs finaux dès l'amont dans le cadre d'une équipe intégrée,
- Des audits réguliers de performance énergétique, avec resserrement et amélioration continus,
- Des campagnes soutenues pour accroître la sensibilisation sur la consommation d'énergie dans les bâtiments et promouvoir les changements de comportement.

Assurer un approvisionnement énergétique soutenable

Les scénarios énergétiques 2050 ne sont pas soutenables, car ils se heurtent à 2 contraintes :

- L'épuisement à plus ou moins longue échéance des ressources non renouvelables (les carburants fossiles représentent 80 % de l'énergie primaire mondiale, même si les réserves de charbon sont importantes),
- La perspective d'un réchauffement climatique.

²⁵³ Fondateur de Brand Watch, expert indépendant en stratégie des marques, spécialisé dans les marques cosmétiques, alimentaires.

²⁵⁴ *Vision 2050, The new agenda for business*, WBCSD, Février 2010

Trois chantiers sont devant nous sur ce champ : une production soutenable de l'électricité, son stockage, des carburants pour l'après pétrole.

Compte tenu de l'inertie des techniques énergétiques, l'avenir à 2030 est déjà gravé dans le marbre. Les options peuvent s'ouvrir pour après 2040 : rupture de la physique dans la relation masse / énergie, interaction lumière / matière, fusion thermonucléaire, génie génétique (production de biocarburants par des nouvelles enzymes en manipulant génétiquement des bactéries), ...

Comme le dit une compagnie d'assurance célèbre : « *La sécurité d'approvisionnement énergétique est inséparable de la transition vers une économie faiblement carbonée* ²⁵⁵ ». Les clés sont :

- Un consensus international sur la gestion efficace des émissions de gaz à effet de serre,
- Un prix global pour le carbone,
- Des politiques efficaces pour réduire les coûts de production d'électricité renouvelable et améliorer l'efficacité des autres formes de production,
- Des mesures d'incitation et d'information pour stimuler la demande du côté des gains d'efficacité énergétique,
- Une démonstration, un déploiement et une acceptation suffisante et sécurisée de technologies comme le nucléaire ou le CSC (Carbone Capture Storage, encore dénommé capture et séquestration du carbone),
- Davantage d'accent mis sur l'efficacité de la demande et les changements de comportement qui l'accompagne,

Reconsidérer les besoins essentiels

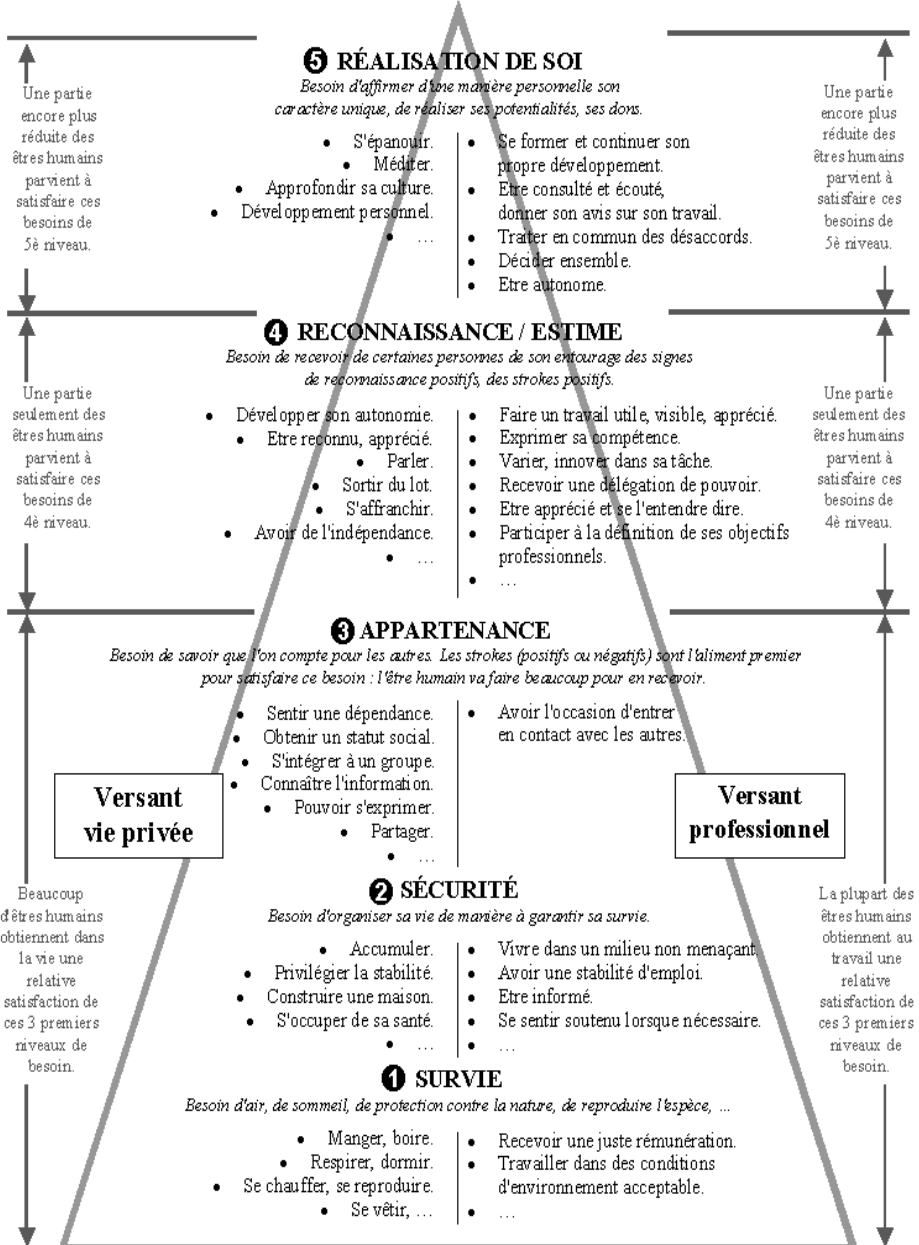
Refonder « ce qui fait société » va nous obliger également à reconsidérer ce que sont les besoins essentiels.

La pyramide de Maslow peut nous aider. Traditionnellement, la satisfaction des besoins primaires (survie, puis sécurité) précède celle des besoins plus sophistiqués comme le besoin d'appartenance, suivi du besoin de reconnaissance, et enfin du besoin d'estime de soi, ainsi que le montre la pyramide de Maslow bien connue (page suivante).

²⁵⁵ Etude réalisée par les Lloyd's assurance avec Chattham House – 2010.

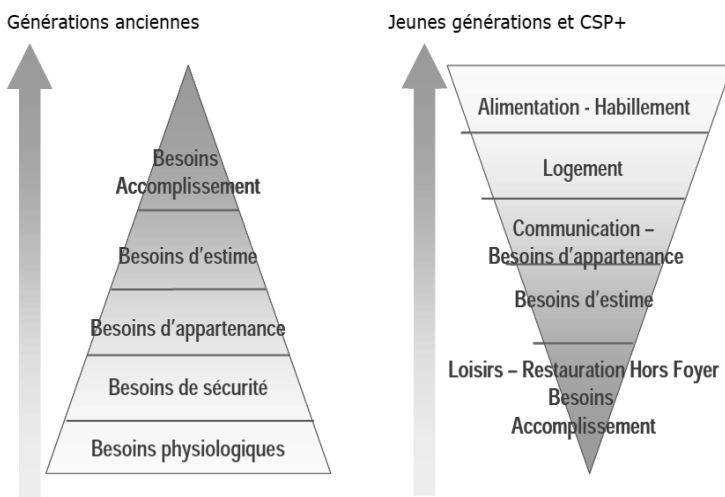
Besoins propres au monde occidental.

1. pyramide particulièrement intéressante pour le monde du travail
2. les humains ne ressentent l'apparition d'un besoin supérieur que lorsque le besoin actuel est relativement satisfait.



Mettre du sens dans son acte d'achat

Une enquête récente du Credoc²⁵⁶ permet d'actualiser cette hiérarchie des besoins motivationnels : elle met en évidence que cette pyramide de Maslow s'inverse pour les jeunes générations et les catégories les plus aisées. Ces catégories valorisent d'abord les besoins d'accomplissement, de la réalisation de soi et d'appartenance avant de combler leurs besoins physiologiques :



Source : A.H. Maslow (1987) « Motivation and personality », 3ème édition, New-York, Harper Collins Publishers

Cette même étude du Credoc montre une croissance très nette en 2009 des motivations liées aux garanties écologiques du produit (+ 9pts). Cette augmentation est associée à la progression de l'ensemble des motivations pour la consommation engagée. Ce bond est d'autant plus significatif que les ménages considèrent que leur pouvoir d'achat est en baisse depuis le passage à l'euro en 2001.

En 2012, une étude²⁵⁷ montre que 70 % des consommateurs privilégient les marques qui ont une véritable éthique. Leur attente est de disposer de preuves concrètes indiquant que ces produits sont de meilleure qualité (60 %) et présentant avec transparence l'engagement social et environnemental des entreprises produisant ces produits (51 %).

²⁵⁶ *Le consommateur va-t-il changer durablement de comportement avec la crise ?* P. Hébel - N. Sioumandan - F. Lehuédé Enquête Credoc N° C268 - Décembre 2009.

²⁵⁷ Enquête Ethicity *Les Français et la consommation responsable 2012*.

En 2013, cette étude actualisée²⁵⁸ montre que la consommation responsable résiste malgré la crise : 24 % des français agissent au service de leurs convictions au travers de ses choix d'achat contre 20 % les années précédentes. 80 % de la population déclare que les entreprises ne leur donnent pas assez d'informations sur les conditions de fabrication de leurs produits, en hausse de 7 % depuis 2010.

65 % des consommateurs ont une appétence pour une consommation responsable : 25 % sont freinés par des difficultés financières alors que 40 % se disent prêts à changer pour un autre mode de consommation.

Les Français sont à l'image des européens, unanimement sévères à l'encontre de leur gouvernement respectifs quant aux mesures prises pour juguler la crise. *En effet, 30 % d'entre eux pensent que le gouvernement n'a pas pris les mesures appropriées en temps voulu. Cette proportion de réponses négatives est importante pour une réponse d'ordre politique autre que les élections (Deloitte, 2009).*

Divers travaux sociologiques ont mis en lumière les dimensions extra-économiques de l'acte d'achat (Desjeux, 2003) : il ne se limite pas au besoin, mais répond aussi à la recherche d'une satisfaction plus large, qui peut passer par la satisfaction « morale ». Il s'agit alors de mettre du sens dans son acte d'achat. Cette recherche de sens va au-delà de la maximisation de l'intérêt personnel recherché par l'individu rationnel analysé dans le cadre de la théorie économique néo-classique.

La consommation engagée (aussi dite « citoyenne » ou « responsable ») désigne un type de consommation qui entend ne pas se limiter à la satisfaction d'un besoin ou d'un désir mais qui se veut aussi un choix « moral » exprimant un intérêt d'ordre collectif. L'individu est amené à consommer en accord avec certains principes de la société dont il est le citoyen, et implicitement d'agir conformément à ce qui est reconnu comme « bien » (Smith 1990). Il s'agit de l'équivalent, côté demande de la question de la responsabilité sociale des entreprises (Cochoy, 2008).

Avec la crise, l'aspect éthique de la consommation est devenu un critère d'arbitrage d'importance. Cet impact s'explique par le problème de confiance engendré par le retournement brusque de la conjoncture. En effet, la crise a soulevé un problème de confiance envers les acteurs économiques (institutions publiques, institutions financières et entreprises).

La consommation engagée vise à pallier cette défaillance en permettant d'intervenir sur le marché : elle permet en effet d'intégrer au marché la

²⁵⁸ Enquête Ethicity *Les Français et la consommation responsable 2012.*

dimension de la valeur d'utilité des produits et services au regard du patrimoine commun.

La réputation de l'émetteur de ces produits et services, l'opposabilité de ses allégations sociales, sociétales, environnementales, et de celles des acteurs de la chaîne de valeur associée, deviennent un facteur de différenciation stratégique.

Clé n°3 : **Internaliser les externalités**

Réintégrer la valeur de l'écologie dans l'économie

La double rupture écologique et sociale qui se prépare va percuter de plein fouet l'économie :

- Le déclin de la biodiversité : si certaines entreprises commencent à se préoccuper de ce désastre annoncé, il est encore largement en dehors du champ de la préoccupation économique. Cependant, le Protocole de Nagoya adopté le 29 octobre 2010 au Japon marque l'irruption de la valeur donnée à la biodiversité sur la scène de la contrainte internationale, au travers du mécanisme « d'Accès et de partage des Bénéfices » (ABS), qui sera contraignant dès sa ratification par 50 pays, comme l'a été le Protocole de Kyoto²⁵⁹.
- La dérégulation climatique : la Banque Mondiale estimait, en 2007, qu'une élévation de 3 m du niveau des océans obligerait 135 millions de personnes à se déplacer, et 300 millions pour une élévation de 5 mètres : ceci génèrerait une reconstruction sur les hautes terres ou dans des cités marines d'une ampleur bien nettement supérieure à la reconstruction après la 2^e guerre mondiale.
- La menace d'une absence d'accès à de l'eau potable et à des systèmes d'assainissement d'ici 2025 pour la moitié de l'humanité ²⁶⁰.

²⁵⁹ Le Protocole de Nagoya entrera en vigueur 90 jours après la 50^{ème} ratification par les Etats. Au 22 septembre 2011, 54^{er} février 2012, date de clôture des signatures, 92 Etats ont signé le protocole de Nagoya. Les 15 premiers pays à avoir ratifié le protocole sont : l'Afrique du Sud, l'Albanie, le Botswana, le Gabon, l'Ethiopie, les îles Fidji, l'Inde, la Jordanie, le Laos, le Mexique, la Micronésie, le Rwanda, Seychelles, le Panama et l'Île Maurice.

²⁶⁰ Sommet Rio+10 des Nations Unies, Johannesburg, 2002.

Les 10 pistes pour y parvenir

Dix pistes permettront de réintégrer la valeur de l'écologie dans l'économie ²⁶¹ :

1. Orienter nos investissements et engager une gestion mondialisée selon une approche systémique globale ²⁶² afin d'enrayer la menace d'une insécurité mondiale.
2. Refonder notre fiscalité pour internaliser nos externalités environnementales et sociales²⁶³. La taxe carbone ou la vignette européenne appliquée au trafic poids lourds n'en sont que les premiers signaux.
3. Translater la base de notre économie assise sur l'exploitation des ressources énergétiques fossiles ²⁶⁴ vers des énergies renouvelables : les énergéticiens devront investir 26.000 milliards de dollars d'ici 2030 pour satisfaire, collectivement, nos besoins énergétiques les plus élémentaires ²⁶⁵.
4. Intégrer dans nos échanges la question de la responsabilité, condition sine qua non pour continuer à garantir la sécurité d'approvisionnement de matières premières natives raréfiées et réappropriées par les populations (ou plutôt par les Etats...).
5. Réduire la vulnérabilité des changements environnementaux et socio-économiques en décentralisant, renforçant les droits aux ressources des populations locales, améliorant l'accès aux soutiens techniques et financiers, améliorant les capacités à gérer les désastres naturels et rendre les femmes et les groupes vulnérables autonomes, ...
6. Intégrer les activités environnementales dans le cadre plus large du développement, notamment en déterminant les influences des dépenses publiques prévues pour l'environnement, identifiant les cibles environnementales sectorielles et intersectorielles, encourageant les meilleures pratiques et surveillant les résultats à long-terme.

²⁶¹ Les points 5 à 10 sont extraits de « Avenir de l'environnement mondial GEO4 », Programme des Nations Unies pour l'environnement, 2007.

²⁶² Voir en particulier : Jared Diamond's "Guns, Germs, and Steel: The Fates of Human Societies", et également : "Collapse".

²⁶³ François HOLLANDE (député PS de Corrèze) : « Nous souhaitons généraliser le principe de l'écoconditionnalité au plus grand nombre de financements ou soutiens publics : écoconditionnalité des allègements de charges pour les entreprises et une TVA écomodulable » (29/05/2010).

²⁶⁴ en 2025, la consommation énergétique aura augmenté de 66 % par rapport à 2000, dont deux tiers par les Etats Unis, la Chine et la Russie.

²⁶⁵ Selon les chiffres de l'Agence internationale de l'énergie.

7. Renforcer la conformité aux traités pour les coûts administratifs et le lourd fardeau des parties, améliorer la surveillance et le respect, et renforcer la coordination, notamment au niveau national.
8. Créer des environnements favorables aux innovations et aux nouvelles solutions en ayant recours à des instruments économiques, aux technologies actuelles et nouvelles, au renforcement des parties et à des approches plus adaptées qui s'éloignent de la traditionnelle gestion institutionnelle divisée et des systèmes de production et qui permettent une consommation plus durable et des modèles de production.
9. Renforcer la sensibilisation, l'éducation et les connaissances environnementales en rendant les recherches scientifiques disponibles et les données accessibles par l'amélioration des infrastructures et des connaissances et en mettant à profit des développements rapides dans les technologies de communication et de l'information.
10. Mobiliser des ressources financières pour faire face aux problèmes environnementaux par des approches innovantes, notamment les paiements pour les services fournis par les écosystèmes en parvenant à un système de commerce multilatéral équitable, ouvert, non discriminatoire ainsi qu'une libéralisation du commerce dont les pays bénéficient à tous les stades du développement.

Nous vivons un tournant historique : il y a un demi-siècle, la recherche était censée être au service de la compétitivité économique et des objectifs de défense, à l'exception, bien sûr, de quelques recherches fondamentales, tournées sur leurs objectifs propres. Si la prise de conscience du public et des politiciens est tournée vers le changement climatique, la recherche devra à l'inverse de déterminer quelles orientations accorder aux activités économiques et industrielles, et même à la défense dont les objectifs sont censés préserver la sécurité mondiale, afin d'enrayer cette perte de patrimoine commun, et au contraire l'enrichir.

Promouvoir une consommation responsable

Compte tenu des perspectives de doublement du produit économique d'ici 2050, une réduction par 10 du recours à l'utilisation de l'énergie et des ressources naturelles utilisées est nécessaire pour assurer à cet horizon une consommation responsable dans les pays occidentaux²⁶⁶.

Promouvoir une consommation responsable oblige à poser la question du sens de la consommation.

²⁶⁶ Von Weizsäcker et al., 1997.

D'abord sur le plan des recettes générées. La consommation constitue à ce titre un enjeu d'Etat vital : en France, 41 % des recettes de l'Etat et 50 % de ses recettes fiscales proviennent de la TVA générée par la consommation²⁶⁷. Si promouvoir une « consommation responsable », revient à sortir d'une consommation consumériste, donc d'une fiscalité consumériste, et donc de la TVA, il convient dès lors de :

- sortir de la taxation par la valeur ajoutée, et l'orienter vers des prélèvements d'une autre nature valorisant ou sanctionnant l'enrichissement ou la dégradation du patrimoine commun.
- engager une relation entre l'Etat et la société, en déconnectant le développement de la seule croissance monétaire.

Ensuite sur le plan du mode de consommation. Parler de « *consommation durable* » est à la fois un oxymore et une injonction paradoxale. Positionner la question de la consommation avant tout en réaction à l'existence d'une hyperconsommation non-durable, sans aborder les fondements sous-jacents du choix de développement qui la génère, changer les habitudes de la société de consommation sans traiter les racines de la consolation qui la porte, nous condamnent à courir toujours plus vite derrière les pansements correcteurs multiples et variés. Le risque est alors bien de donner d'autres couleurs à la « société de consommation », vertes, bleues ou autres...

Eric Seulliet, consultant en prospective et innovation, qui a lancé le réseau E-Mergences, pense que les Créatifs culturels vont faire évoluer le marketing traditionnel vers un marketing de la « *reliance* » : « *ce n'est plus la marque qui cherche à fidéliser le consommateur, c'est au contraire la marque qui devra être fidèle aux consommateurs* ».

La consommation responsable est un levier indispensable pour réussir la transition vers un développement soutenable, elle vise à initier une transition fondamentale dans nos modes de vie et nos comportements quotidiens de consommation. Faute d'une telle approche, les progrès risquent de n'être que marginaux ou d'être compensés par l'évolution inverse des comportements due à l'augmentation de la consommation (effets rebonds).

La voie explicitement tracée par l'Agenda 21 et Rio 1992 était ambitieuse : développer une nouvelle approche de la croissance économique, réinventer la notion de prospérité et changer nos modes de vie pour les rendre compatibles avec les limites de la planète : autant d'enjeux qui imposent implicitement qu'évoluent les comportements, les choix, les attentes et les modes de vie des consommateurs.

²⁶⁷ Calcul tiré des chiffres du budget de l'Etat français 2010.

Le décalage entre l'intention déclarée d'adopter au quotidien des comportements vertueux (« *value-action gap* ») et les pratiques individuelles concrètes sont dues autant à des contraintes budgétaires et informationnelles qu'à des gaps culturels, sociaux, ou d'habitude : quels sont les facteurs clés d'une consommation responsable ?

Quels sont les facteurs clés d'une consommation responsable ?

Nous avons identifié 7 facteurs clés permettant de passer à une consommation responsable :

1. Passer d'un achat compulsif à un achat réflexif,
2. Adopter une consommation frugale, une simplicité volontaire,
3. Simplifier les échanges,
4. S'ouvrir à l'économie de l'expérience : rapprocher le producteur du consommateur et associer au produit ou au service son « histoire » (environnementale et sociale),
5. Généraliser la pro-sommation et la co-production (voir ci-dessous), grâce à des pratiques du type : « *do it yourself* » ou « *think and act together* »
6. Développer l'économie de fonctionnalité (vélib', autopartage, ...),
7. Assurer la mutualisation et le recyclage.

Prenons quelques exemples de l'économie de la fonctionnalité :

- Le « vide-poussette », un principe d'échange sans intermédiaire, se développe de plus en plus. Le consommateur devient loueur du vêtement : il ne paye que l'usure, puisqu'il pourra le revendre le même prix après usage, ou moins cher s'il s'est usé.
- EBay propose chaque jour de donner une deuxième ou une troisième vie à des biens de consommation très polluants. La démarche mériterait d'être améliorée sur le plan social et d'être le plus possible localisée.
- Les AMAP (Association de Maintien d'une Agriculture Paysanne) proposent des produits souvent bio à des familles qui acceptent la logique d'abonnement : elles trouvent grâce à Internet un lien permanent et de meilleurs échanges avec les consommateurs-abonnés.
- Gilles Berhault, président du Comité 21 et d'Acidd ouvre un imaginaire réaliste : « *On peut aussi imaginer créer une coopérative locale de mutualisation. Chaque membre paye une adhésion mensuelle qui permet de financer un ou plusieurs emplois pour l'organisation, les échanges. Chaque membre fournit des*

vêtements, de l'outillage, des services... Ensuite chacun loue sur une centrale de réservation Internet ce qui l'intéresse et paye en monnaie d'échange locale. Il ne sert à rien d'utiliser l'euro, d'impliquer les banques. Il ne s'agit que de simplifier les échanges. Il serait aussi satisfaisant de savoir que votre perceuse ou votre imprimante ou votre combinaison de ski est utilisée au lieu d'encombrer des placards. Sans compter qu'il y a des emplois à créer... Sans compter que cela diminuerait drastiquement la quantité de produits fabriqués à l'empreinte environnementale et sociale dramatique. Ces coopératives seraient aussi en vraie situation de négociation avec les fabricants pour exiger des produits à longue durée de vie... »

- Cette logique fonctionnelle va influencer la manière de gérer les territoires et leur gouvernance : ainsi dans certains peuples (exemples : peuples autochtones d'Amérique du Sud ou d'Afrique, communautés du Chiapas en Amérique Centrale, « ville libre » de Christiania à Copenhague dans le Nord, etc...), la Terre appartient à ceux qui la cultivent... le temps qu'ils la cultivent, les maisons à ceux qui les habitent ... le temps qu'ils y résident effectivement. Ensuite le terrain ou la maison redeviennent libres d'accès.
- D'autres confient le pouvoir de gérer le patrimoine commun sur une durée plafonnée à 6 mois, afin d'obliger les « élus » à rester ancrés dans le réel de la vie, et inciter chacun à se préparer à prendre la relève et d'apprendre lui aussi à gérer le patrimoine commun lorsque l'élu remettra son mandat.

La mutualisation des savoirs et de la connaissance est fondamentalement aussi une question d'éducation : vaut-il mieux collectionner des informations, accumuler des connaissances ou des compétences, se mettre en compétition avec ses congénères, ou apprendre la collaboration et la mutualisation dès la maternelle ?

Assurer une traçabilité de l' « histoire » du produit

La consommation responsable appelle à produire d'une manière responsable. Nous nous attacherons ici à décrire la question de la crédibilité de l' « histoire » (traçabilité écologique, sociale, sociétale) du produit ou du service, pour lui permettre d'atteindre des objectifs de soutenabilité.

La Stratégie Nationale de Développement Durable de la France prévoit de « développer l'information sur les qualités écologiques et sociales des produits pour changer les comportements », en « rendant l'offre de produits durables plus attractive et plus crédible auprès des consommateurs », et en « développant l'information environnementale (affichage du

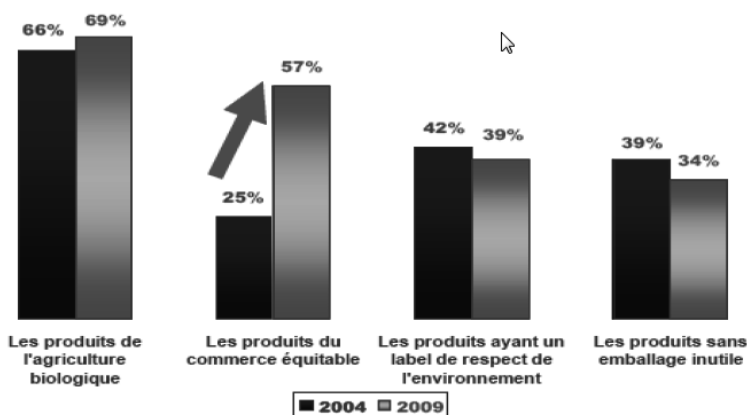
contenu carbone notamment) et sociale sur les produits et les services et de soutenir les comportements de consommation vertueux. »²⁶⁸

Le consommateur qui souhaite éclairer son choix est confronté à une double difficulté : un manque de repères face à l'abondance des informations disponibles et un manque d'offre. D'autre part, même lorsque l'information est disponible, il témoigne depuis peu d'une certaine lassitude face aux discours écologiques « moralisateurs » et culpabilisateurs, ou aux sollicitations perçues comme trop nombreuses et moins crédibles (suspicion de *greenwashing* véhiculée par les arguments publicitaires) : moins de la moitié des consommateurs²⁶⁹ estime ainsi que l'information donnée sur les bénéfices environnementaux des produits par les entreprises est fiable. 76 % considèrent que « les entreprises ne donnent pas assez d'informations sur les conditions de fabrications de leurs produits²⁷⁰. »

L'identification des éléments de responsabilité, c'est-à-dire la traçabilité de preuve en amont, s'avère pourtant un choix payant pour les marques :

La stratégie de marque des filières équitables s'avère payante en termes d'identification

« Lorsque vous faites vos courses, repérez-vous facilement ou non, les produits suivants ? »



Source : Ethicity/ADEME (2009), *Les Français et la consommation durable- Quels changements en 2009 ? (op.cit.)*

Cette identification des éléments de responsabilité se réduit aujourd'hui au seul étiquetage. Force est de constater que ce n'est pas la bonne solution :

- La profusion de labels privés nuit à leur compréhension et à leur crédibilité, ainsi qu'à la reconnaissance des labels officiels, et accroît la

²⁶⁸ SNDD 2010-2013.

²⁶⁹ ADEME, 2009.

²⁷⁰ Etude Ethicity 2012.

confusion des consommateurs : nous assistons à une sorte de saturation cognitive avec la responsabilité placée en argument de vente, même si certains se refusent par intégrité à faire de l'« équitable » un argument de vente (comme l'ONG Minga spécialisée sur les circuits courts et les systèmes de garantie participatif).

- Le consommateur identifie mieux les labels qui s'appuient sur des marques et des circuits de distribution commerciale.
- L'intérêt des labels est mis en doute en raison du coût inhérent à la collecte et à la vérification de l'information.
- Le processus de labellisation est coûteux et n'incite pas les grands groupes industriels à souscrire à des labels officiels, et encore moins les petits producteurs.
- Les tierces parties qui valident et / ou certifient la conformité aux référentiels sont souvent ignorantes des pratiques professionnelles des producteurs sur le terrain, et privilégient une approche techniciste inadaptée au contexte.
- Les dispositifs d'encadrement publics, pourtant nécessaires, sont peu développés.

Les labels (fondés sur des référentiels d'exigences et certifications ISO) nous semblent être une solution datée dans le temps sur le champ de la Responsabilité. La traçabilité de l'« histoire » du produit est à l'inverse un véritable mouvement sociétal et ne peut s'arrêter aux labels : chaque contexte perçoit et reçoit de manière différenciée les impacts générés par une entreprise. Un référentiel universel d'application locale de la responsabilité n'aurait pas de sens. C'est la raison pour laquelle un label de Responsabilité ne pourrait qu'être perçu comme une tentative d'abus de confiance, et serait rejeté tout comme les acteurs qui le porteraient.

Face à cette situation non satisfaisante, nous pouvons dire que la traçabilité sociale, sociétale et environnementale va se mettre en place d'une manière différente, à la fois par l'amont et par l'aval, en répondant de manière argumentée et fondée à les questions que pose le consommateur : d'où vient l'ingrédient ? qui l'a fabriqué ? a-t-il contribué à dégrader ou à enrichir tel ou tel enjeu du patrimoine commun ?

L'alternative consiste à assurer une double traçabilité : en amont et en aval.

Assurer la traçabilité par l'aval

Assurer la traçabilité par l'aval est la pratique actuelle. La pression vient de partout et dans tous les domaines (alimentaire, beauté, vêtements, ...), et un mouvement salutaire s'amorce : les entreprises qui n'ont pas engagé de réponse commencent à réaliser qu'elles doivent s'y mettre, sous peine de baisse d'attractivité et à terme d'exclusion du marché. Déjà, certains distributeurs et certaines marques sont en train de modifier leurs pratiques. Prenons quelques exemples :

- Wall Mart a mis au point une grille nutritionnelle, validée par des scientifiques et une ONG, par laquelle la compagnie passe au crible l'ensemble de ses références. Les résultats sont publiés annuellement depuis 2 ans. Résultat : si un quart des références ont au moins une étoile, les trois quart n'atteignent pas le seuil requis ; les produits ayant au moins une étoile ont un taux de croissance à 2 chiffres, 3 à 4 fois supérieure à ceux qui n'en ont pas à ceux qui n'ont pas. Wall Mart propose sa méthode en licence : en 2009, Wall Mart a mis à disposition de tous ses fournisseurs un logiciel Green Wercs confié à une tierce partie, qui permet d'analyser les ingrédients des produits non alimentaires et d'identifier les ingrédients à risque. Pour le moment, cette proposition vise un objectif de sensibilisation, mais il est probable qu'elle devienne prescriptive.
- Marie Surgelés et Lesieur ont « nettoyé » la totalité de leurs ingrédients, comme l'huile palme, pour pouvoir prouver l'origine de leurs sources. De même, dans un grand mouvement souterrain, la majorité des entreprises alimentaires ou de beauté ont entrepris de « nettoyer » toutes leurs formules, afin d'être irréprochables, et ne plus avoir à subir des crises (comme Nestlé en avril 2010 avec l'huile de palme).
- Timberland, suite à une crise, a engagé un gros travail sur la responsabilité environnementale : en Juin 2009, le CEO a reçu, dans le cadre d'une campagne de Greenpeace, une centaine de mails l'accusant d'être complice de la déforestation aux Etats Unis. Tout d'abord interloqué, car ne sentant pas concerné, il s'est rendu compte qu'une des causes principale de la déforestation en Amazonie est la création de zones de pacage pour les troupeaux, d'où provient le cuir pour fabriquer les chaussures. Or, renseignement pris, il n'a pu parvenir à connaître si leurs chaussures venaient de ces cuirs. Deux positions étaient possibles : la première était de stopper l'approvisionnement du Brésil, ce qui aurait généré des impacts négatifs sur le développement des populations et des régions concernées, hypothèse inadmissible

pour le CEO. L'autre, qui a été retenue, visait à résoudre, pour la première fois, la question de la traçabilité de leurs ingrédients, celle-ci ayant été mise en place en 6 mois.

- Le secteur de la beauté (cosmétiques, parfums), a également entrepris un nettoyage des formules : les marques enlèvent les parabènes et phtalates de leurs produits et rendent cette action opposable via une charte éthique, voire mieux au regard de leur crédibilité, par un référentiel d'engagements et de pratiques de responsabilité sociétale²⁷¹. La tendance ne va pas dans le sens d'une certification (type Natrue par exemple). D'après Michel Gutsatz, « *les grands gagnants vont être les marques traditionnelles, et non les marques bio qui resteront des niches* » : Weleda, Dr Hoshka ou Yves Rocher axent leur positionnement sur le naturel et non le bio.

Les technologies RFID permettent au consommateur d'avoir désormais accès à toute l'information sur le produit, ses ingrédients, les éléments de risque, la dimension RSE de l'entreprise²⁷².

Assurer la traçabilité par l'amont

La nouvelle géopolitique des ressources – désormais encadrée par le Protocole de Nagoya adopté le 30 octobre 2010 – opère une tension sur l'accès aux ressources, et donc leur prix : nous allons vers des augmentations de prix, et la surface arable la moins cultivée au monde, l'Afrique, va devenir un enjeu pour cultiver et apporter de nouvelles sources de produits.

Des fonds de pension, des entreprises, des Etats (la Chine, l'Arabie Saoudite..) achètent ou louent des milliers d'hectares pour les exploiter à des fins alimentaires, minières, énergétiques, de tourisme... : entre la mi-2008 et 2009, le nombre de transactions foncières agricoles effectuées par des investisseurs étrangers dans des pays en développement a cru d'environ 200 % ²⁷³. 60 % des transactions foncières conclues au cours des dix dernières années dans le monde étaient destinées à des cultures pouvant servir à la production d'agro carburants.

Le risque est que la Banque mondiale gèle ses investissements le temps de revoir ses politiques : « *La Banque mondiale doit agir dès à présent et appliquer un gel temporaire de ses investissements dans des terres agricoles le temps de revoir ses politiques en la*

²⁷¹ Sustainway a mis au point une méthodologie originale de diagnostic sociétale, de traçabilité sociétale, et d'évaluation de la maturité sociétale® se fondant sur un référentiel d'engagements et de pratiques responsables - www.sustainway.com

²⁷² www.goodguide.com, www.ecocompare.org

²⁷³ Source : Oxfam, rapport « *Notre terre, notre vie* », octobre 2012.

matière dans les pays en développement, d'œuvrer à la définition de normes pour les investisseurs et de mettre en place des mesures plus rigoureuses pour prévenir l'accaparement des terres », souligne Oxfam.

Cette situation, jointe à la défiance du consommateur en aval, oblige les entreprises à repenser la question de la production et à rétablir un lien étroit entre sourcing et production. Les fabricants et les distributeurs vont se tourner vers les producteurs locaux, développer avec eux des relations privilégiées, et chercher à qualifier et / ou à certifier leurs pratiques professionnelles. La garantie va quitter le terrain du consommateur pour aller dans celui de la relation entre professionnels (« B2B, « *business to business* »).

Le développement des Systèmes de Garantie Participatifs (SGP) dans différentes régions du Monde (Amérique du Sud, Israël, Italie, Etats-Unis, ...) signe la volonté des producteurs d'opérer une double bascule :

- Inverser le rapport de force détenu par les acteurs de la mise en marché : ceux-ci imposent leurs conditions concernant des indicateurs liés au produit, et font payer au prix fort la reconnaissance des producteurs via des labels ou des certificats, sans reconnaître la qualité de leurs pratiques professionnelles. Ce rapport de force favorise l'individualisme et la compétition, ce qui dégrade à terme la qualité des filières et des produits.
- Inverser l'objet de la valorisation, et donc de la reconnaissance, en passant des indicateurs prescriptifs sur les produits exogènes aux contextes locaux, à des critères endogènes partagés autour des pratiques professionnelles des producteurs, avec la volonté de progresser collectivement sur la maturité des celles-ci : cette logique favorise la cohésion sociale, l'intégration territoriale et la coopération pour améliorer tous ensemble la qualité des filières et des produits.

Toutes les entreprises sont naturellement conduites à travailler sur la traçabilité technique et commerciale de leurs produits. Il s'agit ici d'élargir cette traçabilité aux critères d'impacts sociaux, sociétaux, environnementaux de leurs produits, puis à la traçabilité RSE des entreprises acteurs des chaînes de valeur.

Notre expérience nous fait observer que la maturité des entreprises progresse de la manière suivante :

1. La première réaction de l'entreprise qui ne sait pas qu'elle ne sait pas, est de se sentir prise au dépourvu : uniquement réactive, elle cherche à se rendre conforme aux réglementations (par exemple en Europe : les allégations nutritionnelles, la santé, la directive Reach) ; elle prend un

risque important d'être accusée de *greenwashing* si elle habille en « responsabilité sociétale » ces efforts de mise en conformité réglementaire colorés par quelque éco-geste, en s'abstenant d'adresser ses impacts les plus significatifs.

2. Lorsqu'elle sait qu'elle ne sait pas, l'entreprise prend alors conscience qu'elle doit devenir *accountable* ²⁷⁴ : elle met alors en place des actions concernant ses produits et leurs ressources associées, ou leur environnement (packaging, filières, ...) pour accroître ses impacts sociaux, sociétaux et environnementaux positifs sur la société, ou diminuer ses impacts négatifs.
3. Puis certaines entreprises se rendent compte que ces plans d'actions nécessitent, pour être efficaces et crédibles, d'intégrer, d'actualiser et d'optimiser leur organisation, leurs processus de pilotage et leur gouvernance : elles commencent le processus d'intégration de la question sociétale dans leurs pratiques professionnelles.
4. Enfin, quelques entreprises ont compris que la société attend de leur part qu'elles lui démontrent la qualité globale de leur relation avec la société et la Nature, et que l'intégration de cette qualité globale au cœur de leur raison d'être, et donc de leur modèle d'activité, leur permet d'optimiser leur différenciation compétitive. Elles mettent en cohérence leur business model avec cette transformation. Elles prennent alors une avance significative sur leurs concurrents.

Permettre une mobilité responsable

Patrick Viveret : *« On commence à parler de relocalisation. Pas de la relocalisation autarcique, fermée, etc., mais d'une relocalisation ouverte, qui donne au développement local son plein sens et qui arrête avec la folie des tomates et des fraises qui se baladent dix mille kilomètres avant d'arriver dans notre assiette ».*

²⁷⁴ Capable de rendre compte de la manière dont elle traite ses impacts générés par son activité sur les enjeux sociétaux.

Les 10 clés d'une mobilité responsable sont les suivantes : ²⁷⁵

1. Les investissements d'infrastructure doivent suivre la demande croissante de transport de passagers et de fret,
2. La planification urbaine doit être intégrée, en particulier dans les villes à croissance rapide,
3. Relier véhicules les uns aux autres et aux infrastructures,
4. Le développement et le déploiement de véhicules à combustion interne efficace d'améliorer les véhicules neufs,
5. Diminuer l'intensité en carbone jusqu'à 40 à 50 %, soutenue par de meilleures politiques et des carburants plus efficaces,
6. Articuler décideurs et partenaires industriels pour accélérer la recherche et le déploiement de systèmes de transmission et d'autres biocarburants avancés,
7. Adopter un comportement de conduite plus éco-efficace, avec le soutien de campagnes d'information,
8. Adopter des standards internationaux pour des carburants alternatifs soutenables et l'installation de systèmes de surveillance, notamment pour l'aviation,
9. Diffuser des réseaux ferroviaires intégrés,
10. Améliorer l'efficacité énergétique dans le transport maritime par des approches holistiques pour assurer la performance de la chaîne de transport.

Clé n°4 :

Démultiplier la construction collective via la technologie numérique

D'après l'agence spécialisée de l'ONU sur les télécommunications (UIT), la population mondiale connectée à Internet était de 12,3 % en 2007 et de plus d'un tiers en 2012²⁷⁶, elle sera de 50 % en 2015, et de 80 % en 2025. Pour ce qui est du nombre d'abonnements au cellulaire mobile, il a augmenté de plus de 600 millions dans le monde en 2011 pour atteindre un total de près de 6 milliards en 2012 ²⁷⁷, soit 86 abonnements pour 100 habitants. Cette hausse est due en

²⁷⁵ Source : *Vision 2050, The new agenda for business*, WBCSD, février 2010

²⁷⁶ Soit 2,3 milliards d'internautes début 2012 ; la Chine concentre en 2012 23 % des internautes de la planète. En outre, la part des pays en développement dans le nombre total d'internautes à travers le monde est passée de 44 % en 2006 à 62 % en 2011. La langue la plus diffusée sur Internet est l'anglais, suivie du chinois et de l'espagnol. Le français arrive à la 6^e place (source Wikipedia).

²⁷⁷ A elle seule, la Chine compte 1 milliard d'abonnés, et l'Inde devait elle aussi atteindre la barre du milliard en 2012 (source UIT).

grande partie aux pays « en développement », malgré un ralentissement de la croissance sur ces marchés, relève l'UIT.

Une prise d'autonomie par rapport à la société

La société, et consécutivement les organisations, se métamorphosent à l'ère du numérique. Internet est un facteur majeur de transformation du mode de vie, de la façon de faire des organisations et du business, et de la prise de conscience des enjeux planétaires :

- L'explosion de l'Internet mobile et de ses applications prépare une exigence croissante du grand public et des professionnels pour que soient assurées une continuité et une cohérence entre nos connexions sédentaires et nos connexions en mobilité, bouleversant les métiers et les positions relatives des acteurs.
- Les progrès des technologies numériques fixes et mobiles sont exponentiels : les terminaux se multiplient et se diversifient, les applications se diversifient (« *apps* »), l'internet des objets augmente nos objets quotidiens, en les marquant de « couches d'informations » et en les rendant « communicants » (c'est-à-dire porteurs d'informations et interconnectés, ou web 3.0), la compétition se développe entre systèmes d'exploitation, comme celle entre les réseaux pour le très haut débit, ...
- Le citoyen-consommateur et le travailleur sont constamment connectés, les prospects sont de plus en plus convoités, les marchés s'interpénètrent, les formes actuelles d'organisation et de management sont dépassées.
- De nouveaux maillages complexes de l'offre et de la demande émergent. Les filières de production et les processus de création, de production et de distribution sont remis en cause, l'interactivité dans et entre les entreprises et avec leurs clients est valorisée, les rôles se reconfigurent entre les acteurs, les entreprises doivent répondre à l'individualisation de la demande et à sa volatilité, les territoires « communicants » doivent inventer de nouvelles attractivités (exemple du tourisme culturel) : par exemple, les AMAP (Association de Maintien d'une Agriculture Paysanne).
- Des opportunités d'innovation, de croissance, apparaissent dans tous les domaines. Les acteurs qui n'intégreraient pas les apports majeurs des technologies numériques se trouveraient fragilisés, mettant en

danger aussi les territoires où ils sont implantés. Les stratégies nouvelles gagnantes, les modèles économiques prometteurs, supposent des mentalités, des postures, des cultures, une dynamique de décisions et ajustements souvent en rupture avec les normes établies.

- Internet offre également l'opportunité d'une critique et / ou d'une prise d'autonomie par rapport à la société : ainsi, Internet a clairement servi de relais à la critique naissante des excès de la société de consommation. Internet et la téléphonie mobile se constitue comme un pouvoir à part entière, permettant de surveiller, transmettre immédiatement, et dévaloriser tout acteur pris « la main dans le sac » d'un comportement jugé non responsable au regard du « bien commun ».

Articuler développement et technologies

Aujourd'hui, deux visions s'affrontent²⁷⁸ concernant l'articulation entre le « développement » et les technologies :

1. Une vision rationalisante et techniciste,
2. Une vision dynamique.

Une vision technologique et techniciste

La vision technologique et techniciste considère que les technologies numériques vont pouvoir résoudre le problème du « *développement* » : il s'agit d'améliorer et d'optimiser les technologies afin de développer des systèmes plus efficaces, moins énergivores, mieux tracés, davantage contrôlants, et permettant également de recycler, raccourcir les circuits, dématérialiser les produits ou les déplacements, favoriser la création collaborative, ... Cette posture techniciste, tendance naturelle du secteur numérique, produit de l'ordre.

Elle n'est cependant pas à la hauteur des enjeux et ne répond pas à la question d'un développement soutenable : en effet, puisque nous n'avons pas changé la « *carte mémoire* » de la « modernité » (qui a remplacé la qualité par la quantité : nous sommes encore dans le « plus » et ne sommes pas encore entrés dans le « mieux »), cette option technologique génère toutes sortes d'effets d'aubaine et d'effets rebonds : pourquoi faudrait-il en effet changer de modèle si l'on devient plus efficace ? A quoi servent les résultats obtenus sur les dépenses, s'ils sont entièrement absorbés par la croissance ?

²⁷⁸ D'après Daniel Kaplan.

- Une étude sur l'efficacité énergétique dans le bâtiment a démontré que lorsque l'isolation s'améliore, le résident augmente son niveau de confort à dépense équivalente, annulant ainsi les progrès conquis.
- Si la consommation énergétique et la réduction d'émissions de CO₂ des véhicules se sont très fortement améliorées, nous utilisons de manière accrue nos véhicules individuels, et le parc automobile mondial devrait être multiplié par 4 entre 1990 et 2030 ²⁷⁹.
- Les économies faites par les ménages grâce aux améliorations technologiques sont répercutées sur d'autres achats.
- Notre champ de vision s'est contradictoirement à la fois ouvert avec l'introduction de l'informatique, et en même temps réduit au regard de l'expérience sensorielle, contribuant à développer le concept qui divise au détriment de l'expérience qui unit.

Les technologies numériques des objets amèneront probablement des mutations encore plus profondes : *« Si les avantages en termes de gestion de l'environnement peuvent être extrêmement intéressants (capteurs environnementaux, gestion énergétique, etc.), leur apparition progressive exige de se préparer aux défis que représentent les questions sanitaires, les déchets électroniques, la dépendance et les addictions, ou encore la gouvernance de l'information et la protection de la vie privée.*

Les aspects psychologiques doivent également être anticipés, en particulier l'adaptation à ce monde de ceux qui ont vécu jusqu'à présent sans Internet.

Les apports pour le développement durable sont évidents : efficacité énergétique, substitution de transports, participation de tous, éducation... Les risques de nouvelles fractures sont importants. Des questions sanitaires se posent, notamment sur le plan psychologique (addictions, stress, liberté individuelle...). »²⁸⁰

Gilles Berhault s'interroge sur l'évolution de la technologie numérique qui nous prépare au corps numérique : *« Les orientations des travaux scientifiques laissent imaginer quelle pourra être la « prochaine étape » : elle représente à la fois de grands espoirs et de grandes inquiétudes. Il s'agira probablement de faire communiquer-communier par voies numériques le vivant et son environnement. Les NBIC (nanotechnologies-biologie-informatique-sciences cognitives) vont permettre d'acquérir plus de mémoire, plus de capacités physiques, de lutter contre les maladies et le vieillissement... »*

Par exemple, les biologistes de Beijing Genomics Institute à Shenzhen (Chine), ont relevé début 2013 l'ADN de 2000 personnes les plus intelligentes du

²⁷⁹ Source : IFP Energies nouvelles (IFPEN) est un organisme public de recherche, d'innovation et de formation intervenant dans les domaines de l'énergie, du transport et de l'environnement.

²⁸⁰ Gilles Berhault, in Rapport de prospective du Comité 21 : *« Temps de crise financière, économique, écologique, sociale : enjeux, contradictions, opportunités »*, Comité 21, 2009.

monde. Après avoir classé leurs génomes, les scientifiques chinois ont déterminé le gène de l'intelligence humaine. Grâce à leurs compétences en génétique, Les biologistes interviendraient sur une zone spécifique de l'embryon pour favoriser le plus intelligent des embryons. La Chine chercherait ainsi à renforcer sa domination sur le reste du monde en contrôlant l'ADN de ses enfants...

Gilles Berhault s'inquiète à juste titre : « *Mais à quel prix ? Qui contrôlera quoi, dans le corps de qui ? Est-ce que nous resterons propriétaires de nos corps quand ils utiliseront des technologies dont les brevets appartiennent à de grands groupes industriels ?* »

Une vision interactive de la cohésion sociale

La vision interactive de la cohésion sociale considère que les technologies sont un moyen au service de la relation entre les personnes, grâce à une dynamique d'appropriation, de cohésion sociale (grand public, organisation), et d'interaction entre les personnes.

Les produits de connexion créent par nature plus de complexité (aléas et interdépendance), et donc d'innovation, que d'ordre. Cette vision est donc à l'inverse de la vision technologique : les technologies numériques transforment les jeux d'acteurs, les chaînes de valeur, les relations, dans le monde économique comme ailleurs. Ce moteur de transformation provient aussi du fait que dans une société et un quotidien de plus en plus individualisés, l'appétit de communication progresse, avec ou sans contenu, formellement ou informellement, chacun cherchant à fabriquer son propre destin, à rester en relation avec les autres tout en organisant sa vie meilleure.

Gilles Berhault, Président du Comité 21, souligne qu' « *en quelques années, Internet (e-mails et sites d'information) a démocratisé l'accès à la connaissance (culture, information environnementale, etc.) et facilité les relations sociales et les échanges économiques dans un contexte mondialisé, sans le remettre en cause* » :

- Auparavant, la production d'informations restait surtout entre les mains des professionnels et des spécialistes des médias. La communication restait essentiellement « verticale » et « descendante », depuis le producteur d'informations vers l'internaute plus ou moins passif. Ses contributions au « *développement durable* » se limitaient principalement à la dématérialisation du courrier, à un accès facilité aux informations environnementales, à l'amélioration de certains services, notamment de santé et d'éducation.
- Aujourd'hui, la communication est plus collaborative, plus « horizontale » : chacun, au lieu d'émettre et de recevoir, coproduit le Web. Cette révolution de nos schémas de communication donne à

chacun la même « valeur ». Les encyclopédies universelles gratuites sont construites par les internautes. Chacun peut travailler en nomadisme, à son domicile comme en voyage. Le consommateur devient acteur de la preuve, peut vendre et acheter sans intermédiaire, ou organiser une activité localisée.

Les technologies numériques sont celles de la collaboration, de la construction collective, dans une nouvelle approche collaborative et communautaire.

« C'est dans cette intelligence de l'unité dans la diversité que peut à mon sens bien se développer la coopération. Quand on comprend que l'on partage en commun beaucoup plus que ce qui nous divise et que l'on a en commun ce qui est essentiel et fondamental, nous sommes frères, non pas sans un sens intellectuel, mais dans une motivation commune au bien-être, qui dans la coopération est beaucoup plus efficace que la compétition. La stratégie des jeux l'atteste bien aujourd'hui : coopération, stratégie de communication non-violente plutôt que stratégie de rivalité guerrière. »²⁸¹.

Clé n°5 :

Ré-enchanter le travail par une économie de la contribution

Tous les différents éléments déjà évoqués plus haut, soutenus par la technologie numérique, nous démontrent que nous allons vers une économie de la contribution.

Le Prix Nobel d'Economie Elinor Ostrom a démontré, nous l'avons vu plus haut, que les contributions apportées collectivement par les bénéficiaires eux-mêmes assurent une qualité d'ajustement, d'entretien et de maintenance bien meilleure que qu'une réponse privée.

Le désenchantement du sens dans le travail conduit à un consumérisme compulsif : les gens veulent de plus en plus s'en émanciper, pour redéfinir leur propre modèle économique et social et progresser dans leur capacité à mieux vivre ensemble. Le partage du travail va se faire par la question de l'autoproduction et non plus seulement celle du couple travail / chômage.

Accompagner la « sobriété » passe par développer les mécanismes de réparation, d'auto production et de réappropriation (jardinage, de réparation,

²⁸¹ Lama Denys Teundroup Rinpoché est un maître bouddhiste français de la tradition Kagyupa du bouddhisme tibétain, l'héritier spirituel direct de Kyabjé Kalu Rinpoché. Il est le fondateur et le supérieur du Sangha Rimay, communauté internationale de pratiquants du dharma reconnue par le gouvernement français en 1994, et a fondé le Monastère tibétain de Karma Ling en Savoie. Interviewe avec Olivier Dubigeon et Minh-Thu DINH, janvier 2013.

alimentaires (jardins partagés)). Ceux-ci vont inévitablement se généraliser, interrogeant :

- les couples production / autoproduction, service rétribué / service échangé, don / contre don, etc...,
- la mission de l'entreprise : une entreprise pourrait être éphémère une fois que le besoin qu'elle s'était donné vocation à satisfaire est satisfait,
- la question de l'obsolescence programmée des produits : la puissance publique sera conduite inéluctablement à obliger les fabricants à proposer une durée de garantie de plusieurs années (certains parlent de dix années actuellement) pour diminuer le recours aux ressources et la production de déchets, trop chers.

De la société de consommation à la société contributive

Nous vivons aujourd'hui une démultiplication identitaire qui va s'accélérer : nous sommes acteurs de différents réseaux, nos rapports à l'espace et à autrui sont multiples. « *Internet et l'accès immédiat à l'information ouvrent un espace de libération beaucoup plus exaltant qu'un modèle en surplomb avec une norme qu'il faut respecter* »²⁸². Sous réserve d'intégrer un moteur : la confiance. La logique d'échange collaboratif repose en effet sur un échange de confiance.

Le modèle de la classe moyenne et de la consommation de masse va disparaître, inéluctablement. Halbert White, professeur d'économie de l'Université de Californie, considère que l'être humain n'est plus ce concept désincarné d'un individu dédoublé sur lequel peut s'appuyer la société de production : il est tout à la fois auto- et coproducteur, auto- et co-consommateur.

La société de consommation est en train de s'ouvrir (ou laisser la place ?) à une « société contributive »²⁸³ : le savoir n'est plus détenu par les seuls acteurs de l'entreprise. Il est en cours de réappropriation par des réseaux de coopération, qui s'organisent et tirent profit du savoir de l'entreprise : des particuliers se regroupent et s'organisent, en utilisant les stratégies de l'entreprise (par exemple des commandes groupées pour diminuer les prix). Des groupes semi-collectifs s'organisent, entre individus et grand collectif, avec des individualités changeantes dans les groupes, répondant davantage à la logique de satisfaire, de manière personnalisée, le besoin d'usage, plutôt que celui d'appropriation : cette évolution ouvre la porte au retour de la réciprocité.

²⁸² Emmanuel Antoine.

²⁸³ Bernard Stiergler philosophe société contributive.

« *Do it yourself* »

Le « *do it yourself* » illustre parfaitement ces nouveaux comportements. Plusieurs analystes s'accordent, depuis plusieurs années, sur l'importance croissante de l'envie de « faire soi-même » : s'initier à une technique artistique (peinture, instrument de musique), améliorer son confort en s'adonnant au bricolage, apprendre la cuisine, etc. Prenons quelques exemples :

- Les festivals, les sites Internet ou forums de bricoleurs amateurs et professionnels se généralisent en France aussi bien que dans les pays voisins et en Amérique du Nord. Leurs discours et leurs arguments sont assez hétérogènes, des activistes engagés du deuxième « *Hacker space festival* », organisé à Paris en juin 2009, aux consommateurs simplement désireux de réaliser des économies, en passant par les constructeurs d'éoliennes « maison » pour limiter la consommation énergétique. L'enseigne Leroy-Merlin organise des cours de pose de parquet.
- Le salon Creativa, créé en 1998 à Bruxelles, se tient aujourd'hui dans 16 villes de France, Belgique, Suisse et Espagne pour faire découvrir au public l'univers des loisirs créatifs (Arts du Fil, Beaux-arts, Activités Manuelles, Enfants / Hobby, Décoration florale), et peut se targuer d'un total de plusieurs centaines de milliers de visiteurs.
- Le succès des sites Internet français de couture ou de tricot, s'exprime au travers de leurs forums : les articles postés sur www.maisonbrico.com – conseils en bricolage et jardinage – enregistrent plusieurs centaines, voire milliers de visites par jour ; parmi ceux de www.tricotin.com – adeptes du tricot –, certains sont lus par des dizaines de milliers d'internautes et, au total, le forum compte plus de 200 000 discussions, qui sont le fait de plus de 3 000 visiteurs quotidiens.
- Dans le cas de l'alimentation, le faire soi-même progresse également (Hébel, 2009) en raison d'un besoin d'appropriation de la fabrication des aliments. Les crises sanitaires ont conduit à de fortes inquiétudes sur le contenu des produits. Au final, ce phénomène de « self-service » illustre le processus d'apprentissage lié au développement de la coproduction.

²⁸⁴ Extrait de « *Le consommateur va-t-il changer durablement de comportement avec la crise ?* » Pascale HÉBEL, Nicolas SOUNANDAN, Franck LEHUEDE, cahier de recherche N°268, décembre 2009, Département « Consommation » du CREDOC.

- Dans le secteur cosmétique, l'Occitane commercialise des produits cosmétiques « à faire soi-même ».

La coproduction permet de maîtriser les risques d'origine associés au produit et contribue à rassurer le consommateur sur le produit utilisé.

La co-production 2.0

La coproduction 2.0 s'effectue par le biais d'Internet à travers le web : la pratique du web en posture « 2.0 » repose sur l'idée de coproduction, soit avec l'aide des entreprises (le modèle du commentaire, de l'avis de pairs), soit sans leur aide (le modèle Wikipédia, le logiciel libre, ...). Elle constitue, par son caractère contributif, un autre moyen de réalisation de soi pour le consommateur, car il lui permet de s'exprimer.

La coproduction sur Internet diffère de la coproduction B2B du monde physique (*IRL : in real life*) dans lequel le bien créé n'est pas coproduit par l'utilisateur et ne correspond jamais complètement à son usage personnel. Quarante ans après l'apparition d'Internet, la richesse des liens C2C Consommateur à Consommateur (ou plus exactement, *user to user*, car l'utilisateur d'Internet n'est pas qu'un consommateur) aboutit très logiquement à la coproduction de contenus immatériels en ligne grâce à l'interaction des internautes entre eux et sur une même page web. Tout contenu en ligne est directement modifiable par les utilisateurs du site.

- Le symbole de ce web 2.0 est Wikipédia, l'encyclopédie libre, où chacun peut participer à l'écriture d'un article de cette encyclopédie vivante. Les logiciels libres, en progression depuis plusieurs années, fonctionnent sur le même principe, avec des développeurs indépendants qui participent à l'écriture du code *en logiciel libre* (libre d'accès) des logiciels.
- Plus largement, on pourrait qualifier de « coproduction encadrée » les sites Internet permettant aux internautes la production d'un contenu sur un thème précis, dans le cadre délimité par l'offreur (le site Internet). Le contenu étant créé par et pour les internautes, on peut bien parler de coproduction. Peuvent être classés dans cette catégorie les sites thématiques référençant les avis des internautes sur les critiques de cinéma (allociné), les critiques de restaurants (citivox, alloresto), les forums de voyage (voyageforum.com), etc. Il est possible d'étendre la coproduction de contenus à l'ensemble des sites Internet affichant l'avis des pairs : les sites de ventes de produits (culturels, électroniques, électroménagers principalement) donnent ainsi la possibilité à chacun de noter les produits.

Le développement du web 2.0 a fait émerger un nouveau modèle de coproduction : la contribution consciente et rémunérée des internautes. Au-delà des économies concernant la valorisation d'un produit par l'internaute (marketing viral), celui-ci peut apporter une source de financement. Prenons trois exemples :

- dans le secteur musical : Mymajorcompany, Nomajormusik et NoMajorCompany partagent un même concept : permettre au consommateur de musique de participer financièrement au lancement d'un artiste. En contrepartie, l'internaute obtient une rétribution qui dépend de la mise de départ : elle soit financière (partage des revenus nets de vente de disque) soit en nature (ex : concert privé, chanson dédiée).
- Autre exemple : le site Priceminister expérimente depuis le printemps 2009 une plate-forme de « conseillers-clients »²⁸⁵. Moyennant une rémunération pour leur mise en relation, les clients du site Internet proposent leurs compétences pour répondre à des questions posées par d'autres clients concernant des produits proposés par le site. Le montant de la prestation du conseiller-client est fixé à sa convenance. Il fait néanmoins l'objet d'une notation de la part du client ayant recouru à son service. De son côté, Priceminister désengorge son service clientèle tandis que ses produits bénéficient d'une meilleure information. Ce dispositif se trouve néanmoins limité quant à l'impossibilité des conseillers-clients de répondre aux questions liées à la gestion en back office (commande, prix de revient, stock...).
- certains sites tels que www.oboulo.com ou www.oodoc.fr vendent des travaux d'étudiants. Ces derniers perçoivent alors une part des gains provenant de la vente de leur écrit.

La crise a accru la coproduction sur Internet car elle permet au consommateur et à l'offreur de faire des économies. Pour les entreprises, le web 2.0 fait figure d'outil gratuit de marketing viral. Par ses propriétés, l'internet participatif permet en effet de générer un effet de réseau potentiellement colossal : ainsi, lorsque sur un site de vente, un groupe d'internautes laisse des avis positifs sur un produit, il génère des économies de publicité pour ce site, car il permet de faire gratuitement du « *buzz* » (marketing viral) pour le produit. Mieux, des sites d'opinion basent leur modèle économique sur la contribution de leurs internautes, les publicités affichées faisant alors office de rémunération. Ici, l'effet d'offre est incitatif et non contraint, à la différence du monde physique.

²⁸⁵ Stratégies 5 février 2009.

Alors que la coproduction dans le monde réel est avant tout associée à l'offre, la coproduction 2.0 s'est intensifiée à la fois par l'offre et la demande : les internautes y ont en effet trouvé un moyen d'expression, un outil pour leurs stratégies d'achat malin, et une interaction avec d'autres internautes.

Au même titre que l'offreur, l'utilisateur tire profit de l'effet de réseau du web 2.0. ; Il bénéficie de l'ensemble de l'objet coproduit, pas seulement de sa contribution.

- Il génère des externalités positives car le consommateur d'un service bénéficie de l'expérience d'un consommateur antérieur. La participation de ce dernier peut revêtir différentes formes s'étendant de la recommandation d'achat à la concurrence de médias traditionnels (Tilinac 2006). L'exploitation de ces externalités positives s'est intensifiée avec la crise car elles permettent d'acheter mieux et moins cher.
- L'Internet participatif permet au consommateur de gagner en confiance par rapport aux marques. En effet, Internet, par le biais du Web 2.0, apporte une information quasi exhaustive sur tous les produits et services possibles : les différences de niveau d'information entre acheteur et vendeur s'atténuent, voire disparaissent – quand traditionnellement le premier subissait un déficit d'information au profit du second.
- Cet équilibre dans l'accès à l'information se vérifie aussi dans l'accès au retour d'expérience. Les entreprises disposaient d'informations quant à l'utilisation et la satisfaction relatives à leurs produits, par le biais d'études consommateurs ; les internautes ont aussi accès aux opinions de leurs pairs en ligne.

Le retour sur investissement devient ainsi largement supérieur au seul investissement de l'internaute. La valeur de ce contenu coproduit se définira par sa valeur d'usage, notion déjà évoquée précédemment, et sans doute demain par sa valeur d'utilité (sociétale). Le tout est largement supérieur à la somme des parties.

« Le Web 2.0 amène la rupture la plus importante, en s'orientant vers une utilisation de l'Internet centrée sur la mise en relation des individus, vers la création de réseaux sociaux, et surtout, vers la recherche des effets de réseaux qui sont au cœur des nouveaux modèles économiques. » (Tilinac, 2006).

Le succès et le nombre croissant des sites Internet destinés à former et mettre en contact les bricoleurs en herbe, à commercialiser leurs fabrications ou celles

d'artisans profitant de cette nouvelle niche, laisse à penser qu'il s'agit d'un phénomène de société. Il est difficile d'estimer la viabilité sur le long terme de cette tendance, mais l'offre semble suivre le mouvement : la diffusion de cette nouvelle utilisation du web s'est rapidement répandue chez les internautes :

- Selon une étude de TNS SOFRES²⁸⁶, parmi les 62 % d'internautes de la population française, 93 % utilisent le Web 2.0. Au sein de ces utilisateurs les trois-quarts (75 %) sont contributeurs d'au moins un support.
- En mars 2009, près de la moitié des internautes recherchaient l'avis de consommateurs sur Internet. 66 % des internautes recherchant l'avis de consommateurs sur Internet ont confiance dans les commentaires collectés sur les forums, blogs ou newsgroups. L'avis des pairs vient s'ajouter à l'avis de l'expert (le vendeur, le média spécialisé, etc.).
- En outre, 39 % des consommateurs pensent qu'Internet leur permet d'avoir plus de pouvoir face aux marques. Cette proportion s'élève à 57 % chez les internautes consultant les avis de consommateurs sur le Net.

La coproduction est un mode de consommation structurellement lié aux services. Dans le monde réel, sa progression s'est donc intensifiée en parallèle à la tertiarisation de l'économie entamée durant la seconde partie du 20^e siècle. La crise économique depuis 2008 a permis de dynamiser cette tendance et ce nouvel espace de consommation : en effet, les entreprises ont pu exploiter la gratuité de la contribution du consommateur dans le processus de création de valeur.

Nous pensons que la coproduction, au sens global, se déploiera durablement. Elle profitera du développement de son soutien majeur : les TIC (Technologies de l'Information et de la Communication). La consommation dématérialisée s'inscrit dans ce mouvement de fond, et cette logique va voir la coproduction s'élargir au secteur de la production elle-même : la « *prosommation* ».

Les Prosumers / Prosommateurs apparaissent ²⁸⁷

La société consumériste que nous connaissons est en train de profondément changer. Les habitudes de consommation se modifient, les exigences des

²⁸⁶ Etude 2008

²⁸⁷ Origine : ce mot est créé par la concaténation de *producer/professional* avec *consumer*. En français donc "professionnel"/"producteur" avec "consommateur" donne prosommateur. Le mot en anglais, bien que non-existant au début fut inventé en 1980 par Alvin Toffler et depuis il est utilisé de plus en plus souvent dans des nombreuses publications. Le plus souvent il est utilisé dans le domaine du commerce.

consommateurs également. Le bouleversement technologique et économique que nous vivons est en train de créer un nouveau type consommateur : le « *prosommateur* »²⁸⁸. Quelle différence y a-t-il entre un consommateur et un prosommateur ?

- ▶ Le consommateur : produit de la culture consumériste américaine du *way of life* qui a fait le tour de l'Occident, puis du monde, le consommateur a pour seul et unique objectif d'acheter ou s'appropriier des produits qu'il va inéluctablement épuiser (obsolescence, souvent programmée en amont par le fabricant). Il participe de fait à la distribution de ces produits. Le consumérisme porte l'image du consommateur-roi, celui qui achète tout, même ce qui ne lui est pas utile, et qui ne respecte pas ce qu'il possède tout en sachant qu'il peut en changer très facilement.
- ▶ Le prosommateur : traduction du mot anglais *prosumer*, il a un rôle et une approche différente. Dans "prosommateur" il y a le "pro" de production et le "sommateur" de consommateur. On peut définir le "prosommateur" comme un individu qui prend part à la production du produit qu'il va consommer. Différente de la co-production (*voir ci-dessus*), la prosommation induit la participation conjointe du bénéficiaire et du prestataire à la production du produit ou du service. La prosommation est une co-production entre consommateurs et entreprises, selon une articulation du type B2C2C²⁸⁹.

L'approche est tout à fait différente du consommateur passif qui ne fait que choisir un produit parmi ce qu'on lui propose. Le prosommateur est très exigeant en matière de ce qu'il consomme. Il réclame que le produit qu'il s'accapare soit sur mesure, adapté à son individualité. Il n'aime pas qu'on lui impose sa consommation. Généralement, c'est un passionné, il aime faire les choses par lui-même.

L'émergence des prosommateurs marque le passage d'une logique de vente à une logique d'usage. Cela remet en question toute la conception du marketing basée sur l'obsolescence et l'hyperconsommation. Cela remet aussi en question la manière de valoriser la performance économique d'un pays et son système fiscal : l'activité du prosommateur n'est en effet pas prise en compte dans le calcul du PIB.

La société se dirige vers une société de prosommation pour trois raisons majeures :

²⁸⁸ Source : *Wizard of the Bazaar*.

²⁸⁹ *Business to consumer to consumer*.

1. Une raison économique : les entreprises ont besoin de renouveler leur capacité à créer de la valeur et se développer. La prosommation ne va pas remplacer totalement le consommateur, mais il y a de forte chance pour qu'elle occupe une place de plus en plus importante dans les années à venir : les entreprises qui survivront seront celles capables de muter et de transformer leurs consommateurs en prosommateurs.
2. Une raison technologique : les nouvelles technologies de l'information ont complètement bouleversé nos systèmes d'organisation. Elles ont démultiplié nos possibilités pour interagir massivement et s'auto-organiser en des communautés. Nos organisations sont en train de passer d'un modèle hiérarchique pyramidale à un modèle plus horizontal. L'exemple de la prosommation de Lego (voir ci-dessous) n'aurait clairement pas été possible il y a 30 ans, tout comme la création d'une encyclopédie de type Wikipedia. Le développement des logiciels informatiques libres contribue également à ce phénomène car ils permettent de mettre à la disposition de chaque utilisateur des outils de communications puissants et gratuits.
3. Une raison politique : dans les sociétés occidentales, l'individu est premier. Les gens veulent d'avantage s'exprimer, ils veulent s'impliquer et décider dans toutes les activités qui les touchent. Les citoyens aspirent à prendre plus de responsabilité, et à voir reconnue cette aspiration de la part des acteurs économiques. L'arrivée des prosommateurs sur le marché contraindra les entreprises à une éthique plus forte. Ce phénomène posera inévitablement la question de la propriété intellectuelle sur la place publique.

La prosommation renforce la valeur ajoutée à la fois pour l'entreprise et le consommateur :

- L'entreprise va puiser des ressources humaines, potentiellement illimitées, et une créativité à l'extérieur de ses murs : cette approche permet d'accroître l'innovation, le choix dans les modèles et d'impliquer le client dans la marque et les différentes étapes de la création de valeur.
- Le Prosommateur obtient un produit beaucoup plus adapté et moins onéreux, il appartient à une communauté et contribue au bien commun. La prosommation participe à la réalisation du consommateur : la relation de service (prosommateur-prestataire) induit en effet une part importante de subjectivité. De plus, elle lui permet de s'affirmer en lui servant de moyen d'expression.

Prenons quelques exemples de *prosommation* :

- Lego a opté pour une stratégie de prosommation dans la production et la diffusion de ses jouets. La société propose à tous ses clients la possibilité de concevoir eux même des modèles de montage : la société a mis à disposition de ses prosommateurs un logiciel permettant de créer leurs propres modèles puis de commander les pièces pour ensuite le monter en réel. Un prosommateur peut décider de diffuser sa création à la communauté des prosommateurs Lego. Ainsi, si son modèle leur plaît, ils pourront également en commander les pièces. Un point important : les modèles créés par les prosommateurs n'appartiennent pas à Lego même s'il les exploite.
- Google fournit un cadre d'intervention, Google Maps : celui-ci propose les plans de toute la planète ou presque, et les internautes enrichissent ceux-ci de leurs photos.
- Cette approche s'applique à toutes les entreprises/organisations qui créent un écosystème favorable à la prosommation : les multiples distributions Linux, les plateformes de video en ligne, Wikipedia, les plateformes de sites de particulier à particulier, les réseaux sociaux de type Facebook, le moteur de blog Dotclear...

Prenons l'exemple de la prosommation dans le secteur automobile : une voiture peut être élaborée selon les principes du *logiciel libre* :

- les plans de la voiture sont mis à la disposition de tous, sous une licence Open Source, afin que son design puisse être utilisé et modifié par d'autres,
- tout fabricant peut louer la conception gratuitement, la modifier selon ses besoins, et construire sa propre version du véhicule,
- la connaissance générée peut librement être réutilisée par les autres ingénieurs et fabricants.

Citons quelques projets :

a) Oscar (*Open Source Car*) est la première tentative de concevoir une automobile entière (aujourd'hui étendue aux autres véhicules : autobus, camions et motos) en utilisant les principes du logiciel libre. L'objectif du projet est principalement de produire des plans, utilisant essentiellement un CAD (*Computer Assisted Design*) en logiciel libre. Le projet est encore loin de produire une vraie voiture, mais les progrès ont été continus depuis quelques années.

Le but du projet n'est d'ailleurs pas de produire une voiture pleine de gadgets sophistiqués de haute technologie, mais plutôt une voiture simple et fonctionnelle de base, répondant au besoin de mobilité des personnes.

Un objectif à long terme vise également à introduire une normalisation dans la fabrication de pièces, toujours à la manière du logiciel libre, pour obtenir des économies d'échelle. Il s'agit d'un changement radical des pratiques actuelles de l'industrie automobile et son business model, dans lequel chaque fabricant a ses propres normes et un monopole sur les pièces propres à la marque, qui constitue souvent une partie importante du chiffre d'affaires des fabricants.

b) C, MM, N (prononcer « *common* ») :

C, mm, n est une initiative de Stichting Natuur en Milieu (la Société néerlandaise pour la nature et l'environnement) menée conjointement avec les universités techniques de Delft, Twente et Eindhoven. Ensemble, ils ont créé « c, mm, n : un concept d'automobile collaboratif » :

- « *environmental friendly* » : se targuant d'un « zéro émission », cette voiture à hydrogène possède une carrosserie thermoplastique légère (permettant donc des économies d'énergie) et un intérieur comprenant des mousses à mémoire de forme à base de soja, et d'autres matériaux recyclables. Ce que ses développeurs appellent « affichage en rivière » est censé fonctionner comme un iPhone, accédant à de nombreuses informations dont le GPS, le covoiturage et autres systèmes d'optimisation de l'efficacité énergétique. Ce véhicule est également optimisé pour réduire au maximum sa dévalorisation et les réparations. Les matériaux du châssis, par exemple, ne durent que trois ans ; après, la voiture doit repartir à l'usine pour y être reconstruite.
- conçu avec les principes du logiciel libre : plus de 800 personnes participent actuellement à « c, mm, n » à travers le wiki de la « c, mm, nauté » et des développeurs. Une vidéo sur Youtube (texte en néerlandais) propose une simulation informatique de la « c, mm, n » en action.

Il est possible d'utiliser « c, mm, n » pour proposer du leasing, de la location ou d'autres services de mobilité. Il est également possible de vendre « c, mm, n ». Le premier prototype de voiture au design collaboratif a été dévoilé au salon AutoRAI d'Amsterdam en 2009.

c) Fiat Mio : la première voiture copyleftée

La division brésilienne de la marque italienne FIAT a lancé un projet pour d'automobile sous licence libre Creative-Commons cc-by-sa. Le slogan de Fiat est "*um carro para chamar de seu*" ("*une voiture dont vous pouvez dire qu'elle est la vôtre*"). Le site <http://www.fiatmio.cc> a été ouvert pour permettre à ses visiteurs (pour peu qu'ils comprennent le portugais) de soumettre et discuter de leurs idées, ainsi que de voter pour celles des autres contributeurs.

d) Autres projets :

- *OSCar* : véhicule open source d'air comprimé,
- *Open Source Velomobile Development Project* : « construisez votre propre vélomobile »,
- *Open Source Green Vehicle* : ce projet est une tentative de concevoir un SUV (Sport Utility Vehicle) respectueux de l'environnement en utilisant les principes du logiciel libre,
- *EVProduction club* est une organisation avec un wiki pour concevoir et produire des véhicules électriques open source et complète,
- *Open Air Vehicle Project* est une organisation à but non lucratif avec un objectif de combiner le meilleur pour un véhicule open source électrique. Appelé Open Air, car l'air suggère une plus grande liberté,
- *Trev* : deux places de véhicules à énergie renouvelable,
- *Riversimple Urban Car* : ce véhicule à pile à combustible à hydrogène doit être construite par la société Hugo Spowers, Riversimple. Un véhicule de démonstration de travail a été dévoilé à la Somerset House à Londres le 16 Juin 2009, et la production devrait commencer d'ici 2013. La conception open source pour les voitures Riversimple Urban sera engrangée sur les 40 sites wiki on line. Le projet wiki est appelé Le Hyrban.

Le « off design » émerge

L'entreprise n'existe plus toute seule. La notion d'« écosystèmes produits / services » progresse (consoles de jeu, Apple avec I Phone et autres). Certaines entreprises (par exemple Philips) se positionnent sur le marché avec des produits ou des services « habitables », c'est-à-dire délibérément non finis ni enclos : des personnes ayant d'autres idées peuvent proposer quelque chose de plus ou de mieux.

C'est ce que l'on nomme le « *off design* ». Ce n'est pas seulement en raison d'un souci de progresser en responsabilité, mais aussi parce qu'inventer est un plaisir majeur.

Traditionnellement, l'utilisateur perd la garantie du produit qu'il a acheté lorsqu'il démonte ou intervient sur ce produit. Ici, c'est l'inverse : le fabricant encourage l'utilisateur à lui faire savoir s'il invente quelque chose de malin, y compris pour la réparation...

Imaginer des produits et des services dans cet esprit va se multiplier. Nombreux seront ceux qui vont créer de la valeur, évitant ainsi à l'entreprise de « réinventer la roue ». Et plus délibérément, l'entreprise peut imaginer de produire des objets qui s'offrent vraiment, avec plaisir, à une forme de personnalisation, d'adaptation, de réparabilité.

L'entreprise gagnerait à imaginer un recyclage amusant et malin. Par exemple, si le client ramène le produit, il récupère un pourcentage de la valeur et l'entreprise lui présente les projets en cours, voire échange avec lui d'autres matériels (ex : une puce d'une génération ancienne peut être très utile pour tel appareil). A partir des pièces détachées, on est possible d'en avoir une utilité plus intéressante.

Cela nécessite de :

- ouvrir largement la logique à l'amont et à l'aval,
- penser éco système,
- penser système d'innovation,
- rendre lisible sa propre chaîne de valeur, en indiquant où s'élabore chaque opération, ce qu'elle devient, ce qui se passe autour, comment cette « histoire » génère de la valeur, ...

Le « *off design* » est plus performant encore quand l'« histoire » du produit ou du service peut être co écrite : les utilisateurs racontent comment ils expérimentent le produit et la manière dont il est fait, ce qu'ils en font notamment quand ils le transforment (ajoutent de la valeur), les propositions qu'ils font pour fabriquer ou recycler autrement...

Ainsi, la traçabilité peut être assurée par les gens eux-mêmes. Il convient cependant d'être prudent quant à la crainte des consommateurs de voir arriver des puces de contrôle, ce qui conduirait à l'échec.

Clé n°6 :

Transformer les solidarités au travers du bouleversement des identités

Mettre un terme au creusement des inégalités ²⁹⁰

Pour renouer avec une perspective de développement qui respecte à la fois les êtres humains et les écosystèmes à la fois sociaux et environnementaux, il devient prioritaire mettre un terme au creusement exponentiel des inégalités, car il accélère la rupture sociétale de demain.

Pour cela, nous devons répondre aux enjeux de régulation mondiale, en élaborant des accords mondiaux : il nous revient de contribuer à faire émergence une gouvernance des règles du jeu partagées, permettant de préciser les droits et les devoirs de chacun.

Les problèmes posés par la mondialisation (déséquilibre entre l'espace marchand mondialisé et l'espace non marchand, resté localisé) vont se régler notamment autour des questions environnementales. Ceci suppose d'accepter de s'appropriier les enjeux environnementaux.

Les « pays du Nord » commencent à avoir peur de la pression montante des « pays du Sud ». Ils vont devoir mettre en œuvre des transferts redistributifs vers ceux-ci, au titre des dégâts environnementaux.

L'enjeu identique dans l'Union Européenne : si l'Europe ne devient pas elle-même « sociale », le social s'étant développé dans le cadre des Etats nations, l'environnement deviendra l'enjeu central pour renforcer l'intégration européenne. Il est probable que le premier impôt européen sera une éco taxe.

En France, les temps sont mûrs pour convaincre les français que le retard pris en matière environnementale (notamment avec le choix d'une priorité absolue accordée au nucléaire) est une des causes du décrochage. Nous devons importer les technologies nécessaires pour transformer écologiquement l'économie (éolien, photovoltaïque, ...), ce qui aggrave le déséquilibre de la balance des paiements. Le choix du nucléaire a concentré les réflexions et les investissements, l'agriculture s'est développée sur un choix productiviste, l'urbanisme français est un des modèles européens les plus proches des Etats-Unis (étalement urbain, centres commerciaux, ...), le choix des voitures électriques ne change rien à la génétique consumériste qui nous fait courir toujours plus vite...

²⁹⁰ D'après Guillaume Duval, Alternatives Economiques.

S'attaquer à la réduction des inégalités pose la question des politiques publiques et du choix de l'appareil d'Etat. Or, nous l'avons constaté, le choix d'engager une économie écologique est en recul en raison de la crise, comme cela s'était produit à la fin des années 70, et cela, malgré la mobilisation autour du Grenelle de l'Environnement.

Le mixage interculturel se généralise

L'interaction de personne à personne via le web transforme profondément le paysage de la solidarité : les nouvelles solidarités s'appuient sur la vie quotidienne des échanges et non pas sur le politique, le social ou l'économique. Elles sont fondées sur un partage de trois domaines :

- le partage d'une profession,
- le partage d'une passion (exemple : l'horticulture, le surf, etc...),
- le partage d'une langue et d'une culture.

Les zones d'influence ne sont plus confinées à un territoire donné, le mixage interculturel se généralise :

- Les mariages mixtes sont en recrudescence (les migrations climatiques vont les accroître de manière significative).
- Les personnes et les courants s'ouvrent petit à petit aux valeurs de la réconciliation Homme / Nature.
- Les médias facilitent les migrations transculturelles (exemple de l'étrange échange planétaire entre le bouddhisme qui se répand dans l'Occident, et les valeurs de la société de consommation qui se répand en Orient...).
- Les solidarités interculturelles dépendent des perceptions très subjectives et historiquement marquées : la solidarité avec les haïtiens allant culturellement et historiquement de soi en Occident, elle a été massive, alors que celle avec les pakistanais, pourtant beaucoup plus nombreux à être éprouvés par les inondations de l'été 2010, a été ridicule.
- Le religieux n'est pas autant clivant que l'on croit : l'éducation exerce une prégnance certaine, sans vraiment impacter les comportements de consommation, même si on assiste à des groupes qui se radicalisent.
- Les nouvelles générations auront presque certainement des pratiques de consommation au quotidien assez proche des nôtres, les perméabilités interculturelles seront génératrices de changements importants.

Les solidarités intergénérationnelles sont-elles encore possibles ?

Le Credoc a analysé les comportements des générations par « tranches » de décennies (analyse des décennies générationnelles). Celui-ci a mis en évidence les conditionnements générationnels hérités du cercle familial (qui donne les valeurs et transmet les comportements), l'environnement social (l'éducation), et le cycle naturel de chacun. Les produits fabriqués actuellement façonnent les modèles de consommation qui vont modeler les postures de la génération suivante.

La catégorisation suivante est essentiellement valable pour les pays occidentaux (bien que certaines caractéristiques soient vraies plus largement) :

- Les « *baby-boomers* » (environ 1946-1959) : l'épreuve du rationnement pendant la 2^e guerre mondiale permet de comprendre la compensation compulsive à laquelle s'est adonnée cette génération consommatrice.
- La « *génération X* » est née entre 1961 et 1975-1980. Intercalée entre celle des baby-boomers et la génération Y, elle se situe dans une transition sociale, après le déclin de l'impérialisme colonial et avant la chute du mur de Berlin qui marqua la fin de la guerre froide. Cette génération a vécu un creux de vague au niveau professionnel, trouvant difficilement des emplois stables et bien rémunérés. De formes nouvelles de précarité générationnelle lui sont spécifiques, en particulier dans les pays du sud de l'Europe. « Nomade », elle exprime son engouement pour l'agressivité, le goût de l'aventure, le cynisme et la contre-culture qui s'oppose aux « baby-boomers ».

Elle marque sans doute une charnière, et est confrontée à une réelle solidarité intergénérationnelle : le vieillissement et l'allongement de la durée de la vie rendent pour elle difficile l'accès au logement (sans doute l'écart le plus important). Alors qu'elle souhaite une indépendance car elle a passé beaucoup de temps à travailler, elle doit à la fois gérer sa descendance (passage de relais aux jeunes qui doutent et / ou n'y arrivent pas) et en même temps ses ascendants (vieillissants). Les nombreux regroupements familiaux, et l'allongement de la durée de maintien des jeunes chez leurs parents avant de prendre leurs ailes sont parmi ses éléments de réponse.

- La « *génération Y* » désigne les personnes nées entre la fin des années 1970 et le milieu des années 1990. Elle tire son nom de la « génération X » précédente, ainsi que de la phonétique anglaise de l'expression

« *Why* »²⁹¹, « pourquoi ? » D'autres termes équivalents existent, dont « *Enfants du millénaire* » ou les diminutifs « *GenY* » et « *Yers* ». Les Américains utilisent également l'expression « *Digital natives* » ou « *Net generation* » ou « *Millenials* » pour pointer le fait que ces enfants ont grandi dans un monde où l'ordinateur personnel et l'Internet sont devenus de plus en plus accessibles.

C'est la génération des réseaux sociaux et des natifs-Internet, de la défense de l'environnement et des ONG, de la personnalisation et de la recherche d'information. Elle peut être associée à l'ensemble des technologies et applications du web 2.0.

Elle est marquée par des caractéristiques historiques et sociétales :

- Les « Y » n'ont pas eu à subir la menace d'apocalypse de la guerre froide.
- Ils considèrent comme acquises (et parfois dépassées) les transformations morales des années 1960 et 1970.
- Ils n'ont pas connu le monde sans le sida.
- Ils sont nés alors qu'IBM avait déjà choisi le système d'exploitation de Microsoft pour son PC.
- Ils étaient suffisamment jeunes lors de l'introduction massive de l'informatique grand-public et de l'électronique portable (téléphonie mobile, photo numérique, GPS) pour en avoir acquis une maîtrise intuitive qui dépasse généralement celle de leurs parents (d'où le nom de « *digital natives* »).
- Ils sont nés avec les débuts de l'intérêt du grand-public pour l'écologisme (qui était précédemment l'affaire d'une minorité, et souvent assimilée à l'extrême gauche).
- D'autres caractéristiques dépendent plus largement du contexte géographique.

D'ici 2015, la « génération Y » devrait représenter 25 % des américains, 15 %²⁹² de la population européenne et 40 % des actifs en France.

Certaines marques provoquent des réactions très tranchées au sein de cette génération : elles sont à la fois parmi les 20 premières et en même

²⁹¹ En anglais, « y » et « why » sont homophones. Ainsi, en anglais, *generation Y* fait également référence aux nombreux questionnements, surtout envers l'autorité, qu'ont les membres de cette génération.

²⁹² Julien Pouget lors de l'événement *Prospectives 2010* du 1^{er} décembre 2009 organisée par *01 informatique* sur la base des projections de population active de l'INSEE.

temps parmi les plus mal-aimées. On y trouve Vuitton et Burberry - parce que ces marques sont perçues comme trop « *bling bling* ». Parmi les marques les plus rejetées on trouve aussi De Beers, Land Rover et Cadillac, perçues comme ne respectant pas l'environnement. Les marques de montres et de joaillerie ne sont pas sur leur radar (à l'exception de Cartier, Tiffany et Rolex). Les marques développant de véritables stratégies « médias sociaux » ont par contre leurs faveurs.

- La « *génération NO OK* », qui suit la « *génération Y* » (née entre les années 1990 et 2005), questionne la société autour du sens en adoptant une attitude de peur et de repli. Certains l'appellent la « *génération NTIC* ». Je suis, pour ma part, plutôt tenté de la nommer la Génération « *Je ne suis pas d'accord* » ou la Génération « *NO OK* », en m'inspirant l'expérience étonnante dont j'ai reçu personnellement le témoignage d'une mère de famille qui a entendu sa fille de 3 ans lui dire au moment où elle allait la conduire à l'école : « *non, je ne veux pas aller à l'école, je ne suis pas d'accord* ». Cette génération se dénote en effet par une conscience significativement développée depuis le plus jeune âge sur les limites portées par la société et les modes d'organisation en contre sens avec les valeurs qu'ils portent. Il est probable que la question du sens qu'elle porte sera un ferment de transformation sociale et sociétale très important d'ici une génération.
- Que sera la « *génération 2050* » ? Il nous paraît évident qu'elle sera très différente de la génération NTIC actuelle, ayant sans doute assimilé les limites de la planète et de nos barbaries. Du moins nous l'espérons.

Anticiper un rapport urbanité / ruralité bouleversé

*« La ville est bien l'un des acteurs majeurs de la mondialisation : le développement de l'emploi, l'équilibre social résidentiel, la sécurité des habitants, la gestion des mobilités, la sauvegarde de l'environnement s'affirment comme des objectifs communs à toutes les grandes villes contemporaines, du Nord comme du Sud. »*²⁹³

Comme le note le Comité 21, les villes risquent d'être confrontées à une explosion de l'exode rural, amenant plus de pauvres à gagner les grandes villes pour survivre, et aggravant le phénomène des bidonvilles. Nous commençons à assister à la montée en puissance de « villes réseau ». Les innovations

²⁹³ Guy Burgel, professeur de géographie/urbanisme, membre de l'Académie de l'architecture, auteur notamment de « *La revanche des villes* », Hachette, 2006.

(numériques, énergétique, architecturales, ...) vont renouveler l'anatomie des villes.

« Acteur global en devenir, les villes sont déjà un acteur polycentrique et discontinu de la gouvernance mondiale. Les villes, qui consomment 75 % de l'énergie produite sur Terre, se révèlent être la bonne échelle et le bon niveau de décision pour prendre des mesures concrètes et tester leur efficacité. Echelon pertinent pour tester et planifier les mesures, elles s'imposent au côté des États comme des interlocuteurs de référence sur le climat, l'environnement et les politiques sociales »²⁹⁴.

Et en même temps, la croissance des villes et de l'urbanité, qui renforce l'antagonisme ville / campagne, et l'accaparement des terres par des pays comme la Chine, remet la question de la sécurité alimentaire sur le devant des enjeux planétaires critiques. Cette question nous fait penser que le retour des Villes-Etats est probable (les péages urbains pour cause de congestion du trafic automobile et de croissance de la pollution de l'air en sont un signe anticipateur).

La clé de la prospérité est la connaissance

Les réseaux globaux d'information ²⁹⁵

Dans *Revolutionary Wealth*, Alvin Toffler²⁹⁶ effectue une analyse détaillée de notre société actuelle dans laquelle la connaissance est la clé de la prospérité et non plus l'argent.

La capacité de rechercher des connexions à travers le monde et l'état de l'information mondial ouvrent un nouveau paysage à tout citoyen. Aujourd'hui, grâce à *Google Earth*, il peut zoomer sa propre maison depuis une vision globale de la planète. Il peut posséder une petite maison de campagne isolée et en même temps développer une perception directe de son appartenance à la planète entière.

La conscience du citoyen s'agrandit en regardant et, encore plus, en agissant. L'horizon de temps est différent selon la personnalité et est également réduit par les contraintes de la vie quotidienne. Bien que l'horizon temporel d'un homme politique soit limité par sa prochaine réélection, et celui des

²⁹⁴ Comité 21.

²⁹⁵ Selon un écrit de Thierry Gaudin.

²⁹⁶ Ecrivain, sociologue et futurologue américain ; ses livres, le *Choc du futur* (1970) et la *Troisième Vague* (1980), comptent parmi ceux qui ont le plus influencé notre époque. Vendus à plus de 10 millions d'exemplaires dans de nombreux pays, ils ont contribué à modifier nos idées sur les grands changements la fin du XX^e siècle et à modeler notre vision de l'avenir.

gestionnaires des grandes entreprises par l'annonce du budget et l'horizon trimestriel du « *quarterly report* », un citoyen libre pense au moins une génération à l'avance pour préserver l'avenir de ses enfants. C'est pourquoi les initiatives les plus en avance sont prises localement au niveau individuel ou municipal, niveau le plus proche de la conscience individuelle.

Les « *Information keepers* » ou « lanceurs d'alerte » poussent les connaissances à circuler le plus librement possible, avant même d'espérer un retour gratifiant. Le rôle de ces gardiens est essentiel dans le processus d'innovation, en particulier dans les grandes organisations. Leur rôle d'alerte n'est pas transactionnel. Ils fournissent des informations comme un don, une participation gratuite à un mouvement commun.

Apporter gratuitement sa propre contribution pour enrichir la compréhension commune est sans doute le point clé de la création de communautés informelles. Et il est important de rappeler que toute organisation a commencé de façon informelle, et se maintient à travers des relations informelles.

Les réseaux transnationaux et la montée des ONG ²⁹⁷

En face du pouvoir de l'entreprise, le pouvoir des ONG a augmenté à mesure qu'elles rendaient accessible l'information, en lui conférant du sens au regard des enjeux sociétaux. Le nombre d'ONG opérant au niveau international est estimé à environ 40 000. La rapidité de l'augmentation de l'influence des ONG a été impressionnante au cours de la dernière décennie. Elles sont aujourd'hui capables de mobiliser des compétences de haut niveau scientifique et d'organiser un lobbying puissant équivalent aux entreprises.

Un exemple est l'ONG « *Environnement Defense Fund* » : elle a réussi non seulement à faire éliminer le puissant insecticide organochloré et cancérigène DDT, mais aussi à obliger Mc Donald's, via une action en justice, à nettoyer les rues où les clients avaient jeté leurs déchets MacDo, au regard des lourdes pénalités encourues.

Internet génère des réseaux transnationaux qui se mobilisent en faveur d'une alliance entre acteurs et points de vue communs. Les ONGs, qui semblent à l'opinion plus fiables que les Etats et beaucoup plus les entreprises pour relever les enjeux humanitaires et planétaires, devraient voir leur influence croître. Cette logique devrait favoriser leur reconnaissance en tant que sujets du droit international dans des conditions qui restent à définir par les Nations Unies comme au niveau des Etats.

²⁹⁷ Idem.

La légitimité dépend de l'intensité de l'échange d'informations crédibles

Formater son identité par les réseaux sociaux

En mettant en ligne les réseaux personnels des individus et en les rassemblant dans des banques de données marketing, Facebook a généré une possibilité de création de richesse gigantesque, dépassant le mythe né de l'œuvre de l'écrivain américain Horatio Alger à la fin du 19^e siècle.

Dans le même temps, eBay réunit acheteurs et vendeurs d'objets, des plus quelconques aux plus spécialisés, inaugurant, par certains côtés, une version high-tech des bazars traditionnels. Les gains ou pertes financières incertains, la participation, le divertissement, la diversité qu'ils abritent, contrastent avec le contrôle, l'efficacité, la standardisation des marchés plus conventionnels : « *la MacDonaldisation pourrait être remplacée par l'ebayization.* »²⁹⁸.

Dans le réseau social Facebook, les consommateurs entrent en relation avec les autres consommateurs, entreprises et produits. L'élément clé est la manière dont ils utilisent les produits et les services pour créer une identité personnelle et une relation avec l'Autre. Si l'objectif n'est pas de placer les dynamiques de marché au centre de la vie des individus, le fait d'utiliser ces technologies de consommation et de marché « formate » les individus, et incorpore en temps réel leur identité et leurs relations sociales dans le développement du marché.

« Plusieurs sites ²⁹⁹ relient consommateurs et organisations engagées dans le développement durable selon des manières peu différentes de l'efficacité poétique de l'art, partageant et construisant ce sentiment heideggérien « d'appartenir au monde », lequel inculque des pratiques et des significations de lien social et environnemental, de beauté et de plaisir dans la consommation et les marchés. »³⁰⁰

La nouvelle légitimité : échanger de l'information et être présent de manière crédible ³⁰¹

La professeure du MIT Sherry Turkle a consacré sa vie universitaire pour comprendre l'évolution des mentalités et des comportements induits par les jeunes de la pratique informatique, de l'Internet et des jeux. Elle a utilisé l'observation directe, la psychanalyse et la philosophie. Ses livres sur le sujet, « le

²⁹⁸ "The MacDonaldisation Thesis and Cruise Tourism", chapitre 38, Ahuvia et Bilgin.

²⁹⁹<http://www.greenamericatoday.org/cabn/>,

http://sierraclub.org/sustainable_consumption/tookit/

³⁰⁰ Guillaume Logé.

³⁰¹ Les lignes qui suivent sont extraites d'une réflexion conduite par Thierry Gaudin.

second lui-même, les ordinateurs et l'esprit humain » (1984) et « La vie sur l'écran, l'identité à l'âge de l'Internet » (1995) sont toujours considérés comme un référence de base.

La principale observation qu'elle tire de ses études, est la lutte constante pour distinguer les humains des machines. Alors que les gens refusaient d'imaginer les machines comme un esprit très humain de base, ils assimilent aujourd'hui, à certains moments, leur propre esprit à une machine. Elle a également remarqué que les gens commençaient à parler aux machines librement, sans beaucoup d'embarras. Si la frontière entre les humains et les machines a été clarifiée sur un point - les humains sont vivants et les machines ne le sont pas - cette frontière se fragilise avec le développement de la biologie de synthèse.

D'autres observations ont été faites sur les avatars dans les jeux multi-joueurs. Le joueur en addiction assume plusieurs identités simultanément par le biais de ses avatars. Se déclarer correctement soi-même dans un avatar peut avoir l'avantage d'être thérapeutique, mais peut également générer des troubles.

Le principal résultat de ces observations est la facilité avec laquelle l'esprit humain est capable de reconnaître que des partenaires de communication, même non-humains, ont une personnalité semblable à l'homme. Ce fait, décliné des sciences cognitives, conduit à une hypothèse provocante sur la civilisation cognitive : certaines institutions sont moins légitimes (l'Etat-nation, la société, la famille), que d'autres (les groupes informels, par exemple).

Cela peut conduire à des malentendus. Par exemple, les nouvelles générations peuvent se demander pourquoi ils doivent payer des impôts au gouvernement, en dépit de sa faible efficacité, et non pas à une ONG dont la mission est de vraiment servir le bien commun. Il est possible de prédire des tensions qui devraient affaiblir les anciennes légitimités.

Nous pensons que le sentiment nouveau de la légitimité reposera non pas sur une reconnaissance officielle, mais sur l'intensité de l'échange d'informations, la capacité de réagir rapidement et d'être présent de manière crédible.

Clé n°7 :

Généraliser l'éducation et l'auto-formation pour tous

L'éducation véhicule le développement et l'autonomie

La question de l'éducation est fondamentale. Patrick Viveret nous invite à la revisiter dans son sens radical et ne pas réduire l'éducation à l'instruction ou à la formation. *Ex-ducere* en latin, signifie « *conduire au dehors* ». C'est presque le contraire de la formation d'aujourd'hui. Il s'agit de construire les éléments pour

un individu ou pour un groupe qui vont lui permettre d'accéder à l'autonomie. L'autonomie étant elle-même condition indispensable pour pouvoir réaliser son projet de vie.

Qu'est-ce qu'une véritable éducation ? « *Elever un être humain, c'est l'élever à ses propres yeux* »³⁰². Le rôle de l'éducation consiste à préparer un être humain à se poser cette question fondamentale : « *Qu'est-ce que je vais faire de ma vie ?* » et non simplement « *Qu'est-ce que je vais faire dans la vie ?* ».

« Cette question éducative se retrouvera à tous les moments de bifurcation, lorsque nous sommes amenés à choisir, et à choisir en référence à des questions qui sont absolument essentielles sur le rapport au sens même de notre vie, au sens de notre relation avec autrui. »

*Le cœur du processus éducatif s'appuie sur nouvelle forme d'éducation plus populaire. Au sens par exemple des mouvements d'éducation populaire, tels que les mouvements de jeunesse agricole. Cet axe éducatif ne peut se réduire à un axe de formation, d'adaptation à de futurs jobs ou à de futures techniques qui en plus, compte tenu de la rapidité de leur évolution, ont toutes les chances d'avoir été complètement transformées entre le moment où on avait créé les formations et le moment où on en sort pour de bon. Je crois tout à fait nécessaire de profiter de cette tension dynamique pour revisiter le plein sens du terme éducation. »*³⁰³

Nous manquons d'éducation. Pas de formation ni d'information. L'éducation est bien sûr indispensable pour diffuser des informations et des connaissances. Mais elle est surtout cruciale pour (ré ?) apprendre à apprendre ³⁰⁴ : aujourd'hui, l'ignorance est devenue un trop d'information, mal géré et mal intégré. L'éducation constitue une condition nécessaire pour partager projets et innovations, l'évaluation de ces projets, et les bénéfices du développement, et donc pour élaborer l'équité et construire la paix.

L'enseignement de tous va devenir une nécessité planétaire vitale pour pacifier les peuples, exactement comme Jules Ferry l'avait très bien compris au 19^e siècle lorsque l'instruction publique gratuite et obligatoire avait été une réponse destinée à pacifier la rue en France : quelle réponse sera de même apportée à la rue mondiale en feu et en sang lors de ce 21^e siècle ?

Les projets d'éducation et de formation professionnelle dans les pays en voie de développement doivent avoir une dimension pratique. Ils doivent être adaptés aux besoins de l'activité locale, dans la perspective de créer des emplois et permettre l'autonomie. Ils doivent permettre d'obtenir ce saut qualitatif dont

³⁰² La philosophe Simone Veil.

³⁰³ Patrick Viveret.

³⁰⁴ Edgard Morin.

ces pays ont besoin, car il est aujourd'hui difficile d'accéder à un emploi en France en étant bachelier en Afrique.

Plusieurs renversements spectaculaires sont en marche sur les modes d'apprentissage :

- Par Internet, les meilleurs cours des meilleurs enseignants des meilleures universités dans le monde entier sont aujourd'hui rendus accessibles gratuitement.
- La hiérarchie entre la théorie et la pratique pourrait être renversée : les connaissances théoriques sont en effet transférables par le biais d'Internet, ainsi que leurs exercices théoriques. Les compétences pratiques ayant un accès moins facile, et étant plus rares (en raison de la surpopulation actuelle des professions s'appuyant sur le discours), elles seront promues à un statut social plus élevé.
- Le développement, non seulement de l'enseignement à distance, mais aussi l'apprentissage coopératif tel qu'il est pratiqué dans la communauté du logiciel libre, permettra aux autodidactes de jouer un rôle plus important dans l'économie future : de nombreuses compétences peuvent être testées par le biais d'Internet, et le système actuel des examens pourrait devenir obsolète.

Développer les compétences des personnes permet d'amorcer le cercle vertueux du développement, car l'information transmise est mutualisée et les connaissances et savoir-faire sont mis en commun au service d'un projet partagé.

Mais l'éducation des individus ne suffit pas à générer du développement ; le développement est aussi une condition de la réussite des personnes. Les progrès de l'éducation et du développement doivent évoluer de façon concomitante, pour que les plus éduqués puissent par exemple trouver dans leur pays des emplois adaptés à leur formation, et ne soient pas poussés à quitter leur territoire pour aller travailler dans un pays plus « développé ».

L'éducation et le développement permettent de créer une dynamique collective qui consolide les capacités des associations locales, des syndicats et des ordres professionnels. Elle s'inscrit dans un cercle vertueux qui renforce la société civile et fait progresser la démocratie : en effet, sans une prise de conscience citoyenne et une demande de la part de la société civile, les responsables politiques sont impuissants dans l'impulsion d'un changement.

Echanger plutôt que consommer

L'accès aux technologies devrait être pensé pour aider à échanger plutôt que seulement consommer. Comme l'indique Daniel Kaplan ³⁰⁵, les ordinateurs marquent une différence essentielle avec les autres dispositifs : leur complication intrinsèque, leurs usages non définis à l'avance, leur assistance pour produire. Les autres dispositifs sont quant à eux réduits à communiquer et à consommer.

Les facteurs clés pour comprendre et encourager le changement par la coopération sont les suivants ³⁰⁶ :

- Privilégier l'apprentissage de la coopération et de la co-création à la compétition dès l'école élémentaire,
- Evaluer autrement la réussite et le bien-être aux niveaux international, national et individuel,
- Mieux comprendre les réalités de l'environnement du monde, et accompagner les changements dans la façon dont les gens se relient à la planète et les uns aux autres, et comment ils définissent des modes de vie réussie et souhaitable,
- Reconnaître que la connaissance n'est pas appropriable, et l'appliquer à ce qui influence et oriente soutenablement les changements de comportements des différentes catégories de la société dans la conception de produits et des politiques,
- Rendre plus facilement soutenable et répondre aux besoins de tous les segments de la société au travers des politiques, des infrastructures, du leadership d'entreprise ainsi que des produits et services,
- Interagir contextuellement avec les environnements locaux, les conditions, la culture et les aspirations,
- Développer et encourager une gouvernance collaborative de nos organisations, développer la co-responsabilisation des acteurs, et mettre le pouvoir de l'intelligence collective au service du succès de l'organisation, en s'inspirant des principes de la *sociocratie*³⁰⁷ et de l'*holocratie*³⁰⁸.

³⁰⁵ Fondateur et dirigeant de la Fondation Internet Nouvelles Générations, prospective numérique

³⁰⁶ Extrait de « *Vision 2050, The new agenda for business* », WBCSD, février 201

³⁰⁷ <http://fr.ekopedia.org/Sociocratie>

³⁰⁸ <http://www.colibris-lemouvement.org/agir/guide-tnt/instaurer-une-gouvernance-ecologique-dans-une-organisation-avec-lholocratie>

Clé n°8 :

Libérer les sources de l'appropriation

Dans la société cognitive, l'économie doit devenir une économie de la connaissance, ce qui nécessite plus que jamais d'établir et de stabiliser un système producteur de confiance.

La stratégie de Lisbonne, ou agenda de Lisbonne, ou processus de Lisbonne, a été l'axe majeur de politique économique et de développement de l'Union européenne entre 2000 et 2010, décidé au Conseil européen de Lisbonne de mars 2000 par les quinze États membres de l'Union européenne d'alors. L'objectif de cette stratégie est de faire de l'Union européenne « *l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde d'ici à 2010, capable d'une croissance économique durable accompagnée d'une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi et d'une plus grande cohésion social.* »

La mise à jour de cette stratégie de Lisbonne devrait éliminer autant que possible les droits de douane sur les communications, la propriété intellectuelle et tous les droits ralentissant la circulation de l'information, afin de rendre la circulation de la culture aussi fluide que possible, et, comme aux États-Unis, placer en accès libre au public sur Internet toutes les informations acquises avec l'argent des contribuables.

La mise en œuvre de cette économie de la connaissance s'exprime par des évolutions de fond qui ouvrent un accès libre de produits et de services :

L'open information

Daniel Kaplan pose bien la question : « *Dans des sociétés d'individus libres qui considèrent qu'ils n'ont pas vocation à être ce que leurs parents étaient ou vivaient, mais à accomplir leur propre destin (telle est situation du monde développé et l'aspiration puissante des pays « en développement »), comment distribuer des capacités de s'informer, d'échanger, de s'exprimer, d'agir pour construire mon destin et co-construire le destin avec celui avec lequel je partage des éléments (localement ou globalement) ?* »

La réponse passe par des formes d'éducation, non seulement aux technologies, et aussi à apprendre à vivre dans un monde où l'information est disponible, à apprendre à apprendre, à chercher l'information disponible et à être capable de l'interpréter.

Ceci nécessite :

- un accès libre à l'information,

- des espaces d'information et de contenus mis en commun, sur lesquels il est facile d'inventer, de construire, de partager et d'apprendre,
- l'ouverture des données publiques (décision publique, budget, cartographie, localisation des services...),
- la libre circulation de l'information,
- la non appropriation des connaissances et des données en particulier sur le vivant, les médicaments génériques, ...

Les logiciels libres

Un logiciel libre est un logiciel dont l'utilisation, l'étude, la modification et la duplication en vue de sa diffusion sont permises à tous (simples utilisateurs ou développeurs), techniquement et légalement. Ceci afin de garantir la liberté d'exécuter, de copier, de distribuer, d'étudier, de modifier et d'améliorer le logiciel, ainsi que de contrôler le programme par l'utilisateur et de le partager entre individus³⁰⁹.

Plus précisément, il fait référence à quatre libertés pour un individu ayant acquis une version du logiciel, définies par la licence de ce logiciel :

1. la liberté d'exécuter le programme, pour tous les usages (liberté 0)
2. la liberté d'étudier le fonctionnement du programme, et de l'adapter à ses besoins (liberté 1) ; pour cela, l'accès au code source est nécessaire
3. la liberté de redistribuer des copies, donc d'aider son voisin, (liberté 2)
4. la liberté d'améliorer le programme et de publier ses améliorations, pour en faire profiter toute la communauté (liberté 3) ; pour cela, l'accès au code source est nécessaire. ³¹⁰

Ces droits peuvent être simplement disponibles (cas du domaine public) ou bien établis par une licence, dite « libre », basée sur le droit d'auteur. Les « licences copyleft » garantissent le maintien de ces droits aux utilisateurs même pour les travaux dérivés.

Les logiciels libres constituent une alternative à ceux qui ne le sont pas, qualifiés de « propriétaires » ou de « privés ». Ces derniers sont alors considérés par une partie de la communauté du logiciel libre comme étant l'instrument d'un pouvoir injuste, en permettant au développeur de contrôler l'utilisateur.

Ils préfigurent de nouvelles formes de valeur ajoutée, fondées sur une intelligence et des partenariats collaboratifs. Ce modèle *d'open information* va se démultiplier et s'appliquer sur d'autres champs : la connaissance, la monnaie, la fabrication, la culture...

³⁰⁹ Source : Wikipedia.

³¹⁰ Définition d'après Richard M. Stallman, in Ekopedia.

La Connaissance libre ³¹¹

Il existe une différence fondamentale entre le patrimoine commun physique et épuisable, et le patrimoine commun de la Connaissance, des idées, de l'information : ce qu'on cherche au sujet de ce dernier, c'est son exploitation la plus intensive.

La « *société de la connaissance* » par laquelle l'Europe était censé devenir le continent le plus « compétitif » a été jusqu'alors considérée en termes économiques classiques : la production et le transfert de connaissances ont été considérés avant tout comme des sources de profit au travers des droits d'auteur, les connexions payées, et la circulation payante des données.

Or, les signes d'une autre logique émergent : le téléphone par Internet ne fait pas payer la distance, des villes offrent gratuitement l'accès Wifi à leurs « co-citoyens », Google offre l'accès libre et gratuit à son système de traitement des données, puis aux images satellite les plus détaillées de la planète, supposant que cela va générer une telle quantité de consultations que les petites annonces ajoutées amortiraient largement les coûts. Et ce fut le cas : l'information souhaitée par le client est distribuée gratuitement, et la rémunération est générée par le trafic publicitaire additionnel.

Les monnaies complémentaires, ou « *open moneys* » ³¹²

Les monnaies nationales, une architecture invisible du développement d'accumulation

Pour Bernard Lietaer ³¹³, co-fondateur de l'euro, ancien de la Banque Centrale Européenne, spécialiste des monnaies complémentaires, les monnaies nationales, parfois présentées comme neutres, sont en fait prégnantes, voire déterminantes dans beaucoup d'aspects de la vie quotidienne. Si elles sont utiles pour faciliter les échanges, internationaux notamment ainsi que les investissements à long terme, elles encouragent une escalade de la concurrence et de la compétitivité, souvent au détriment de l'environnement (surexploitation des ressources) de la qualité de vie et de relation avec les autres.

Selon lui, dans le contexte de la mondialisation, la monnaie « classique » surinvestit la compétitivité dans un « jeu compétitif » qui a établi ses propres règles (monétaires, qui échappent aux États et individus). Cette monnaie

³¹¹ Certains éléments de ce § sont extraits d'un document de Thierry Gaudin.

³¹² Les éléments de ce § ont été enrichis par une interviewe de Jean François Noubel dans Nouvelles Clés.

³¹³ Les trois paragraphes qui suivent sont extraits de Wikipédia.

classique survalorise aussi la rentabilité de court-terme et favorise la concentration des richesses et elle a acquis un fort pouvoir centralisateur (via les banques centrales, européennes, mondiales...). De plus, dans la société et le monde des entreprises, elle joue un rôle devenu comparable à celui d'un programme informatique de base (Operating system), qui freine toute alternative et qui fait fonctionner le monde dans une même direction donnée, qui n'est donc pas neutre, basé sur des taux d'intérêt et une tendance au monopole.

B. Lietaer estime que ce système est la prolongation de systèmes de pensée issus des sociétés et religions patriarcales qui ont modelé les cultures occidentales depuis 5000 ans. Bernard Lietaer souligne quelques exceptions historiques, correspondant à des sociétés qu'il nomme matrifocales (et non pas matriarcales), qui ont justement développé un respect de la femme plus important, et mis en circulation d'autres types de monnaies (monnaies sans intérêt, monnaie d'échange et non d'épargne) en complément de monnaies d'or et d'argent. Ce fut le cas en France du 10^e au 13^e siècle, en pleine période de l'amour courtois, alors que les cathédrales étaient dédiées à la vierge-Marie), sans exclure la monnaie (royale en France) utilisée pour les échanges à longue distance ou avec les gens qu'on ne connaissait pas.

Aujourd'hui, 95 % de la monnaie mondiale est payante. En moyenne, le prix d'un objet est augmenté par le cumul des intérêts qui représente 50 % de son prix. Cette architecture fait que la moindre inégalité s'amplifie très vite : plus vous êtes riche, plus vous avez tendance à vous enrichir, plus vous êtes pauvre, plus vous avez tendance à vous appauvrir. Il y a un phénomène d'auto-attraction de la monnaie, quasiment comme la matière dans le cosmos. On parle de « *loi de condensation* », avec des boucles en « feedback » positif ou négatif. Ce système encourage fondamentalement le court terme, la compétition, la propriétérisation d'un maximum de biens, ressources, ainsi que savoirs, espèces vivantes, et même, d'une certaine façon, êtres humains...

« Le décalage entre riches et pauvres s'accroît jusqu'à l'absurde, puisque finalement, le riche élimine les pauvres et, se retrouvant seul, ne peut plus jouer. Même s'il dit qu'il a « gagné », c'est un jeu à mort collective. Si vous faisiez jouer à ce jeu les dix sages les plus sages du monde, ils ne pourraient rien y changer, car tout dépend de la règle, c'est-à-dire de l'architecture intrinsèque du système, notamment en ceci : les joueurs dépendent d'une source extérieure qui leur fournit l'outil de leurs propres transactions et, ce faisant, leur dicte sa loi. »

314

La rupture viendra probablement de l'effondrement des grands systèmes monétaires officiels qui se fragilisent mutuellement : le dollar ne pourra pas

³¹⁴ Jean François Noubel, in Nouvelles Clés.

rester durablement la monnaie des USA et la monnaie mondiale, la zone euro ne parvient pas à sortir de sa fragilité, le yuan domine les rapports monétaires internationaux, ...

Redonner à chacun son autonomie monétaire

*« La monnaie constitue la prochaine étape. Il n'y a plus aucune raison, ni économique, ni idéologique, ni technique, pour que la monnaie continue à émaner d'une source extérieure, prise dans une architecture centralisée et inégalitaire. »*³¹⁵

Bernard Lietaer³¹⁶ travaille sur une monnaie mondiale compatible avec le « développement durable ». Il a produit pour le *Club de Rome* un document faisant le lien entre ce qu'il appelle les « monnaies complémentaires » et la soutenabilité : selon lui, la monnaie principale est yang, masculine, compétitive, dynamique, et les « monnaies complémentaires » sont yin, féminines, elles servent quand on n'a pas besoin d'être en compétition, mais en collaboration, avec partage de savoir, développement soutenable, etc. Il pense qu'un bon dosage entre monnaies yin et yang nous permettra de naviguer à long terme.

Les monnaies complémentaires canalisent l'énergie des acteurs engagés au service du développement de ce qui les réunit. La monnaie du futur émanera des agents eux-mêmes, selon un processus comparable à ce qui s'est passé :

- Pour les médias, avec succès : passage des médias propriétaires à l'autonomie de production provenant de millions d'émetteurs via Internet
- Pour les radios libres, avec échec : au début dans une dynamique transformatrice et créatrice, elles ont fini par être appropriées commercialement par des opérateurs privés

De la même façon que le logiciel libre a conféré une autonomie informatique aux sphères humaines (maisons, entreprises, écoles, institutions...), et que les technologies « vertes » promettent de leur donner une autonomie énergétique (solaire, éolien, géothermie, etc.), les monnaies libres (« *open money* »), souhaitent redonner à chacun son autonomie monétaire.

En termes techniques, la généralisation de l'html (protocole informatique qui permet à n'importe quel ordinateur de se brancher sur internet) et de l'http (langage universel du web) ont transformé chaque citoyen planétaire en émetteur/récepteur d'informations (au moins potentiel). Le prochain protocole du *world wide web* (htcc pour : *Hypertext Current Currency*) permettra à chacun de devenir émetteur / récepteur de monnaies. Ceci va métamorphoser l'économie

³¹⁵ Jean François Noubel, in Nouvelles Clés.

³¹⁶ « The future of money ».

et la société, ainsi que nos vies et nos esprits : « *la monnaie imbibe tout, nos psychés, nos comportements, bien au-delà de ce que nous imaginons. L'ensemble du monde actuel est modelé par la monnaie. On peut entrer en pauvreté, non par manque de richesse, mais par manque d'outil de transaction, de monnaie. Il n'y a pas autonomie monétaire des écosystèmes.* »³¹⁷

Le Canadien Michael Lynton, qui vivait vers 1982 près de Vancouver dans une vallée en crise, après que l'armée ait quitté la zone, eut l'idée de créer un système de crédit mutuel sans banque. Pas de source extérieure, on se fait confiance : chaque fois que j'achète quelque chose, c'est noté en moins ; chaque fois que je vends quelque chose, c'est noté en plus. Nul besoin d'avoir accumulé de l'argent au préalable, c'est l'échange qui crée spontanément la monnaie.

Cette nouvelle monnaie, appelée « CC » (pour « *Community Currencies* »), et le système : *Lets* que l'on a traduit par « *Local exchange tip system* » (son sens originel était simplement « *let's do it* », « *laissez agir* ») se répandit dans le monde entier. En France, on vit ainsi apparaître en 1994 les SEL (« *système d'échange local* »). Il en existe aujourd'hui plus de 450 SEL référencés.

Une version des *Lets* est indexée sur le temps. Le « *time banking* », qui fonctionne sur du « *time dollar* », est devenu une institution aux États-Unis : dans les zones en crise, que la monnaie a désertées, les gens au chômage sont riches en temps. Comme ils disposent aussi de savoirs faire, il suffit de mettre en place un système d'information et de comptabilité des échanges, pour que l'activité reparte.

Les caractéristiques d'une monnaie complémentaire

Chacun va déterminer ses appartenances monétaires en fonction de ses besoins. Il est ainsi possible d'imaginer une monnaie internationale « *Créatifs Culturels* », dont les tenants garantiront : « *Tout ce qui circule chez nous est garanti soutenable, éthique, pacifique, clean, bio, etc.* » À l'intérieur d'un cercle d'une telle ampleur, s'établiront une éthique, une gouvernance, une fiscalité interne...

Le trépied du « RE.V.E. » de Patrick Viveret ³¹⁸ s'applique particulièrement à la monnaie : articuler une « résistance créatrice » contre les tentations de captation, avec une « vision transformatrice » d'autres architectures monétaires y compris au niveau global, pour ensuite expérimenter des nouvelles monnaies qui anticipent la soutenabilité et la solidarité.

³¹⁷ Jean François Noubel, in Nouvelles Clés.

³¹⁸ RE.V.E. : REsistance créatrice, Vision transformatrice, Expérimentation anticipatrice (voir page 166).

Le succès d'une « *open money* » repose sur plusieurs caractéristiques :

- Un système de « *réputation* », comme sur e-bay, dont l'appréciation cotée dépend du comportement – vertueux ou non – de chaque contributeur. L'accord tacite est intégré au mode opératoire. Il constitue en fait un mécanisme de gouvernance placé au cœur de la technologie.
- Un « *wealth acknowledgment system* » (*was*) ou « *système de reconnaissance de la richesse* », qui interroge la personne sur sa richesse intrinsèque, son identité profonde, son âme, et évalue la richesse créée.

*« Ces nouvelles monnaies supposent une participation très active, militante. Celle-ci commence par un inventaire de vos richesses. Qu'avez-vous à offrir ? Enseigner l'anglais ? Les œufs de votre poulailler ? Transporter des personnes ou des marchandises dans votre voiture ? Tout le monde se livre à cette recherche. On découvre alors que des gens qui n'avaient aucune valeur dans le système étatique et bancaire, en trouvent soudain une. Par exemple des femmes illettrées, absentes des radars économiques « normaux », découvrent qu'elles ont de la valeur, parce qu'elles peuvent : cuisiner, jardiner, coudre, laver, garder des enfants, etc. »*³¹⁹

- Un système global intégrant les changements indispensables de posture personnelle dans son rapport à la monnaie, afin d'éradiquer les postures de prédateurs et de profiteurs (cf. L'expérience de l'*open money* « *creditos* » en argentine : ce système a été facilement attaqué par les institutions extérieures et s'est effondré, bien qu'ayant mobilisé plusieurs millions de personnes face à la crise du peso). La monnaie a un tel pouvoir de fascination, qu'on finit d'oublier très vite que la monnaie n'est qu'un moyen : il existe la même fascination avec monnaies complémentaires.
- Des stratégies micro expérimentales pour passer du stade prototype à une échelle plus importante.

Taux de change, zone de circulation et utilisation avec d'autres monnaies diffèrent grandement entre les différents systèmes de monnaie complémentaire, comme dans le cas des systèmes de monnaie nationale. Il est probable que, au moins dans les pays dits « développés », une fraction consciente des populations va tenter d'échapper au poids grandissant de la charge payée par les impôts, taxes, redevances et droits de douane, en rétablissant des pratiques d'échange local.

³¹⁹ Jean François Noubel, in Nouvelles Clés.

Les monnaies complémentaires dans le monde

Les monnaies complémentaires existent depuis longtemps, et plusieurs monnaies complémentaires différentes ont pu être en circulation dans une même région à certaines époques (Égypte ancienne, Languedoc au Moyen Âge). Les monnaies complémentaires ont d'abord fonctionné hors du cadre national du cours légal, et donc sans cours légal. Elles sont généralement restées en marge de la société, dans des réseaux de chômeurs, des quartiers défavorisés, chez certains acteurs de l'écologie, etc.

On estime qu'il existe aujourd'hui dans le monde environ cinq mille monnaies locales.

Quelques pays ont récemment autorisé des interactions entre la monnaie officielle nationale et des monnaies complémentaires. Par exemple :

- en Uruguay, la monnaie C3 (monnaie complémentaire créée pour créer de l'emploi) est acceptée par l'État pour le paiement de toute taxe au gouvernement
- au Japon, le système « *Fureai Kippu* » (littéralement : « *ticket de relation cordiale* ») est officiellement reconnu pour l'aide aux personnes âgées
- la banque centrale du Brésil a fait une étude sur 10 ans, concluant que ces monnaies ne posent pas de problème aux systèmes de monnaie nationale et résolvent des problèmes d'une manière originale et efficace
- Le système « *Toronto Dollar* », par exemple, est couvert par dollars canadiens. Les commerçants qui y participent sont libres d'échanger des Toronto dollars pour des dollars canadiens. Bien que le système marche de mieux en mieux quand la monnaie complémentaire est maintenue en circulation, personne ne se sent pris au piège du système.

Une monnaie complémentaire pour les entreprises

Il est possible d'envisager que les entreprises elles-mêmes soient acteurs des open money, sous réserve qu'elles ne se saisissent pas de cette dynamique pour des fins uniquement captatives ou de production d'image.

L'exemple de la monnaie de Nantes, ouvertes à la fois aux particuliers et aux entreprises, fait figure de pionnière³²⁰. Le consommateur nantais peut payer en monnaie locale les produits et les services vendus par les entreprises qui adhèrent au système, ainsi que les primes, voire une partie des salaires. La monnaie locale encourage ainsi la création et le maintien des emplois au sein des entreprises du territoire nantais.

³²⁰ Source : <http://www.unmonnaiepournantes.fr/kesaco.php>

Pour chaque transaction, l'entreprise choisit jusqu'à quelle hauteur elle accepte d'être payée ou de payer en monnaie complémentaire. Le reste peut toujours être réglé en monnaie bancaire, tout comme la TVA, les charges sociales ou les impôts. L'entreprise contribue ainsi aux échanges locaux au moins à la hauteur de ses transactions en monnaie locale.

L'entreprise qui accepte d'être payée en monnaie complémentaire doit anticiper sur la façon dont elle pourra dépenser son solde : soit au sein du réseau d'entreprises adhérentes, soit auprès de ses salariés. L'entreprise ne peut ni placer, ni tirer d'intérêts de cette monnaie. L'objectif de chaque adhérent est donc d'utiliser au plus vite sa monnaie locale. Il n'a aucun intérêt à la conserver : toute sa valeur réside dans l'échange. La monnaie complémentaire est ainsi faite pour servir et circuler.

Chaque entreprise adhérente s'engage à annuler son découvert en monnaie locale en vendant ses produits ou services à d'autres entreprises adhérentes, toujours en monnaie locale. Pour l'entreprise, payer et recevoir des règlements en monnaie locale complémentaire est l'occasion de rencontrer de nouveaux clients et fournisseurs. Ce réseau professionnel et territorial devient une sphère de développement économique à part entière.

Les Fablabs, ou laboratoires de création et de prototypage ³²¹

Nous l'avons évoqué plus haut, les systèmes d'innovation numérique permettent d'aller plus loin que le numérique lui-même : ils infléchissent aujourd'hui les champs du politique, du local, du serviciel, de l'industrie, au travers notamment du retour de formes avancées d'auto-bricolage ou d'autoproduction, avec des outils adéquats. Grâce à des interfaces informatiques simplifiées, "ergonomiques" et de plus en plus interopérables, il devient plus facile pour des usagers non-spécialistes de prendre le contrôle d'outils techniques. Par exemple : écrire, illustrer, maquetter et imprimer son propre livre en ligne, grâce à un logiciel libre tel que *wikibook*.

L'apparition des *Fablab* est tout à fait significative à cet égard : l'appropriation que le logiciel libre a facilité s'étend maintenant aux « *matériels libres* », et par exemple aux modalités de *prototypage numérique* permis par des plateformes de type Arduino ou aux prototypage physiques permis par des Fablabs.

Les Fablabs - contraction de : *fabrication* et *laboratory* ³²² – sont des plateformes ouvertes de création et de prototypage d'objets physiques, « intelligents » ou non. Ils s'adressent aux entrepreneurs qui veulent passer plus vite du concept

³²¹ De nombreux éléments dans ce § sont empruntés à Wikipedia et à Daniel Kaplan.

³²² Le concept de Fab Lab a été défini en 2004 par Neil Gershenfeld, directeur du *Center for Bits and Atoms*, au sein du MIT (Massachusetts Institute of Technology).

au prototype, aux designers et aux artistes, aux étudiants désireux d'expérimenter et d'enrichir leurs connaissances pratiques en électronique, en CFAO, en design, aux bricoleurs du 21^e siècle...

Lieu privilégié pour imaginer et prototyper de nouveaux objets, un Fab Lab regroupe des communautés pluridisciplinaires qui mutualisent les connaissances et favorisent l'entraide. Il permet de fabriquer rapidement et à la demande quasiment n'importe quel produit, sous réserve qu'il soit « rebricolable » en open source. Cela inclut les produits ne pouvant être fabriqués à grande échelle (pièces uniques éventuellement) : vêtements, livres, objets décoratifs, des colliers émetteurs pour les troupeaux de rennes norvégiens, des pompes à eau, des turbines à vapeur, des instruments agricoles, des antennes paraboliques à haut niveau de gain, des turbines à vapeur...etc...

Il existe encore peu de produits façonnables (types cosmétique, détergents)³²³, mais des tentatives de recherche sont en cours sur ceux-ci, et leur production en open source est tout à fait imaginable.

Comment cela fonctionne-t-il ?

Le concept de Fab Lab a été défini en 2004 par Neil Gershenfeld, directeur du *Center for Bits and Atoms*, au sein du MIT (Massachusetts Institute of Technology). Un Fab Lab comprend :

- Un ensemble de machines-outils à commande numérique de niveau professionnel, standard, et peu coûteuses (à des prix d'imprimante de bureau, soit quelques centaines de dollars !) : une machine à découpe laser capable de produire des structures en 2d et 3d, une machine à sérigraphie qui fabrique des antennes et des circuits flexibles, une fraiseuse à haute résolution pour fabriquer des circuits imprimés et des moules, une autre plus importante pour créer des pièces volumineuses,
- D'autres équipements plus avancés, tels que des imprimantes 3d, peuvent également équiper certains fab labs,
- Des composants électroniques standards,
- Des outils de programmation associés à des microcontrôleurs ouverts, peu coûteux et performants,
- L'ensemble de ces dispositifs est contrôlé à l'aide de logiciels communs de conception et fabrication assistés par ordinateur.

Ces ateliers de prototypage sont des lieux qui stimulent l'innovation. Ils permettent à chacun de passer de l'idée à la fabrication, de se former à la

³²³ L'Occitane invite ses clients à fabriquer des cosmétiques par eux-mêmes, les premiers sites web font leur apparition en France depuis les Etats-Unis pour apprendre à fabriquer soi-même des détergents par exemple...

conception et la fabrication de concepts d'objets et de service du futur (cf. les projets de voiture open source : voir plus haut § « De la société de consommation à la société contributive »), d'échanger on line et en réseau les instructions de production d'objets complexes en modèle 3D appuyés sur un partage des savoirs faire (une des règles de base est le retour au collectif), ...

Les différents Fab Labs dans le monde combinent tous, de manières différentes, cinq fonctions correspondant à cinq publics :

- La découverte du pouvoir de faire, de fabriquer, qui s'adresse aux enfants ou aux bricoleurs,
- L'éducation par l'action, qui s'adresse aux écoles et universités,
- Le prototypage rapide, qui s'adresse aux entrepreneurs et créateurs,
- La production locale, qui répond notamment aux besoins de pays en développement, et aussi à ceux d'artistes, designers ou bricoleurs qui ne cherchent pas la grande série,
- L'innovation, l'invention des objets, des espaces, des formes de demain.

Le concept de Fab lab applique au monde industriel l'esprit de partage, d'innovation et de gratuité que l'on trouve sur Internet avec les logiciels libres et les réseaux sociaux. En permettant à n'importe qui d'accéder à des machines industrielles simples et à bas coût, on sort du mode de production classique. C'est en cela que des communautés de hackers veulent s'investir dans les fab labs. Alexandre Korber, membre du TMP Lab, un lieu d'innovation tenu par des hackers à Vitry, en région parisienne, s'en explique : « *Le Fablabs, c'est le même principe que le hacking : on apprend aux gens à faire par eux-mêmes.* »³²⁴

Quelle évolution prévisible ?

Suite à la création du premier Fab Lab à Boston, l'International FabLab Association, le réseau international des *fab labs*, compte plus de 150 Fablabs identifiés dans le monde³²⁵ (ce nombre a doublé en trois ans) : Kenya, Ghana, Afrique du Sud, Togo, Burkina Faso, Senegal, Costa Rica, Chili, Afghanistan, Iran, Inde, Afghanistan, USA, Canada, Europe, ...

Ce mouvement se produit localement, à une petite échelle qui ne va pas changer le système industriel, avec des milliers de personnes qui y travaillent. Son utilisation dans certains pays du tiers-monde a permis à quelques villages

³²⁴ http://www.tmpfab.org/wiki/index.php/A_little_history_of_tmpfab

³²⁵ Source : http://fr.wikipedia.org/wiki/Fab_lab. Il en existe probablement plus qui n'ont pas fait la démarche de s'y inscrire.

isolés de générer eux-mêmes des produits introuvables et/ou d'un prix inaccessible pour eux.

Les Fablabs ont un fort pouvoir d'attraction : « *on y a pensé, on peut le faire* ». Parce que la fabrication devient « outillable », à portée de main, des milliers de personnes vont investir leur intelligence, *parce qu'ils* se restitueront ainsi leur pouvoir d'autonomie et leur capacité de changer le monde, d'une manière perçue de plus en plus comme beaucoup plus efficace que les grands débats politiques pour changer le « développement ».

La prochaine étape du « bricolable » sera probablement dans le champ du biologique, à savoir le séquençage d'ADN, et produira des manipulations organiques cellulaires. Si cette évolution sous-tend des inquiétudes d'ordre éthique concernant le respect de la liberté individuelle et de la vie, la baisse des coûts et l'accès grandissant à une faisabilité confère une véritable dynamique à cette extension du domaine du « bricolable ».

De même, toutes sortes d'acteurs en quête d'alternatives se sont engouffré dans le monde physique de l'atome, pour mettre au point des technologies qui modifient radicalement les technologies préexistantes : grilleur de RFID, extincteur de télé, machine à laver solaire, objets entièrement open source permettant à chacun de fabriquer et transformer, ...

On peut se demander ce que seraient des objets qui pourraient se documenter eux même y compris quand on n'en a plus l'usage ?

Rappelons-nous que les dynamiques technologiques ne fabriquent rien toutes seules. Depuis le début d'Internet, au destin informatique séparable de la communication, se construisent des alternatives concrètes, locales, méta-locales.

Des opportunités émergentes

Les puissances publiques ou privées vont-elles enrayer cette dynamique ? ou assistons-nous à l'émergence d'une société en interaction libre ?

Il nous semble intéressant de repérer les opportunités émergentes d'action qui s'ouvrent pour les acteurs de la société. Il est certain que certains tenteront d'enrayer cette dynamique, comme cela s'est fait pour les copies de fichiers ou les radios libres : mais celles-ci n'ont pas su enrayer totalement le mouvement.

Des formes vont émerger, à la fois souples et mêlant conflit et coopération entre les deux modèles, stimulant une concurrence structurelle entre les uns et les autres :

- d'un côté, les entreprises les plus intelligentes dans le numérique seront très attentives aux détournements d'usage : la diffusion des Fab Labs permettrait de faciliter la production et la diffusion de faux ou de copies illégales d'objets matériels.
- de l'autre, les « petits bricoleurs » vont produire des innovations d'usage et d'outillage et provoquer un changement d'échelle. Ils pourraient libérer certaines populations de leur dépendance vis-à-vis de producteurs éloignés, en diminuant les coûts de transports, frais de licence, droit de propriété intellectuelle, ...

Cet antagonisme poussera les entreprises à passer du hard (fabriquer des produits) au soft (soutenir l'autoproduction, soutenir ou adopter ces produits collaboratifs, vendre des services sur le « comment » utiliser les produits³²⁶, ...).

Des questions se posent

Le développement des Fab Labs pose les questions de la valeur, de la propriété intellectuelle, de la coproduction. Et aussi celles de la qualité environnementale et sociale de ces produits : les produits « open » pourraient en effet tout à fait emprunter une voie non soutenable écologiquement ou socialement :

- selon la manière dont ils seront utilisés, les Fab Labs pourront exacerber le gaspillage d'énergie et de ressources, ou au contraire s'inscrire dans une logique d'écodéveloppement.
- selon ses usages et localisations, un outil de type Fab Lab pourrait contribuer à appauvrir ou à exploiter des populations déjà appauvries ou vulnérables, en délocalisant et en dématérialisant l'emploi et la production là où l'offre serait la moins chère (avec probablement une protection sociale, sanitaire et environnementale moindre).

Il ne serait ni rentable, ni écologiquement soutenable, que chacun puisse disposer de son *Fab Lab*. Certains des auteurs du concept espèrent cependant un jour en faire un *périphérique* distant, et courant, des ordinateurs individuels, permettant la création (éventuellement collaborative et *libre*) de nouveaux objets, ou la réalisation d'objets directement à partir de plans disponibles librement sur le web. Des logiciels libres pouvant également être utilisés.

Le développement de Fab Labs dépend du maintien de la « *bricolabilité* » et donc de l'interopérabilité des dispositifs technologies informatiques. Il pourrait

³²⁶ Voir cette expérience très intéressante d'un hypermarché dans le Nord de la France, "la Ferme", qui vend des cours de cuisine pour apprendre à cuisiner des produits vendus dans le même hypermarché par des producteurs locaux, qu'il est possible de visiter et même de co-produire...

modifier voir bouleverser une partie des logiques d'offre et de demande mises en place par l'économie industrielle et de marché des 19^e et 20^e siècles.

Le minimum dont on puisse être sûr, c'est que :

- la plupart des possibilités, et notamment les alternatives les plus radicales, seront explorées : services vs. produits, usages collectifs, cycle de vie d'un produit ou d'un objet beaucoup plus circulaire avec une connaissance clarifiée de ce qu'une communauté fera de cet objet, ...
- si ces possibilités paraissent fécondes, les gens en parleront beaucoup : les entreprises seront confrontées à leur propre crédibilité selon qu'elles favorisent ou freinent cette dynamique.

Clé n°9 :

Réintégrer la réciprocité dans une économie globalisée

Nous l'avons vu, la plupart des moteurs officiels de la société est axée sur la croissance, le commerce et la consommation, ainsi que sur un instrument de mesure unique d'une richesse unidirectionnelle : le PIB, incapable de refléter la richesse globale réelle créée au travers des échanges non monétaires. Le recours généralisé à cet indicateur monolithique, pourtant de plus en plus décrié jusqu'aux gouvernants, provient d'une vulnérabilité de nos société, notamment cognitive. Mais une saturation généralisée va nous conduire à remettre en cause cette pensée unique.

Pour retrouver le « fil rouge de la soutenabilité », le défi du 21^e siècle va nous conduire à remodeler notre économie et le système monétaire qui le soutient, en réintégrant la réciprocité entre nos échanges globalisés et les services rendus par les écosystèmes. Nous devons inventer les nouveaux instruments de positionnement, de mesure et de valorisation de la richesse, qui soient à la fois réalistes et pertinents. Ce qui conduit à construire une gouvernance financière et un ordre monétaire globaux assis sur la réciprocité Homme / Nature et non plus sur l'accumulation.

***The Planet care* : devenir des « Jardiniers planétaires »**³²⁷

Depuis que les photos de la Terre vue de l'espace ont été diffusées dans le grand public (en décembre 1968, par l'équipage d'Apollo 8 en révolution autour de la Lune), nous savons que la planète est finie : là est notre limite. Une plus grande conscience se répand, y compris auprès de ceux qui défendent avec obstination la priorité du court terme.

³²⁷ Ce § se base sur un écrit de Thierry Gaudin

Nous l'avons vu, la « modernité » a introduit une séparation de l'Homme d'avec la Nature, ce qui a engendré le déséquilibre planétaire que nous connaissons, et la « Crise » qui apparaît aujourd'hui au grand jour. Une relation équilibrée à la biosphère doit donc être réintégrée au cœur de nos activités et de nos finalités. La phase d'industrialisation, implicitement comprise en termes de production et de consommation de biens et services basés sur une Nature considérée comme un stock à disposition pour extraire des matières premières et nous débarrasser de nos déchets, est terminée. Cette étape de développement de l'humanité nous a apporté une productivité et un confort certains, mais également la destruction de notre habitat naturel et une inégalité critique entre les peuples et les êtres humains.

Cela conduit Thierry Gaudin à proposer de passer d'une attitude d'exploitation à une posture, ou plutôt à un mode de vie, de « Jardiniers planétaires » : à la fois comme un remède et comme un plaisir : « *Un jardinier est un gardien de la nature. Il ne court pas partout, laissant les mauvaises herbes envahir le jardin. Il accepte la responsabilité de modeler et d'interagir avec la nature, son devoir est de prendre soin de la nature. Mais aussi, là est le point important, il prend plaisir et s'accomplit en tant qu'artiste, parce que, finalement, le jardinage est un art.* »³²⁸

La présentation traditionnelle (« *développement durable* ») des soins à apporter à la planète est pourtant hautement pessimiste : si l'humanité ne modère pas sa consommation de ressources naturelles et ses émissions de gaz à effet de serre, de nombreuses espèces sur la terre vont disparaître et probablement l'humanité également. Le « *développement durable* » actuel, qui ne se préoccupe pas de diminuer nos impacts écologiques et sociétaux négatifs sur la Nature et l'humanité, n'a rien de durable...

A l'inverse, « jardiner la planète » appelle une posture de responsable de nos externalités. Jardiner la planète nous conduira à développer de nouvelles infrastructures pour remodeler les villes, l'isolement, les transports en commun, les structures flottantes pour faire face à la montée du niveau des océans, d'énormes travaux d'adduction d'eau publique, l'écologisation des toits (végétalisation, photovoltaïque, ...), la réorganisation de l'agriculture et de la pêche...

Le « jardin planétaire » va probablement revenir à des unités plus petites, sans refuser les apports de la science. L'« agriculture biologique » est aujourd'hui en forte croissance et pourrait représenter, au moins en Europe, la majorité des surfaces cultivées.

³²⁸ Ce paragraphe se base sur un écrit de Thierry Gaudin.

Cette approche du « Jardin planétaire » nécessite une forte intensité et une grande accessibilité de connaissances. Le chapitre précédent nous a indiqué que la société de la connaissance constitue un mouvement de fond qui sert la survenance de cette approche. Les possibilités offertes par le travail à distance et l'apprentissage permettent en effet à chacun d'être à la fois un citoyen du monde et enraciné localement, participant moins à l'agitation urbaine.

Nos dirigeants auraient intérêt à suivre cette montée de conscience de très près : si la vie en interaction étroite avec la Nature est perçue par la civilisation cognitive comme une clé pour préparer la survie des enfants à venir, alors notre relation doit se tourner vers une attitude symbiotique. Une telle évolution signifie un changement dans les mentalités pour pouvoir passer de la production accumulative au « Jardinage planétaire ». Il suppose que le « jardinier » est plus qu'un producteur, mais le gardien de la perpétuation de vie, ainsi qu'un poète dont la responsabilité est de modeler la vie comme le ferait un artiste.

Thierry Gaudin résume ainsi : « *Jardiner la planète nécessite un enracinement local, un dispositif mondial d'alerte et le renouvellement de l'art.* »³²⁹

Quelques clés pour « Jardiner la planète » ³³⁰

Déclinons quelques clés pour « jardiner la planète » :

Une agriculture responsable intensive en connaissance

- Un effort mondial pour former des agriculteurs intégrant forte intensité de connaissance pour engager la révolution d'une agriculture responsable au 21^e siècle,
- L'implication des gouvernements à transformer ce secteur « primaire », et à développer davantage la recherche pour une agriculture responsable assurant la sécurité alimentaire,
- La création de variétés de céréales et de solutions permettant une culture dans des environnements climatiques extrêmes.

Une ville « fibreuse » pour stimuler l'interaction habitants / Nature

Le scénario japonais « Fiber City Tokyo 2050 » ³³¹ a osé la réversibilité au vert en la déclinant de plusieurs façons, par exemple en reverdissant des bandes et lopins de terre privés ou publics en pleine ville de Tokyo. La forme

³²⁹ Thierry Gaudin.

³³⁰ Vision 2050, *The new agenda for business*, WBCSD, février 2010.

³³¹ Conduit par Ono Hidetoshi, de l'Université d'architecture de Tokyo.

"fibreuse" retenue offre davantage d'opportunités d'interactions entre le parc et les gens qui vivent dans les alentours, permettant à chaque habitant de d'être à moins de 200 mètre d'un espace de verdure.

Des forêts orientées par la question carbone

- Une compréhension globale plus approfondie du rôle des forêts dans la protection du climat et la production des ressources naturelles,
- Un soutien institutionnel et des marchés pour protéger et mieux gérer les forêts,
- Un engagement mondial à réduire drastiquement l'empreinte carbone, générant ainsi une demande pour la création de crédits carbone REDD + (*Reducing Emissions from Deforestation and Forest Degradation in Developing Countries, Conservation and Sustainable Management*),
- La mise en œuvre des actions REDD + ³³² :
 - incitations financières aux populations locales pour la conservation et l'expansion des services apportés par l'écosystème des forêts aussi bien primaires que modifiées,
 - procédures pour régler le niveau d'émissions,
 - des méthodologies pour la surveillance, le reporting et la vérification,
 - des processus visant à promouvoir la participation des peuples autochtones et des communautés locales,
- Un changement dans la production des forêts, en passant des forêts naturelles modifiées aux forêts plantées avec rendements améliorées.

Ressources : Faire plus avec moins

- Utilisation accrue de la vérité des prix de valeur, notamment pour le prix du carbone, de la biodiversité, des services rendus par les écosystèmes, ...,
- Rendre les sites d'enfouissement périmés ou progressivement obsolètes,
- Améliorer l'efficacité énergétique dans la production d'acier, ciment, aluminium, etc...,
- Généraliser les principes de conception et de production nécessaires pour développer les systèmes à boucle fermée circulaire,
- Actualiser les business model et innover en passant en revue les chaînes de valeur, en reconcevant les produits, les services et les processus, et en revalorisant les produits à partir de leur valeur au regard du patrimoine commun,

³³² Rappelons que les programmes REDD, REDD+ et REDD++ sont contestés : voir page 91

- Co-innover entre producteurs et consommateurs, afin de réduire la consommation de matières,
- Permettre le captage et le stockage du carbone dans un cadre juridique et réglementaire, et déployer des installations pilotes pour la conversion catalytique du dioxyde de carbone aux hydrocarbures (carburants et produits chimiques),
- Considérer les eaux usées comme une ressource.

Le premier Livre Blanc « l'Innovation dans l'Assurance » estime ³³³ que, d'ici 2020, le marché mondial des produits et services liés à l'environnement atteindra 2700 milliards de dollars par an, ce qui constituerait un doublement par rapport à ce qu'il représente actuellement.

The Human care : **promouvoir le bien-être et le mieux vivre ensemble**

Dans notre pays comme dans la plupart des pays développés, l'augmentation de la consommation et du PIB ne suffit plus à augmenter le bien-être et le bonheur des individus. Si la dimension matérielle du bien-être reste indéniable, la richesse économique n'est manifestement pas synonyme de bonheur individuel. Le paradoxe d'Easterlin (qui tient son nom de l'économiste qui en est l'auteur) a mis en évidence en 1974 qu'une hausse du PIB ne se traduit pas nécessairement par une hausse du niveau de bien-être ressenti par les individus. Les explications avancées font notamment appel au paradoxe de l'abondance. Le paradoxe d'Easterlin est l'une des réflexions à la base de l'économie du bien-être. ³³⁴

Il suggère qu'au-delà de l'accès aux biens ou à un certain niveau de confort, les aspects sociaux et psychologiques sont fondamentaux dans la notion de bonheur humain : état de santé, liens sociaux, conditions de travail, participation à la vie de la Cité... sont autant de dimensions immatérielles ou non-marchandes de la satisfaction existentielle³³⁵.

L'attitude du « Jardinier planétaire » chère à Thierry Gaudin est bien évidemment indissociable de celle du « *Human Care* ». Notre défi consiste, ainsi que nous l'avons évoqué plus haut, à réactualiser notre pacte sociétal à la lumière du 21^e siècle. C'est-à-dire un contrat articulant les solidarités (garanties collectives pour mieux protéger les plus faibles) et les risques (desserrer les

³³³ Finance Innovation, juillet 2010.

³³⁴ Source : Wikipedia + Centre d'Analyse stratégique du premier Ministre

³³⁵ Sen, A. (1984) *The living standards*. Voir également CAS (2008), Au-delà du PIB, le bonheur ? Note de

Veille n° 91 (février 2008) <http://www.strategie.gouv.fr/IMG/pdf/NoteVeille91V2.pdf>.

contraintes pour mieux créer et inventer de la richesse) dans un monde globalisé : il doit encourager et valoriser le bien-être et un « *mieux vivre ensemble* », et ceci aux différents niveaux (entreprise, local, national, mondial, ...).

Présentons sept facteurs clés permettant de promouvoir un développement humain, basé sur la construction de la confiance, l'esprit d'entreprise et le développement de l'inclusivité ³³⁶.

1. Améliorer les systèmes de propriété juridique, réglementaire et intellectuelle afin d'encourager les investisseurs, les entrepreneurs et les entreprises,
2. Engager un commerce plus équitable du commerce et éliminer les subventions déloyales,
3. Investir pour améliorer les infrastructures, en particulier dans les économies les plus pauvres,
4. Permettre un meilleur accès à l'eau, l'assainissement, l'énergie, l'éducation, l'emploi, les soins de santé, la mobilité,
5. Intégrer dans nos modèles économiques les opportunités de valoriser et de soigner les populations âgées,
6. Développer des approches plus systématiques pour la conception et la gestion urbaine,
7. Mieux utiliser les connaissances locales, les forces, les capacités et le leadership.

Redéfinir le progrès : développer l'interaction entre société et Nature

Nous devons redéfinir le progrès selon cette trajectoire d'un « *mieux vivre ensemble* » : développer l'interaction entre la société et la Nature. Pour y parvenir, il nous faut rééquilibrer les échanges marchands et non marchands. ³³⁷

Guillaume Duval résume bien la question à résoudre : « *La question qui se pose n'est pas de savoir s'il faut sortir de l'économie monétaire ou non monétaire, mais d'équilibrer les échanges. Nous sommes dans des sociétés monétarisées qui le seront davantage dans le futur [même si l'on prend en compte le développement d'open moneys, note de l'auteur]. Il importe de faire rentrer dans une logique monétaire les éléments du patrimoine commun qui sont gaspillés, notamment les éléments environnementaux. Nous devons donc poursuivre le développement de mécanismes monétarisés mais non marchands (logique service public, redistribution), et de manière non étatique.* ³³⁸

³³⁶ Vision 2050, *The new agenda for business*, WBCSD, février 2010

³³⁷ Certains éléments de ce § sont extraits de « *Vision 2050, The new agenda for business*, WBCSD », février 2010.

³³⁸ D'après Guillaume Duval, *Alternatives Economiques*.

Les marchés sont un outil indispensable en raison de la décentralisation des décisions qu'ils recouvrent. L'économie administrée par un Etat producteur - souvenons-nous de l'URSS – gère le marchand et le non marchand en réduisant l'efficacité, la productivité, et la démocratie.

L'enjeu consiste donc à assurer du non marchand non étatique, c'est-à-dire de développer des mécanismes mixtes, par exemple, une gestion déléguée des services publics : déchet, eau, structures sociales qui rendent des services financés par la Sécurité sociale et qui rentrent dans des organisations privées.

Les contraintes environnementales ne vont pas remettre en cause la mondialisation des échanges, elles vont obliger à relocaliser la production.

La plupart des échanges physiques se font par conteneurs en bateau, faiblement émetteurs en GES. Le véritable impact environnemental est généré par l'organisation des systèmes commerciaux : la voiture pour aller au centre commercial et les camions pour distribuer les produits jusqu'à lui. Boire une bouteille d'eau française en Asie ou en Amérique du Sud génère une empreinte écologique démesurée et donc inacceptable.

Relocaliser la production nécessite de réorganiser le tissu économique lui-même, de transformer la logique même du circuit économique. Il se concentre trop sur les questions technologiques et la logique d'accumulation, alors que l'essentiel repose sur la réciprocité société / Nature et le lien social, grâce à une économie de fonctionnalité et une économie circulaire, qui elle-même nécessite des politiques publiques de régulation et d'incitation à retrouver l'équilibre.

Les pouvoirs publics portent en effet une responsabilité d'orienter le jeu des acteurs individuels et le sens de la construction collective : agir sur l'organisation du territoire, le prix des ressources, repenser en amont les choix d'infrastructures et d'aménagement du territoire, miser sur les mécanismes marchands et les prix pour faire changer les comportements des acteurs (exemple de la taxe carbone), ...

Des organismes dotés de logiques et de buts différents dans la production des biens et des services, doivent pouvoir coexister, ce qui constitue un atout indispensable pour le dynamisme et l'équilibre recherchés : les systèmes d'échange locaux avec monnaies locales sont appelés à se diffuser, E-Bay développe considérablement, grâce à l'outil informatique, le marché de la seconde main, l'activité associative se développe de la même manière sur une échelle plus vaste grâce aux TIC...

Pour parvenir à développer l'interaction entre société et Nature, proposons quelques clés :

1. Une nouvelle mesure de progrès plus représentative du véritable progrès que le traditionnel PIB,
2. Une vérité dans la valeur des prix et subventions,
3. Un changement de fiscalité pour encourager les organisations et les comportements responsables qui impactent moins le patrimoine commun,
4. Des modèles de financement innovants et des mécanismes permettant des investissements à long terme dans des projets soutenables,
5. Des moyens efficaces pour diffuser des technologies orientées vers la soutenabilité.

Mesurer le degré de réciprocité Economie / Ecologie / Humanité

Nous l'avons vu plus haut, le « thermomètre » unique du PIB nous donne la fièvre... Nous avons besoin d'autres indicateurs et d'un autre système comptable, permettant d'évaluer le degré de soutenabilité de la direction dans laquelle nous allons, et la maturité avec laquelle nous y progressons. Cette direction doit être clairement celle d'un développement soutenable.

Notre principale vulnérabilité réside dans notre système d'alerte, d'évaluation et d'observation : nous avons besoin de définir en commun les seuils d'alerte et d'insoutenabilité des risques écologiques et sociétaux encourus, comme les risques sur la pénurie des matières premières, les risques alimentaires majeurs, les fractures inégalitaires ou d'exclusion en œuvre, etc... Ces dynamiques doivent être intégrées dans nos systèmes comptables.

La difficulté est réelle : la remise en question de la mesure du « développement » par le seul revenu national selon l'indicateur monétaire et marchand qu'est le PIB, est récente. La France est pionnière sur le sujet, avec la création en 2008 de la Commission sur la Mesure de la Performance Économique et du Progrès Social, présidée par Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie, et comptant 33 économistes (voir plus haut).

Les indicateurs composites mis au point depuis une trentaine d'années pour tenter d'élargir le périmètre du PIB manquent encore de légitimité ou prennent en compte des réalités différentes :

- Indicateur de développement humain (IDH) du Programme des Nations Unies pour le Développement,
- Bonheur National Brut adapté de la philosophie bouddhiste du Bhoutan,

- *Better Life Index* de l'OCDE,
- *Happy Planet Index* combinant satisfaction existentielle, espérance de vie et empreinte écologique individuelles,
- ...

Autant de pistes pour prendre en compte les externalités sociales et environnementales générées par le modèle économique, la répartition de la richesse, et finalement retranscrire la notion de progrès d'une nation dans toutes ses dimensions.

Comment comptabiliser autrement la richesse ?

Sur ce sujet, Patrick Viveret et Alvin Toffler sont d'un précieux concours en estimant que l'ensemble des services que les êtres humains se rendent entre eux représentent un montant pratiquement équivalent à ce qu'ils réalisent en se faisant payer.

Il convient également de comptabiliser les services rendus par la Nature ³³⁹ : le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) estime entre 21.000 et 72.000 milliards de USD la valeur annuelle des services rendus à l'Homme par les écosystèmes dans le monde : apport en nourriture, en eau potable ou en médicaments naturels, régulation, fertilisation des fruits et légumes par les abeilles, piégeage du carbone, services culturels, forêts, filtration naturelle des pollutions, ... ³⁴⁰. Encore convient-il de distinguer la valeur du service apporté par l'écosystème (exemple : les zones humides qui ont un pouvoir d'auto épuration des pollutions) de la valeur d'option pour la biodiversité, qui est la valeur inconnue dans le futur (exemple : les substances anti cancéreuses qui viennent des coraux).

La somme de ces chiffres peut être comparée au PIB mondial (échanges de services monétarisés) : celui-ci s'élevait en 2012, d'après la Banque Mondiale, à 70 000 milliards de dollars USD (58.000 milliards de dollars US en 2008), auquel nous avons rajouté la dette mondiale cumulée de l'ensemble des

³³⁹ Au-delà des échanges monétaires découlant de l'exploitation ou de la valorisation de l'environnement :

- Eco tourisme : chiffre d'affaire de 800 milliards USD / an, 6 % CA mondial tourisme, croissance +20 % an,
- USA bird watching : chiffre d'affaire de 10 milliards USD,
- Grande barrière de corail Australie : chiffre d'affaire de 4, 1 milliards USD/an,
- Pêche récréative USA : chiffre d'affaire de 37 b milliards USD, USA 1 million d'emplois aux Etats-Unis,
- 10 des 25 médicaments les plus vendus aux USA chiffre d'affaire de < 100 milliards USD.

³⁴⁰ La valeur moyenne des services rendus par les forêts a été comptée à 970 euros par hectare et par an par le biologiste Bernard Chevassus, ancien président du Muséum d'histoire naturelle.

pays du globe, qui se monte à 52 000 milliards USD en 2010, soit 99 % du PIB mondial, contre 13 milliards à la sortie de la 2^e guerre mondiale.

Le tableau ci-dessous fait ainsi apparaître que les services non marchands et les services rendus par les écosystèmes pèsent entre 0, 7 et 1, 2 fois les échanges monétaires.

<i>milliards USD</i>	<i>fourchette</i>	
PIB mondial	58000	58000
dette mondiale cumulée 2010	52000	52000
total	110000	110000
services non marchands <i>(estimation P Viveret et Alvin Toffler)</i>	58000	58000
services rendus par l'environnement <i>(fourchette estimée par PNUE)</i>	21000	72000
total hors échanges monétaires	79000	130000
x PIB	0,7	1,2

La réalité des échanges non monétaires représente donc un montant équivalent au PIB mondial... Nos Etats ne comptabilisent ainsi que la moitié de ce qu'il faudrait compter. Même si les chiffres pesant sur l'estimation des services rendus à l'environnement vont du simple au quadruple, nous estimons qu'il serait beaucoup plus pertinent d'estimer la richesse des pays en intégrant les services non marchands et les services rendus par l'environnement, qu'en rester aux décomptes actuels, assurément non pertinents par rapport à la réalité.

Appréhender le développement revient donc à évaluer à la fois le bien-être humain et la santé des écosystèmes naturels, et pas seulement les échanges monétaires.

La Commission sur la Mesure de la performance économique et du progrès social n'est pas allée jusqu'à une critique des limites de la comptabilité nationale monétaire, impuissante à intégrer des problèmes pour lesquels elle n'a pas été créée³⁴¹. Joseph Stiglitz a néanmoins annoncé être favorable à des indicateurs capables de mesurer les perceptions subjectives des populations : qualité de la vie, sentiment de bien-être, souci de mieux valoriser le non-marchand et

³⁴¹ Jean Gadrey et Dominique Méda : « *Commission Stiglitz : un diagnostic juste, des propositions (encore) timides* », *Alternatives économiques*, 6 juin 2009.

le non-matériel, présence de la question des inégalités et de l'insécurité économique et sociale, ...

L'indicateur du bien-être des nations (*The Wellbeing of Nations*³⁴²) pourrait en quelque sorte préfigurer la future « *monnaie du salut* »³⁴³ (voir plus haut). Il fait la synthèse du bien-être humain et de la santé de l'écosystème planétaire : élaboré par le Centre de recherches pour le développement international (CRDI / IDRC) au Canada et par l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature et des ressources (UICN), cet indicateur repose, notamment, sur les connaissances, la santé, l'équité, la sécurité et la liberté, ainsi que sur l'air, l'eau, les terres, la diversité de la flore et de la faune, les habitats. Bien que ne couvrant pas certains domaines comme la culture ou le bien-être animal, difficiles à quantifier, il donne ainsi une importance équivalente au bien-être humain et à l'état de l'environnement.

La combinaison des deux index *Human Wellbeing Index* (HWI) et *Ecosystem Wellbeing Index* (EWI) donne cette carte intégrée des 180 pays, classés par The Wellbeing of Nations, et regroupés selon leurs déficits (les pays en gris n'ont pas été interrogés) :

- Déficit des écosystèmes (groupe jaune) = *Human Wellbeing Index* bon ou passable, *Ecosystem Wellbeing Index* moyen, médiocre ou mauvais
- Déficit humain = *Ecosystem Wellbeing Index* correct ; *Human Wellbeing Index* moyen, médiocre ou mauvais
- Double déficit = *Human Wellbeing Index*, *Ecosystem Wellbeing Index* médiocre ou mauvais.

Clé n°10 :

Assurer la sécurité globale au cœur de la complexité

Défendre l'humanité

Le Ministère de la Défense est le Ministère clé au regard de l'importance de garantir une sécurité globale et locale de la population. La menace principale provient aujourd'hui d'un ennemi intérieur : la double rupture écologique et sociétale, avec son cocktail explosif : misère et humiliation, injustice, choix de civilisation, armes de destruction massive en circulation nomade, atteintes aux écosystèmes et réduction de leur capacité à renouveler le vivant, ... Les

³⁴² “*The Wellbeing of Nations : A Country-by-country Index of Quality of Life and the Environment*”, PRESCOTT-ALLEN Robert, IDRC, Ottawa, ON, CA, <http://idl-bnc.idrc.ca/dspace/handle/123456789/19881>

³⁴³ Voir plus haut page 25.

ennemis extérieurs (terrorisme, intégrisme, dominations militaires) sont de plus en plus le fruit de cet ennemi intérieur : ils ont quasiment déserté la problématique de l'appropriation des territoires d'autrui, et se sont emparé de celle de l'accaparement des ressources et du contrôle social au travers du contrôle de l'information.

La brève aventure de l'humanité pourrait se terminer avec une « sortie de route » brutale et rapide. La menace des armes de destruction massive permettant de détruire plusieurs fois l'humanité, et la menace d'effondrement de l'écosystème par manque de diversité en raison d'une excessive exploitation économique, font apparaître toute l'absurdité d'un Ministère de la Défense qui resterait figé sur un positionnement strictement « militaire » face à cette nouvelle barbarie.

Un Ministère de la Défense de l'Humanité

Que serait alors un *Ministère de la Défense de l'Humanité* ? Il définirait une véritable politique de défense écologique et de justice sociale soutenable face au choc des civilisations et à la menace de destruction du vivant. Cette politique serait bien évidemment fondée sur la *défense d'un dialogue entre civilisations et d'une gouvernance collaborative*. Autrement dit, la distinction actuellement faite entre sécurité militaire, sécurité civile et sécurité de l'écosystème doit s'estomper.³⁴⁴

Une force internationale est également nécessaire, aussi bien sur terre qu'en mer, pour protéger les océans et la biodiversité de la prédation par des acteurs. Pour empêcher des individus de devenir des prédateurs, nous devons commencer par explorer les modalités pour connecter entre eux les systèmes d'éducation, de santé mentale et de sécurité d'une manière démocratique et efficace.

Lorsque les agissements d'un pays mettent en péril la sécurité de plusieurs autres, nous devons également clarifier à quel moment ces derniers ont le droit d'intervenir dans les affaires du pays en question : l'envergure de la souveraineté nationale continue d'être un élément prépondérant dans l'analyse de la sécurité environnementale, du terrorisme, du changement climatique, de la Cour pénale internationale, et de la gestion des risques liés aux sciences et technologies à venir.

« Au-dessus de survie nationale, ethnique ou tribale, apparaît la question de la survie globale en relation avec l'équilibre des écosystèmes et le changement climatique. Personne ne peut échapper à cette question et chacun est concerné. Passer d'une sécurité locale à une sécurité

³⁴⁴ Dans le cas français, il est bien connu qu'une bonne partie des missions de la Marine est destinée aux secours aux civils, sous la responsabilité d'un préfet qui commande à la fois la sécurité civile et militaire.

globale a déjà été compris par certaines autorités religieuses. Il est probable qu'une génération sera nécessaire pour replacer la symbiose avec la Nature au centre des préoccupations religieuses ». ³⁴⁵

Construire une Gouvernance responsable

La question du devenir de l'humanité et de sa gouvernance, ainsi que celle de la mondialisation politique, sont des questions inédites sur le plan des formes d'organisation politique de l'humanité.

Rappelons que les modes de pacification et de civilisation des communs politiques se sont construites en déchargeant l'agressivité sur l'extérieur (barbares, infidèles), ce qui a permis d'établir et de développer nos sociétés et nos empires.

La globalisation actuelle ayant fait disparaître les barbares de l'extérieur, le problème principal auquel fait face notre modernité est notre propre barbarie intérieure : comment l'humanité définit-elle sa propre barbarie ?

Comme le note malicieusement Patrick Viveret : *« Se frotter à la barbarie est la grande question du quotidien. Ce qui définit la barbarie c'est le refus de l'autre. A l'échelle mondiale, nous n'avons pas des extraterrestres pour nous rendre le service d'être les nouveaux barbares de l'extérieur »*.

Plus la mondialisation financière va se répandre, plus cet enjeu politique de la barbarie intérieure va devenir l'enjeu mondial n°1, dépassant même l'enjeu économique mondial.

« Au début du 20^e siècle, il était d'usage de penser que la gouvernance mondiale avait pour objectif de faciliter le libre-échange, la liberté des mouvements de capitaux et l'accès sans restriction par les firmes multinationales aux marchés du monde entier. Cette façon de voir confondait les moyens et les finalités. Elle oubliait que ces moyens ne sont que des instruments vers ce que devraient être les finalités de la gouvernance : résoudre les dilemmes de l'action collective selon des voies justes et légitimes.

L'intense focalisation que nous avons sur l'efficacité économique ne tient pas compte de la réalité selon laquelle l'efficacité n'est pas un objectif : elle est un moyen de permettre aux sociétés d'utiliser les ressources de manière productive dans la poursuite des objectifs fixés. Et certains de ces objectifs (justice sociale à long terme et soutenabilité environnementale) peuvent entrer en conflit avec la maximisation de l'efficacité économique à plus court terme.

³⁴⁵ "As it was predicted by James Lovelock" in "The ages of Gaïa".

Il est maintenant nécessaire de faire face aux problèmes des biens collectifs et du patrimoine commun. La nécessité d'une réforme majeure des systèmes de gouvernance mondiale est claire. »³⁴⁶

La question d'une gouvernance mondiale responsable est posée : devra-t-elle être partagée ou imposée ? Elle oblige à réinterroger des questions spécifiques comme celle-ci : qui ou quoi est gagnant / perdant ? Quels sont les éléments communs à défendre et valoriser ? Comment redistribuer la richesse ?

L'on voit bien que la gouvernance touche profondément la question de l'équilibre entre homme et Nature : elle est une question systémique qui appelle une réponse systémique.

Définir et gérer les « communs » par la co-régulation

Une gouvernance responsable ne peut se contenter d'être fondée uniquement sur une multiplication des réglementations contraignantes pour préserver les équilibres économiques, sociaux et environnementaux.

Déjà, les normes publiques, sanctionnées par les États ou les organisations internationales à travers leurs tribunaux, côtoient des standards, codes de bonnes pratiques, normes techniques, labels, certifications ou autres référentiels nationaux ou internationaux (exemples : normes de l'ISO, du CEN ou de l'AFNOR) élaborés par des organisations privées. Cette « *soft law* » tisse des règles non contraignantes.

Le droit romain exprime la loi en tant que souhait avant qu'elle ne soit appliquée : le discours précède la réalité. Dans le droit anglo-saxon, c'est l'inverse : « *code is law* » (cf. les codes http et ftp puis le code html qui ont permis le développement de l'internet).

L'apparition de l'ISO26000 « *Social Responsibility* »³⁴⁷, premier standard international sur la Responsabilité sociétale au regard du « développement soutenable » de la Société, est tout à fait éloquent. Première norme mondiale d'« écosystème », elle vise à professionnaliser et à améliorer la qualité de la relation d'une organisation avec la société. Elle démontre un mode de gouvernance plus efficient que celui des Etats : en pratiquant une prise de décision par consentement cher à la sociocratie, elle a en effet réussi l'épreuve de force de susciter un consensus unique entre 94 pays (sur les 100 qui y ont contribué) et 6 catégories de parties prenantes : les entreprises,

³⁴⁶ Ann Florini, *The Coming Democracy : new rules for running a new world.*

³⁴⁷ L'auteur a contribué à son élaboration au niveau international pendant les six années de son processus de création et de rédaction.

les gouvernements, les syndicats de salariés, les associations de consommateurs, les ONG, et es scientifiques. Serait-ce le « code d'Hamurabi » du 21^e siècle ?

Ces standards non obligatoires rejoignent progressivement et de plus en plus la réglementation dans des espaces de co-régulation, entraînant la disparition progressive de la séparation entre la « loi douce » (« *soft law* ») et la « loi contraignante » (« *hard law* ») : sans jeu de mots avec nos amis anglo-saxons, nous sommes en train de voir émerger une « *common law* », tout à fait cohérente avec l'importance cruciale de définir nos « communs » globaux.

A leur tour, les normes publiques intègrent de plus en plus d'éléments issus de ces standards privés. Les États, limités dans leur capacité à infiltrer des sous-systèmes (ex : normes comptables) ou à imposer des règles contraignantes, se reposent ainsi sur la société civile pour définir une norme qui sera admise par ses destinataires. La norme volontaire se transforme alors en norme obligatoire, c'est-à-dire sanctionnée par des juridictions publiques en cas de non application. Avec le risque, parce qu'il est aliéné par l'excès des normes destinées à le protéger, comme l'avait si bien vu Tocqueville, que l'individu démocratique répugne de plus en plus à exercer sa responsabilité.

Les compagnies d'assurance commencent à réaliser qu'une entreprise qui se conforme à un standard de responsabilité présente un facteur de risque inférieur à celle qui se contente d'appliquer des normes de qualité sur ses processus, ses produits et ses services. Certaines appliquent une ristourne à leurs clients qui peuvent le démontrer.

Cette évolution se répercute pour l'entreprise, à la fois dans son espace de mise en conformité, ainsi que dans la sollicitation croissante des parties prenantes de la société à son égard pour participer à l'élaboration et à l'évaluation de ses décisions au regard de ses impacts générés sur le patrimoine commun.

Dialoguer avec la société civile : quand une minorité portant la question du sens est entendue

Amartya Sen nous indique que « *l'important n'est pas de savoir ce qu'est un monde juste, mais d'éliminer les « injustices manifestement réparables* ». ³⁴⁸ Quels sont les avantages de cette approche ? D'abord, elle ne s'intéresse pas seulement aux institutions, mais aussi aux comportements et aux réalisations sociales. Surtout, elle laisse place à la pluralité des points de vue.

³⁴⁸ Amartya Sen - « *L'idée de justice* », Flammarion 2010.

Les organisations issues de la société civile jouent un rôle important : elles sont à l'écoute des gens et de leurs peurs, de leurs inquiétudes : elles sont des passeurs de messages. Les prendre au sérieux et y répondre dans les lieux où opèrent les entreprises est la condition d'une action efficace.

Il n'est pas possible d'imposer des décisions « d'en haut » : nous devons agir sur des implications locales exprimées par des acteurs locaux. Telle est la condition de la confiance.

L'articulation des acteurs (Etat, organisations internationales et entreprises) avec les forces vives de la « société civile » mondiale (ou locale) est devenue une question stratégique clé. Elles peuvent en effet, et de plus en plus, peser pour éviter que le « retour du politique » soit un retour qui dérape vers des logiques autoritaires ou purement à des fins communicationnelles.

Les associations sont des accélérateurs de confiance, elles mettent en forme la catastrophe (au sens mathématique du terme, à savoir « *changement de continuité* ») : il ne s'agit pas d'un rapport de force au sens gagnant/perdant, mais d'une dynamique de forces, c'est-à-dire de situation où chacun des acteurs est amené à faire bouger les autres.

Comment est né ce qu'on a appelé la société civile mondiale, pour laquelle le rapport de force était nul au départ ? Entre le premier Forum d'organisations gouvernementales au moment du sommet de Rio en 1992 et le premier Forum social mondial (ou FSM) de Porto Allegre (Brésil) en 2001, il s'est déroulé neuf ans, soit une fraction de seconde à l'échelle de l'histoire.

Le FSM a but de faire se rencontrer des organisations citoyennes du monde entier sensibles à la cause altermondialiste (« *Un autre monde est possible* »). Traitant des principaux sujets de préoccupation de la société civile en rapport avec la mondialisation, cet événement s'est présenté dès l'origine comme une alternative sociale au Forum économique mondial qui se déroule chaque année en janvier à Davos en Suisse.

Depuis les réunions de 2002 et 2003, les forums sociaux à toutes les échelles sont régis par la *Charte des principes du Forum social mondial*, dont les principes les plus importants sont ³⁴⁹ :

- l'opposition à l'ordre « néolibéral » caractérisant la mondialisation actuelle,
- l'ouverture à tous les courants idéologiques pour les projets alternatifs,
- l'absence des partis politiques en tant que tels.

³⁴⁹ Source : Wikipedia.

Les Forums sociaux ne délivrent pas de déclaration finale, mais sont des espaces ouverts de débat d'idées et d'élaboration de projets. L'organisation du Forum se fait par le « Conseil international », qui réunissait en 2005 une quarantaine d'ONG et d'associations, et qui ne cesse de s'accroître. Le Manifeste de Porto Allegre a été élaboré en 15 points en 2005, dont :

- Le forum comme espace ouvert, sans propriétaires, sans sectarismes, sans dirigeants et où l'autonomie des participants est protégée pour prévenir leur instrumentalisation, et non comme une institution, une société ou une fondation.
- Non-directivité : les organisateurs-facilitateurs n'ont aucun rôle directif ou décisionnel, et ont pour fonction de *faciliter* la création d'un espace ouvert de rencontre.
- Les ateliers ou activités auto-organisées : leur auto-organisation et autogestion permettent une implication plus active des participants, le développement de l'autonomie et d'une citoyenneté co-responsable.
- Le refus de document final ³⁵⁰.

Sur le terrain le plus difficile qu'était le terrain planétaire, une société civile mondiale s'est progressivement constituée malgré des termes de rapports de force complètement déséquilibrés au départ en termes :

- financiers par rapport aux multinationales,
- de pouvoir sur le plan institutionnel,
- médiatique : il n'y avait aucun grand média du côté de ces grandes associations internationales.

En Italie, le Mouvement 5 étoiles (en italien, *MoVimento 5 Stelle* ou *Cinque Stelle*, M5S) est un mouvement politique italien qui se qualifie d'« association libre de citoyens ». Il est dirigé par son fondateur, l'humoriste Beppe Grillo. Ses militants sont appelés « *grillini* » ou « activistes 5 étoiles » en italien.

Les cinq étoiles symbolisent : l'eau publique, les transports « durables », le développement, la connectivité et l'environnement, des enjeux qui rejoignent la question de la soutenabilité du développement. Lors des élections générales italiennes de février 2013, le mouvement a recueilli plus de 23, 5 % au Sénat, presque autant que le Parti démocrate, et plus de 25, 5 % à la Chambre des députés, où il frôle le score du même parti. Il a obtenu l'élection de 163 parlementaires, dès leur première expérience électorale.

Malgré une situation où il semblait impossible de réussir, si on raisonnait en terme de rapports de force, l'on s'est rendu compte que cette société civile mondiale a une énergie créatrice telle qu'elle a été capable de s'imposer sur la

³⁵⁰ Source : Wikipedia.

scène mondiale, réussir des forums sociaux mondiaux, produire des effets transformateurs sur le processus de gouvernance mondiale. Le même phénomène se produit en Italie. Il illustre combien une minorité portant la question du sens peut être entendue.

Une question se pose dès lors : comment favoriser l'organisation de groupes d'associations et de réflexion, au niveau interrégional ou inter pays ? Comment mutualiser la charge que représente le service de vigilance et d'éclairage qu'elles apportent, ainsi que nous l'avons fait pour le syndicalisme ?

Cela repose sur l'identification et la priorisation des organisations parties prenantes, ce qui constitue un nouveau et réel savoir-faire.

PARTIE IV

Comment créer de la valeur au 21^e siècle ?

« Allier le pessimisme de l'intelligence à l'optimisme de la volonté »
Antonio Gramsci

Nous l'avons vu ci-dessus : pour survivre, nous devons refonder une ligne entre société et marché autour d'une équité dans les échanges et d'une mobilisation de nos intelligences pour mieux appréhender la complexité. Le « *travailler plus pour gagner plus* » doit laisser la place au « *travailler mieux pour vivre mieux* » : nous avons à passer de l'économie de « l'avoir plus » à une économie du « vivre mieux »³⁵¹.

Il est devenu de plus en plus clair que l'humanité a les ressources pour résoudre ses défis globaux au travers un pacte sociétal global du 21^e siècle à inventer. Ce qui est moins clair est l'intensité de sagesse, de bonne volonté, et d'intelligence qui sera concentrée et déployée sur ces défis.

4.1. - Inscrire le développement responsable dans son modèle d'activité

Yvon Chouinard, PDG de la marque américaine de textile Patagonia, déclare : « *La situation actuelle nous apprend que la marche forcée de la croissance tue les entreprises. Celles qui refusent de changer de modèle sont condamnées à mourir. Le problème n'est pas seulement de sauver la planète. Notre économie est menacée et la nouvelle conscience verte nous donne la chance de tester un autre modèle : consommer moins, mais consommer mieux. Nous prenons toutes nos décisions comme si le principal actionnaire de la société était la planète. L'expérience nous a montré qu'à chaque fois que nous avons fait ce choix, ça a été bénéfique pour notre business* »³⁵².

Quelle transformation est-elle attendue de l'entreprise ?

L'entreprise a profondément changé. Les grandes entreprises sont un phénomène très récent et sont devenues de plus en plus grosses et concentrées

³⁵¹ D'après une observation de Michèle Debonneuil, inspectrice générale des finances, auteur d'un rapport sur les services d'aide à la personne, a publié « *L'espoir économique – Vers la révolution du quaternaire* », Éditions. Bourin, 2007.

³⁵² « Il faut consommer autrement », Les Echos du 11 Janvier 2010.

internationalement. Les cadres sont une catégorie spécifiquement française apparue depuis la 2^e guerre mondiale. Le monde de l'industrie se distingue des agriculteurs, artisans, militaires, fonctionnaires, ou professions libérales. Le capitaine d'industrie n'était pas très éloigné d'une approche philanthropique en tous les cas paternaliste. La production est passée des petites séries à la production de masse. La moitié des entreprises du Dow Jones n'existaient pas il y a 30-40 ans, etc...

Comme nos sociétés, les entreprises vont être confrontées aux crises majeures sociales, sociétales, environnementales, politiques, économiques, culturelles, ... Elles vont devoir se réinventer afin de pouvoir répondre à des défis aussi gigantesques que :

- répondre au passage du baril de pétrole à 200, puis 300 USD,
- se positionner par rapport à la dissolution du *Welfare state*,
- intégrer la montée de la précarité et du désenchantement notamment chez les jeunes,
- faire face à la raréfaction des ressources et à l'insécurité croissante lié à leur approvisionnement,
- gérer le choc frontal grandissant entre la montée des intégrismes et celle des « quêteurs de sens »,
- etc...

Les armes de destruction massive (notamment nucléaires) n'ont pas conduit leurs propriétaires à les utiliser. Il y a ainsi des êtres humains qui ont conscience de la folie que cela générerait pour l'humanité : pourquoi les dirigeants de la planète ne sont-ils pas également convaincus que nous jouons la survie de l'humanité avec la rupture écologique et sociétale en marche ?

Dans ce chapitre, nous allons nous centrer sur les entreprises, et sur les conséquences pour elles des ruptures en cours et de la prospective décrite dans les chapitres précédents. Au cours des quatre prochaines décennies, elles seront aux prises avec des questions difficiles et des compromis. Les entreprises doivent s'inscrire dans cette dynamique, avec des décisions efficaces et anticipatrices, pour pouvoir inventer les réponses les plus pertinentes possibles.

Les questions et dilemmes

Pour pouvoir répondre aux questions suivantes, elle devra entrer en logique d'élaboration et d'évaluation collaboratives :

1. Quel va (ou doit) être le premier moteur : les gens, les gouvernements ou les entreprises ? Devrons-nous tous nous transformer à la fois ?

2. Comment les entreprises, les gouvernements et la société vont-elles travailler ensemble pour encourager les changements de valeurs et de comportements ?
3. Qui va définir les incitations et les mécanismes, qui va financer la transition ?
4. Comment pouvons-nous donner / créer les bonnes incitations aux dirigeants des entreprises et des pays pour qu'ils puissent privilégier la stabilité et les progrès à long terme sur le succès à court terme ?
5. Les entreprises sont-elles destinées à durer ?
6. Comment les décideurs publics et les dirigeants d'entreprises peuvent-ils mettre en œuvre la refondation écologique et sociétale de l'économie, nécessaire à la fois rapidement et sans subir de pertes d'emploi ?
7. Comment positionner l'entreprise et l'inscrire comme un acteur du patrimoine commun ?
8. Que signifie conduire une entreprise pour qu'elle soit prospère dans / par son épanouissement humain ?
9. Comment partager une telle culture et un tel projet ?
10. Comment aller ensemble dans une direction prospère ?
11. Vers où l'entreprise est-elle prête à l'aller de l'avant en relation avec ses parties prenantes ?
12. Comment pouvons-nous atteindre le niveau de confiance nécessaire de la part de nos parties prenantes ?
13. Comment intégrer l'enjeu sociétal dans son business model ?
14. Comment gérer les potentiels et valoriser les capacités humaines en rétablissant le couple efficacité / sens ?
15. Comment assurer une plus grande souplesse entre temps public et temps privé ?
16. Comment faire en sorte que les éléments de la concurrence entre les entreprises ne se façonnent pas au détriment des objectifs d'un développement soutenable ?
17. Et en final, la raison de l'homme va-t-elle finir par triompher ?

Le nouveau paradigme de l'entreprise

Nous avons présenté précédemment³⁵³ écocertaines ruptures paradigmatiques de la Science (l'espace-temps, la biologique génétique, les neurosciences, les matériaux, ...).

³⁵³ Voir chapitre « Le paradigme scientifique est bousculé ».

En appliquant analogiquement ces ruptures scientifiques à l'entreprise, le résultat est riche d'enseignement³⁵⁴.

- Les constituants élémentaires de l'entreprise (ses parties prenantes) obéissent à des lois de nature probabiliste.
- Il est impossible de déterminer de façon précise et simultanée la position et la vitesse d'une partie prenante, sa trajectoire n'est pas totalement définie (principe d'incertitude). Les parties prenantes de l'entreprise sont en interaction constante entre elles et en interaction avec leur environnement, ce qui peut modifier leur structure et l'entreprise.
- L'espace-temps de l'entreprise est déformé localement par la masse des corps (ses parties prenantes), une déformation à l'origine de la gravitation (son acceptabilité sociétale).
- L'énergie (la confiance) est discontinue puisque les échanges d'acceptabilité sociétale se font par quantas.
- Nous pouvons aisément annoncer que le « dogme central de la science » de l'entreprise (le profit est la vocation de l'entreprise) va éclater pour aller vers une approche plus intégrée, plus systémique des échanges, et de nature probabiliste.
- Le cerveau (la gouvernance d'une entreprise) vise à comprendre les états caractéristiques de la conscience, voire les bases neurologiques (sociales et sociétales) des émotions et des valeurs humaines. Pour composer une scène unitaire d'une situation donnée (stratégie), il doit intégrer des signaux sensoriels (donc perceptifs et subjectifs) très variables en activant (intelligence collaborative) plusieurs zones (thématiques d'enjeu du développement) mises en réseau (approche systémique).
- Le changement de paradigme sur les « matériaux » (structures) nous permet enfin d'imaginer plusieurs degrés de maturité de l'entreprise qui a traversé la révolution paradigmatique de la société :
 - « *Structures passives* » : logique procédurale pour traiter des cellules affectées,
 - « *Fonctions nouvelles* » : acceptabilité sociétale,
 - « *Structures actives* » : mécanismes transactionnels pour interagir avec les « capteurs » de la société,

³⁵⁴ Source : Olivier Dubigeon.

- *Informatique quantique* : système de management intégré « quantique ».

Cette analogie est tout à fait édifiante pour mieux comprendre et éclairer la transformation attendue de nos entreprises. Elle démontre une rupture paradigmatique, donc une rupture sur les valeurs, et donc sur les méthodes.

Bien sûr, la rupture fait peur, c'est comme une révolution. Pour en tirer profit, l'entreprise, comme les autres acteurs de la société, doit opérer un changement en profondeur dans son « code ADN ». Elle ne pourra ni le penser ni le mettre en œuvre toute seule. Ce changement ne pourra se faire qu'à partir d'un dialogue avec les acteurs de son secteur d'activité et avec l'ensemble des parties prenantes les plus significatives de la société.

Rappelons que les parties prenantes sont les parties, individuelles, collectives, « fortes » (capables de s'opposer) ou « faibles » (ne disposant pas de la parole pour s'opposer³⁵⁵), qui se perçoivent impactées (positivement ou négativement) par l'activité d'une entité, d'une filiale ou d'une entreprise (en anglais : *stakeholders*, co-porteurs d'enjeux).

Les règles de la concurrence, les droits de propriété, la relation aux ressources naturelles, la légitimité des institutions devront faire face à deux visions : l'ancienne, souvent regroupées autour des lois, et la nouvelle, revendiquant plus de liberté, de coopération et de rationalité.

Quelle direction à prendre ?

Mettre en œuvre la refondation écologique et sociétale de l'économie

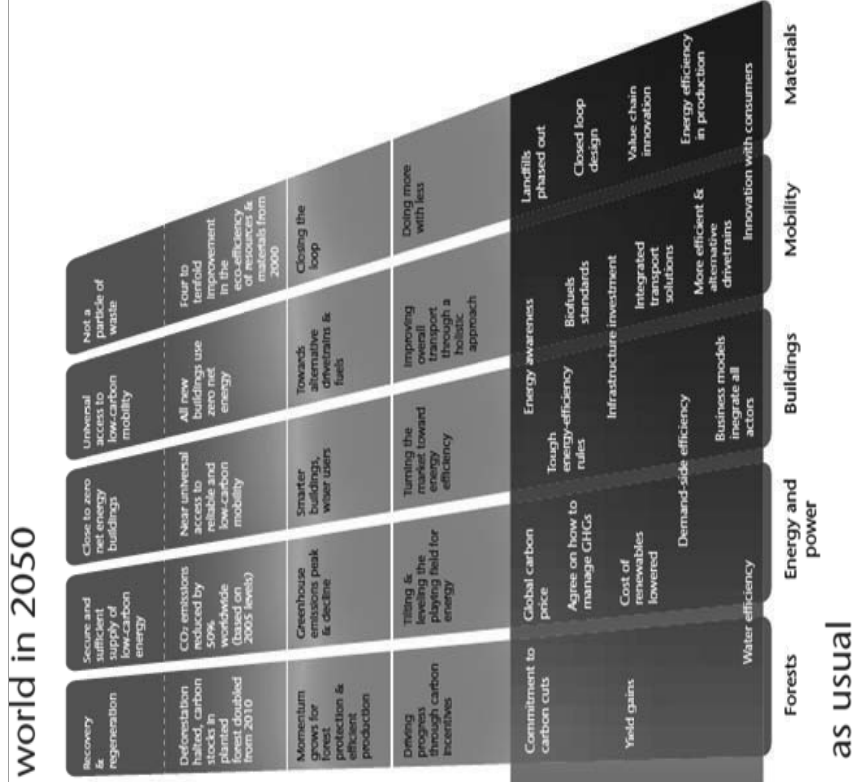
Le WBCSD illustre, dans le schéma page suivante, la vision, les objectifs à 2020, les clés de transformation et les résultats à obtenir d'ici 2050 pour tous les secteurs de l'économie selon deux temps (turbulences d'ici 2020, puis transformation d'ici 2050) et neuf axes³⁵⁶ :

1. Valeurs
2. Développement humain
3. Economie
4. Agriculture
5. Forêts
6. Energie et puissance
7. Bâtiments
8. Mobilité
9. Matériaux

³⁵⁵ Les enfants, les exclus, la Nature, les générations futures.

³⁵⁶ Source : *World Business Council for Sustainable Development*

To a sustainable world in 2050



From business as usual

L'économie, et donc les secteurs valorisants et valorisables pour les entreprises, est appelée à entreprendre les trois piliers de la transformation :

1. Régénérer nos villes, nos infrastructures, nos modes de vie et nos moyens d'existence,
2. Renforcer la biocapacité et l'entretien des écosystèmes,
3. Favoriser le succès de cette transition, notamment en rendant acteurs et auteurs les personnes qu'elle influence, et en développant les capacités collaboratives des personnes et des équipes.

Obtenir la confiance de ses parties prenantes

Le choix du consommateur repose de plus en plus sur la confiance qu'il accorde à l'offreur (marque) ou à l'appréciation qu'en font ses pairs (marketing viral via la blogosphère et les médias sociaux) : la question de la confiance accordée par ses propres parties prenantes va devenir prioritaire. Et donc celle de sa propre crédibilité.

Définition : Parties prenantes

Les parties prenantes sont : la nature, les individus, ou populations, vivants dans le présent ou le futur, représentés ou non, humains ou non, pouvant affecter ou être affectés, directement ou indirectement, dans le court terme comme dans le long terme, par les stratégies, les actions, les messages (et leurs conséquences), que l'entreprise met en œuvre pour atteindre ses objectifs.

Il peut s'agir de parties prenantes contractuelles (actionnaires, employés et leurs représentants, clients, fournisseurs ...) ou non contractuelles (communautés locales, riverains, pouvoirs publics, financiers, banques, médias, agences de rating, ONG, organisations internationales...). Un individu ou un groupe d'individus peut faire partie de plusieurs catégories de parties prenantes simultanément.

Certaines parties prenantes n'ont pas accès à la parole et à la négociation pour revendiquer leurs droits : les enfants, les exclus, la Nature, les générations futures, ...

Les domaines d'intérêt des parties prenantes peuvent concerner les aspects économiques, environnementaux et sociaux/sociétaux, ainsi que la gouvernance et le champ économique.

En conséquence, la dialectique entre conflit et coopération risque de se tendre dans les 20 prochaines années : un changement dans la représentation de la vie en général, et du paysage opératoire de l'entreprise en particulier, va se produire.

Nous travaillons beaucoup pour aider les entreprises à professionnaliser ce processus clé qu'est celui de la crédibilité, qui fait irruption dans le paysage stratégique de l'entreprise. Nous avons l'habitude de le professionnaliser autour de 4 phases successives :

1. **Tracer** : établir les mécanismes et le dispositif permettant de tracer, depuis la ressources primaires jusqu'à la fin de vie du produit ou son ré-usage, le comportement du produit et des acteurs de la chaîne de valeur, au regard de diligences sociales, sociétales, environnementales, économiques et de gouvernance ; donc au regard des impacts générés par chacun sur les enjeux sociétaux.
2. **Evaluer** : il s'agit d'évaluer (démontrer) que le produit (ou le service), et l'entreprise, ont diminué ses impacts négatifs et augmenté ses impacts positifs sur les enjeux sociétaux, tels que désormais définis par consensus au niveau international par le cadre de référence Social Responsibility (ISO26000).
3. **Assurer** : il s'agit de répondre à la demande par la société civile de rendre opposables les résultats et le processus d'évaluation, en dehors du système de labellisation et de certification qui ne répond pas à la question de la garantie de responsabilité d'un système global complexe.
4. **Reconnaître** : il s'agit de faire preuve de pédagogie auprès de ses parties prenantes, comprenant notamment ses clients et / ou consommateurs, et de l'opinion, pour accompagner les changements de conscience en profondeur, et donc stimuler le changement dans la société et la crédibilité sociétale pour l'entreprise.

Engager la coopération avec ses parties prenantes

*« Le marché est l'un des jeux inventés pour concilier les intérêts hétérogènes »*³⁵⁷

La biologie moderne et l'écologie nous enseignent que la nature n'est pas seulement une « lutte pour la vie » du système, mais aussi un lieu sophistiqué où des comportements coopératifs sont générés.

³⁵⁷ Johann Huizinga, philosophe et historien hollandais, a publié son chef-d'œuvre en 1938 : "Homo ludens".

« La biologie moderne regarde la vie différemment au regard de la lutte pour la vie (Darwin, Marx, la concurrence économique). Si les bactéries primitives qui vivaient il y a 3, 5 milliards d'années luttaient encore pour la vie en compétition entre elles, nous ne serions pas ici : chacun de nous est le fruit élaboré de 60 000 milliards de cellules qui coopèrent entre elles. La lutte existe sans aucun doute. Mais des êtres complexes, comme les êtres humains, émergent dès lors que la lutte laisse la place à la coopération.

Et, évidemment, cette coopération est basée sur un échange d'informations, au niveau cellulaire comme à l'échelle planétaire. Par conséquent, le défi à la raison réside dans la capacité à passer du conflit à la coopération, non seulement à l'intérieur de l'humanité, mais aussi avec d'autres espèces. »

La symbiose, qui signifie une association intime et durable entre deux organismes hétérospécifiques (ou espèces différentes), est illustrée dans la plupart des écosystèmes, y compris ceux conduits et entraînés par les êtres humains : les jardins. Elle montre que le « vivre ensemble » est possible, au-delà de l'exercice autocentré du pouvoir. Elle se fonde sur une compréhension mutuelle, une reconnaissance des besoins mutuels, et une transparence sur les impacts.

Notons que le terme de « transparence » peut paraître à première vue comme une caractéristique incontestable de la civilisation cognitive naissante. Une prudence est cependant requise, afin de ne pas provoquer des dérives tyranniques, d'autant que la communication est également utilisée à des fins de pratiques non transparentes par des organisations non-transparentes, pratique rendue plus facile par l'Internet.

La coopération entre l'entreprise et les acteurs de la société permet d'innover : depuis 1990, la plupart des idées nouvelles est venue à la fois de la communauté de recherche, notamment par le biais du GIEC (créé sous mandat de l'ONU), et des ONG, notamment avec le WWF avec son concept d'empreinte écologique. Elles est venue également des utilisateurs finaux, à travers la communauté du logiciel libre (dans lequel certaines entreprises ont été impliquées), et le concours de la propriété intellectuelle pour la musique, des vidéos et aussi des médicaments pour sauver les populations des pays en développement de maladies chroniques.

Développer les connexions entre acteurs

Ceci nous indique que, alors que grandit le besoin d'accroître la collaboration entre les secteurs public et privé, ceux qui seront capables de construire et gérer des coalitions complexes seront les acteurs de demain, puisqu'ils seront ainsi attractifs.

La formation de coalitions complexes (aléatoire et interdépendance) est une activité naturelle pour les ONG et les universitaires, mais moins pour les entreprises : ces dernières cherchent en effet généralement à fonctionner dans des environnements définissant clairement les rôles et les responsabilités.

Ces coalitions complexes renforceront leur capacité et leur efficacité grâce à la façon dont les gens, les gouvernements et les entreprises utiliseront l'information et les technologies de communication pour se connecter. Les TIC³⁵⁸ vont continuer à faire croître la vitesse et l'échelle des échanges d'informations, et joueront un rôle important dans l'efficacité des améliorations, par exemple la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Les technologies de communication mobile, et l'accès à des modalités plus rapides, plus fiables et plus pratiques à Internet, continueront à stimuler l'innovation dans les modèles économiques et d'affaires dans les pays émergents et le monde en développement. Comme la technologie s'ouvre de plus en plus à l'*open-source*, et comme les pays émergents contribuent de plus en plus à l'innovation, la nature et l'ampleur de l'innovation va changer. Le « *cloud computing* »³⁵⁹ et la virtualisation vont proliférer. Ces technologies permettent :

- aux utilisateurs d'acquérir virtuellement des ressources numériques (telles que le traitement, stockages, logiciels, photos), et de ne payer que ce qu'ils utilisent.
- aux entreprises :
 - d'obtenir des économies significatives sur le coût et le montant de l'infrastructure physique nécessaire pour l'informatique,
 - d'optimiser la quantité de matériaux nécessaires,
 - d'ajuster au plus juste leurs capacités presque instantanément, en optimisant leurs investissements dans les infrastructures,
 - de faciliter l'entretien et à la réussite d'idées entrepreneuriales et innovantes,
 - et donc de favoriser leur business.

³⁵⁸ Technologies de l'Information et de la Communication.

³⁵⁹ Le Cloud computing est un concept de déportation sur des serveurs distants des traitements informatiques traditionnellement localisés sur le poste utilisateur. Les utilisateurs ou les entreprises ne sont plus gérants de leurs serveurs informatiques mais peuvent ainsi accéder de manière évolutive à de nombreux services en ligne sans avoir à gérer l'infrastructure sous-jacente, souvent complexe. Les applications et les données ne se trouvent plus sur l'ordinateur local, mais – métaphoriquement parlant – dans un nuage (« *cloud* ») composé d'un certain nombre de serveurs distants interconnectés au moyen d'une excellente bande passante indispensable à la fluidité du système. L'accès au service se fait par une application standard facilement disponible, la plupart du temps un navigateur Web.

Les systèmes de sécurisation des données sont également susceptibles d'évoluer dès lors que les organisations tentent de limiter la vulnérabilité de leurs données : le niveau de la demande continue à croître.

Les mesures pour développer l'efficacité dans le secteur des TIC lui-même seront utilisées pour réduire l'empreinte d'Internet, au travers de nouveaux designs pour les *data centers*, de méthodes de refroidissement innovant, et d'un meilleur recours aux énergies renouvelables.

La demande non satisfaite d'infrastructures de communication de base, ainsi que de nouvelles plates-formes innovantes permettant d'améliorer la qualité des interactions entre les personnes, promettent ce secteur à un bel avenir³⁶⁰. Quelle que soit la technologie, l'interaction accrue à travers les frontières et les cultures permettra d'accélérer la diffusion des idées et des opportunités. Elle aidera également à rendre plus abordable l'accès à des services pour des marchés mal desservis.

Tracer et prouver « l'histoire » sociétale des produits

Les consommateurs recherchent de plus en plus des moyens commodes leur permettant d'atteindre un mode de vie plus soutenable. Consommer des produits ou services ayant un faible impact sur la société et les écosystèmes n'est possible que s'ils sont accompagnés d'une information détaillée et crédible sur leur « histoire » sociale, sociétale, environnementale, et sur leur usage. La demande d'une « histoire » opposable du produit ou du service acheté est déjà existante, elle va inéluctablement croître.

Elle obligera les entreprises à développer des systèmes d'alerte précoces, afin de surveiller en continu et de piloter les risques sociaux, sociétaux et environnementaux à différentes échelles (l'entreprise, la ville, la région, le pays, le monde). Ces systèmes évolueront au fur et à mesure que l'interdépendance, et l'incertitude, grandiront entre économie et écosystèmes.

Les TIC joueront un rôle important pour permettre aux consommateurs à la fois d'accéder à cette information, et de partager vérification et commentaires avec les autres consommateurs et les entreprises qui fabriquent et vendent ces produits.

Cette dynamique constitue une véritable opportunité pour :

- les entreprises : elle leur offre la possibilité de mieux comprendre la valeur qui découle de cette demande des consommateurs et d'une co-

³⁶⁰ Un supplément de 10 téléphones mobiles pour 100 habitants dans un pays en développement, par exemple, stimule la croissance du PIB de 0,8 %, selon la Banque Mondiale.

création de leurs produits ou services avec eux ; avec des moyens plus sophistiqués, elles anticipent d'autant mieux les risques, et peuvent espérer fonctionner et s'adapter de façon plus efficace et plus flexible.

- les consommateurs et les clients : ils acquièrent la légitimité de communiquer leurs intérêts et leurs attentes, et obtiennent des gains économiques substantiels grâce à un meilleur suivi et une meilleure capacité d'échange d'informations.

Les entreprises devront se transformer et s'adapter

Pour aborder ce nouveau paradigme, et travailler de manière collaborative avec leurs parties prenantes, pour participer pleinement aux bénéfices d'une connaissance diversifiée et à des relations plus étroites avec leurs clients et les communautés, les entreprises doivent apprendre à penser différemment, et donc faire évoluer leur organisation et leur culture :

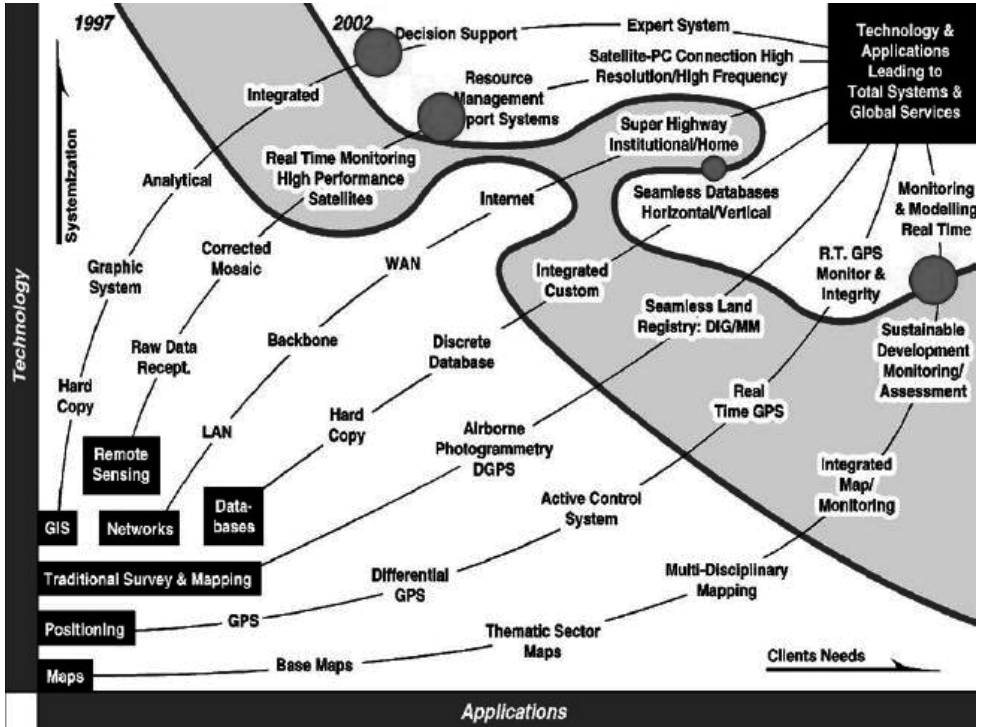
- Un changement de culture significatif est nécessaire pour fonctionner de cette façon : ceci appelle un leadership responsable soutenu par l'engagement des dirigeants au plus haut niveau.
- Les entreprises qui se sont déjà rapproché de leurs parties prenantes sociétales en général, et des organisations à but non lucratif en particulier, ont commencé à intégrer les ressources issues de partenariats plus larges, et apprennent à apprendre de celles-ci.
- Leurs collaborateurs deviennent alors capables de faire participer leurs clients et leurs parties prenantes à la critique, plutôt que de les considérer comme des adversaires. L'entreprise évoluant, ces contradicteurs et leurs compétences collaboratives constituent une valeur croissante, permettant notamment de développer une innovation responsable.

Dès lors, de nouvelles compétences de base sont nécessaires : nous avons ainsi repris ci-dessous l'architecture ³⁶¹ développée par une équipe de gestionnaires de RNC (Canada)³⁶² pour guider le processus de planification stratégique. Celle-ci indique l'évolution stratégique à long terme touchant les compétences de base essentielles à une organisation : elle fait apparaître les lignes du changement en mouvement à l'intérieur d'un support de modélisation et de décision.

³⁶¹ http://www.geostrategis.com/p_wellbeing.htm

³⁶² *Royal Newfoundland Constabulary* (RNC) est une force de police dans la province Canadienne de Terre-Neuve-et-Labrador.

Ce dernier requière des niveaux plus sophistiqués de la connaissance des applications clients, et des bases de données intégrées alimentant des modèles intégrés. Ces lignes du changement conduisent ainsi vers une plus forte valeur ajoutée de l'information et vers des systèmes de gestion des connaissances :



Sur ces lignes du changement, certains des principaux obstacles sont identifiés en rouge : ainsi, le pilotage et l'évaluation des pratiques visant à un développement soutenable (*Social Responsibility practices*) fait partie des obstacles à lever.

Les solutions pour lever ces obstacles sont davantage fondées sur une science interactive avec la société et sur le dialogue multipartites prenantes que sur la technologie : elles passent par ce même changement de paradigme décrit plus haut, intégré au cœur des organisations et de leur métier.

4.2. - Investir dans le « territoire du sens » crée de la valeur

L'exemple de l'industrie du luxe

Le désir et le rêve, le snobisme et l'effet différenciant (consommation ostentatoire³⁶³, « *Fashion victime* »...) ont toujours existé. L'industrie du luxe est leur domaine support, et se porte bien, même malgré (en raison de) la « crise »³⁶⁴.

Suite à la contestation des années 70's (mode unisexe), les journalistes avaient prédit que la haute couture allait disparaître. Non seulement ils se sont trompé, mais la haute couture est même devenu un spectacle télévisé apprécié : plus le contenu et le sens s'émeussent, voire s'effacent, comme actuellement, plus l'apparence prend le dessus comme élément de différenciation.

Le luxe est mondial. Les marques de luxe ou de semi-luxe font de plus en plus appel aux pays émergents pour la fabrication. Néanmoins chaque marché régional a ses spécificités. En fonction des représentations qu'elle véhicule, chaque marque dispose d'atouts ou de faiblesses sur les différents marchés régionaux.

Un produit de luxe est l'association d'un objet et d'une représentation, autrement dit d'un élément objectif et d'une idée, d'une image subjective ³⁶⁵ :

- Il n'y a pas d'objet de luxe sans marque de luxe. Tout objet portant une marque de luxe est un objet de luxe. L'unité pertinente de l'analyse de l'industrie du luxe est la marque.
- Le consommateur, même s'il ne sait pas dire pourquoi avec précision et selon des critères objectifs, *sait* si une marque est de luxe ou pas.
- Les marques du luxe sont en compétition entre elles, mais la compétition en marques du luxe et marques ne faisant pas partie du luxe est nettement moins intense.

³⁶³ *L'effet Veblen*, ou effet de snobisme, a été mis en évidence par l'économiste et sociologue Thorstein Veblen, dans son ouvrage *Théorie de la classe de loisir* (1889).

³⁶⁴ En 2012, les ventes de produits de luxe ont une croissance de 10 %, atteignant une valeur totale de 212 milliards d'euros. La zone Asie-Pacifique devrait enregistrer la plus forte hausse des ventes (+18 % sur un an), suivie par l'Amérique (+13 %) puis dans une moindre mesure, l'Europe (+5 % contre +10 % en 2011). D'ici 2015, les Chinois représenteront le principal débouché au monde pour le luxe, qu'ils dépensent chez eux ou à l'étranger.

³⁶⁵ Les éléments qui suivent sont extraits ou inspirés de « *L'industrie du luxe dans l'économie française* » CERNA, Centre d'économie industrielle Ecole Nationale Supérieure des Mines de Paris, juin 1995.

- Les produits de luxe doivent avoir, pour reprendre l'expression d'un professionnel, un fort « coefficient d'image », c'est-à-dire dans le couple objet + représentation, une forte proportion de représentation.

Le luxe est très spéculatif, et en même temps présente une caractéristique majeure : il permet de préserver des savoir-faire (cf. l'intégration d'artisans de qualité dans le business model de Hermès). La première édition du Salon « *Sustainable Luxury Fair* » au Palais de Tokyo à Paris, en mai 2009, a ainsi montré que les sphères les plus favorisées peuvent être des consommateurs responsables sans être obligé de renoncer à la volupté, et que les fabricants peuvent pérenniser, grâce à l'enjeu d'un développement soutenable, les savoir-faire à l'œuvre dans la fabrication des produits de luxe.

Les moteurs de croissance de l'économie du luxe

L'industrie du luxe constitue un ensemble de 412 marques, dont 264 marques françaises et 148 marques étrangères, selon quatre segments :

- « Soi-même » (56 % du chiffre d'affaire du secteur),
- « Fêtes et Sorties » (27 %),
- « Maison » (1 %),
- « Automobile » (5 %).

Les Parfums et Cosmétiques font partie du segment « Soi-même » et représentent 36 % du chiffre d'affaire sur le territoire français (106 milliards d'euros, soit autant que l'industrie aéronautique et spatiale). Cette activité est la plus exportatrice (74 % du chiffre d'affaire des parfums et cosmétiques sont exportés).

Quels sont les moteurs de croissance d'une marque de luxe ?

- Avoir une vision,
- Ne jamais sous-estimer ses consommateurs,
- Adresser simultanément les bénéfices fonctionnels, techniques et émotionnels attendus par le consommateur,
- Être excellent sur les 3 domaines : qualité, innovation, expérience du consommateur,
- Avoir une échelle de prix ouverte : de 1 à 5, voire de 1 à 10,
- Utiliser le marketing comme ressort d'influence et de buzz pour développer leur notoriété,
- Contrôler sa chaîne de valeur,
- Proposer un « prix juste » : celui-ci devient de plus en plus présent à l'esprit des clients du luxe. « *Les gens acceptent de payer un prix élevé, mais ils ont augmenté leur niveau d'exigence par rapport aux bénéfices attendus* », analyse

Catherine Jubin, qui dirige l'Association des professionnels du luxe, rassemblant des entreprises européennes du luxe,

- Etre cohérent au regard de sa réputation : ceci intègre la cohérence en matière de responsabilité sociétale et de territoire des valeurs de la marque.

Le territoire des valeurs de la marque : associer une représentation symbolique et émotionnelle à l'objet

Les produits de luxe combinent des objets et des représentations : la marque est le nom propre de l'espace des représentations associées par les consommateurs aux produits qui la portent. Chaque produit a besoin de représentations propres : chaque parfum a son « univers », chaque ligne de vêtements sa cible.

Les professionnels désignent volontiers cet ensemble comme le « territoire » de la marque (celui de ses représentations). Plus ou moins vaste, ce « territoire » est limité par la nécessaire cohérence des représentations qu'il contient. La notion de cohérence comporte un lien symbolique et un langage capable d'unifier les représentations de la marque.

Le marquage d'un objet lui confère une valeur supplémentaire, une rente de marque correspondant à la valeur d'usage pour le consommateur de la représentation associée : les représentations de la marque par le consommateur sont un élément déterminant du prix, donc de la rentabilité.

Actif industriel, une marque se gère en partie comme un « territoire », présentant en cela, certaines analogies avec les ressources du territoire physique. Néanmoins, à la différence des ressources naturelles - dont la signature disparaît dès que le produit extrait devient une commodité (nul ne sait de quel gisement de cuivre provient le fil électrique de sa lampe de bureau) -, la marque, elle, circule avec l'objet qui la porte, et à ce titre acquiert de la notoriété.

La dynamique économique des marques du luxe consiste à faire surgir de leur « territoire » des objets à caractère plus utilitaire, s'adressant à des marchés de grande diffusion, en leur associant, par l'opération de la marque, des représentations incarnées par des objets prestigieux : le territoire d'une marque s'arrête là où elle cesse d'être « légitime », c'est-à-dire aux objets dont le lien symbolique avec les représentations de la marque cesse d'être explicite. Ainsi les représentations s'usent et se déforment : une marque s'invente, s'explore, s'établit, s'exploite, s'entretient, se sédimente, s'étend, s'écume, s'use, s'altère, s'épuise. Marquer un nouveau produit revient à modifier à terme l'ensemble des représentations de la marque, ce qui peut les rendre incohérentes.

La notoriété (connaissance et reconnaissance du nom) est distincte des représentations associées. La communication sur la marque (indépendamment des produits) est la seule activité stratégique qui ne soit jamais sous-traitée. La rente de marque s'appuie donc sur un cloisonnement aussi sélectif que possible des marchés et des circuits de distribution permettant de valoriser au mieux le consentement d'un certain type de consommateur à payer cher un produit.

Le consentement à payer pour une marque est toujours précaire. Pour l'entretenir et l'internationaliser, les marques de luxe doivent investir dans la création de représentations et dans l'extension de leur notoriété. Le développement du luxe est directement lié à la croissance du niveau culturel du consommateur.

La spécificité de la concurrence sur les produits de luxe consiste à jouer simultanément sur les performances de l'objet et sur les représentations, sachant que. Un produit de luxe est compétitif s'il est au moins aussi bon que ses concurrents (du luxe ou du non luxe), et si le coût des représentations qui lui sont associées est inférieur au 'consentement à payer' que ces représentations suscitent.

La distribution est un enjeu central de la formation et du prélèvement de la rente. C'est dans le magasin que se réalise l'achat, c'est à dire l'acte du consommateur payant l'objet et sa représentation associée. L'industrie du luxe doit donc pouvoir s'appuyer sur des réseaux productifs dynamiques et créatifs, que ceux-ci soient intégrés ou non.

La diffusion des produits de luxe présente des aspects contradictoires :

- la circulation du nom de la marque associée à l'objet en étend la renommée, et potentiellement la demande.
- en renforçant la dimension matérielle de l'objet (on le voit davantage), elle peut réduire la part de représentation associée au produit (le coefficient d'image) et donc tendanciellement, dévaloriser la marque, elle entraîne l'extension des réseaux de production et de distribution et partant, pour les marques ne pouvant maîtriser cette extension de façon intégrée, risque de multiplier les acteurs prétendant à la rente. En d'autres termes, la dynamique de gestion d'une marque, et particulièrement d'une marque de luxe, se déploie suivant trois axes :
 1. renouvellement des objets,
 2. conservation du capital de représentation,
 3. contrôle de la rente.

Internet, qui représente un peu moins de 5 % des ventes du luxe aujourd'hui, va vraisemblablement atteindre rapidement 15 voire 20 %. A une époque où les consommateurs (internationaux) du luxe sont aussi de gros consommateurs

d'internet, une présence aussi localisée qu'une boutique dans un pays donné n'a plus guère de sens économique. L'avenir des réseaux indépendants est soit 100 % online (comme netaporter.com) soit dans une intégration « *click & mortar* »³⁶⁶ : disposer d'un réseau international de points de vente ET d'une présence forte sur internet.

Développer la crédibilité de sa stratégie de développement responsable

Les entreprises devraient tirer plusieurs conséquences stratégiques³⁶⁷ de ce qui précède :

- La « Génération Y » (voir plus haut) est leur nouvelle base clientèle sur les marchés "matures" (y compris déjà en Chine).
- Elles doivent se doter de véritables stratégies digitales, très différentes de la simple adjonction d'un site de vente, d'une page Facebook, d'un compte Twitter, etc....
- Elles doivent repenser complètement leur relation-client, en travaillant leur *Customer Experience* : pour cela, une véritable segmentation de leur clientèle doit être entreprise.
- Elles doivent être crédibles dans leurs stratégies de développement responsable (impacts sociaux, sociétaux, environnementaux sur les enjeux de développement de la Société).

Qui aurait pensé il y a peu d'années que les produits cosmétiques, longtemps jugés inoffensifs du fait de leur faible contenu en produits chimiques de synthèse, se retrouveraient au premier rang des accusés, à la lumière d'une approche différente de la toxicologie : celle-ci argue que ce n'est plus forcément la dose qui fait le poison, contrairement au précepte hérité de Paracelse, mais la persistance ou la bio accumulation, ou encore des combinaisons non maîtrisées d'effets élémentaires de toxicité ?

La représentation de sens (responsabilité du produit et de la marque au service du patrimoine commun) apporte une réponse à la défiance qui progresse chez le consommateur.

Elle apporte à l'entreprise une valeur supplémentaire au territoire des représentations, indispensables au lien symbolique et au langage, et capables

³⁶⁶ Se dit d'une entreprise traditionnelle, le plus souvent du secteur de la distribution, ayant ajouté des activités en ligne (*click*) à son modèle classique (*mortar*). La Fnac est l'archétype de l'acteur "*click & mortar*".

³⁶⁷ D'après Michel Gutsatz, BrandWatch.

d'unifier les représentations de la marque. Sous réserve que cette représentation soit cohérente avec la réalité, donc sincère et opposable. Elle devient une rente de marque correspondant à la valeur, non plus d'usage (désir d'utiliser l'objet), mais d'utilité (préférer un objet contribuant positivement au patrimoine commun) pour le consommateur de la représentation associée.

Les délocalisations, en complexifiant la chaîne d'approvisionnement, accroissent le risque de rupture de confiance : or celui-ci est très coûteux. L'opinion juge désormais les marques de luxe sur les mêmes critères que les autres en matière de responsabilité sociale : elles devront s'impliquer davantage pour préserver leur réputation.

Cette dimension est un élément déterminant du prix, donc de la rentabilité, sous réserve d'une légitimité explicite ; si ce lien explicite cesse, le « territoire » de la marque, bâti sur cette représentation du sens, s'arrête. Cela conduit les marques à tracer et contrôler la représentation du sens au coeur de leur chaîne de valeur.

Pour entretenir et internationaliser cette traçabilité « sociale », les marques de luxe doivent investir dans la création de cette représentation du sens et dans la crédibilité de leurs pratiques associées, fondement de leur crédibilité.

En règle générale, les représentations des marques de luxe engagent la personne même du consommateur : vêtement, odeur, apparence physique, objets personnels, cadeaux, hospitalité, art de vivre... Le consentement à payer sera d'autant plus fort que le consommateur est impliqué dans la représentation de la marque, et même dans son élaboration. Par exemple :

- en amont, dans l'éco- et la socio-conception des produits et services le long de leur chaîne de valeur associée,
- en aval, dans la co-évaluation du sens produit, notamment au travers d'un interfaçage direct via Internet.

L'entreprise a en effet intérêt à associer le plus possible le consommateur à l'expérience liée à l'« histoire » (sociale, sociale, environnementale, gouvernance) associée au produit et à sa chaîne de valeur : choisir d'investir sur un « territoire de sens », conduit à entrer dans une « économie d'expérience » qui associe pleinement le consommateur comme acteur de l'expérience et de la preuve.

Ce point essentiel met en évidence que le « territoire de sens » est étroitement associé à l'expérience et donc à la confiance : l'entreprise se doit donc investir dans ce champ très perceptif, dont une part prédominante résulte d'un dialogue avec le consommateur et l'ensemble des parties prenantes les plus significatives.

La compétition entre les marques, et la spécificité de la concurrence sur les produits de luxe jouant simultanément sur les performances de l'objet et sur les représentations, l'investissement sur le « territoire du sens » devient une différenciation compétitive.

Enfin, la clé de voûte de cette cohérence différenciante se base sur une vision forte et une pédagogie puissante, associant à la fois fonctionnalité du produit, authenticité et intégrité dans les pratiques, et émotion au regard de la conscience de contribuer à un monde meilleur lorsque le consommateur achète le produit.

4.3. Changer incrémentalement ou par rupture ?

La réponse à cette question dépend bien sûr du contexte. Evoquons deux stratégies distinctes :

- Stratégie d'évolution incrémentale : « *économiser* » les enjeux écologiques, sociaux et sociétaux,
- Stratégie de transformation par rupture : « *écologiser* » les enjeux économiques.

Stratégie d'évolution incrémentale : « *économiser* » les enjeux écologiques, sociaux et sociétaux

La stratégie d'évolution incrémentale s'appuie sur la conviction que les enjeux écologiques, sociaux et sociétaux, pour peu que l'économie s'en saisisse efficacement, n'impliquent pas de changer *a priori* les modes et les cadres de représentation de la croissance.

Elle a le mérite de permettre à chacun d'évoluer à son rythme et de conduire le changement de l'organisation au rythme de celui des équipes. Cette stratégie présente des avantages et des inconvénients :

- Avantages : risque économique et coûts d'investissement inférieurs, compatibilité interne assurée avec l'existant, coûts d'investissement réduits,
- Inconvénients : augmentation des coûts de production, diminution de la compétitivité internationale, diminution à terme de la productivité, réputation non garantie, changement paradigmatique non assuré.

La définition d'une trajectoire optimale se partage sommairement en deux types d'analyse :

1. Analyse 1 : la croissance permettra d'atteindre l'horizon de la responsabilité écologique, sociale et sociétale par la force des choses.
2. Analyse 2 : la croissance permettra d'atteindre l'horizon du « verdissement » si l'État intervient.

Analyse 1: La croissance permettra d'atteindre l'horizon de la responsabilité écologique et sociétale par la force des choses

La « force des choses » consiste ici à attacher aux ressources, devenues rares, un système de prix et des droits de propriété ou d'usage dans le futur. De là découle la possibilité d'aboutir à un équilibre optimal, reflétant le consentement à payer pour conserver tel ou tel élément du capital naturel ou social. En supposant pouvoir y substituer, sans restriction, un ensemble de techniques ou de connaissances, ce type d'analyse montre qu'il existe un cheminement, lui aussi optimal, où le capital reste globalement constant, tandis que les ressources s'épuisent peu à peu.

Dans cette analyse, la croissance permet néanmoins d'atteindre l'horizon de la responsabilité souhaitée, puisqu'elle est jugée nécessaire au processus de réduction des impacts environnementaux, sociaux et sociétaux (courbe de Kuznets)³⁶⁸.

Analyse 2: La croissance permettra d'atteindre l'horizon du « verdissement » si l'État intervient

Qu'elle passe par l'instauration d'une taxe ou d'un système de permis, l'intervention étatique est rendue nécessaire pour corriger les imperfections du marché, en donnant un prix aux atteintes faites à l'environnement (coûts de dépollution, de préservation, de régénération...) ou à la société (précarité, exclusion, santé, désespérance, ...). Confrontée à une trajectoire sous contraintes, l'optimisation passe donc ici par celle des instruments de régulation, avec des questions qui portent sur les niveaux d'incitation, leur assiette, leur progression dans le temps, leur efficacité à différents horizons, leur équité...

³⁶⁸ La courbe de Kuznets décrit la relation entre le niveau de développement d'un pays (mesuré en PIB/hab) et son niveau d'inégalité. Elle s'inspire des travaux de Simon Kuznets sur le développement économique dans les années 1950. La courbe de Kuznets représente la croissance économique d'un pays en fonction de son niveau de développement, supposé croissant dans le temps :

- Dans les premiers stades de développement, lorsque l'investissement dans le capital infrastructurel et dans le capital naturel est le principal mécanisme de croissance, les inégalités encouragent la croissance en partageant les ressources en faveur de ceux qui épargnent et investissent le plus. Ce phénomène économique est appelé « malédiction de Kuznets ».
- A l'inverse, dans les économies plus avancées, l'accroissement du capital humain prend la place de l'accroissement du capital physique comme source de la croissance. Les inégalités ralentissent dès lors la croissance économique en limitant le niveau général de l'éducation, parce que tous ne peuvent directement financer leur formation.

L'un des objets importants de cette régulation est de soustraire une part critique du capital naturel ou social au principe de substitution venant d'être évoqué. Mais l'ensemble des ressources, tout autant que les biens publics fournis par la nature (à l'instar des services fournis par la biodiversité) ou les êtres humains (à l'instar de l'employabilité ou de la confiance apportée), doivent en revanche pouvoir être intégrées dans des procédures d'évaluation monétaire qui permettent soit d'orienter les investissements, soit de négocier des compensations.

Si les signaux-prix fonctionnent bien et que les distorsions de compétitivité sont évitées, la croissance peut, sous réserve de toutes ces conditions, constituer le moteur principal d'une transition écologique et sociétale réussie et maîtrisée.

Comme le montre l'intensité des débats sur la mise en place d'un marché de droits aux États-Unis ou d'une contribution sur le climat-énergie en France, le choix de bons signaux-prix intégrant les contraintes de compétitivité internationale passe toujours par des ajustements relativement longs et incertains, ce que doivent pouvoir intégrer les acteurs d'une économie responsable.

Stratégie de transformation par rupture : « écologiser » les enjeux économiques

La stratégie de transformation par rupture, construite sur des apports plus spécifiquement écologiques, sociaux et sociétaux, alimente l'idée d'une transformation profonde des mécanismes de développement, contrairement à la stratégie d'évolution incrémentale précédente. Caractériser le cheminement idéal se partage, là encore très schématiquement, en deux grandes propositions :

1. Assurer la croissance quantitative en dématérialisant l'économie
2. Renoncer à la croissance quantitative au profit d'un développement qualitatif

Assurer la croissance quantitative en dématérialisant l'économie

Si l'information est suffisante et les valeurs partagées, les arrangements privés débouchent ici sur une refonte des institutions : celle-ci vise à mettre en place, à des niveaux décentralisés, des écosystèmes industriels ou des systèmes de services partagés. D'abord mis en œuvre par les entreprises, ce processus se développe sur la base d'engagements volontaires et de coopérations gagnant-gagnant qui peuvent concerner les consommateurs, les habitants, les collectivités publiques...

Une évaluation, extraite d'un travail de prospective réalisé en Australie, montre que les enjeux en termes d'emplois liés à une telle trajectoire de dématérialisation de l'économie peuvent être considérables.

Par voie de conséquence, l'écologie industrielle entend relever plusieurs défis : contribuer à un « mieux vivre » ensemble, promouvoir un développement inclusif, valoriser les déchets, boucler les cycles production-consommation en minimisant les rejets, dématérialiser les produits (économie de service ou de fonctionnalité) et sortir de la dépendance aux énergies fossiles...

Renoncer à la croissance quantitative au profit d'un développement qualitatif

D'inspiration plus radicale, ce deuxième type d'analyse argue de :

- la nécessité de conserver le capital naturel constant dans le temps,
- la mise en avant des limites incontournables à la croissance,
- une évaluation à long terme allant vers des économies quasi-stationnaires ou même décroissantes.

La différence par rapport à l'époque du Club de Rome (1972), est que les limites invoquées aujourd'hui « *ne sont plus seulement liées à la finitude des ressources, mais aussi à la capacité de la nature à absorber les rejets de pollution et les déchets* ».

Revenant sur les quatre décennies qui nous séparent de la publication de ce rapport, Giovanni Dosi et Marco Grazzi, en tant qu'économistes de l'innovation, en ont en 2013 tiré deux messages forts en termes de transition à long terme : « *L'idée que la croissance prend soin d'elle-même en termes de conséquences sur l'environnement n'est ni analytiquement, ni empiriquement, fondée* ».

La notion de limite conduit à penser l'économie responsable de demain en termes très différents d'une simple prolongation des tendances actuelles. Toujours d'après Giovanni Dosi et Marco Grazzi : « *Même des prix très élevés (sky rocketting) des combustibles fossiles ne seront pas suffisants pour induire de manière endogène des trajectoires soutenables de consommation. Des changements de paradigmes majeurs seront nécessaires tant dans l'innovation que les modes de vie pour éviter que les limites à la croissance ne soient réellement atteintes ou dépassées.* »

La montée des incertitudes allant de pair avec l'accroissement des connaissances, il semble d'autant plus utile de chercher à mieux articuler l'idée univoque d'optimum à la notion plus large de robustesse et de sobriété. En ouvrant les perspectives à très long terme, la prospective a un rôle important à jouer pour élaborer des politiques économiquement, écologiquement, scientifiquement mais aussi socialement et politiquement robustes et sobres.

Adopter une stratégie par rupture permet de clarifier le territoire de l'entreprise et de ses marques, prendre un leadership différenciant, et sortir de la précarité organisationnelle et stratégique : l'entreprise doit développer sa capacité à accompagner un projet à la hauteur de l'alternative qu'il lui revient de partager en interne comme en externe. L'entreprise entre alors dans une logique de transgression et d'aventure au sens noble, à l'opposé de la vision sécuritaire actuelle.

Le « *Projet Millenium* » propose d'adresser pour cet objectif les questions suivantes ³⁶⁹ :

1. Comment chacun peut-il recourir à des ressources en suffisance sans susciter de conflit d'intérêt (pénurie ou dégradation des ressources, c'est-à-dire du bien commun) ?
2. Comment équilibrer croissance et ressources ?
3. Comment assurer, promouvoir et développer une véritable intelligence collaborative ?
4. Comment faire en sorte que l'élaboration de la stratégie de l'entreprise soit davantage sensibilisée aux perspectives globales à long terme ?
5. Comment la convergence globale des technologies de l'information et de la communication peut-elle fonctionner pour chacun ?
6. Comment des économies de marché responsables peuvent-elles être incitées à réduire le fossé entre les riches et les pauvres ?
7. Comment peut-on réduire la menace que constitue la double rupture écologique et sociétale ?
8. Comment peut-on améliorer la capacité de décision face aux changements de la nature du travail et des institutions ?
9. Comment les valeurs partagées et les nouvelles stratégies sécuritaires peuvent-elles réduire les conflits ?
10. Comment l'évolution du statut des femmes peut-elle contribuer à améliorer la capacité de l'entreprise à anticiper le futur ?
11. Comment empêcher les réseaux organisés de la criminalité transnationale de se transformer en des entreprises plus puissantes et sophistiquées au niveau mondial ?
12. Comment les demandes croissantes en énergie peuvent-elles être satisfaites sans risque et efficacement ?
13. Comment les percées scientifiques et technologiques peuvent-elles être accélérées afin d'améliorer la responsabilité ?

³⁶⁹ Comment le développement durable peut-il être réalisé pour tous ? « *Projet Millenium* »

14. Comment les préoccupations éthiques peuvent-elles être plus naturellement intégrées aux décisions globales ?

Cette stratégie de changement par rupture présente des avantages et des inconvénients :

- **Avantage** : croissance de la productivité à terme, réputation, coûts de production diminués, compétitivité internationale accrue, transformation paradigmatique assurée.
- **Inconvénients** : coûts d'investissement et d'adaptation et risque économique supérieurs, moindre compatibilité avec l'existant, conflits avec les exigences financières du court terme.

Voici une comparaison des avantages et inconvénients des deux stratégies, par incrémentation ou par rupture :

ÉLÉMENTS DE COMPARAISON	INNOVATION INCRÉMENTALE (technologie adaptative)	INNOVATION DE RUPTURE (technologie intégrée)
Productivité globale	↘ (tendanciel)	↗ (potentiel)
Coûts de production	↗	↘ (potentiel)
Coûts d'investissement, d'accès et d'information, d'adaptation ou de reconversion	-	+
Compatibilité dans l'entreprise	+	-
Risque économique	+	++
Position sur le marché éco-techs	+	++ (potentiel)
Compétitivité internationale	↘ (tendanciel)	↗ (potentiel)

Source : 2001. Cécile Patrice, Gérard Valenduc et Françoise Warrant, 2001. L'innovation technologique au service du développement durable - Rapport de synthèse. Fondation travail-université, Namur.

« Le problème n'est d'ailleurs pas de choisir entre une voie néo-planificatrice (« topdown ») et une voie adaptative (« bottom up »), mais plutôt de se demander en quoi pourrait consister leur futur équilibre ou leur futur point de rencontre. » ³⁷⁰

³⁷⁰ Lettre « Horizons 2030-2050, veille de la mission prospective du MEEDDM. »

4.4. - Les 10 leviers stratégiques et opérationnels pour compter ce qui compte

Pour intégrer un modèle d'économie contributive au cœur du business model de l'entreprise et en générer un supplément de valeur, l'enjeu essentiel repose sur le mode de régulation du pouvoir dans l'entreprise, ceci étant d'autant plus vrai dans les très grandes entreprises internationalisées.

En l'absence d'un Etat mondial, la RSE ou Responsabilité Sociétale (*Social Responsibility*) est une stratégie très efficace pour limiter les externalités négatives des entreprises et accroître leur légitimité auprès des parties prenantes de la Société, en leur fournissant des preuves sur le terrain social, sociétal et environnemental.

L'intégrité se tisse par une sincérité (faire ce que l'on dit) et l'intégration d'une conscience de ses impacts dans ses pratiques. Si elle est conduite avec intégrité, la Responsabilité sociétale peut différencier significativement l'entreprise sur ses marchés, et en même temps changer la nature du système économique lui-même : elle conduit en effet l'entreprise à passer d'un *shareholder capital* à un *stakeholder capital*, accordant à d'autres acteurs parties prenantes (*stakeholders*) des droits « politiques » (de la Cité) équivalents à ceux accordés aux actionnaires : salariés, collectivités territoriales, représentants de l'environnement, ...

La finalité n'est plus d'augmenter uniquement le capital dont disposent les actionnaires - ce qui devient un moyen – mais de permettre une contribution collective des moyens de production au « patrimoine commun », sans étatisation et au cœur d'une dialectique entre perceptions extérieures et perceptions intérieures.

La vocation de l'entreprise est en effet de créer des biens et des services utiles à la société, le profit est le moyen de sa raison d'être : souvenons-nous qu'Aristote condamnait l'économie lorsqu'elle devient chrématistique, c'est-à-dire accumulant la monnaie pour elle-même et non en vue d'une fin autre que son plaisir personnel, car alors la substance se perd.³⁷¹

Aujourd'hui, les salariés expriment une réelle volonté de devenir des contributeurs d'une telle stratégie, sous réserve qu'elle soit inscrite au cœur de leurs pratiques professionnelles.

³⁷¹ Les économistes néoclassiques, avec la théorie du management telle qu'elle est enseignée aujourd'hui dans les écoles de gestion, auraient procédé à une véritable *trahison chrématistique*, selon l'expression d'Omar Aktouf, in *La Stratégie de l'Autruche*, *Omar Aktouf*, 2002.

De la même manière que nous l'avons fait pour les sociétés modernes et les sociétés traditionnelles, il importe de « faire le tri » entre le meilleur et le pire de l'entreprise :

- le meilleur de l'entreprise est la dynamique créatrice du couple création / coopération : l'entreprise n'existe que parce qu'il y a au départ un acte de coopération
- le pire de l'entreprise survient lorsqu'elle se met au service de logiques destructrices (écologiques, sanitaires, sociales, territoriales, ...) de compétitivité individualiste

Placer l'entreprise dans une dynamique créatrice et responsable suppose d'actualiser l'entreprise elle-même, en concertation avec ses différentes parties prenantes significatives. Le chapitre qui suit présente les 10 leviers qui permettront à l'entreprise de guider sa transformation, au cœur de sa raison d'être, son modèle d'activité, son organisation, et ses processus.

Levier n°1 :

Repenser la légitimité de l'entreprise³⁷²

Aujourd'hui, la Société remet en cause l'entreprise et sa légitimité au regard de l'appropriation privée des ressources du « patrimoine commun » en tant que moyens de production, surtout si ces derniers impactent négativement le patrimoine commun.

Même si sa mission et son activité sont centrées sur les rapports marchands, qu'elle élabore, l'entreprise reçoit sa légitimité de la Société : celle-ci dépend de sa capacité à orienter ou non sa production de produits et de services dans le sens des « forces de vie » (rappel : telle est la signification étymologique de « valeur »), en y dédiant ses moyens de production et sa valeur ajoutée. En ce sens, l'entreprise et son outil de production servent le « commun » au-delà du seul rapport marchand. Une entreprise responsable ne peut en effet tout définir par les seuls rapports marchands, car cela générerait une approche totalitaire des rapports marchands : par exemple, il serait suicidaire pour elle de faire de la pauvreté un marché.

L'organisation des moyens de production ne saurait donc se résoudre au seul intérêt financier des actionnaires sous peine de fragiliser la pérennité de l'entreprise. Chacune des parties prenantes de l'entreprise contribue à valoriser l'actif et donc la valeur ajoutée de l'entreprise. L'entreprise, société de personnes et pas seulement de capitaux, a ainsi l'opportunité d'apprendre à se

³⁷² Certains éléments de ce § sont inspirés d'une réflexion conduite par Emmanuel Antoine.

laisser questionner par des questions nouvelles, en les « mettant en tension » contradictoire avec ses parties prenantes.

Voici une première liste de questionnements utiles pour repenser la légitimité de l'entreprise :

1. Comment penser notre contribution à quel projet de développement de la société ?
2. Comment la manière d'organiser l'entreprise participe à ce choix de développement ?
3. Comment le droit de propriété peut-il ne pas prendre le pas sur toute autre forme de coopération ? A qui appartient l'entreprise ?
4. Comment organiser le débat social dans l'entreprise (salaire, discrimination) et interroger le mode de gouvernance (descendant ? ascendant ?)
5. Comment organiser le débat sociétal avec ses parties prenantes et interroger le mode de co-création ? Comment l'entreprise peut-elle reconnaître et intégrer l'altérité, remède à la barbarie ?
6. Comment contrôler et évaluer avec ses parties prenantes la qualité de l'interface entre l'entreprise et la société ?
7. Comment développer l'activité de manière économiquement profitable et socialement pertinente, avec un modèle de responsabilité dans lequel tout n'est pas réduit au seul marché ?
8. « Entre – prendre » constitue-t-il une injonction paradoxale ? L'entreprise peut-elle entreprendre en « prenant entre » ? Que devient une entreprise qui « entre donne » ?

L'entreprise doit piloter cet espace de « logique floue » asymétrique qui existe entre ses droits et devoirs (logique « vrai » / « faux ») et l'incertitude qui l'environne (logique du « peut-être »), entre capital / travail / patrimoine commun, et entre l'organisation qu'elle constitue et la Société. L'entreprise qui sait appréhender ces questions pourra ouvrir des voies innovantes : par exemple, l'entreprise qui intègre la dynamique croissante de l'autoproduction dans son business model, sans se sentir menacée par la concurrence « informelle », accélérera son développement.

L'entreprise pourra d'autant mieux garantir sa légitimité sociétale qu'elle sera capable de répondre aux attentes sociétales au cœur de son activité et de sa mission. A l'inverse, celle qui cherche à enrôler les consommateurs grâce à des techniques de communication-manipulation génère une défiance, qui dégrade sa légitimité à « opérer » *dans* et *avec* la société.

Elle doit donc inscrire ses choix en relation étroite avec les attentes de la société, et inscrire sa mission sa force de travail en relation avec les impacts que celle-ci génère sur le « patrimoine commun ». La légitimité de l'entreprise se

fonde ainsi sur sa capacité à élaborer un projet de sens partagé, construire une relation commune avec ses parties prenantes, et développer une connaissance et une expérience enrichies par les apports de chacun.

Cette posture doit impérativement être sincère et non instrumentalisée : elle doit donc être intégrée dans la stratégie et les pratiques de l'entreprise. Elle se distingue ainsi de la politique de Mécénat de l'entreprise, qui doit être orientée vers l'intérêt général et non vers l'intérêt de l'entreprise, afin de pouvoir bénéficier d'exonérations fiscales.

Les salariés comme les parties prenantes sont devenues extrêmement sensibles à toute tentative de manipulation. Ils savent immédiatement les détecter. Ils sont de plus en plus excédés par les objectifs de compétition individuelle qui excluent l'autre sans prendre en compte la globalité des causes ni capitaliser le savoir. Ils sont vécus comme une forme de domination et de puissance descendante, leur incidence est considérée comme nulle sur les interactions entre les collaborateurs et la réflexion globale de l'entreprise.

Pour être perçue comme légitime, l'entreprise doit :

- Ajuster son positionnement (raison d'être, mission, activité) au regard de la société et de la Nature, et orienter en ce sens ses relations de coopération avec ses parties prenantes.
- Faire preuve d'innovation et d'audace, oser aller en terrain chaotique et incertain (« logique floue », ni oui, ni non, mais « peut-être »...), bien différente du terrain connu, et donc confortable, de la procédure et de la normalisation.
- Repenser le dialogue et réorganiser les communautés de travail (en interne comme en externe), pour mieux élaborer des relations contractuelles collaboratives non instrumentalisées au cœur de l'organisation managériale.
- Partager la responsabilité d'être un acteur sociétal, y ajuster les rapports de pouvoir de manière souple et collaborative, et expliciter un « contrat de méthode » avec ses parties prenantes.
- Fonder la légitimité des rapports d'autorité sur la capacité de chacun de rendre l'autre à la fois auteur et acteur, en accompagnant à la fois l'intelligence et la dimension émotionnelle.

Levier n°2 : Refonder son modèle d'activité

Nous l'avons vu, l'entreprise ne peut réduire son identité à sa seule activité commerciale. Lorsqu'elle se soumet aux seules réalités monétaires du marché, sa personnalité morale devient comme « siphonnée » par le marché, elle peut alors s'effondrer rapidement (cf. plus haut : « valeur » = force de vie vs. force de mort) : le client, le consommateur, le salarié, ne rencontrent pas l'entreprise uniquement parce qu'elle va réduire ses coûts ou augmenter son bénéfice...

« Avoir le marché comme seule ligne d'exploration revient à considérer chaque être humain comme un consommateur inerte qui attend de l'entreprise qu'elle lui apporte un coin de ciel bleu ou de rêve... »³⁷³.

L'entreprise est une « *personne morale* » qui a un « *objet social* ». Si elle perd son « *objet social* », elle perd sa capacité de produire de la valeur, et perdra inéluctablement son « *droit d'opérer* » : l'entreprise qui n'élabore pas son futur en « *bon voisin* », c'est-à-dire en interaction fructueuse avec son « *écosystème* », et qui privilégie ses jeux spéculatifs, prend le risque de dégrader demain son haut de bilan.

Que devient la valeur ajoutée ?

Construire des scénarios tendanciels, selon une vision linéaire, comme si les crises n'étaient que conjoncturelles, n'est plus possible. Produire de la valeur ajoutée, c'est inévitablement produire un écart à la norme : l'entreprise du 21^e siècle devra inscrire son modèle économique au cœur des attentes de la société, c'est-à-dire des enjeux du développement.

Elle devra inscrire pro-activement ces attentes au cœur de son modèle économique : « *Le point clé, c'est changer le business model* », Laurent Corbier, VP Areva / *Sustainable Development & Continuous Improvement*,³⁷⁴. Ainsi elle nourrira sa « *sa force de vie* » (valeur) d'une manière reconnue par la société en devenant digne de confiance, ce qui lui créera en retour de la valeur.

Ce choix stratégique nécessite de traiter ses impacts – positifs et négatifs – générés par son activité sur les enjeux de société. Il nécessite des comportements nouveaux. Ceux-ci reposent sur les leviers d'actions majeurs suivants :

³⁷³ Emmanuel Antoine

³⁷⁴ Intervention aux Ateliers de la Terre, Evian, 18 novembre 2010

1. Faire de l'entreprise un exemple en matière de pratiques responsables,
2. Se doter des bons outils de pilotage, et notamment mettre en place un dispositif d'alerte, de suivi et d'évaluation sérieux et pertinent de son empreinte écologique et sociétale,
3. Eduquer, former et sensibiliser de manière adaptée, les collaborateurs, managers et dirigeants aux pratiques professionnelles responsables,
4. Soutenir et coordonner les initiatives locales dans une logique *bottom-up*,
5. Stimuler l'innovation soutenable aussi bien technologique que sociale, sociétale ou environnementale,
6. Mettre en place des incitations économiques et des processus adaptées en interne comme externe,
7. Promouvoir une consommation responsable.

Levier n°3 : Actualiser sa gouvernance

La société ne veut plus fonctionner sur la promesse, mais sur des problématiques et des pratiques partagées entre parties prenantes. Les salariés, comme les consommateurs ou les citoyens, ne veulent plus être infantilisés comme lorsqu'une entreprise leur promet un produit « plus vert que vert » ou « durable », se prévalant de ces termes sans retenue et en les vidant de leur sens : l'entreprise doit pouvoir exprimer simplement, et sincèrement le problème sociétal qu'elle a à résoudre au travers de son activité, et le partager avec les acteurs concernés.

IBM estime que nous assistons actuellement à une augmentation de la complexité des problèmes de 30 % sur 3 ans. Une enquête récente conduite par cette société révèle que :

- 50 % des CEO estiment qu'ils ne sont plus capables de gérer cette complexité.
- 60 % des patrons pensent que la créativité est la qualité la plus importante dans les années à venir.
- les entreprises qui gagneront seront celles sauront co-innover avec leurs partenaires et leurs clients, en introduisant des produits et des processus vraiment créatifs. Et cela, d'autant que la pression réglementaire va devenir de plus en plus forte.

Pour répondre à cette aspiration collaborative et résoudre cette complexité croissante, l'entreprise doit actualiser sa gouvernance dans le sens d'une élaboration collaborative des solutions et des relations entre les acteurs. Sachant que les ressources et les expertises sont aujourd'hui autant à l'extérieur qu'à l'intérieur, et que la séparation entre *shareholders* et *stakeholders* est en train de s'effondrer.

Daniel Lebègue, Président de l'Institut français des Administrateurs (IFA) définit la gouvernance d'entreprise comme « *la recherche du système de direction et de contrôle qui concilie au mieux l'efficacité de la gestion et la prise en compte des attentes des actionnaires et des autres parties prenantes, en particulier des salariés* ».

Actualiser sa gouvernance constitue la transformation la plus importante. Elle conduit l'entreprise à réorganiser ses modes et ses circuits de décision interne, ses modes d'évaluation, et ses modes de rapports externes, bien sûr au-delà du seul discours : il s'agit d'ouvrir la parole et tenir compte des parties prenantes lorsque le décideur ou le manager prépare une décision, et lorsque qu'il en évalue la bonne ou infructueuse réalisation.

Cela conduit à installer un dialogue collaboratif avec ses parties prenantes les plus significatives, au cœur de son processus décisionnel, et donc à modifier ses procédures internes, ses manières de décider et d'évaluer.

Les principaux facteurs clés sont ici :

- Intégrité, qui signifie à la fois sincérité (faire ce que l'on dit), et intégration (intégration dans le business model, dans les pratiques professionnelles, dans les fonctions de pilotage, dans le portefeuille produits/service),
- Transparence (au regard des impacts sur le patrimoine commun),
- Rendu compte à ses parties prenantes sur ses impacts et les progrès réalisés pour diminuer sa pression d'impacts sur les enjeux sociétaux
- Créativité et innovation (responsable),
- Dialogue multiparties prenantes (co-création),
- Pédagogie (appropriation des valeurs sociétales),
- Contrôle et évaluation du sens (pertinence sociétale).

Une gouvernance responsable vise à renforcer la légitimité et la crédibilité de l'entreprise, et articule quatre piliers essentiels :

- L'élaboration d'une politique de développement responsable,
- La cible de cette politique : contribuer aux enjeux sociétaux en concertation avec les parties prenantes de ceux-ci,
- Les processus permettant de renforcer les capacités de l'entreprise,

- Les consommateurs en aval.

Le Conseil d'Analyse Stratégique du Premier Ministre énonce quelques pistes pour une gouvernance responsable ³⁷⁵ :

- Intégrer le point de vue des représentants des parties prenantes (clients, fournisseurs, partenaires, ONG, etc.) dans la gouvernance de l'entreprise, au moins de manière consultative (comme c'est déjà le cas aujourd'hui par exemple avec les entreprises du logement social, dont la gouvernance intègre des représentants des collectivités, des organismes financeurs et des habitants).
- Favoriser la création d'un lieu d'expertise dédié à la consommation responsable afin de nourrir le contenu des politiques publiques et nourrir le lien avec la société, mener les campagnes d'information et produire les études nécessaires.
- Soutenir, au niveau européen, l'application d'un taux réduit de TVA sur les écoproduits, comme envisagé dans la Stratégie Nationale de Développement Durable 2010-2013.
- Mettre en œuvre des programmes de coordination européenne et internationale et affirmer un leadership responsable.

Développer une gouvernance renforçant la capacité des acteurs à appréhender la complexité

La *sociocratie* est un mode de prise de décision et de gouvernance qui permet à une organisation, quelle que soit sa taille - d'une famille à un pays -, de se comporter comme un organisme vivant, de s'auto-organiser, et d'appréhender la complexité. Son fondement moderne est issu des théories systémiques. L'objectif premier est de développer la co-responsabilisation des acteurs et de mettre le pouvoir de l'intelligence collective au service du succès de l'organisation.

Elle repose sur quatre règles simples ³⁷⁶ :

La prise de décision par consentement

La sociocratie distingue les décisions politiques (qui affectent le fonctionnement de l'unité ou l'organisation du travail) et les décisions opérationnelles (le travail

³⁷⁵ D'après un rapport du Conseil d'Analyse Stratégique du premier Ministre sur la « *Consommation responsable* », 2010.

³⁷⁶ Source : Wikipédia.

au quotidien). Pour des raisons d'efficacité, seules les premières sont prises par consentement. Il y a consentement quand personne n'a d'objection importante et raisonnable. Quand une objection est émise dans un groupe sociocratique, la personne qui a émis l'objection et les autres membres du groupe travaillent ensemble à la lever. S'ils y arrivent, la décision est prise ; sinon un processus d'escalade dans la structure de l'organisation évite le blocage.

Le consentement est la composante cardinale de la sociocratie. Il peut être fait à peu près n'importe quoi du moment qu'il y a consentement. Notamment une organisation sociocratique peut choisir pour une durée limitée un autre type de gouvernance, s'il y a consentement à ce propos, par exemple en cas de crise grave.

Le cercle

La sociocratie maintient la structure opérationnelle existante d'une organisation. À chaque élément de cette structure, elle rajoute en parallèle un cercle chargé de la prise des décisions politiques. Toute personne appartenant à la structure opérationnelle est membre de droit du cercle correspondant. Des cercles *ad hoc* peuvent être créés pour résoudre des problèmes spécifiques.

Chaque cercle établit ses propres règles de fonctionnement sur le principe du consentement de ses membres. Un cercle a pour mandat de réaliser la mission de l'unité de travail, d'améliorer constamment la qualité de sa production et d'assurer sa pérennité par l'éducation permanente de ses membres.

Un cercle est maître du pilotage, de l'exécution et de la mesure de ses processus au sens de la norme ISO 9001. L'exécution de ses trois fonctions par le cercle est une des conditions majeures du succès de la sociocratie dans une organisation.

Chaque cercle choisit un facilitateur qui anime les réunions selon les méthodes sociocratiques, et un secrétaire qui rédige les comptes rendus et maintient l'historique du cercle.

Un cercle est une organisation semi-autonome car il est inscrit dans une hiérarchie : chacun doit tenir compte des besoins des cercles supérieurs et des cercles inférieurs. Le cercle de plus haut niveau, correspond au conseil d'administration ; il doit représenter l'environnement économique, social et culturel de l'organisation.

Le double lien

Dans une organisation gérée de manière traditionnelle, le responsable d'une unité assure à la fois la communication descendante (les directives venant des niveaux supérieurs de l'organisation) et la communication ascendante (le retour des informations de la base vers les niveaux supérieurs). Assurer simultanément ces deux rôles est difficile et source de confusion.

La sociocratie établit un double lien entre chaque cercle et son cercle de niveau supérieur. Le responsable de l'unité opérationnelle est choisi par le cercle de niveau supérieur. Une deuxième personne, obligatoirement distincte de la précédente, est choisie par le cercle pour participer au cercle de niveau supérieur et donner ou non son consentement aux décisions qui y sont prises. Ces deux personnes sont membres à part entière des deux cercles.

L'élection sans candidat

Le choix et l'affectation des personnes dans une fonction ou la délégation d'une tâche à un membre du cercle s'effectuent par un processus de vote sans candidat déclaré. Chaque membre du cercle propose la personne qu'il estime la plus adaptée à la fonction, puis justifie son choix. Le facilitateur du cercle propose alors un candidat qui est accepté ou non par consentement.

Levier n°4 :

Former et éduquer

Développer une entreprise responsable nécessite de construire une culture commune, un langage commun, où les acteurs puissent se reconnaître sur des objectifs communs pour développer une économie responsable, et ce, quels que soit leurs métiers. Cela passe donc par apprendre à se rencontrer, échanger et se reconnaître, dialoguer, et se mettre d'accord sur des protocoles communs y compris en cas de désaccord sur les visions.

Cet apprentissage doit être soutenu par un effort de formation et d'éducation. Il convient de former les responsables à l'« éthique » (au sens anglosaxon *ethics*, c'est-à-dire un corpus de pratiques partagées entre acteurs, et non au sens latin de l'« éthique », application descendante d'une morale supérieure) et à la responsabilité sociétale et à la prise de décision responsable : cela améliorera substantiellement la qualité des décisions globales, la pérennité de l'entreprise et son acceptabilité sociétale.

Un changement culturel est nécessaire pour aborder les enjeux globaux du développement, et comprendre l'importance d'assurer une interface de qualité

entre l'entreprise et la société. Modifier les comportements en profondeur suppose une évolution des mentalités, qui s'appuiera sur :

- une meilleure information,
- l'éducation du consommateur,
- l'encouragement des pratiques diminuant les externalités,
- l'intégration du sens au cœur de l'activité,
- la responsabilisation des collaborateurs vis-à-vis des impacts de leurs pratiques sur ces enjeux,
- l'apprentissage d'un dialogue adulte capable de féconder les désaccords,
- l'acquisition d'une pensée systémique capable d'appréhender le complexe, l'incertitude, et la logique floue.

Levier n°5 :

Encourager une consommation responsable

Les consommateurs souhaitent aujourd'hui passer d'un mensonge consenti (soutenu subliminalement par la posture publicitaire et communicationnelle) à un projet consenti (élaboré collaborativement entre les acteurs). L'irruption du sens dans le paysage stratégique de l'entreprise constitue une impasse pour l'approche traditionnelle du marketing : elle fait apparaître la limite des analyses factorielles avec nuages de points, typologies de consommateurs, ...

La communication responsable articule quatre pôles :

- Un mode de diffusion interactif, intégrant notamment du dialogue multiparties prenantes,
- Une crédibilité, soutenue par un processus intégré pilotant la traçabilité, l'évaluation, « l'assurance crédibilité »,
- Une pédagogie : faire comprendre les enjeux adressés par les produits ou services, notamment en associant le consommateur à l'expérience intégrée à l'histoire du produit ou du service,
- Un message authentique et opposable.

Ceci interroge le mode actuel d'organisation mis en place pour communiquer, la place des communicants, et l'appropriation de la communication responsable par ceux-ci.

Fonder une politique de consommation responsable en associant consommateurs et parties prenantes ³⁷⁷

Les objectifs d'une politique de consommation responsable consistent à prendre en compte les impacts sociétaux dans chacun des phases de l'acte de consommation (achat, utilisation et fin de vie), afin d'éviter que les gains de performance des produits ne soient compensés par l'augmentation de leur consommation (effets rebonds).

De ce fait, une consommation responsable ne se contente pas de développer des produits « *durables* » et d'orienter la consommation vers ces produits. Elle vise à changer, explicitement, les modes d'utilisation des produits, les comportements associés, et les niveaux de consommation.

Une telle politique doit prendre en compte largement les points de vue des parties prenantes concernant les enjeux sociétaux adressés par ces produits ou services, compte tenu à la fois des intérêts qu'ils représentent ou défendent, de l'absence de définition consensuelle et de la grande variété des points de vue qui coexistent.

Elle doit aussi être flexible, avec une forte capacité d'évolution et d'ajustement (notamment dans les domaines où les progrès technologiques peuvent être rapides), et des outils de suivi précis.

Ainsi les marques qui souhaitent garder le contrôle de leur réputation sur leur propre site ou sur leur blog peuvent-elles dialoguer avec leurs consommateurs sur des plateformes interactives : le monitoring du web doit devenir une part essentielle des stratégies digitales, destinées à co-élaborer et co-évaluer leur territoire de sens (beaucoup plus qu'à « communiquer » unilatéralement).

Favoriser le changement de comportement des consommateurs

Changer le comportement des consommateurs nécessite de travailler sur trois piliers en même temps :

1. Produire des produits ou services responsables
2. Développer la conscience du consommateur
3. Faciliter une consommation responsable ³⁷⁸

³⁷⁷ Eléments inspirés du Rapport sur la « *Consommation durable* » du CAS Conseil d'Analyse Stratégique du premier Ministre, 2010, *Consommation durable* et de Michel Gutsatz, Brand Watch.

³⁷⁸ Inspiré du Rapport sur la « *Consommation durable* » du CAS Conseil d'Analyse Stratégique du premier Ministre, 2010.

Produire des produits ou services responsables

Le simple report des habitudes de consommation sur les produits éco- / socio-conçus ne suffira pas : il convient d'innover en privilégiant l'usage sur l'achat en tant que stratégie industrielle et commerciale.

L'objectif d'une consommation responsable doit conduire l'entreprise à adapter sa production et à proposer sur le marché de nouveaux biens et services plus respectueux des milieux naturels et des droits économiques et sociaux de ceux qui participent à leur production. Et donc à :

- Améliorer réellement l'empreinte sociale, sociétale et environnementale des produits et des services : il convient de réduire leurs externalités écologiques, sociales, et sociétales³⁷⁹, et donc les impacts induits au travers l'acte de consommation sur l'ensemble du cycle de vie des produits et services ; ce cycle de vie comprend les phases d'approvisionnement et de production, souvent en dehors du territoire national, et de distribution. Il convient de concentrer l'action sur les domaines prioritaires de consommation qui impactent le plus significativement les enjeux sociétaux. Il peut être utile de favoriser des alternatives comme la consigne, la location, ou une garantie du produit étendue dans la durée.
- Favoriser en conséquence une économie de la fonctionnalité en dématérialisant autant que faire se peut les produits et en mettant en avant la double valeur d'usage et d'utilité sociétale des produits. Cela nécessite de stimuler les recherches et expérimentations sur les initiatives innovantes qui favorisent la prestation de service plutôt que l'achat ou la fabrication d'un produit.
- Rendre disponible pour tous une analyse du coût global des biens et services, afin que chaque consommateur puisse s'orienter vers de nouvelles formes d'accès aux biens, que ce soit en leasing, en location, en échangeant, ou à travers de nouvelles formes de consommation.
- Cibler les marketeurs comme relais d'information : établir le contact entre l'offre alternative et la demande naissante, souvent encore inconsciente d'elle-même, mettre au point la stratégie commerciale et d'innovation adaptée, ainsi que son modèle économique.

³⁷⁹ L'on dit aussi : internaliser les externalités négatives.

- Privilégier les circuits courts, le recyclage et la réutilisation des matières premières qui sont autant de ressources.

Développer la conscience du consommateur

Il importe de poser clairement le problème de la responsabilité du consommateur en des termes acceptables : les consommateurs ne pensent pas spontanément qu'ils sont responsables de la dégradation des externalités. Ils blâment les entreprises, sans observer qu'il existe un lien entre leur demande et l'offre globale. Un changement de perspective sur les responsabilités finales est nécessaire, pour lequel il convient sans doute de créer un électrochoc initial.

Une politique de consommation responsable n'aura donc de réelle efficacité que si elle permet de :

- Accompagner le changement de valeurs et de comportements de la part de l'ensemble des citoyens. Ce qui suppose de :
 - faire évoluer l'éducation initiale et la formation continue,
 - réaliser des campagnes d'information et de sensibilisation,
 - éduquer, former et sensibiliser ses consommateurs à la consommation responsable,
 - dialoguer avec les parties prenantes à travers les forums de discussion sur Internet ou en présentiel,
 - mobiliser des « médiateurs » ainsi que les canaux qui contribuent à créer le contexte culturel dominant (l'école et le système éducatif d'abord mais aussi les médias, les entreprises et autres employeurs, les professionnels du marketing/publicité et autres leaders d'opinion, les collectivités territoriales, voire les organisations religieuses...) de façon à ce que chacun puisse réfléchir par lui-même au sens des actions qui lui sont proposées et puisse définir ses propres solutions.
- Permettre au consommateur d'appréhender les impacts sociaux, sociétaux ou environnementaux des produits et services qu'il achète.
- Sortir de la profusion des labels qui constitue un nouvel obscurantisme, en engageant une traçabilité de preuve opposable – c'est-à-dire dûment évaluée et vérifiée -, qui donne aux consommateurs les informations nécessaires pour choisir les produits les plus performants en terme d'usage (étiquettes énergie, classements de maturité au regard des impacts), selon des approches validées lors d'échanges entre les parties prenantes.

- Améliorer l'information à la disposition des consommateurs sur les effets utiles et le coût complet des offres alternatives proposées, ainsi que sur les effets utiles indirects environnementaux, sociaux et sociétaux : ceci contribue à développer la conscience des consommateurs et un fonctionnement plus efficient des marchés du point de vue du bien-être des consommateurs.
- Pratiquer la vérité des prix et systématiser les approches en coût global prenant en compte les externalités négatives et positives : donner un « signal prix » et une valeur de marché aux externalités liées à la double rupture écologique et sociétale permettrait d'orienter les choix des consommateurs, par exemple sous la forme de bonus-malus équilibré, et de l'étendre à de nouveaux marchés. Ce qui nécessite un effort important de sensibilisation sur l'importance et la pertinence dudit « signal prix » pour atteindre des objectifs liés à l'intérêt général.

Favoriser une consommation responsable

L'entreprise doit contribuer à amener chacun d'entre nous à modifier ses valeurs et son comportement de façon à intégrer la cible d'un développement plus responsable et plus soutenable dans ses réflexes, comportements et habitudes de consommation, quelle que soit sa position dans l'échelle sociale.

- Encourager et soutenir les expérimentations locales de consommation responsable, connaître ces initiatives en faveur d'une consommation responsable, et encourager leur reproduction (remettre des prix « consommation responsable » récompensant des comités d'entreprises, des associations, des écoles, etc.).
- Placer l'action individuelle dans un cadre plus large, en mettant en évidence l'incidence de chacun au sein du système global de consommation, afin de diminuer le sentiment d'insignifiance (exemple de la campagne britannique « *Are you doing your bit ?* »).
- Parier sur le pouvoir de transformation de l'approche collective, en ciblant les différents groupes sociaux.
- Identifier comme cible prioritaire les groupes les plus convaincus (alter-consommateurs, qui représentent 20 à 30 % du marché aujourd'hui) avec l'objectif d'en faire des porte-parole : capitaliser sur la logique mimétique déterminant en partie les modes de consommation.

- Mieux cibler l'information, la rendre intelligible, fiable, afin d'aider le consommateur à s'autoévaluer et se comparer à ses pairs (exemple californien d'envoi de factures d'électricité présentant les consommations de consommateurs analogues dans le voisinage); apporter au consommateur les informations lui permettant de guider son action la courbe idéale, indicateurs simples de feedback (ex. facture EDF ou eau permettant de se comparer aux autres clients ou à ceux du quartier, bilan carbone et affichage environnemental des produits achetés, etc.).
- Généraliser le recours à un « filtrage par les pairs », à l'origine a été mis en œuvre par le site marchand d'Amazon. Cette pratique passe par la création d'un site internet permettant le partage d'expérience sur les services locaux, et à un retour des consommateurs sur leurs achats de produits plus soutenable, à l'exemple des sites internet mis en place en Corée du Sud pour les produits ou du Royaume Uni pour les services locaux :
 - L'Agence Coréenne de Consommateurs a ainsi mis en place une 'passerelle pour les consommateurs' rassemblant pour chaque produit les informations qualité et les évaluations des consommateurs, des comparatifs de prix, ainsi que les plaintes éventuelles liées au produit.³⁸⁰
 - Le Bureau gouvernemental du Commerce Equitable a créé un Schéma de Codes d'Approbation des Consommateurs (CCAS) qui liste les prestataires de services (réparation de voitures, agence immobilière, vente) qui remplissent des critères favorables (qualité des contrats, de l'information). Chaque consommateur peut chercher l'entreprise la plus proche ou rapporter le non-respect du code.³⁸¹
- Innover dans la communication :
 - Réaliser plus en profondeur son rapport annuel, pour remplir son rôle de marqueur d'étapes, crédible aux yeux du consommateur, dialoguer avec ses parties prenantes, associer le consommateur à la communication.
 - Innover dans sa stratégie commerciale : colloques, diffusion d'études de cas, financement d'expériences innovantes liées à la promotion de la consommation responsable et permettant un apprentissage collectif, transparence, Il peut s'agit aussi bien

³⁸⁰ www.tgate.or.kr

³⁸¹ www.oft.gov.uk/consumer-advice/approved-codes-explained/

d'économie de fonctionnalité que de vente en vrac de produits alimentaires (réduction des emballages, du prix et du gaspillage, ...).

- Encadrer plus strictement les actions publi-promotionnelles perpétuant la culture de l'hyperconsommation, les promotions incitant à la surconsommation et au gaspillage alimentaire (type « un produit acheté, un produit offert », encadrées désormais en Angleterre).
- Privilégier, dans les campagnes de sensibilisation, l'adaptation et le ciblage des messages plutôt que s'adresser au « consommateur moyen », et ne pas hésiter à ce que les campagnes d'information utilisent des messages choc, tout en veillant à rendre désirables les produits et services responsables.
- C'est ici notamment que la mobilisation des leaders d'opinion et des « médiateurs » (médias, professionnels du marketing/publicité, célébrités, etc.) peut jouer un rôle pour modifier en profondeur le mode de consommation, sur quelque sujet que ce soit. La diffusion dans le public d'un nouveau produit ou service suit en général la séquence suivante :
 - une mode ou un comportement de consommation est lancé et entretenu par un groupe minoritaire (qu'il s'agisse des régimes végétariens, des cosmétiques bio, des voitures hybrides, ou des chaussures Veja),
 - il est ensuite repris par quelques célébrités (ex. Madonna pour les Veja, Leonardo di Caprio pour la Prius hybride, Marion Cotillard pour les cosmétiques bio, Sophie Marceau ou Jean-Claude Van Damme, pour le régime végétarien),
 - puis répandu dans quelques groupes « cibles » de la population par des entreprises du secteur ou par les médias,
 - et le comportement se répand ainsi progressivement par émulation positive de groupe social en groupe social.

Il conviendrait d'associer des leaders d'opinion acteurs de ce changement de mode de consommation.

Un exemple : le repositionnement de Domino's Pizza ³⁸²

En un peu plus d'un an Domino's Pizza a repensé ses produits, sa communication et a cassé les codes de la catégorie "pizza".

En avril 2009, la direction de Domino's découvre avec stupéfaction que circule sur You Tube une vidéo fabriquée par deux employés d'un de ses magasins, où on les voit se vanter de ne rien faire et où ils "enrichissent" une pizza devant être livrée de morceaux de fromage préalablement introduit dans le nez (entre autres joyeusetés...). Cette vidéo est vue par plus d'un million d'internautes.

Le Président de Domino's Pizza réagit instantanément et poste lui-même une vidéo - présentant ses excuses aux clients et réaffirmant « *There is nothing more sacred to us than our customer's trust... We work to regain your trust* » ³⁸³.

La marque aurait pu en rester là - et se dire qu'elle avait (bien) surmonté une crise. Mais un engagement public venait d'être pris : regagner la confiance de ses consommateurs. Elle a donc entrepris un travail allant bien au-delà des procédures d'embauche, de la propreté des locaux ou de la communication de crise. Elle a réuni des "focus groups" afin de comprendre si le lien de confiance existait toujours. Catastrophe : les consommateurs interrogés ont remis en cause les produits, leur qualité, leur goût. La véritable rupture de confiance était ailleurs - surtout lorsque, dans la vidéo en question, le Président de Domino's Pizza disait : « *We take tremendous pride in crafting delicious food* » ³⁸⁴.

La marque a donc décidé de repenser complètement ses produits : ses ingrédients, ses formules, ses processus... et de le faire savoir. Cela va la mener à deux ruptures fondamentales :

- Une rupture dans la communication : elle met en scène les réactions négatives de ses consommateurs et les actions entreprises pour y remédier. Elle joue donc la transparence - une des valeurs essentielles de la nouvelle "Ère de la Responsabilité" dans laquelle nous venons d'entrer.

³⁸² Source : Michel Gutsatz, Brand Watch, <http://michelgutsatz.typepad.com/brandwatch/>

³⁸³ « Il n'y a rien de plus sacré pour nous que la confiance de nos clients ... Nous travaillons pour regagner votre confiance ».

³⁸⁴ « Nous avons une très grande fierté à élaborer des plats délicieux ».

- Une rupture avec les codes de la profession : la marque (exactement comme Dove avait pu le faire dans sa "Campaign for Real Beauty" au travers du film "Evolution") montre les dessous des merveilleuses publicités pour pizzas. Les mannequins mains, les pizzas vissées pour mieux détacher la portion montrée, le préchauffage pour faire fondre parfaitement le fromage, les spots et la lumière, les 120 personnes mobilisées... tout cela pour ne rien dire du goût du produit.

Domino's Pizza va alors investir le web afin d'établir une relation directe avec ses consommateurs. Une véritable opération de *crowdsourcing*³⁸⁵ - afin de mettre les consommateurs au cœur de la marque : « nous utiliserons VOS photos de pizzas dans notre communication.... »

- Création de mini-sites, accompagnant toutes ces initiatives : www.pizzaturnaround.com pour illustrer le repositionnement de la marque ; www.pizzaholdouts.com pour aider à développer le goût ; www.showusyourpizza.com pour amener les clients à participer à la communication de la marque

Les résultats sont au rendez-vous : Domino's Pizza a vu ses ventes et ses marges augmenter. Contrairement à certaines analyses sceptiques (voir sur brandchannel.com « *Is The Domino's Rebrand Too Honest ?* »³⁸⁶), cet exemple illustre un superbe exemple de réussite stratégique : la marque a fait sienne deux valeurs essentielles de l'Ère de la Responsabilité - Engagement et Transparence. Elle s'est véritablement réinventée et ses consommateurs lui en savent gré.

Economie d'expérience, marketing relationnel

L'intérêt grandissant des consommateurs pour l'expérience « vécue » favorise et appelle « l'économie d'expérience ». Le marché s'est lui aussi rapidement transformé, en accordant une place grandissante à la valeur immatérielle de son offre, comme le montre l'explosion des *concepts-stores* comme Nature et Découvertes ou Starbucks, ciblées sur une gamme de produits définis par une thématique spécifique, comme la découverte de la nature ou d'un univers de bien-être/lieu de rendez-vous.

³⁸⁵ Utilisation de la créativité, de l'intelligence et du savoir-faire d'un grand nombre de personnes, en sous-traitance, pour réaliser certaines tâches traditionnellement effectuées par un employé ou un entrepreneur (source : Wikipédia).

³⁸⁶ « *Le travail de requalification de la marque de Domino est-il trop bonnête ?* »

L'extension de la société de services amène l'offre actuelle à dépasser la fourniture du produit et du service. Les nouveaux modèles économiques sont fondés sur la marchandisation de solutions ou la résolution d'une demande. Ils permettent que la marque soit fidèle au consommateur (et non plus de fidéliser le consommateur comme dans le passé). Débutant avec une offre de bouquets permettant d'exploiter les économies liées à l'intégration des services associés, l'offre s'étend actuellement vers un « *marketing relationnel* » : le service vendu n'est qu'un aspect, certes important, de la création d'une relation client stable, qui se place sur un horizon de temps plus long.

Le Web 2.0, particulièrement, permet aux offreurs de multiplier les interactions avec leurs consommateurs ou entre les clients eux-mêmes. Cela signifie également que les marques se doivent désormais d'être à l'écoute et d'interagir avec leurs consommateurs : une brèche s'ouvre aux demandes des « alter consommateurs ».

Au premier trimestre 2010, le nombre de cyberacheteurs en France a atteint 25, 1 millions pour 35 millions d'internautes. 81 % des internautes français ont consulté Internet dans leur préparation à l'achat.³⁸⁷

Orienter les canaux de distribution vers l'économie d'expérience

Le mix entre commercial et non commercial (dimension valeur, symbolique, émotionnel) est un véritable mouvement de fond. On assiste à la mise en place de stratégies de complémentarité en matière de distribution qui vont bien au-delà des seuls produits : animations, démonstrations, promotions croisées, et aujourd'hui proposition de vivre l'expérience – ou des fragments d'expérience - associée au produit acheté (voir ci-dessus le § : « Economie d'expérience, marketing relationnel »)

Les canaux de distribution sont de plus en plus orientés vers une co-création avec consommateurs. Internet est en interaction de plus en plus forte avec le réel, avec des formes très modernes, ludiques, diversifiées.

L'exemple d'Apple store est significative à cet égard : Apple store propose de faire vivre tous les produits on line (PC allumés, luminosité de l'écran), la moitié de l'espace est dédié au conseil (amphi d'experts) associé à des services (exemple : transfert des données sur un nouveau PC pour 1 €). Apple a su construire une relation émotionnelle avec ses fans : ils achètent une part d'émotion, de Steve Job, de la communauté des fans d'Apple, etc...

³⁸⁷ Selon la Fevad/Mediamétrie (Observatoire des usages Internet, juillet 2010).

Levier n°6 :

Déployer et professionnaliser un management responsable

L'entreprise a la responsabilité de construire et d'accompagner un engagement collectif autour d'un projet qui fasse sens pour ses parties prenantes, à commencer par ses équipes. Elle doit ainsi orienter et développer son management dans quatre directions, qui constituent les quatre qualités majeures nécessaires au leadership aujourd'hui :

Renforcer les capacités des acteurs à appréhender la complexité

- Eduquer à l'approche systémique,
- Eveiller au sens et former aux postures collaboratives,
- Consolider les processus d'apprentissage et d'échange des bonnes pratiques au regard du pilotage des externalités, ainsi que les mécanismes visant à les étendre ou les généraliser,
- Stimuler et orienter l'expérimentation et l'innovation responsable dans l'ensemble de l'entreprise, aussi bien technologique qu'organisationnelle ou sociale, et visant à faciliter une consommation responsable,
- Partager l'information, et co-créeer les solutions,
- Revenir à des solutions anciennes ou de bon sens revisitées (par exemple : la microbiologie des sols, la pratique de la consigne, des produits privilégiant la durabilité et la réparabilité, ...),
- Effectuer des changements profonds dans les modèles économiques de la plupart des activités.

Encourager, reconnaître, récompenser, voire sanctionner

- Renforcer les processus d'évaluation (évaluation, information, formation, recherche) sur les expériences pionnières initiant une approche différente de la consommation, afin de mesurer le potentiel d'un changement social plus global,
- Connaître ces initiatives et encourager leur reproduction (mettre en œuvre des prix « pratique responsable », ...).

Favoriser l'engagement individuel et collectif

- Mettre en place des outils collaboratifs (forums, plateformes, ...), renforcer l'enthousiasme par le sens, développer la coproduction en réseau, favoriser l'intelligence collaborative,

- S'appuyer fortement sur les initiatives locales ou de terrain permettant d'identifier et de « tester » les solutions viables à déployer nationalement.

Exemplifier

- Manager par l'exemple, élaborer sans cesse de la cohérence au cœur des politiques, ainsi qu'entre celles-ci et l'action de terrain,
- Pratiquer la vision globale : l'approche cartésienne nous a appris à découper les problèmes complexes en éléments simples...en considérant que leur somme reconstituait le tout. Nous savons aujourd'hui que la somme des parties ne constitue pas le tout, car cette approche cartésienne ne prend pas en compte l'essentiel : les interactions entre les parties,
- Prendre des risques mesurés, accepter des ambiguïtés, agir malgré l'incertitude, et en même temps, piloter des innovations radicales,
- Accepter de changer de modèle en osant des ruptures,
- Renforcer la capacité à convaincre, à coacher d'autres leaders, sachant utiliser une grande variété de canaux de communication,
- Définir nos métiers par ce qui est stable au cœur du changement, et notamment les attentes humaines. Par exemple : acteur de la mobilité vs. constructeur de voiture, permettre l'énergie vs. compagnie pétrolière, ...

Levier n°7 :

Structurer une organisation responsable

Réunifier le travail

Promouvoir une économie responsable c'est aussi élaborer de nouvelles formes d'organisation du travail au sein de l'entreprise et avec ses parties prenantes contractuelles (clients, fournisseurs, co- et sous-traitants). Or aujourd'hui le travail est devenu une marchandise vendue sur le marché. Il ne s'agit pas seulement de partager le travail mais également de le changer pour permettre le plein épanouissement des capacités humaines.

Nous associons spontanément le travail à un travail rémunéré ; or une part importante du travail n'est pas rémunéré (travail domestique, bénévolat, autoproduction, éducation, soins aux aînés, actions de solidarité locale, ...) : ce dernier doit faire également partie de la réflexion sur un partage équitable des tâches, ainsi que sur la manière de s'émanciper du consumérisme, en renforçant

les capacités propres de chacun en matière d'autoproduction (jardinage, entretien réparation, construction, ...etc).

Le statut salarial (droit collectif) peut engendrer une tension, surtout si l'employeur est dans une situation sociale précarisée et qu'il doit faire face à l'obligation légitime du paiement des salaires et des charges, aux problèmes de trésorerie et aux remboursements des emprunts

Une des difficultés qui freinent le développement des entreprises n'est pas uniquement matérielle, elle est liée à l'appréhension de ne pas savoir organiser une communauté de travail en s'écartant de modes de management « normés » et hiérarchisés, vecteurs de discrimination et faisant du travail une marchandise.

La question de l'organisation et du partage du travail, des revenus et des connaissances, est une exigence pour promouvoir une économie responsable. Il est donc indispensable, que nous favorisions le dialogue avec les organisations syndicales sur ces sujets. Non pas uniquement pour ouvrir des marchés auprès des comités d'entreprise, mais en vue de contribuer à réunifier un monde du travail divisé entre salariés, chômeurs, artisans, commerçants, paysans, exclus,

Actualiser les fonctions de pilotage

L'entreprise doit ici intégrer le pilotage de ses externalités au cœur de ses fonctions support : Production, Marketing, Recherche & Développement, Achats, Ressources Humaines, Finances, Communication, Stratégie, Innovation, Affaires publiques, Risques, Gestion de projets, ... et revisiter chacun de ses fonctions, selon une logique analogue à que celle qu'elle développe vis-à-vis du consommateur :

1. Piloter des fonctions responsables,
2. Développer la conscience des collaborateurs,
3. Favoriser une cohérence entre engagements et actions.

Cette actualisation des fonctions support au regard de la responsabilité sociétale est fondée grâce à :

- un diagnostic RSE cartographiant les pressions d'impacts et d'acceptabilité sociétale de l'entreprise,
- un référentiel d'engagement et de pratiques clés visant à diminuer la pression d'impact de chaque fonction sur les enjeux sociétaux,
- un dispositif d'auto-évaluation permettant de faire converger les différentes équipes autour d'un objectif commun : améliorer la maturité de contribution de chacun (opérationnels comme fonctionnels) à des pratiques de plus en plus responsables.

Parmi ces processus de pilotage, nous avons choisi à titre d'exemple celui de la R&D (cf Levier n°8 ci-dessous).

Levier n°8 : **Rapprocher science, entreprise et société**

Traduire les questions que pose la société en questions de recherche prend de plus en plus d'importance. Le débat sociétal se situe en effet à la frontière entre science, technologie et société, et concerne les enjeux sociétaux à long terme induits par les grandes questions scientifiques et les choix technologiques. Ceci pousse à un pilotage stratégique de la recherche, en prenant en compte les défis à moyen et long terme, et en identifiant les ruptures et les ouvertures majeures.

Ce pilotage stratégique place la Recherche & Développement (R&D) dans un rôle avancé de dialogue, destiné à rapprocher science et société d'une part, et entreprise et société de l'autre. Il nous oblige à passer de la logique économique actuelle, consistant à « valoriser » la Recherche, à un rôle « politique », consistant à axer la recherche vers l'objectif d'améliorer la condition humaine : ce basculement constitue une rupture.

Faire émerger, depuis la « demande sociale de recherche », des questions justifiant une approche scientifique, nécessite en effet de mobiliser des acteurs les plus divers et des scientifiques capables de détecter des messages, des informations, des perceptions, des croyances et des pratiques souvent contradictoires.

L'information innovante clé se trouve dans cet espace « no man's land » qu'est l'univers de la contradiction... : presque tous les progrès sont venus en acceptant que quelque chose d'inconnu se trouvait dans un interstice dans lequel, apparemment, il n'y avait rien. Exemple : les nombres « irrationnels », au temps de Pythagore, puis les nombres imaginaires, les transfinis, les fractales, la théorie des catégories, ...

Actualiser la fonction R&D à la lumière d'une contribution à une économie responsable, conduit à mutualiser en interne et en externe les points de vue contradictoires entre parties prenantes, et à trouver les points de convergence (et non le consensus), y compris entre parties radicalement opposées.

Cette qualité globale de recherche (interaction entre science / entreprise / société) devient en ce sens une perspective créatrice positive.

Bien sûr, la coopération doit être étroite avec le Marketing, pour orienter et évaluer les études de marché et les dynamiques de coopération multi-acteurs.

Lever n°9 :

Repenser la comptabilité de l'entreprise ³⁸⁸

Le champ des valeurs (rappelons que ce terme signifie « force de vie » en latin) constitue un capital symbolique : le grand enjeu est devenu celui du terrain des valeurs comme force de vie. Si sur ce terrain du sens, l'on développe des stratégies instrumentales mensongères, il y a destruction des valeurs, c'est-à-dire des forces de vie.

La crise actuelle est une crise généralisée du « crédit ». Non pas tant celle du crédit bancaire, mais celui de la confiance, l'estime, la considération accordée aux décideurs : ils ont perdu leur crédit... Le capital symbolique a été tellement instrumentalisé que le crédit donné à la communication, et donc à la parole des entreprises, ne fonctionne plus.

La perte de crédit accordé à l'entreprise sur ses allégations de responsabilité sociétale (qu'elle appelle abusivement « actions de développement durable »), produit un effet dévastateur et oblige celle-ci à être plus exigeante.

Nous avons, au début de cet ouvrage, rappelé les trois termes de l'économie du salut (comptabilité du salut, indicateur du salut, monnaie du salut). Nous avons noté que nous sortons de l'étape historique du salut par l'économie pour revenir vers une nouvelle phase : l'économie du salut terrestre face à la double rupture écologique et sociétale qui menace la survie même de l'espèce humaine.

A la lumière des mutations de ces trois cycles antérieurs, que pouvons-nous apprendre du rapport entre économie du salut et comptabilité du salut ? Que serait une comptabilité de Développement soutenable ?

Comptabiliser les forces de vie

Une telle comptabilité doit pouvoir identifier les risques mortels qui pèsent sur le devenir humanité (c'est-à-dire ses impacts significatifs sur les écosystèmes, les hommes et les femmes qui l'animent, les populations qui vivent sur les territoires d'influence, la paix et les conflits, ...) et les bénéfiques, c'est-à-dire les nouveaux bienfaits que l'humanité peut se faire à elle-même et aux éco systèmes.

³⁸⁸ Certains éléments sont extraits d'une réflexion conduite par Patrick Viveret.

Pour l'entreprise, cela revient à intégrer dans sa comptabilité sa contribution à ces risques mortels et à ces bienfaits, grâce à un dispositif permettant d'évaluer la criticité / les bienfaits de ses impacts sur le « patrimoine commun ».

Nous l'avons vu, la monnaie du salut reposait autrefois sur les indulgences (du latin *indulgere*, « accorder ») : aujourd'hui, l'entreprise qui instrumentalise et marchandise la monnaie actuelle du salut (la RSE et la philanthropie) commet un nouveau trafic d'*indulgence* : elle cherche à se faire *accorder* par la société une reconnaissance d'un salut qu'elle ne lui apporte pas en réalité. Cette attitude constitue un trafic d'indulgences. Il ne peut que produire des effets pervers dans la Société comme au sein même de l'entreprise qui s'y adonnerait, générant notamment cynisme ou désespérance de part et d'autre.

Il est tentant d'attacher son entreprise à des opérations conduites par des ONG ou des autorités morales et spirituelles : cette stratégie tente bon nombre d'entreprises, car elle coûte moins cher et produit rapidement de la crédibilité. Du moins à court terme et en apparence. Car sitôt l'absence de cohérence de « valeur » (force de vie) révélée, le retour de boomerang (défiance) revient à l'entreprise, constituant une force de mort...

Prenons l'exemple d'une banque française qui s'est associée avec la Gramen Bank (banque bangladaise délivrant du microcrédit aux populations pauvres depuis 50 ans), tout en refusant d'accorder des microcrédits aux populations pauvres en France : tenter d'établir ainsi une crédibilité apparente constitue un trafic d'indulgence.

Discerner les critères différenciant intégrité et trafic de crédibilité, et tracer ces critères le long de sa chaîne de valeur, devient donc un acte stratégique différenciant et profitable : la cohérence de valeur génère de la valeur...

Il convient ainsi de faire le tri. Par exemple :

- a) Une entreprise qui lancerait une marque référence d'une communauté fidélisée autour de la seule valeur monétaire, serait aux antipodes de la transformation créatrice.
- b) Le joint-venture Danone / Gramen Bank présente une double face :
 - elle peut d'un côté contribuer au nouveau trafic d'indulgences du 21^e siècle.
 - et de l'autre constituer le germe d'une transformation en profondeur du business model de Danone : en ce cas, les dirigeants doivent être capables d'apporter les réponses aux questions suivantes :
 - Comment développer une claire conscience de la place positive que cette alliance peut prendre ?

- Les responsables sont-ils prêts à poursuivre en conscience cette expérience et à en tirer les conclusions dans tous les domaines, y compris sur leurs territoire principal de référence (Europe, monde occidental) ?
 - Comment travailler en conscience sur cette phase anticipatrice de nouveaux rapports entre l'entreprise et la société ?
- c) Une agence de notation civique réunissant plusieurs grandes associations internationales est en cours pour faire le tri autour d'une bourse de vraies valeurs.

Les cellules de prospective, qu'elles soient publiques ou interne aux entreprise, doivent donc repenser les business model des entreprises au regard de la mutation qui les attend pour les 20 à 30 prochaines années.

L'évaluation responsable change de paradigme

Les crises ont ceci de commun qu'elles sont la conséquence d'un système qui n'évalue pas les risques que son fonctionnement génère, et qui ne tient pas compte du fait qu'il peut aboutir à une destruction supérieure au bénéfice immédiat qu'il procure.

Il s'agit d'appréhender, de rendre compte et d'anticiper les risques de dommages environnementaux et sociétaux. Et pour cela, mettre en place de nouveaux schémas d'évaluation des risques et des opportunités, en vue de recommander les mesures adaptées - de la co-élaboration à l'interdiction des substances en passant par l'information croisée - en fonction de l'appréciation du risque.

« On touche aux limites du système actuel d'évaluation des risques (...) Je revendique la notion du principe de précaution car, face aux questions d'incertitudes, le scientifique ne peut pas rester désengagé », affirme Gérard Lasfargues, directeur adjoint de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses).

Il est dans le professionnalisme de l'entreprise de suivre le déploiement de sa politique et les progrès accomplis, notamment au travers de quelques indicateurs simples et significatifs. En matière de développement responsable, nous assistons à un changement de paradigme : la performance ne résulte plus d'une mesure endogène de l'efficacité des actions conduites (réalisée en interne et par l'interne de l'entreprise), mais d'un dialogue exogène entre parties prenantes aux avis, attentes, perceptions et interprétations contradictoires concernant la maturité de l'entreprise quant au pilotage de ses impacts sociétaux.

Ce changement dans le paradigme de l'évaluation explique pourquoi le standard ISO26000 n'est pas certifiable, et pourquoi il importe que l'entreprise apprenne à faire des indicateurs, non un objectif en soi, mais un moyen dans le processus d'évaluation : autrement dit, pour évaluer la performance d'une démarche de développement responsable, il importe d'évaluer la maturité des pratiques professionnelles de l'entreprise dans leur capacité à diminuer la pression d'impacts qu'elles exercent sur le « patrimoine commun ».

Ces pratiques doivent être priorisées en fonction de la hiérarchie d'impacts et de l'acceptabilité sociétale de l'entreprise, et les indicateurs, laissés au libre choix des acteurs sur le terrain qui connaissent le mieux leur propre contexte, deviennent des indications dans le « faisceau » de preuves apportées par l'entreprise. Cette démarche innovante ne se contente pas de refléter la réalité, elle participe aussi à sa construction.

Levier n°10 : Dialoguer avec ses parties prenantes

Un nombre croissant d'entreprises reconnaît désormais explicitement que la valeur de leur organisation dépend de la qualité des relations qu'elles entretiennent avec leurs parties prenantes significatives. Une rupture de confiance avec chacune de ces parties prenantes constitue un risque supplémentaire au regard de la pérennité, de l'attractivité et de la performance l'entreprise.

Dans leur ensemble, les parties prenantes exigent de plus en plus fermement une plus grande transparence de la part des acteurs socio-économiques dans la manière dont ceux-ci pilotent leurs impacts sur les enjeux sociétaux. Cette exigence est la plus forte vis-à-vis d'entreprises qui appartiennent à des secteurs jugés à risque ou dont les activités impactent fortement les besoins essentiels des populations : nucléaire, agro-alimentaire (OGM, phosphates), cosmétique (nanotechnologies, perturbateurs endocriniens), télécoms (ondes électromagnétiques et micro fréquences), énergies non renouvelables, biogénique, chimie, pharmacie, jeux de hasard, pornographie, tabac, ...

Pour acquérir, renforcer ou conserver leur légitimité (« *licence to operate* ») face à une société civile qui exprime des attentes multiples et contradictoires, les actions de l'entreprise doivent s'appuyer sur l'exercice d'une responsabilité sociétale effective, soutenue par une instrumentation cohérente, intégrant réellement, et en les conciliant, les objectifs économiques, environnementaux, sociaux, sociétaux, et de gouvernance.

L'attente de l'opinion à l'égard des engagements sociaux, sociétaux et environnementaux des entreprises devient une donnée stratégique, dès lors qu'elle accroît leur vulnérabilité, en menaçant leur acceptabilité sociétale.

Le « capital confiance » devient un enjeu de compétitivité et de différenciation : actif immatériel, il contribue de façon significative à la valeur globale de l'entreprise. Le « *capital réputation* » est aussi important en interne (motivation du personnel, fierté d'appartenance à l'entreprise, attraction des meilleures compétences, droit d'opérer et de croître, capacité d'innovation responsable, etc.) qu'en externe (crédibilité et acceptabilité sociétale). Lorsque des opérations suscitent un doute sur le comportement responsable de l'entreprise qui les conduit, elles peuvent causer de sérieux dommages à l'image de ces dernières, à leurs relations avec les pouvoirs publics, à l'acceptation de leurs activités par les riverains et de leurs produits par les consommateurs.

Les entreprises qui anticipent notamment un durcissement des législations sociales, sociétales et environnementales sont susceptibles de dégager un avantage compétitif par rapport à leurs concurrentes moins avisées, grâce à l'anticipation des mécanismes qui forment et déforment la « toile de fond » de la légitimité des activités humaines, et des durcissements réglementaires destinés à rattraper les évolutions de l'opinion.

Cette dimension ne peut plus être négligée. Avoir raison sur le plan technique ne suffit plus, il faut pouvoir anticiper et gérer les peurs des consommateurs et citoyens, les attentes en termes d'information et de concertation avec les parties prenantes concernées, et bâtir avec elles des relations de confiance. Autrement dit, le moteur d'évaluation de la légitimité d'une entreprise à opérer dans la société se mesure à la hauteur de sa crédibilité dans l'opinion à moins impacter les enjeux sociétaux.

Le risque sociétal contient une forte dimension subjective. Il est lié à l'appréciation qu'ont les parties prenantes des risques que leur ferait courir l'activité de l'entreprise et des nuisances qu'elle leur ferait subir. Il constitue une composante importante du risque opérationnel avec un impact potentiel sur les résultats financiers (coûts cachés, coûts d'opportunité, retards de croissance). Ces derniers peuvent être consécutifs à des délais ou des refus d'obtention de permis, des blocages logistiques des accès/sorties de site, voire des actions de sabotage des installations, des contentieux avec des riverains, des procès, des campagnes médiatiques d'ONG, une insuffisance de dialogue notamment en cas d'incidents graves, une augmentation des primes d'assurances, etc...

L'entreprise doit donc intégrer les risques et opportunités sociétaux dans sa gestion des risques. C'est-à-dire ceux qui sont liés à une dégradation et à une amélioration de son capital confiance auprès des parties prenantes.

Les relations entre l'entreprise et ses parties prenantes sont porteuses de valeur à condition que l'entreprise garantisse une qualité d'écoute, agisse en concertation, et génère une acceptabilité sociétale en démontrant sa capacité à améliorer sa contribution à un développement socio-économique soutenable.

Il lui revient donc de :

- organiser une écoute sincère et respectueuse,
- engager le dialogue sur une base sélective (après cartographie hiérarchisée des parties prenantes),
- trouver les points de convergence dans les dilemmes qui apparaissent, et selon une logique d'engagement et d'amélioration continue autour de problématiques identifiées et partagées,
- mobiliser l'intelligence collaborative pour résoudre des problématiques partagées.

Conclusion :

Vers une société du mieux vivre ensemble³⁸⁹

L'aventure de l'humanité se joue à la fois dans la singularité de chacune de nos vies et dans sa capacité collective à se construire désormais en sujet positif de sa propre histoire. Cette question structurelle et mondiale est donc aussi une question personnelle. Le rapport entre transformation personnelle et transformation collective ne s'exprime plus par la vieille opposition entre réformes de mentalité et réformes de structure. C'est dans la complémentarité d'une tension dynamique entre ces deux approches transformatrices que les unes et les autres doivent être pensées et conduites. Il ne s'agit plus seulement de rêver d'un autre monde possible. Il faut reconnaître et faire vivre d'autres manières d'être au monde : elles sont déjà présentes mais nous ne les voyons pas encore.

C'est une mutation qualitative de la démocratie, prenant le meilleur de la passion et de l'intelligence humaine, qu'il nous faut réussir, celle-ci étant pour nos collectivités humaines l'équivalent du « travail sur soi » que mène un individu en quête de sagesse.

L'Homo sapiens n'est pas, à l'évidence, une origine mais une destination, et plus encore *L'Homo sapiens sapiens* : comme le note Edgar Morin, il faudrait au moins parler d'*Homo sapiens demens*, tant notre folie et notre démesure marquent l'histoire récente de notre espèce... En revanche, notre projet pourrait être, doit être, tout à la fois personnel et, au sens le plus noble du mot, politique.

Non pas un projet triste et ascétique, comme on se représente trop souvent tout ce qui touche à la sagesse, mais un projet qui nous fait vivre intensément l'aventure d'être conscients dans l'univers. Les « autres », loin d'être des rivaux menaçants, deviennent alors des compagnons d'un voyage aussi fascinant que mystérieux...

Encore devons-nous, pour poursuivre ce voyage, éviter la sortie de route qui nous menace aujourd'hui, et méditer ce que nous dit Martin Luther King :

*« Il faut apprendre à nous aimer comme des frères,
ou nous préparer à périr comme des imbéciles ».*

³⁸⁹ Cette conclusion est tirée du blog de Patrick Viveret, <http://viveret.over-blog.com/>

Bibliographie

- Tim Jackson : « Prospérité sans croissance », 2009
- Alvin Toffler, *The future shock*, 1970 ; *The third wave*, 1980 ; *Revolutionary wealth*, 2006.
- *Vision 2050, The new agenda for business*, WBCSD, février 2010
- Premier Livre Blanc *l'Innovation dans l'Assurance* (Finance Innovation, juillet 2010)
- *2025 Futur* Thierry Gaudin
- *Rapport de prospective du Comité 21 : « Temps de crise financière, économique, écologique, sociale : enjeux, contradictions, opportunités »*, Comité 21, 2009
- *The Millenium Project*
- *Rapport « Consommation durable »*, Conseil d'Analyse Stratégique du premier Ministre, 2010
- *La Lettre du BIPE*
- *Lettre « Horizons 2030-2050, veille de la mission prospective du MEEDDM*
- « *Pour la libération de la croissance française, 300 décisions pour changer la France* » Rapport sous la présidence de Jacques Attali, 2008
- *L'industrie du luxe dans l'économie française* » CERNA, Centre d'économie industrielle Ecole Nationale Supérieure des Mines de Paris, juin 1995
- Jackson (2009) – *Prosperity without growth*
- *Policy Brief, « Promoting Sustainable Consumption – new policy approaches »*, IOW/IES/SIFO, march 2009.
- *2100, récit du prochain siècle*, sous la direction de Thierry Gaudin, 1990, Payot
- *Copenhague : mélancolie de la lucidité*, Bettina Laville, *Futuribles*, avril 2101
- *L'environnement en France*, Commissariat Général au Développement durable, édition 2010
- *L'émergence des idées, créativité et prospectives*, Guy Aznar et Stéphane Ely, in *Futuribles* 0°366, septembre 2010
- Patrick Viveret, « *Vers une sobriété heureuse, Du bon usage de la fin des temps modernes* », Conférence inaugurale à l'Ecole d'Architecture 2009

- Le consommateur va-t-il changer durablement de comportement avec la crise ? P. Hébel - N. Siounandan - F. Lehuédé Enquête Credoc N° C268 - *Décembre 2009*
- « La nécessité absolue de la culture pour le développement durable - Le regard de l'art et les perspectives de l'approche culturelle du marketing, Guillaume Logé, Responsable du mécénat, musée d'Orsay, Lisa Peñaloza Professeur de marketing et Directeur scientifique, Centre de recherche en marketing InteraCT, EDHEC Business School, Guergana Guintcheva Professeur de marketing, Centre de recherche en marketing InteraCT, EDHEC Business School, juin 2010
- L'Avenir de l'environnement mondial GEO4, Programme des Nations Unies pour l'environnement, 2007
- Le consommateur va-t-il changer durablement de comportement avec la crise ? Pascale HÉBEL, Nicolas SIOUNANDAN, Franck LEHUEDE, cahier de recherche N°268, décembre 2009, Département « Consommation » du CREDOC
- Que reste-t-il des Subaltern Studies ?, Jacques Pouchepadass, in Critique internationale n°24 - juillet 2004
- Les Subaltern Studies ou la critique postcoloniale de la modernité, Jacques Pouchepadass, in L'HOMME 156 / 2000, pp. 161 à 186
- Au-delà du PIB : réconcilier ce qui compte et ce que l'on compte, Regards Economiques, Décembre 2009, Numéro 75 , Institut de Recherches Economiques et Sociales
- Futuribles, n° 366, septembre 2010, pp. 5-24
- L'anticipation des ruptures. La prospective des sciences et techniques, et l'identification précoce des zones de rupture, Futuribles, n° 366, septembre 2010, pp. 5-24

ENVIRONNEMENT, ÉCOLOGIE ET DÉVELOPPEMENT AUX ÉDITIONS L'HARMATTAN

Dernières parutions

GUIDE DE L'ACCOMPAGNEMENT DES PORTEURS DE PROJETS D'AUTO-EMPLOI

Rosanvallon André

En Afrique, la crise de l'emploi constitue un défi majeur pour les politiques de développement. Il faut créer massivement des emplois dans le secteur moderne (privé, public ou semi-public) et dans le secteur informel (à condition qu'il s'agisse d'emplois décents). Ces opportunités sont limitées. Il reste alors la création d'emploi par l'auto-emploi au sein d'activités génératrices de revenus. Il convient aujourd'hui de renforcer les dispositifs, d'accompagner les porteurs de projets et de renforcer les compétences de leurs agents.

(Coll. La Librairie des Humanités, 18.00 euros, 174 p.)

ISBN : 978-2-343-00319-1, ISBN EBOOK : 978-2-296-53114-7

TERRES RARES : ENJEU GÉOPOLITIQUE DU XXI^e SIÈCLE

Chine, Etats-Unis, Europe, Japon, Groenland

Degeorges Damien - Préface de Per Stig Moller, ancien ministre danois des Affaires étrangères (2001-2010) ; postface de Palle Christiansen, ministre groenlandais de l'Éducation, de la Recherche et de la Coopération nordique

Groupe de métaux aux caractéristiques indispensables pour de nombreuses applications civiles et militaires, les terres rares se retrouvent dans les technologies vertes ainsi que dans les technologies au coeur de notre société (téléphones portables, écrans plats). Elles revêtent une dimension géopolitique majeure depuis que la Chine, qui contrôle 97% de la production mondiale, a réduit ses exportations. États-Unis, Europe et économies de l'Asie-Pacifique se tournent désormais vers un des principaux eldorado en la matière : le Groenland.

(Coll. Un autre regard / Paris School of Business, 10.50 euros, 78 p.)

ISBN : 978-2-336-00222-4, ISBN EBOOK : 978-2-296-50837-8

DES EXTRÊMES DANS LE MONDE, DE DHAKA À DOHA

Le Quément Joël

Cet essai interpelle sur des réalités économiques et sociales fortement inégales dans le monde, en particulier en Asie et dans le golfe Persique. Le XXI^e siècle se caractérise par une forte croissance de la population dans certaines régions du monde et par des flux migratoires puissants. Que dire des tensions nées de ces déséquilibres ? Comment répondre à l'explosion des besoins en alimentation, énergies, infrastructures ? Y a-t-il des formes nouvelles de partage des richesses possibles ?

(14.00 euros, 126 p.)

ISBN : 978-2-336-00313-9, ISBN EBOOK : 978-2-296-50933-7

DIMENSION (LA) SACRIFICIELLE DE LA GUERRE

Essai sur la martyrologie politique

Mashimango Abou-Bar Abelard - Préface de Pascal Hintermeyer

Voici une analyse polémologique fondée sur une approche multidisciplinaire et une culture de la sociologie politique dont les suggestions - comme la ritualisation de la guerre, la martyrologie, les mythes, la question de l'honneur et du prestige, et la dimension sacrificielle des stratégies - conduisent, à la fois, à l'examen exploratoire de la dynamique guerrière et à une réflexion approfondie des conflits armés contemporains.

(Coll. Questions contemporaines, 22.50 euros, 226 p.)

ISBN : 978-2-336-00363-4, ISBN EBOOK : 978-2-296-50824-8

DIMENSIONS OF WAR

Understanding War as a Complex Adaptive System

Solvit Samuel

With today mutable identities and various kinds of warfare, how do we further our understanding of war? Reviewing influential war theories from Machiavelli to the present, this book analyses how they reduce war in terms of time, space, interaction, purpose, aim, and/or evolution. Considering war as a complex adaptive system allows us to increase our overall comprehension of contemporary wars.

(Coll. Diplomacy and Strategy, 15.50 euros, 152 p.)

ISBN : 978-2-296-99721-9, ISBN EBOOK : 978-2-296-50839-2

UN MONDE DE FEU

Réchauffement environnemental et surchauffe sociale

Berger Corinne, Roques Jean-Luc

Les phénomènes de surchauffe environnementaux et sociaux observés de nos jours semblent difficilement maîtrisables. Le monde est plus que jamais en feu. N'existe-t-il pas un certain parallélisme entre réchauffement environnemental et embrasement social ? Pour se protéger, on assiste à un retour au foyer que l'on retrouve dans des dynamiques de ségrégations territoriales. Ces comportements n'attisent-ils pas le feu ? Existe-t-il des solutions ?

(Coll. Sociologies et Environnement, 20.00 euros, 202 p.)

ISBN : 978-2-336-00453-2, ISBN EBOOK : 978-2-296-50940-5

SOLIDARITÉS (LES) À L'ÉPREUVE DES CRISES

Sous la direction de Béatrice Muller, Jean-Claude Barbier, Maryse Bresson

Notre système de protection sociale n'a pas échappé aux réformes engagées en Europe dans le contexte de crise. Il est perçu à la fois comme un rempart à la crise et comme un obstacle à une reprise économique. Les auteurs tentent donc de comprendre comment ces différentes idées pénètrent les réalités des solidarités publiques et privées.

(Coll. Institut de la Ville et du Développement, 25.00 euros, 246 p.)

ISBN : 978-2-336-00322-1, ISBN EBOOK : 978-2-296-50987-0

ÉVALUATION (L') DES POLITIQUES PUBLIQUES

Défi d'une société en tension

Sous la direction de Gaëlle Baron et Nicolas Matyjasik

L'évaluation des politiques publiques constitue un instrument à disposition des pouvoirs publics pour engager les mutations nécessaires de leur action. Elle doit accompagner et si possible précéder ces évolutions. L'implication des citoyens et la diffusion grand public sont par exemple des réponses aux attentes de participation à la décision publique. L'évaluation doit aussi adapter ses méthodologies et identifier les priorités d'intervention.

(Coll. La Librairie des Humanités, 29.00 euros, 282 p.)

ISBN : 978-2-336-00445-7, ISBN EBOOK : 978-2-296-50864-4

ÉDUCUER À LA BIODIVERSITÉ POUR UN DÉVELOPPEMENT DURABLE –

Réflexions et expérimentations

Matagne Patrick

Il était utile d'aborder d'une autre façon ce champ où biodiversité et développement s'entrecroisent dans une perspective pédagogique et expérimentale. Ce livre croise les scènes de la nature avec les scènes de l'homme et de la société. Voici un manuel utile aux étudiants, enseignants, formateurs, chercheurs et éducateurs en environnement et développement durable.

(Coll. Biologie, écologie, agronomie, 13.00 euros, 112 p.)

ISBN : 978-2-296-99354-9, ISBN EBOOK : 978-2-296-50914-6

TERRE (LA), QUESTION VITALE AU XXI^e SIÈCLE

Sous la direction de Belkacem Belmekki, Madhu Benoit, Michel Naumann, Joëlle Weeks

Comment l'Inde et l'Afrique ont-elles construit le rapport de l'homme à la terre ? C'est la quête d'une unité perdue et celle d'une possible reconquête de la terre que restitue cette étude. Elle

se décline en trois mouvements : mythologies et religions offrent à la réflexion contemporaine un cadre intellectuel, spirituel et écologique. Le récit se clôture sur le thème d'une reconquête vitale qui allie spiritualité et développement durable, économie et écologie, richesse linguistique et patrimoniale.

(Coll. Discours identitaires dans la mondialisation, 23.00 euros, 230 p.)

ISBN : 978-2-336-00120-3, ISBN EBOOK : 978-2-296-50991-7

GENRE, CHANGEMENTS AGRAIRES ET ALIMENTATION

Sous la direction de Christine Verschuur

Cet ouvrage propose de donner matière à réfléchir sur les processus d'appauvrissement des paysannes et paysans. Près d'un milliard de personnes ont faim dans le monde et paradoxalement 70 % d'entre elles font partie de familles paysannes. Les ressources naturelles et techniques sont pourtant suffisantes pour assurer une alimentation correcte de l'humanité. Cet éclairage nouveau prétend contribuer à expliquer les inégalités d'accès à l'alimentation dans le développement rural.

(Coll. Cahier du genre et développement, 47.00 euros, 480 p.)

ISBN : 978-2-296-99303-7, ISBN EBOOK : 978-2-296-50608-4

ÉCOLOGIE ET ÉVOLUTION DU MONDE VIVANT (Volume 1)

Le vie est une transmission d'information

Godron Michel

Comment résoudre les problèmes écologiques mondiaux qui se posent aujourd'hui ? Quels changements de nos mentalités et quelles innovations techniques seront nécessaires ? Ce volume répond à la question «Qu'est-ce que la vie ?» Depuis qu'elle est apparue sur terre, l'évolution des êtres vivants a suivi un «modèle» écologique et cybernétique très général, qui a conduit à la biodiversité actuelle, qui dépend elle-même des climats et des sols.

(Coll. Biologie, écologie, agronomie, 54.50 euros, 612 p.)

ISBN : 978-2-296-55870-0

ÉCOLOGIE ET ÉVOLUTION DU MONDE VIVANT (Volume 2)

L'échelle crée le phénomène

Godron Michel

Comment résoudre les problèmes écologiques mondiaux qui se posent aujourd'hui ? Quels changements de nos mentalités et quelles innovations techniques seront nécessaires ? Ce volume présente l'étude statistique de la répartition écologique des plantes et des animaux à l'échelle biogéographique des continents et des étages de végétation ainsi qu'à l'échelle des communautés végétales et animales et des paysages.

(Coll. Biologie, écologie, agronomie, 38.00 euros, 388 p.)

ISBN : 978-2-296-55871-7

ÉCOLOGIE ET ÉVOLUTION DU MONDE VIVANT (Volume 3)

Les problèmes écologiques actuels

Godron Michel

Comment résoudre les problèmes écologiques mondiaux ? Quels changements de nos mentalités et quelles innovations techniques seront nécessaires ? Ce volume retrace l'arrivée discrète de l'Homme dans la biosphère, amorcée depuis deux millions d'années, et son emprise écologique du Paléolithique à nos jours. Il se termine par l'analyse des problèmes écologiques actuels, qui sont surtout le fruit délétère de notre société de surconsommation.

(Coll. Biologie, écologie, agronomie, 61.00 euros, 750 p.)

ISBN : 978-2-296-55872-4

ÉCONOMIE DE L'ENVIRONNEMENT

Outils de gestion économique de la biodiversité

Ngo Nonga Fidoline

Préface de Jacques Fame Ndongo - Avant-propos de Claude Njomgang

L'érosion de la biodiversité est effrayante. La dégradation des forêts tropicales s'accélère jour après jour, entraînant la disparition de nombreux actifs naturels. D'autres écosystèmes, fortement

riches en biodiversité, subissent le même sort, ce qui met en péril les bases de la vie sur terre. Cette forte dégradation de la biodiversité appelle tous les humains à adopter des comportements conservateurs. Ce livre décrypte les principales problématiques de l'économie de l'environnement. (*Coll. Harmattan Cameroun, 31.00 euros, 306 p.*)

ISBN : 978-2-296-99058-6

POUR UNE SOCIO-ANTHROPOLOGIE DE L'ENVIRONNEMENT

Par-delà le local et le global (Tome 1)

Sous la direction de Sophie Poirot-Delpech et Laurence Raineau

Il s'agit de questionner une formule souvent associée aux questions écologiques : «penser global, agir local». Les contributions de ce volume abordent les problèmes soulevés par les conflits d'échelle de perception et de définition des questions environnementales. Elles donnent à voir des objets aussi variés que l'énergie, les déchets, les légumes «bio», la ville, l'eau ou les invasions biologiques.

(24.00 euros, 240 p.)

ISBN : 978-2-296-96758-8

REGARDS SUR LA CRISE ÉCOLOGIQUE

Pour une socio-anthropologie de l'environnement (Tome 2)

Sous la direction de Sophie Poirot-Delpech et Laurence Raineau

Ce deuxième volume, en partant de l'étude de réponses locales et chaque fois singulières apportées aux problèmes environnementaux, propose une pluralité d'approches pour comprendre comment se nouent dans chaque cas des questions sociales, économiques, psychologiques ou technoscientifiques distribuées sur différentes échelles d'appréhension.

(*Coll. Logiques sociales, série Socio-Anthropo-Logiques, 23.00 euros, 228 p.*)

ISBN : 978-2-296-96759-5

DÉVELOPPEMENT DURABLE ET SCIENCES SOCIALES

Traductions d'un concept polysémique de l'international au local

Coordonné par Marjorie Filliastre, Marion Mauger-Parat et Hélène-Yvonne Maynaud

L'étude pluridisciplinaire de la question du développement durable suscite de nouveaux questionnements à l'aune de la situation internationale et nationale. Les chercheur-e-s en sciences humaines et sociales en examinent les ressorts et étudient la manière dont les individus, seuls ou collectivement, membres d'organisations publiques ou privées, professionnels ou particuliers, se représentent ce phénomène ou encore oeuvrent pour sa mise en place.

(*Coll. Dossiers Sciences Humaines et Sociales, 22.50 euros, 226 p.*)

ISBN : 978-2-296-96536-2

BOÎTE (LA) À IDÉES

Maous Thierry, Prost Richard

La «boîte à idées» : une *success-story* humaine qui ancre l'économie solidaire au rang de réalité. Agir. Tel est le mot d'ordre que s'est donné ce groupe de femmes et d'hommes, avec à leur tête François Marty, en mettant en place la SCOP Scierie et Palettes du littoral, implantée dans le Pas-de-Calais. Moteur de réinsertion sociale, cette entreprise, leader sur son marché, aide les exclus à retrouver leur dignité et le chemin de l'emploi dans une démarche de développement durable...

(20.00 euros)

ISBN : 978-2-296-13518-5

L'HARMATTAN, ITALIA

Via Degli Artisti 15; 10124 Torino

L'HARMATTAN HONGRIE

Könyvesbolt ; Kossuth L. u. 14-16
1053 Budapest

ESPACE L'HARMATTAN KINSHASA

Faculté des Sciences sociales,
politiques et administratives
BP243, KIN XI
Université de Kinshasa

L'HARMATTAN CONGO

67, av. E. P. Lumumba
Bât. – Congo Pharmacie (Bib. Nat.)
BP2874 Brazzaville
harmattan.congo@yahoo.fr

L'HARMATTAN GUINÉE

Almamyia Rue KA 028, en face du restaurant Le Cèdre
OKB agency BP 3470 Conakry
(00224) 60 20 85 08
harmattanguinee@yahoo.fr

L'HARMATTAN CAMEROUN

BP 11486
Face à la SNI, immeuble Don Bosco
Yaoundé
(00237) 99 76 61 66
harmattancam@yahoo.fr

L'HARMATTAN CÔTE D'IVOIRE

Résidence Karl / cité des arts
Abidjan-Cocody 03 BP 1588 Abidjan 03
(00225) 05 77 87 31
etien_nda@yahoo.fr

L'HARMATTAN MAURITANIE

Espace El Kettab du livre francophone
N° 472 avenue du Palais des Congrès
BP 316 Nouakchott
(00222) 63 25 980

L'HARMATTAN SÉNÉGAL

« Villa Rose », rue de Diourbel X G, Point E
BP 45034 Dakar FANN
(00221) 33 825 98 58 / 77 242 25 08
senharmattan@gmail.com

L'HARMATTAN TOGO

1771, Bd du 13 janvier
BP 414 Lomé
Tél : 00 228 2201792
gerry@taama.net